Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
du mardi 3 juin 2025
à 19 h

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture de la séance

10.02 Période de questions du public

10.03 Période de questions des membres du conseil

10.04 Adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 3 juin 2025, à 19 h, du conseil d'arrondissement d'Anjou

10.05 Approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 6 mai 2025, à 19 h

12 – Orientation

12.01 Adopter le Code de vie des bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou

20 – Affaires contractuelles

20.01 Approuver une entente avec Hydro-Québec et consentir à l'exécution des travaux de plantation et d'entretien, dans le cadre du Plan de reboisement pour compenser les pertes de superficies boisées liées à la rénovation du Poste d'Anjou

30 – Administration et finances

30.01 Prendre acte du rapport des décisions déléguées, de la liste des bons de commande approuvés, des demandes de paiement et des virements budgétaires ainsi que des achats par carte de crédit pour la période comptable du 1er avril au 30 avril 2025

30.02 Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ c. C-11.4), l'offre du conseil d'arrondissement du Plateau-Mont-Royal (CA25 250137) pour les services de l'Escouade dédiée aux établissements d'hébergement touristique pour l'application de toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) relative aux établissements d'hébergement touristique, à l'exception des dispositions applicables aux hôtels, gîtes, hôtels-appartements, auberges de jeunesse et camping, et ce, pour la délivrance de constats d'infraction

40 – Réglementation

40.01 Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme (1557), une dérogation mineure afin de déroger temporairement au nombre minimal de cases de stationnement exigé et à la largeur pour une allée d'accès au stationnement pour un bâtiment institutionnel situé au 7455, rue Jarry Est - lot 1 004 583 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

40.02 Édicter, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333), une ordonnance pour le changement de sens de la circulation sur l'avenue Jean-Desprez, entre le 7081 et le 7291

40.03 Édicter une ordonnance, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333) et une ordonnance en vertu du Règlement concernant la paix, le bon ordre et les nuisances (1607), afin de permettre la tenue des événements spéciaux organisés par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou pendant les mois de juillet, septembre et d'octobre 2025

40.04 Édicter une ordonnance, en vertu du Règlement concernant la paix, le bon ordre et les nuisances (1607), modifiant l'ordonnance 1607-O.96 suite au changement de lieu pour le Tournois U13 de Association du baseball mineur en raison des travaux au par Roger-Rousseau

40.05 Donner avis de motion du projet de règlement RCA 40-57 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin de modifier certaines dispositions relatives aux matériaux de revêtement extérieurs

40.06 Donner avis de motion du projet de règlement RCA 185 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) et le Règlement de lotissement (1528) », afin d'assurer la concordance au règlement RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal (RCG 14-029)

40.07 Donner avis de motion et déposé le projet de règlement RCA 181-2 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin d'ajouter et modifier des tarifs concernant le pickleball ainsi que le tennis extérieur libre

40.08 Adopter le premier projet de règlement RCA 40-57 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin de modifier certaines dispositions relatives aux matériaux de revêtement extérieurs

40.09 Adopter le premier projet du règlement RCA 185 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) et le Règlement de lotissement (1528) », afin d'assurer la concordance au règlement RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal (RCG 14-029)

40.10 Adopter le règlement RCA 181-1 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin d'y inclure un pourvoir d'ordonnance

40.11 Adopter le règlement RCA 184 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou (RCA 172) »

40.12 Adopter le règlement RCA 40-56 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin d'ajouter des définitions relatives à l'hébergement touristique

51 – Nomination / Désignation

51.01 Désigner le maire suppléant d'arrondissement d'Anjou pour les mois de juillet, août et septembre 2025

60 – Information

60.01 Dépôt des comptes rendus de la réunion du comité d'étude des demandes de démolition tenue le 3 février 2025 et des réunions du comité consultatif d'urbanisme (CCU) de l'arrondissement d'Anjou tenues les 13 janvier 2025, 3 février 2025 et 3 mars 2025

60.02 Dépôt par la secrétaire d'arrondissement du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 6 mai 2025, à 18 h, concernant les projets de règlements RCA 183 et RCA 40-56, ainsi que le projet particulier d'habitation PH-79-002

70 – Autres sujets

70.01 Levée de la séance ordinaire du 3 juin 2025

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Résolution: CA25 12102

Adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 3 juin 2025, à 19 h, du conseil d'arrondissement d'Anjou

Il est proposé par Andrée Hénault

appuyé par Richard L Leblanc

et unanimement résolu :

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 3 juin 2025, à 19 h, du conseil d'arrondissement d'Anjou.

ADOPTÉE

10.04

Nataliya HOROKHOVSKA
_____
Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Résolution: CA25 12103

Approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 6 mai 2025, à 19 h

ATTENDU QU'une copie du procès-verbal a été livrée aux élus dans les délais prescrits par la Loi sur les cités et villes;

Il est proposé par Richard L Leblanc

appuyé par Kristine Marsolais

et unanimement résolu :

D'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 6 mai 2025, à 19 h.

ADOPTÉE

10.05

Nataliya HOROKHOVSKA

_____

Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025

Procès-verbal de la séance ordinaire
du conseil d'arrondissement
tenue le mardi 6 mai 2025, à 19 h
7701, boulevard Louis-H.-La Fontaine

PRÉSENCES :

M. Luis Miranda, Maire d'arrondissement
Mme Andrée Hénault, Conseiller de ville
Mme Kristine Marsolais, Conseillère d'arrondissement
M. Richard L Leblanc, Conseiller d'arrondissement
Mme Marie-Josée Dubé, Conseillère d'arrondissement

Formant quorum et siégeant sous la présidence de M. Luis Miranda, maire d'arrondissement

AUTRES PRÉSENCES :

Mme Anne Chamandy, Directrice d'arrondissement
Mme Nataliya Horokhovska, Secrétaire d'arrondissement
Mme Josée Kenny, Secrétaire d'arrondissement substitut

Cette séance est tenue conformément aux dispositions de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

Ouverture de la séance ordinaire du 6 mai 2025, à 19 h

Le président du conseil d'arrondissement, M. Luis Miranda, déclare la séance ordinaire ouverte à 19 h.

10.01

Période de questions du public

La période de questions du public débute à 19 h 03. Quatre (4) questions sont posées et répondues par M. Miranda.

La période de questions se termine à 19 h 38.

10.02

Période de questions des membres du conseil

La période de questions des membres du conseil débute à 19 h 38, mais aucune question n'est posée.

10.03

CA25 12075

Adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 6 mai 2025, à 19 h, avec modification du point 15.02

Il est proposé par Richard L Leblanc

appuyé par Andrée Hénault

et unanimement résolu :

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 6 mai 2025, à 19 h, avec modification du point 15.02.

ADOPTÉE

10.04

CA25 12076

Approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 1er avril 2025, à 19 h

ATTENDU QU'une copie du procès-verbal a été livrée aux élus dans les délais prescrits par la Loi sur les cités et villes;

Il est proposé par Marie-Josée Dubé

appuyé par Andrée Hénault

et unanimement résolu :

D'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 1er avril 2025, à 19 h.

ADOPTÉE

10.05

CA25 12077

Déposer une pétition dont l'objet est l'implantation d'une zone de stationnement réservée aux résidents sur place d'Antioche, entre la rue Saint-Zotique Est et l'avenue David-D'Angers

Dépôt est fait par la secrétaire d'arrondissement d'une pétition dont l'objet est l'implantation d'une zone de stationnement réservée aux résidents sur place d'Antioche, entre la rue Saint-Zotique Est et l'avenue David-D'Angers.

11.01

CA25 12078

Proclamer la semaine du 1er au 7 juin 2025 « Semaine québécoise des personnes handicapées »

ATTENDU QUE la 29e édition de la « Semaine québécoise des personnes handicapées » aura lieu du 1er au 7 juin 2025;

ATTENDU QU'il y a lieu de combattre les préjugés envers les personnes vivant en situation d'handicap, en sensibilisant l'ensemble de la population québécoise

l'importance du respect des différences dans la société, et à faire connaître leur réalité;

ATTENDU QUE l'arrondissement d'Anjou souhaite contribuer à bâtir une société plus inclusive en favorisant l'intégration scolaire, professionnelle et sociale de tous, et en invitant la population à favoriser la participation des personnes handicapées à la vie de l'arrondissement et aux activités qui s'y déroulent;

Il est proposé par Kristine Marsolais

appuyé par Marie-Josée Dubé

et unanimement résolu :

De proclamer la semaine du 1er juin au 7 juin 2025 la « Semaine québécoise des personnes handicapées ».

ADOPTÉE

15.01 1259573006

CA25 12079

Recommander aux instances responsables de nommer les membres du conseil d'administration d'Anjou 80

Considérant le statut et la charte particulière d'Anjou 80;

Considérant que le conseil d'administration devrait être composé d'Angevines et d'Angevins;

Considérant que plusieurs sièges au conseil d'administration d'Anjou 80 sont vacants depuis plusieurs mois;

Considérant que l'année 2025 est une année électorale;

Considérant qu'historiquement le conseil d'arrondissement d'Anjou transmettait une proposition de nomination aux instances pour constituer le conseil d'administration d'Anjou 80;

Considérant que pour assurer l'efficience du conseil d'administration d'Anjou 80, il est nécessaire de procéder rapidement à la nomination de nouveaux membres;

Il est proposé par Richard L Leblanc

appuyé par Kristine Marsolais

et unanimement résolu :

Le conseil d'arrondissement d'Anjou recommande aux instances responsables de nommer les membres suivants au conseil d'Anjou 80 :

Membre	**Titre**	**Fin du mandat**
Luis Miranda	Président	2026-01-31
Andrée Hénault	Vice-Présidente	2026-01-31
Francine Beauchamp	Secrétaire-trésorier	2027-12-31
Robert Lecours	Membre	2027-12-31
Michel Haddad	Membre	2027-12-31
Monique Miguet	Membre	2027-12-31
Gabriela Melendez	Membre	2027-12-31
Edna Lénéus	Membre	2026-12-31
Pierre Olivier Cyr	Membre	2026-12-31
Michel Foisy	Membre	2026-12-31
Josée Marquis	Membre	2026-12-31
André Boisvert	Membre	2026-12-31

Mandater la secrétaire d'arrondissement pour transmettre cette résolution à monsieur Benoit Dorais, vice-président du comité exécutif.

ADOPTÉE

15.02

CA25 12080

Autoriser une dépense maximale de 587 788,19 $, contingences, incidences et taxes incluses - Octroyer un contrat au Groupe Endeavour Inc. au montant de 514 180,01 $, taxes incluses, pour les travaux d'aménagement des terrains de pickleball et d'éclairage du parc André-Laurendeau de l'arrondissement Anjou - Appel d'offres public 2025-02-TR (6 soumissionnaires)

Il est proposé par Andrée Hénault

appuyé par Marie-Josée Dubé

et unanimement résolu :

D'autoriser une dépense totale de 587 788,19 $, contingences, incidences et taxes incluses, pour les travaux d'aménagement des terrains de pickleball et d'éclairage du parc André-Laurendeau de l'arrondissement Anjou.

D'octroyer, à cette fin, un contrat au Groupe Endeavour Inc., plus bas soumissionnaire conforme, au montant de 514 180,01 $, taxes incluses, le tout conformément aux documents de l'appel d'offres public 2025-02-TR.

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 51 418 $, taxes incluses.

D'autoriser un budget d'incidences de 22 190,18 $, taxes incluses.

De procéder à une évaluation du rendement du Groupe Endeavour Inc., conformément au cahier des charges.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

ADOPTÉE

20.01 1255818002

CA25 12081

Approuver les projets de conventions - Accorder une contribution financière totalisant 360 356 $, incluant les taxes si applicables, à quatre (4) organismes, soit au Carrefour des femmes d'Anjou, au Carrefour solidarité Anjou, à Neo Collège, et à Le YMCA du Québec, pour la réalisation de leur projet, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2029, dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029)

Il est proposé par Kristine Marsolais

appuyé par Richard L Leblanc

et unanimement résolu :

D'approuver quatre (4) projets de conventions avec Carrefour des femmes d'Anjou, Carrefour solidarité Anjou, Neo Collège, et Le YMCA du Québec, dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029).

D'accorder à Carrefour des femmes d'Anjou un montant de 58 833,85 $, à cette fin, selon les modalités et conditions prévues dans la convention.

D'accorder à Carrefour Solidarité Anjou un montant de 100 000 $, à cette fin, selon les modalités et conditions prévues dans la convention.

D'accorder à Neo Collège un montant de 105 522,15 $, à cette fin, selon les modalités et conditions prévues dans la convention.

D'accorder à Les YMCA du Québec un montant de 96 000 $, à cette fin, selon les modalités et conditions prévues dans la convention.

D'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

ADOPTÉE

20.02 1259573008

CA25 12082

Approuver les modifications aux conventions de huit (8) organismes angevins à la suite de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions de la Loi 25 sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

Il est proposé par Andrée Hénault

appuyé par Marie-Josée Dubé

et unanimement résolu :

D'approuver les modifications aux conventions de huit (8) organismes angevins, soit Association du hockey mineur d'Anjou inc., Association du baseball mineur d'Anjou inc., Patinage Anjou inc., Association de soccer Anjou, Service d'aide communautaire Anjou inc., Culture à la carte d'Anjou, École de musique Anjou, Comité d'animation culturelle de la bibliothèque d'Anjou, à la suite de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions de la Loi 25 sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

ADOPTÉE

20.03 1249573012

CA25 12083

Prendre acte du rapport des décisions déléguées, de la liste des bons de commande approuvés, des demandes de paiement et des virements budgétaires ainsi que des achats par carte de crédit pour la période comptable du 1er au 31 mars 2025

Il est proposé par Richard L Leblanc

appuyé par Kristine Marsolais

et unanimement résolu :

De prendre acte du rapport des décisions déléguées, de la liste des bons de commande approuvés, des demandes de paiement et des virements budgétaires, ainsi que des achats par carte de crédit pour la période comptable du 1er au 31 mars 2025.

ADOPTÉE

30.01 1258178004

CA25 12084

Édicter une ordonnance, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333), visant à modifier la signalisation sur la rue Ernest-Cormier, entre Ray-Lawson et Parkway, ainsi que sur l'avenue Baldwin, entre Châteauneuf et Métropolitain, à la suite des recommandations formulées par le comité de circulation lors de sa rencontre tenue le 1er avril 2025

Il est proposé par Andrée Hénault

appuyé par Marie-Josée Dubé

et unanimement résolu :

D'édicter une ordonnance, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333), tel que rédigé, visant à modifier la signalisation sur la rue Ernest-Cormier, entre Ray-Lawson et Parkway, ainsi que sur l'avenue Baldwin, entre Châteauneuf et Métropolitain, à la suite des recommandations formulées par le comité de circulation lors de sa rencontre tenue le 1er avril 2025.

ADOPTÉE

40.01 1253178006

CA25 12085

Édicter une ordonnance, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333), visant à modifier la signalisation des zones de recharge de véhicule électrique dans l'ensemble de l'arrondissement à l'exception du quartier industriel, à la suite des recommandations formulées par le comité de circulation lors de sa rencontre tenue le 1er avril 2025

Il est proposé par Richard L Leblanc

appuyé par Kristine Marsolais

et unanimement résolu :

D'édicter une ordonnance, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333), tel que rédigé, visant à modifier la signalisation des zones de recharge de véhicule électrique dans l'ensemble de l'arrondissement à l'exception du quartier industriel, à la suite des recommandations formulées par le comité de circulation lors de sa rencontre tenue le 1er avril 2025.

ADOPTÉE

40.02 1253178007

CA25 12086

Édicter une ordonnance, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333), visant à modifier la signalisation face au 6955, avenue des Ormeaux, entre l'avenue Chaumont et l'avenue Georges, à la suite des recommandations formulées par le comité de circulation lors de sa rencontre tenue le 1er avril 2025

ATTENDU QUE lors de la séance du 6 mai 2003 le conseil à approuver (CA03 120168) certaines recommandations du Comité de circulation tenue le 4 avril 2003 dont l'interdiction de stationnement;

ATTENDU QU'un débarcadère n'est pas la solution idoine pour les usagers visés, car les parents se doivent d'accompagner leur enfant jusqu'aux portes l'installation;

Il est proposé par Andrée Hénault

appuyé par Richard L Leblanc

et unanimement résolu :

D'abroger la partie de la résolution CA03 120168 en lien avec la signalisation de zone de débarcadère de stationnement pour la garderie, devant l'école Cardinal-Léger, au 6979, avenue Des Ormeaux.

D'édicter une ordonnance, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333), tel que rédigé, visant à modifier la signalisation face au 6955, avenue des Ormeaux, entre l'avenue Chaumont et l'avenue Georges par l'ajout d'une période de 15 minutes, à la suite des recommandations formulées par le comité de circulation lors de sa rencontre tenue le 1er avril 2025.

ADOPTÉE

40.03 1253178008

CA25 12087

Édicter une ordonnance, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333), visant le déplacement du stationnement pour personnes à mobilité restreinte devant l'entrée du 7101, avenue de l'Alsace, à la suite des recommandations formulées par le comité de circulation lors de sa rencontre tenue le 1er avril 2025

ATTENDU QUE lors de la séance du 24 novembre 2009, le conseil a adopté la résolution CA09 12296 autorisant l'installation d'une zone de stationnement réservé aux personnes à mobilité réduite devant 7101, avenue de l'Alsace;

ATTENDU QUE les utilisateurs de cette zone de stationnement pour personne à mobilité restreinte vont à l'église et qu'il serait opportun de rapprocher ce dernier de la porte d'entrée ;

Il est proposé par Marie-Josée Dubé

appuyé par Kristine Marsolais

et unanimement résolu :

De modifier la résolution CA09 12296 par l'abrogation du paragraphe concernant la zone de stationnement dédié aux personnes à mobilité réduite devant le 7101, avenue de l'Alsace.

D'édicter une ordonnance, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333), tel que rédigé, visant le déplacement du stationnement pour personne à mobilité restreinte devant l'entrée du 7101, avenue de l'Alsace, à la suite des recommandations formulées par le comité de circulation lors de sa rencontre tenue le 1er avril 2025**.**

ADOPTÉE

40.04 1253178009

CA25 12088

Édicter une ordonnance, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333) et une ordonnance en vertu du Règlement concernant la paix, le bon ordre et les nuisances (1607), afin de permettre la tenue des événements spéciaux organisés par la Direction de

l'aménagement urbain et services aux entreprises et la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou pendant les mois de juin, juillet, août et septembre 2025

Il est proposé par Kristine Marsolais

appuyé par Andrée Hénault

et unanimement résolu :

D'édicter une ordonnance, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333), tel que rédigé, afin de permettre la tenue des événements spéciaux organisés par la Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises et la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou pendant les mois de juin, juillet, août et septembre 2025.

D'édicter une ordonnance, en vertu du Règlement concernant la paix, le bon ordre et les nuisances (1607), tel que rédigé, afin de permettre la tenue des événements spéciaux organisés par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou aux mois d'avril, juin, juillet, août et septembre 2025.

Cette autorisation n'est pas transférable.

ADOPTÉE

40.05 1258428006

CA25 12089

Édicter une ordonnance, en vertu du Règlement concernant la paix, le bon ordre et les nuisances (1607), afin de permettre la tenue des événements spéciaux organisés par le Club Lions Anjou pour la vie, le Carrefour des femmes d'Anjou, le Service d'aide communautaire Anjou inc., le Jardin communautaire Lucie-Bruneau et le Bureau des services région 87 (Alcooliques Anonymes) aux mois de juillet et août 2025

Il est proposé par Marie-Josée Dubé

appuyé par Kristine Marsolais

et unanimement résolu :

D'édicter une ordonnance, en vertu du Règlement concernant la paix, le bon ordre et les nuisances (1607), tel que rédigé, afin de permettre la tenue des événements spéciaux organisés par le Club Lions Anjou pour la vie, le Carrefour des femmes d'Anjou, le Service d'aide communautaire Anjou inc., le Jardin communautaire Lucie-Bruneau et le Bureau des services région 87 (Alcooliques Anonymes) aux mois de juillet et août 2025.

Cette autorisation n'est pas transférable.

ADOPTÉE

40.06 1258428007

CA25 12090

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme (1557), une dérogation mineure afin d'autoriser une enseigne murale constituée du logo de l'entreprise apposé sur un boitier lumineux au 7010, boulevard Henri-Bourassa, - lot 3/585 801 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

ATTENDU QU'une recommandation favorable a été émise par le comité consultatif d'urbanisme lors de sa réunion du 31 mars 2025;

ATTENDU QUE la demande de dérogation mineure respecte les conditions relatives à l'approbation d'une dérogation mineure;

ATTENDU QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil d'arrondissement;

Il est proposé par Andrée Hénault

appuyé par Richard L Leblanc

et unanimement résolu :

D'accorder la dérogation mineure (demande 3003509782), pour l'immeuble situé au 7010, boulevard Henri-Bourassa, lot 3 585 801 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, visant à autoriser une enseigne murale constituée du logo de l'entreprise apposé sur un boitier lumineux, et ce, malgré l'article 232 du Règlement concernant le zonage (RCA 40) qui exige qu'une enseigne prenne la forme des emblèmes et des lettres utilisés, sans que ceux-ci ne soient entourés d'un cadre et exige qu'elle soit fixée solidement au bâtiment ou sur une plaque conçue pour servir de support à l'enseigne.

ADOPTÉE

40.07 1255614003

CA25 12091

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme (1557), une dérogation mineure afin d'autoriser un taux de cour arrière de 35 % pour le bâtiment situé au 7200, avenue de Pruniers, lot 1 004 823 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

ATTENDU QU'une recommandation favorable a été émise par le comité consultatif d'urbanisme lors de sa réunion du 31 mars 2025;

ATTENDU QUE la demande de dérogation mineure respecte les conditions relatives à l'approbation d'une dérogation mineure;

ATTENDU QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil d'arrondissement;

Il est proposé par Marie-Josée Dubé

appuyé par Andrée Hénault

et unanimement résolu :

D'accorder la dérogation mineure (demande 3003505841), pour l'immeuble situé au 7200, avenue de Pruniers, lot numéro 1 004 823 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, visant à autoriser un taux de cour arrière de 35 %, et ce, malgré la grille de spécifications de la zone H-124 et l'article 10 du Règlement concernant le zonage (RCA 40) qui exigent un taux de cour arrière minimal de 40 %.

ADOPTÉE

40.08 1255614004

CA25 12092

Donner un avis de motion et déposer le projet de règlement RCA 181-1 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin d'y inclure un pourvoir d'ordonnance

Le conseiller, Richard Leblanc, donne un avis de motion de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'arrondissement du règlement RCA 181-1 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin d'y inclure un pourvoir d'ordonnance et dépose le projet de règlement.

40.09 1257203004

CA25 12093

Donner un avis de motion et déposer le projet de règlement RCA 184 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou (RCA 172) »

La conseillère, Kristine Marsolais, donne un avis de motion de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'arrondissement du règlement RCA 184 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou RCA 172 » et dépose le projet de règlement.

40.10 1258428008

CA25 12094

Adopter le second projet de règlement RCA 40-56 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin d'ajouter des définitions relatives à l'hébergement touristique

Considérant que l'arrondissement doit faire face à des enjeux de disponibilité et d'abordabilité de logements;

Considérant qu'il y a lieu d'uniformiser l'application de la réglementation concernant l'hébergement touristique dans une résidence principale au sein des arrondissements de la Ville de Montréal, en concordance avec la Loi sur l'hébergement touristique (RLRQ, chapitre H.1.01);

Considérant qu'il faut combler les limites de la réglementation actuelle à l'égard de la notion de résidence principale et du fardeau de la preuve contre les contrevenants;

Il est proposé par Marie-Josée Dubé

appuyé par Andrée Hénault

et unanimement résolu :

D'adopter le second projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin d'ajouter des définitions relatives à l'hébergement touristique.

Ce règlement est susceptible d'approbation référendaire.

ADOPTÉE

40.11 1258770003

CA25 12095

Adopter le règlement RCA 182 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (RCA 22) et le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin de modifier des dispositions relatives à l'occupation périodique du domaine public et des tarifs relatifs aux murales et à certains projets particuliers

ATTENDU QU'un avis de motion CA25 12064 du règlement RCA 182 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (RCA 22) et le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », a été donné par la conseillère Marie-Josée Dubé à la séance du 1er avril 2025, suivi du dépôt;

ATTENDU QU'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

ATTENDU QUE l'objet, le coût et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Il est proposé par Marie-Josée Dubé

appuyé par Richard L Leblanc

et unanimement résolu :

D'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (RCA 22) et le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou- Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin de modifier des dispositions relatives à l'occupation périodique du domaine public et des tarifs relatifs aux murales et à certains projets particuliers.

ADOPTÉE

40.12 1255614002

CA25 12096

Adopter le règlement RCA 183 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45), le Règlement sur les permis et certificats (1527) et le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou – Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin de permettre les bâtiments temporaires de classes modulaires pour les établissements d'enseignement durant une période ne devant pas excéder 60 mois

ATTENDU QU'un avis de motion CA25 12065 du règlement RCA 183 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45), le Règlement sur les permis et certificats (1527) et le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin de permettre les bâtiments temporaires de classes modulaires pour les établissements d'enseignement durant une période ne devant pas excéder 60 mois, a été donné par le conseiller de Ville Andrée Hénault;

ATTENDU QUE le premier projet de ce règlement a été adopté à la séance du 1er avril 2025 par sa résolution CA25 12069;

ATTENDU QUE ce projet de règlement a été présenté à l'assemblée publique de consultation tenue le 6 mai 2025, à 18 h;

ATTENDU QU'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

ATTENDU QUE l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Il est proposé par Andrée Hénault

appuyé par Kristine Marsolais

et unanimement résolu :

D'adopter le règlement RCA 183 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45), le Règlement sur les permis et certificats (1527) et le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin de permettre les bâtiments temporaires de classes modulaires pour les établissements d'enseignement durant une période ne devant pas excéder 60 mois.

ADOPTÉE

40.13 1257077006

CA25 12097

Adopter le règlement RCA 1333-39 intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333) », afin de modifier et supprimer certaines définitions et ajuster le texte réglementaire

ATTENDU QU'un avis de motion CA25 12073 du règlement RCA 1333-39 intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333) », afin de modifier et supprimer certaines définitions et ajuster le texte réglementaire, a été donné par la conseillère Marie-Josée Dubé au conseil du 1er avril 2025, suivi du dépôt;

ATTENDU QU'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Il est proposé par Marie-Josée Dubé

appuyé par Kristine Marsolais

et unanimement résolu :

D'adopter le règlement RCA 1333-39 intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333) », afin de modifier et supprimer certaines définitions et ajuster le texte réglementaire.

ADOPTÉE

40.14 1258770004

CA25 12098

Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA 138), une résolution visant à autoriser un projet de lotissement, d'agrandissement d'un bâtiment commercial et un usage d'unités de libre-entreposage, soit des unités de libre-entreposage pour la propriété située aux 6900-7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine, lots 4 594 306 et 4 594 307 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (PP-79-024)

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation a été tenue le 1er avril 2025, à 18 h;

ATTENDU QU'aucune demande de participation à un référendum n'a été soumise à la suite de l'avis public diffusé à cet effet le 23 avril 2025;

Il est proposé par Kristine Marsolais

appuyé par Richard L Leblanc

et unanimement résolu :

D'adopter, avec changement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA 138), la résolution suivante:

SECTION I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé des lots 4 594 306 et 4 594 307 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré au plan déposé en annexe A du présent sommaire.

SECTION II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, l'agrandissement, l'occupation et l'aménagement des espaces extérieurs de la propriété sise au 7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine, ainsi que l'aménagement des espaces extérieurs de la propriété sise au 6900, boulevard Louis H. La Fontaine, propriétés formées des lots projetés identifiés comme les lots 6 669 783 et 6 669 784 illustrés au plan déposé en annexe B du présent sommaire sont autorisés selon les dispositions prévues à la présente résolution.

À cette fin, il est notamment permis de déroger :

1° aux articles 10, 93 (ligne 12 du tableau), 96.1, 117.4, 132, 133, 154, 167, 169 et 172 ainsi qu'à la grille de spécifications de la zoneC-506 de l'annexe C du Règlement concernant le zonage (RCA 40);

2° à l'article 3, paragraphes 2 et 12, ainsi qu'aux articles 19, 20, 21, 22, 22.1, 57.13, 57.14, 57.15, 57.16 et 57.16.1 du Règlement sur les Plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45);

3° à l'article 6.1 du Règlement sur les permis et certificats (1527).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

SECTION III
CONDITIONS GÉNÉRALES

APPLICABLES AU 6900, BOULEVARD LOUIS H. LA FONTAINE, IDENTIFIÉ COMME LOT PROJETÉ 6 669 784

3. Malgré l'article 10 et la grille de spécifications de la zone C-506 de l'annexe C du Règlement concernant le zonage (RCA 40), la marge arrière minimale est de 6,9 mètres.

4. Malgré l'article 132 de ce règlement, le nombre minimal de cases de stationnement requises est de 10 cases.

5. Malgré l'article 133 de ce règlement :

a. la largeur minimale d'une case de stationnement est de 2,5 mètres;

b. la largeur minimale d'une allée d'accès dont l'angle d'accès au stationnement de 90° est de 6,0 mètres.

6. Malgré l'article 154 de ce règlement :

a. une aire de stationnement n'a pas l'obligation de communiquer avec la rue directement par un bateau de porte et une allée d'accès;

b. il n’est pas exigé que l’accès aux cases de stationnement s’exécute sans déplacer un autre véhicule, pour des cases de stationnement situé à l'intérieur d'un bâtiment.

7. Malgré l’article 6.1 du Règlement sur les permis et certificats (1527), l’obtention d’un certificat d’autorisation est requise pour modifier une aire de stationnement, selon les termes prévus à l’article 6.2.2.2.8 du Règlement sur les permis et certificats (1527).

APPLICABLES AU 7000, BOULEVARD LOUIS H. LA FONTAINE, IDENTIFIÉ COMME LOT PROJETÉ 6 669 783

8. Malgré l’article 10 et la grille de spécifications de la zone C-506 de l’annexe C du RCA 40 :

a. l’usage d’unités de libre-entreposage, attribuable à la catégorie d’usage « C 6 Commerce lourd, commerce de gros, entrepôt », est permis;

b. la marge arrière minimale est de 3,1 mètres.

9. Malgré les articles 93 (ligne 12 du tableau) et 96.1 de ce règlement, un contenant destiné aux collectes est autorisé dans une cour avant secondaire, aux conditions édictées à l’article 96.1.

10. Malgré l’article 117.4 de ce règlement, l’occupation par un usage de la catégorie d’usage « C 6 » d’un terrain adjacent à un terrain situé dans une autre zone et occupé par un usage sensible est autorisée à la condition qu’une clôture opaque d’une hauteur minimale de 1,8 mètre et maximale de 2,5 mètres soit aménagé le long de la limite de terrain adjacente au terrain situé dans l’autre zone.

11. Malgré l’article 132 de ce règlement, le nombre minimal de cases de stationnement requises est de 22 cases pour un usage d’unités de libre-entreposage, attribuable à la catégorie d’usage « C 6 Commerce lourd, commerce de gros, entrepôt ».

12. Malgré l’article 167 de ce règlement, l’aménagement d’une aire de chargement n’est pas requis.

13. Malgré l’article 169 de ce règlement, les tabliers de manœuvre et les portes d’accès camion peuvent être situés dans une cour avant.

14. Malgré l’article 172 de ce règlement, le tablier de manœuvre requis devant une porte d’accès camion doit avoir une longueur minimale de 7,5 mètres.

SECTION IV
CONDITIONS SPÉCIFIQUES

15. Toute plantation doit être maintenue en bon état d'entretien et de conservation et être remplacée au besoin.

APPLICABLES AU 6900, BOULEVARD LOUIS H. LA FONTAINE, IDENTIFIÉ COMME LOT PROJETÉ 6 669 784

16. Trois arbres ayant un tronc d’au moins 5 centimètres de diamètre mesuré à 1,40 mètre du sol doivent être plantés.

17. Un minimum de 30 % de la superficie du site doit être végétalisée.

18. Un minimum de quatre unités de stationnement pour vélo doit être aménagé.

19. Préalablement à la délivrance d’un certificat d’autorisation exigé en vertu de l’article 7, l’approbation d’un plan d’implantation et d’intégration architectural est requise. Les objectifs et critères de la section V de la présente résolution s’appliquent.

APPLICABLES AU 7000, BOULEVARD LOUIS H. LA FONTAINE, IDENTIFIÉ COMME LOT PROJETÉ 6 669 783

20. Aucun entreposage extérieur n’est autorisé.

21. Vingt-deux arbres ayant un tronc d'au moins 5 centimètres de diamètre mesuré à 1,40 mètre du sol doivent être plantés.

22. Un minimum de 20 % de la superficie du site doit être végétalisée.

SECTION V
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL

23. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction, de transformation ou d'un certificat d'autorisation, impliquant un agrandissement, une modification de l'apparence extérieure ou l'aménagement des espaces extérieurs, relatifs à des travaux autorisés pour le bâtiment situé au 7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine, identifié comme lot projeté 6 669 783 au plan déposé en annexe B, les objectifs et critères de la présente section s'appliquent.

Les objectifs d'aménagement sont les suivants :

1° favoriser la qualité architecturale du projet;

2° assurer l'intégration harmonieuse du projet dans le milieu d'insertion;

3° participer à la création d'environnements structurés, attrayants et sécuritaires pour le piéton et favoriser la transition écologique;

4° favoriser l'accessibilité universelle d'un bâtiment dans le cadre d'une nouvelle construction.

24. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « favoriser la qualité architecturale du projet » sont les suivants :

1° le bâtiment produit un ensemble harmonieux et unifié au niveau du gabarit, du style, des coloris et des composantes architecturales, telles que les matériaux de revêtement, les couronnements, les ouvertures et les saillies;

2° le traitement architectural du bâtiment permet une bonne lisibilité de l'entrée du bâtiment;

3° l'utilisation de matériaux extérieurs présentant des qualités de durabilité est favorisée;

4° l'utilisation de matériaux extérieurs de couleur sobre et ayant un indice de réflectance solaire (I.R.S) élevé est favorisée;

5° les murs visibles d'une voie de circulation publique sont traités avec soin et présentent un caractère architectural s'apparentant à celui de la façade principale;

6° le traitement architectural du bâtiment vise à créer un rythme horizontal ou vertical par l'agencement des matériaux, le choix des couleurs et les changements d'angles;

7° la visibilité extérieure des portes des unités de libre-entreposage localisées à l'intérieure du bâtiment doit être minimisée;

8° les portes d'accès camion et les portes de garage ont un aspect soigné et sont intégrées à la proposition architecturale.

25. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « assurer l'intégration harmonieuse du projet dans le milieu d'insertion » sont les suivants :

1° le concept architectural proposé enrichit le milieu urbain en privilégiant des tendances architecturales contemporaines, tout en assurant une harmonisation avec le projet résidentiel associé et les bâtiments voisins;

2° l'implantation du bâtiment, la localisation des portes de garage, l'aménagement du site et la localisation des allées d'accès sont conçus de façon à préserver la quiétude des résidants du voisinage;

3° les équipements mécaniques, électriques et de télécommunication ainsi que les transformateurs situés sur les toits ou au sol sont dissimulés de la vue des résidences voisines et des voies de circulation publiques;

4º une aire de stationnement au toit doit prévoir des mesures de mitigations afin de minimiser la vue des véhicules des voies de circulation publique et des résidences voisines**;**

5° les aires à rebuts sont camouflées des voies de circulation publiques par un mur, un écran architectural, des plantations et sont conçues de manière à minimiser les nuisances qui leur sont associées, notamment le bruit et les odeurs;

26. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « participer à la création d'environnements structurés, attrayants et sécuritaires pour le piéton et favoriser la transition écologique » sont les suivants :

1º le traitement architectural de la base du bâtiment est soigné au niveau des matériaux de revêtement, de l'ornementation, de la signalisation et de l'éclairage;

2° l'aire de stationnement comporte des trottoirs ou autres cheminements protégés en nombre suffisant pour assurer le déplacement sécuritaire des piétons;

3° une bande de verdure paysagée est préconisée entre les aires de stationnement des véhicules automobiles et les bâtiments;

4° l'aménagement du site comporte un éclairage qui garantit la sécurité des usagers tout en minimisant les nuisances sur les propriétés adjacentes;

5º des unités de stationnement vélo doivent avoir une dimension suffisante pour accueillir un vélo-cargo;

6º l'aménagement de la cour avant tend à maximiser la couverture végétale et doit être conçu de façon à permettre la plantation d'un arbre et sa croissance à maturité, en tenant compte de l'aménagement du domaine public;

7º l'aménagement du terrain tend à maximiser la couverture végétale, la plantation d'arbres à moyen et grand déploiement et la conservation des arbres existants.

27. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « favoriser l'accessibilité universelle d'un bâtiment dans le cas d'une nouvelle construction ou d'un agrandissement » sont les suivants :

1º le projet doit viser à réduire la hauteur entre une voie publique et l'accès au bâtiment en favorisant les entrées de plain-pied ou les allées en pente douce;

2º lorsqu'une rampe d'accès est nécessaire, une configuration simple, sans palier de changement de direction, est privilégiée;

3º l'implantation de trottoirs ou sentiers sécuritaires et éclairés, entre le bâtiment et une voie publique, de même qu'entre le stationnement et le bâtiment, est favorisée;

4º l'aménagement d'une allée, permettant d'accéder au bâtiment à partir d'un stationnement réservé aux personnes à mobilité réduite, sans avoir à circuler derrière des véhicules stationnés, est favorisé;

5º l'aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite doit être réalisé le plus près possible des accès au bâtiment.

28. Aux fins de la délivrance d'un permis ou d'un certificat d'autorisation impliquant l'aménagement des espaces extérieurs, relatif à des travaux autorisés pour le bâtiment situé au 6900, boulevard Louis-H.-La Fontaine, identifié comme lot projeté 6 669 784 au plan déposé en annexe B, les objectifs et critères de la présente section s'appliquent.

Les objectifs d'aménagement sont les suivants :

1° assurer l'intégration harmonieuse du projet dans le milieu d'insertion;

2° participer à la création d'environnements structurés, attrayants et sécuritaires pour le piéton et maximiser la couverture végétale.

29. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « assurer l'intégration harmonieuse du projet dans le milieu d'insertion » sont les suivants :

1° les manœuvres véhiculaires dans l'aire de stationnement doivent être fonctionnels;

2° les équipements mécaniques, électriques et de télécommunication ainsi que les transformateurs situés au sol sont dissimulés de la vue des résidences voisines et des voies de circulation publiques;

3° les aires à rebuts sont camouflées des voies de circulation publiques par un mur, un écran architectural, des plantations et sont conçues de manière à minimiser les nuisances qui leur sont associées, notamment le bruit et les odeurs.

30. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « participer à la création d'environnements structurés, attrayants et sécuritaires pour le piéton et maximiser la couverture végétale » sont les suivants :

1° l'aire de stationnement comporte des trottoirs ou autres cheminements protégés en nombre suffisant pour assurer le déplacement sécuritaire des piétons;

2° l'aménagement du site comporte un éclairage qui garantit la sécurité des usagers tout en minimisant les nuisances sur les propriétés adjacentes;

3º l'aménagement de la cour avant tend à maximiser la couverture végétale et doit être conçu de façon à permettre la plantation d'un arbre et sa croissance à maturité, en tenant compte de l'aménagement du domaine public;

4º l'aménagement du terrain tend à maximiser la couverture végétale, la plantation d'arbres à moyen et grand déploiement et la conservation des arbres existants.

SECTION VI
GARANTIES MONÉTAIRES

31. La délivrance d'un permis transformation visée par la présente résolution est conditionnelle au dépôt d'une lettre de garantie bancaire irrévocable au montant de 50 000 $. Cette garantie doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux d'aménagement des espaces extérieurs soient complétés.

Si les travaux d'aménagement des espaces extérieurs ne sont pas réalisés conformément aux plans adoptés en vertu du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45), la Ville peut encaisser la garantie à titre de pénalité.

SECTION VII
DISPOSITIONS FINALES

32. Les travaux visés par la présente résolution doivent débuter dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur de celle-ci.

33. En cas de non-respect du délai prévu à l'article 31, la présente résolution devient nulle et sans effet.

34. Les travaux d'aménagement paysager prévus à la présente résolution doivent être complétés dans les 18 mois suivant la fin des travaux visés par la présente résolution.

35. En cas de non-respect des conditions prévues ci-dessus, les dispositions pénales prévues au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA 138) s'appliquent.

Annexe A

PLAN INTITULÉ « ANNEXE A – PLAN DE LOCALISATION »

Annexe B

PLAN INTITULÉ « ANNEXE B – PROJET DE LOTISSEMENT »

ADOPTÉE

40.15 1257077001

CA25 12099

Adopter, en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q. 2024, chapitre 2), une résolution visant à autoriser un projet de démolition du bâtiment commercial situé au 7440-7460, boulevard des Galeries-d'Anjou et de construction de deux bâtiments résidentiels comportant trois tours pour les propriétés situées aux 7400 et 7440-7460, boulevard des Galeries-d'Anjou, lots 6 659 556, 6 659 557, 6 659 558, 6 659 559, 6 659 560 et 6 659 561 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (PH-79-002)

CONSIDÉRANT QUE le projet répond aux objectifs de densification du secteur en lien avec l'arrivée de la ligne bleue du métro de Montréal, préconisés par les divers documents de planification de la Ville de Montréal;

CONSIDÉRANT QUE la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement est plus ou moins adaptée pour ce type de projet d'envergure;

CONSIDÉRANT QUE le projet répond aux critères applicables à l'évaluation d'une demande d'autorisation en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q. 2024, chapitre 2);

CONSIDÉRANT QUE suite à la séance du 3 février 2025, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable pour ce projet;

Il est proposé par Marie-Josée Dubé

appuyé par Andrée Hénault

et unanimement résolu :

D'adopter, en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q. 2024, chapitre 2), la résolution suivante :

SECTION I

TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé des lots 6 659 556, 6 659 557, 6 659 558, 6 659 559, 6 659 560 et 6 659 561 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré au plan déposé en annexe A du présent sommaire.

SECTION II

AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, sont autorisés selon les dispositions prévues à la présente résolution :

1° la démolition du bâtiment situé au 7440-7460, boulevard des Galeries-d'Anjou;

2° la construction de nouveaux bâtiments, leur occupation ainsi que l'aménagement des espaces extérieurs des lots projetés identifiés comme 6 659 556, 6 659 557, 6 659 558, 6 659 559, 6 659 560 et 6 659 561 du cadastre du Québec, illustrés au plan déposé en annexe A du présent sommaire.

À cette fin, il est notamment permis de déroger :

1° à l'article 4 du Règlement régissant la démolition d'immeubles (RCA 35);

2° aux articles 10, 79, 87, paragraphes 1 et 2, 129, 132, 133, 158, 172 et 181 ainsi qu'à la grille de spécifications de la zone C-504 de l'annexe C, du Règlement concernant le zonage (RCA 40);

3° à l'article 3, paragraphes 2 et 3, ainsi qu'aux articles 19, 20, 21, 22, 22.1, 33, 34, 35 et 35.1 du Règlement sur les Plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

SECTION III

CONDITIONS GÉNÉRALES

3. Malgré l'article 4 du Règlement régissant la démolition d'immeubles (RCA 35) est autorisée la démolition du bâtiment situé au 7440-7460, boulevard des Galeries-d'Anjou, mais doit néanmoins faire l'objet d'une demande de certificat d'autorisation de démolition en vertu du Règlement sur les permis et certificats (1527).

4. Malgré l'article 10 et la grille de spécifications de la zone C-504 de l'annexe C du Règlement concernant le zonage (RCA 40) :

a. la marge latérale droite minimale est de 14,0 mètres;

b. la marge arrière minimale est de 12,6 mètres.

5. Malgré l'article 79 de ce règlement, toute saillie du bâtiment est autorisée avec une projection maximale de 2,5 mètres, sans limitation de largeur ou de superficie.

6. Malgré la ligne 24 du tableau de l'article 79 et les paragraphes 1 et 2 de l'article 87 de ce règlement :

a. un pavillon de jardin peut être localisé en cour latérale et arrière;

b. deux pavillons de jardin sont autorisés par terrain;

c. un pavillon de jardin peut avoir une superficie maximale de 80 m^2.

7. Malgré les articles 129 et 132 de ce règlement, il est autorisé de déroger temporairement, pendant la période des travaux de construction des bâtiments visés par la présente résolution, au nombre minimal de cases de stationnement requis pour les bâtiments commerciaux situés aux 7400 et 7440-7460, boulevard des Galeries-d'Anjou.

8. Malgré l'article 133 de ce règlement, la largeur minimale d'une allée d'accès située à l'intérieur d'un bâtiment, dont l'angle d'accès au stationnement est de 90°, est de 6,1 mètres.

9. Malgré l'article 158 de ce règlement, trois allées d'accès peuvent être aménagées sur la ligne avant adjacente au boulevard des Galeries-d'Anjou, aux conditions suivantes :

1° la largeur de l'allée d'accès desservant l'aire de stationnement doit être d'au plus 8,50 mètres;

2° le long d'une ligne avant, les allées d'accès doivent être distantes d'au moins 9 mètres entre elles.

10. Malgré l'article 172 de ce règlement, le tablier de manœuvre requis devant une porte d'accès camion doit avoir une longueur minimale de 16 mètres.

11. Malgré l'article 181 de ce règlement, sur les élévations avant et arrière, le panneau d'aluminium peut être comptabilisé comme matériau devant recouvrir un minimum de 70 % de l'aire totale de la façade.

SECTION IV

CONDITIONS SPÉCIFIQUES

12. Il est interdit de pratiquer, sans l'obtention préalable d'un permis d'excavation en vertu du Règlement sur les excavations sur le domaine privé (RCA 157), sur le domaine privé, une excavation :

> 1° de moins de 2 mètres de profondeur, si la distance entre la ligne de la servitude en faveur de la Ville de Montréal (no.publ. 3819615) et l'une des faces de l'excavation est inférieure à la profondeur de l'excavation;
>
> 2° de 2 mètres et plus de profondeur, si la distance entre la ligne de la servitude en faveur de la Ville de Montréal (no.publ. 3819615) et l'une des faces de l'excavation est inférieure au double de la profondeur de l'excavation.

Cette excavation devra faire l'objet d'un permis d'excavation en vertu du Règlement sur les excavations sur le domaine privé (RCA 157), selon les dispositions prévues à ce règlement avec les adaptations requises.

Aux fins du présent article, la servitude en faveur de la Ville de Montréal (no.publ. 3819615) est considérée au même titre que le domaine public.

13. Pour les bâtiments résidentiels, un minimum de 0,5 unité de stationnement pour vélo par logement doit être aménagé à l'intérieur du bâtiment.

14. Pour le bâtiment situé au 7400, boulevard des Galeries-d'Anjou, un minimum de deux cases de stationnement pour vélo par 1000 m^2 de superficie de plancher doit être aménagé à l'intérieur du bâtiment ou à l'extérieur, sur le lot projeté occupé par ce bâtiment.

15. À la fin de la construction du projet visé par la présente résolution, un minimum de 90 arbres ayant un tronc d'au moins 5 centimètres de diamètre mesuré à 1,40 mètre du sol doit être planté, en plus des 19 arbres à conserver.

16. À la fin de la construction du projet visé par la présente résolution, un minimum de 40 % de la superficie du site doit être végétalisé.

17. Toute plantation doit être maintenue en bon état d'entretien et de conservation et être remplacée au besoin.

18. Un plan de relocalisation temporaire des cases de stationnement nécessaires aux besoins des immeubles sis aux 7400 et 7440-7460, boulevard des Galeries-d'Anjou, démontrant la localisation des cases et les parcours piétonniers permettant d'y accéder, devra accompagner la demande de certificat de démolition du stationnement étagé partiellement hors-sol situé à l'arrière du 7400, boulevard des Galeries-d'Anjou.

SECTION V

PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL

19. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction, de transformation ou d'un certificat d'autorisation, impliquant une nouvelle construction, un agrandissement d'une construction, une modification de l'apparence extérieure d'une construction , ainsi que l'aménagement des espaces extérieurs, relatifs à des travaux autorisés sur les lots projetés identifiés comme 6 659 556, 6 659 557, 6 659 558, 6 659 559, 6 659 560 et 6 659 561 du cadastre du Québec, illustrés au plan déposé en annexe A du présent sommaire, les objectifs et critères de la présente section s'appliquent.

Les objectifs d'aménagement sont les suivants :

> **1°** favoriser la qualité du projet;
>
> **2°** assurer l'intégration harmonieuse du projet dans le milieu d'insertion;
>
> **3°** participer à la création d'environnements structurés, attrayants et sécuritaires pour le piéton et favoriser la transition écologique;

4° favoriser l'accessibilité universelle d'un bâtiment dans le cadre d'une nouvelle construction ou d'un agrandissement.

20. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « favoriser la qualité du projet » sont les suivants :

1º le bâtiment produit un ensemble harmonieux et unifié au niveau du gabarit, du style, des coloris et des composantes architecturales, telles que les matériaux de revêtement, les couronnements, les ouvertures, les saillies;

2° le traitement architectural du bâtiment vise à créer un rythme horizontal ou vertical par l'agencement des matériaux, le choix des couleurs, les saillies et les changements d'angles;

3° chaque façade ayant front sur une voie de circulation privée doit être traitée avec soin et présenter un caractère architectural s'apparentant à celui d'une façade principale;

4° le traitement architectural des bâtiments permet une bonne lisibilité des entrées principales et celles-ci sont aménagées de façon à assurer leur fonctionnalité;

5° l'utilisation de matériaux extérieurs présentant des qualités de durabilité est favorisée;

6° l'utilisation de matériaux extérieurs de couleur sobre et ayant un indice de réflectance solaire élevé (I.R.S) est favorisée;

7º les grilles de ventilation et les conduits de ventilation doivent s'intégrer à l'architecture du bâtiment;

8º les aires de stationnement souterraines sont privilégiées;

9° une terrasse aménagée au toit est pensée de façon à s'intégrer harmonieusement au concept architectural du bâtiment.

21. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « assurer l'intégration harmonieuse du projet dans le milieu d'insertion » sont les suivants :

1° le concept architectural proposé enrichit le milieu urbain en privilégiant des tendances architecturales contemporaines, tout en assurant une harmonisation avec les bâtiments voisins;

2° les équipements techniques et mécaniques doivent être dissimulés derrière des écrans ayant un traitement qui favorise leur intégration aux bâtiments lorsque situés sur un toit, ou derrière des garde-corps givrés lorsque situés sur un balcon;

3º l'éclairage extérieur du projet doit minimiser les nuisances dans le milieu d'insertion tout en favorisant la sécurité des déplacements véhiculaires et piétonniers;

4º les constructions projetées doivent tenir compte des impacts sur l'éclairage naturel et sur l'ensoleillement des propriétés résidentielles voisines ainsi que sur l'ensoleillement des rues, parcs et lieux publics;

5º les constructions projetées doivent tendre à ne pas générer d'impact éolien dont la vitesse moyenne au sol, calculée sur une base horaire, soit supérieure à 15km/h en hiver et 22km/h en été, avec une fréquence de dépassement maximale correspondant à 25 % du temps sur une voie publique et à 10% dans un parc, un lieu public et une aire de détente. De plus, elle doit tendre à ne pas générer de rafales au sol qui dépassent une vitesse au sol de 75km/h durant plus de 1% du temps. La période de référence pour l'évaluation de la rafale doit être de 2 secondes ou moins, avec une turbulence de 30%.

22. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « participer à la création d'environnements structurés, attrayants et sécuritaires pour le piéton et favoriser la transition écologique » sont les suivants :

1º l'aménagement d'une voie d'accès véhiculaire doit se faire de façon à minimiser son impact sur la sécurité des piétons;

2º le traitement architectural de la base du bâtiment est soigné au niveau des matériaux de revêtement et de l'ornementation, puis le nombre d'ouvertures et de surfaces vitrées est maximisé, de manière à contribuer à l'animation de la rue et des allées privées;

3º la localisation des tours permet l'aménagement d'espace vert de qualité et la plantation d'arbres sur l'ensemble du site;

4º l'accès au site des piétons est facilité par l'implantation de trottoirs, traverses et voies sécuritaires;

5º des aménagements facilitant l'accès des cyclistes au site et le stationnement des vélos doivent être prévus;

6º l'aménagement de la cour avant tend à maximiser la couverture végétale et doit être conçu de façon à permettre la plantation d'un arbre et sa croissance à maturité, en tenant compte de l'aménagement du domaine public;

7º l'aménagement du terrain tend à maximiser la couverture végétale, la plantation d'arbres et la conservation des arbres existants;

8º la plantation des arbres en pleine terre est favorisée ou dans une quantité de terre suffisante lors d'une plantation sur dalle;

9º l'aménagement du terrain, pour la portion incluse dans la servitude en faveur de la Ville de Montréal, doit tenir compte de la présence de conduites municipales par le choix d'essences d'arbres compatibles;

10º les connexions électriques nécessaires à l'installation d'une borne de recharge dans les cases de stationnement doivent être prévues;

11º une gestion adéquate des matières résiduelles doit être prévue, notamment par la planification et l'aménagement des espaces requis pour les trois collectes;

12º l'implantation de la dalle de propreté doit être en retrait des usages résidentiels.

23. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « favoriser l'accessibilité universelle d'un bâtiment dans le cadre d'une nouvelle construction ou d'un agrandissement » sont les suivants :

1º le projet doit viser à réduire la hauteur entre une voie publique et l'accès au bâtiment en favorisant les entrées de plain-pied ou les allées en pente douce;

2º lorsqu'une rampe d'accès est nécessaire, une configuration simple, sans palier de changement de direction, est privilégiée;

3º l'implantation de trottoirs ou sentiers sécuritaires et éclairés, entre le bâtiment et une voie publique, de même qu'entre le stationnement et le bâtiment, est favorisée;

4º l'aménagement d'une allée, permettant d'accéder au bâtiment à partir d'un stationnement réservé aux personnes à mobilité réduite, sans avoir à circuler derrière des véhicules stationnés, est favorisé;

5º l'aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite doit être réalisé le plus près possible des accès au bâtiment.

SECTION VI

GARANTIES MONÉTAIRES

24. La délivrance d'un permis de démolition pour le bâtiment situé au 7440-7460, boulevard des Galeries-d'Anjou est conditionnelle au dépôt d'une garantie monétaire au montant de 10% de la valeur au rôle d'évaluation foncière en vigueur du bâtiment à démolir. Cette garantie monétaire, au choix du requérant, consiste en l'une ou l'autre des valeurs suivantes :

1º une lettre de garantie bancaire irrévocable;

2º des obligations payables au porteur émises par le gouvernement du Québec ou du Canada ou par une municipalité québécoise;

3º une garantie émise d'un assureur dûment autorisé à faire des opérations d'assurance au Québec en vertu de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32).

Cette garantie sera libérée au début des travaux de construction de la tour adjacente au boulevard des Galeries-d'Anjou ou à l'échéance du permis de démolition si les travaux de démolition ne sont pas commencés.

Si les travaux de construction de la tour adjacente au boulevard des Galeries-d'Anjou ne sont pas commencés dans un délai de 24 mois suivant la délivrance du permis de démolition, la Ville peut encaisser la garantie à titre de pénalité.

25. La délivrance d'un permis de construction ou celle d'un permis de transformation visant l'agrandissement d'un bâtiment visé par la présente résolution est conditionnelle au dépôt d'une lettre de garantie bancaire irrévocable au montant de 50 000 $. Cette garantie sera libérée lorsque les travaux d'aménagement des espaces extérieurs seront complétés.

Cependant, si les travaux d'aménagement des espaces extérieurs ne sont pas réalisés conformément aux plans adoptés en vertu du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45), la Ville peut encaisser la garantie à titre de pénalité.

SECTION VII

DISPOSITIONS FINALES

26. Les travaux de construction visés par la présente résolution doivent commencer dans les 60 mois suivant l'adoption de la présente résolution.

27. En cas de non-respect du délai prévu à l'article 26 la présente résolution devient nulle et sans effet.

28. Les travaux d'aménagement paysager prévus à la présente résolution doivent être complétés dans les 18 mois suivant la fin des travaux de construction de chaque bâtiment visé par la présente résolution.

Annexe A
PLAN INTITULÉ « ANNEXE A – PLAN CADASTRAL »

Ce projet n'est pas susceptible d'approbation référendaire, en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q. 2024, chapitre 2).

ADOPTÉE

40.16 1257077004

CA25 12100

Dépôt par la secrétaire d'arrondissement du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 1er avril 2025 à 18 h concernant les projets particuliers PP-79-025, PP-79-024 et PH-79-001

Dépôt par la secrétaire d'arrondissement du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 1er avril 2025 à 18h

60.01 1257203005

CA25 12101

Levée de la séance ordinaire du 6 mai 2025

Il est proposé par Andrée Hénault

appuyé par Marie-Josée Dubé

et unanimement résolu :

Que la séance soit levée à 19 h 50.

ADOPTÉE

70.01

_____

Luis Miranda	Nataliya Horokhovska
Maire d'arrondissement	Secrétaire d'arrondissement

_____

Ce procès-verbal a été ratifié à la séance du conseil d'arrondissement tenue le 3 juin 2025.

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Résolution: CA25 12104

Adopter le Code de vie des bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou

ATTENDU QUE les bibliothèques de Montréal ont pour mission de démocratiser l'accès à la lecture, à l'information, au savoir, à la culture et au loisir, le tout dans un environnement agréable et sécuritaire, autant pour les usagères et les usagers que pour le personnel;

ATTENDU QUE le réseau des bibliothèques de Montréal souhaite remplacer le Règlement relatif aux bibliothèques datant de 2014 par un code qui énumère les comportements attendus de la part des usagères et des usagers des bibliothèques;

Il est proposé par Andrée Hénault

appuyé par Kristine Marsolais

et unanimement résolu :

D'adopter le Code de vie des bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou.

ADOPTÉE

12.01 1258428009

Nataliya HOROKHOVSKA
_____
Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025

Dossier # : 1258428009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Code de vie des bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou

ATTENDU QUE les bibliothèques de Montréal ont pour mission de démocratiser l'accès à la lecture, à l'information, au savoir, à la culture et au loisir, le tout dans un environnement agréable et sécuritaire, autant pour les usagères et les usagers que pour le personnel;

ATTENDU QUE le réseau des bibliothèques de Montréal souhaite remplacer le Règlement relatif aux bibliothèques datant de 2014 par un un code qui énumère les comportements attendus de la part des usagères et des usagers des bibliothèques;

Il est recommandé :

D'adopter le Code de vie des bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou.

Signé par Anne CHAMANDY **Le** 2025-05-26 10:22

Signataire : Anne CHAMANDY

_____

directeur(-trice) - arrondissement (ii)
Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258428009**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Code de vie des bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou

CONTENU

CONTEXTE

Les bibliothèques de Montréal ont pour mission de démocratiser l'accès à la lecture, à l'information, au savoir, à la culture et au loisir, le tout dans un environnement agréable et sécuritaire, autant pour les usagères et les usagers que pour le personnel.

Le réseau des bibliothèques de Montréal remplace le Règlement relatif aux bibliothèques datant de 2014, premier Règlement commun pour toutes les bibliothèques du réseau par un Code de vie. Ce Code de vie énumère les comportements attendus de la part des usagères et des usagers des bibliothèques de Montréal.

Chaque bibliothèque du réseau doit adopter le même Code de vie et en assurer son application, et ce, afin d'éviter qu'une usagère ou qu'un usager, qui contrevient à l'une ou l'autre des règles de conduite dans une bibliothèque, puisse se déplacer et continuer à contrevenir aux règles de conduite dans d'autres bibliothèques du réseau.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 12093 - 6 mai 2025 - Avis de motion et dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou (RCA172) » (1258428008)
CA23 12270 - 7 novembre 2023 - Adopter le règlement RCA 172 intitulé « Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou » afin de mettre à jour les règles de conduite devant être respectées par les usagers des bibliothèques

CA23 12230 - 3 octobre 20203 - Donner un avis de motion et déposer le projet de règlement intitulé « Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou », afin de mettre à jour les règles de conduite devant être respectées par les usagers des bibliothèques

CA14 12239 - 9 septembre 2014 - Présenter un avis de motion en vue d'adopter le règlement RCA 107 - Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou

DESCRIPTION

Le Code vie énumère les comportements attendus de la part des usagères et des usagers des bibliothèques. Les usagères et les usagers qui fréquentent les bibliothèques s'engagent ainsi à adopter ces comportements. Des sanctions administratives (perte de privilèges)

peuvent être portées à l'encontre d'une usagère ou d'un usager qui contrevient au Code de vie.

JUSTIFICATION

Le remplacement du Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou modifiant le Règlement de l'arrondissement d'Anjou RCA 172 est nécessaire étant donné que des comportements des usagères et des usagers des bibliothèques évoluent au fil des ans et que le personnel des bibliothèques doit faire face à des situations qui n'ont pas été prévues dans le Règlement entériné en 2014.

La formule du Code de vie est privilégiée par rapport à un règlement car elle exprime les attentes de manière plus positive.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

MONTRÉAL 2030

Contribue au point 19, soit d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée en accord avec la Direction des communications corporatives, du Service des ressources humaines et des communications, et la Direction des bibliothèques, du Service de la culture :
- Impression de signets relatifs au bon usage des bibliothèques (adultes/jeunes)
- Accès au Code de vie sur la page https://montreal.ca/bibliotheques

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mise en application du Code de vie : 1er septembre 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alexis OUELLETTE, Anjou
Veronic PAPINEAU-ARCHAMBAULT, Anjou
Dominique GAZO, Service de la culture

Lecture :

Dominique GAZO, 20 mai 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève ROUSSEAU
Adjointe de direction

Tél : 514 493-8202
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-01

Isabelle GIRARD
Directrice DCSLDS

Tél : 514 493-8208
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1258428009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Adopter le Code de vie des bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou

Code de vie_version finale.pdf

Grille d'analyse Montréal 2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève ROUSSEAU
Adjointe de direction

Tél : 514 493-8202
Télécop. :

Introduction

Passionnément engagées dans les quartiers, les Bibliothèques de Montréal ont pour mission d'offrir un accès à la lecture, à l'information, au savoir, à la culture et au loisir.

Ce Code de vie s'applique à toutes les personnes qui fréquentent les Bibliothèques de Montréal ou utilisent leurs services. Il vise à assurer une expérience agréable, inclusive et sécuritaire à la population montréalaise. Les personnes qui fréquentent les bibliothèques s'engagent à respecter les comportements énoncés ainsi qu'à collaborer avec le personnel des bibliothèques.

Le non-respect du Code de vie peut entraîner la suspension des privilèges d'accès aux espaces, services et ressources des Bibliothèques de Montréal.

En fréquentant les Bibliothèques de Montréal ou en utilisant leurs services, toute personne s'engage à:

A- **Respecter les autres, le personnel et l'environnement**

1. Adopter un comportement respectueux ;
2. Porter des vêtements couvrant le torse ainsi que des chaussures ;
3. Respecter la propreté et la salubrité des lieux et éviter les comportements qui peuvent abîmer les équipements et les collections ;
4. Utiliser le mobilier et les équipements aux fins prévues ;
5. Maintenir un niveau sonore adéquat dans les endroits désignés de manière à ne pas incommoder les autres personnes ;
6. Consommer ses collations et ses boissons dans les endroits désignés de manière à ne pas endommager le matériel ou incommoder les autres personnes ;
7. Laisser les animaux à l'extérieur de la bibliothèque et de son terrain, à l'exception des animaux d'assistance ;
8. S'abstenir de photographier ou de filmer à l'intérieur de la bibliothèque sans l'autorisation d'une personne responsable ;
9. Obtenir l'autorisation préalable d'une personne responsable pour toute forme de sollicitation, d'activité commerciale, de pétition, d'affichage.

B- **Adopter un comportement qui favorise la sécurité des lieux et des personnes**

1. Superviser en tout temps les enfants de moins de huit ans dont elle a la responsabilité et s'assurer qu'ils consultent et empruntent du matériel approprié pour leur âge. La personne accompagnatrice doit être âgée d'au moins onze ans ;
2. Laisser les aires de circulation dégagées afin d'assurer la sécurité des déplacements ;
3. Surveiller ses effets personnels ;
4. Protéger ses informations et données personnelles ;
5. S'abstenir de courir ou d'utiliser de l'équipement sportif à l'intérieur de la bibliothèque.

C- **Respecter les lois et les politiques en vigueur**

1. Se conformer aux règles d'utilisation des services ou des ressources des Bibliothèques de Montréal ;
2. S'abstenir de consommer ou de faire le trafic des substances interdites dans la bibliothèque ;
3. Utiliser les ressources de la bibliothèque à des fins licites et non commerciales ;
4. Respecter les législations municipales, provinciales et fédérales en vigueur.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1258428009*
Unité administrative responsable : *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou*
Projets : *Adopter le Code de vie des bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	**X**		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Assurer l'accès de toutes et tous à des parcs de proximité et créer des liens sociaux et culturels forts en déployant une offre de services en adéquation avec les besoins de la population locale.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**X**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**X**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Anjou
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Résolution: CA25 12105

Approuver une entente avec Hydro-Québec et consentir à l'exécution des travaux de plantation et d'entretien, dans le cadre du Plan de reboisement pour compenser les pertes de superficies boisées liées à la rénovation du Poste d'Anjou

ATTENDU QU'Hydro-Quebec, dans le cadre de la construction du Poste Anjou et de la ligne 315 kV, a dû effectuer un déboisement de près 1,4 ha de superficies boisées;

ATTENDU QUE l'autorisation du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) obtenue par Hydro-Québec les oblige à compenser pour une superficie équivalente par un reboisement;

Il est proposé par Richard L Leblanc

appuyé par Andrée Hénault

et unanimement résolu :

D'approuver le Plan de reboisement pour compenser les pertes de superficies boisées lié à la rénovation du Poste d'Anjou proposé par Hydro-Québec et signer l'entente intitulée « Consentement à l'exécution de travaux de Plantation et d'entretien ».

ADOPTÉE

20.01 1257203006

Nataliya HOROKHOVSKA
_____
Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Résolution: CA25 12105

Approuver une entente avec Hydro-Québec et consentir à l'exécution des travaux de plantation et d'entretien, dans le cadre du Plan de reboisement pour compenser les pertes de superficies boisées liées à la rénovation du Poste d'Anjou

ATTENDU QU'Hydro-Quebec, dans le cadre de la construction du Poste Anjou et de la ligne 315 kV, a dû effectuer un déboisement de près 1,4 ha de superficies boisées;

ATTENDU QUE l'autorisation du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) obtenue par Hydro-Québec les oblige à compenser pour une superficie équivalente par un reboisement;

Il est proposé par Richard L Leblanc

appuyé par Andrée Hénault

et unanimement résolu :

D'approuver le Plan de reboisement pour compenser les pertes de superficies boisées lié à la rénovation du Poste d'Anjou proposé par Hydro-Québec et signer l'entente intitulée « Consentement à l'exécution de travaux de Plantation et d'entretien ».

ADOPTÉE

20.01 1257203006

Nataliya HOROKHOVSKA
_____
Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025

Dossier # : 1257203006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver une entente avec Hydro-Québec et consentir à l'exécution des travaux de plantation et d'entretien, dans le cadre du Plan de reboisement pour compenser les pertes de superficies boisées liées à la rénovation du Poste d'Anjou

ATTENDU QU'Hydro-Quebec, dans le cadre de la construction du Poste Anjou et de la ligne 315 kV, a dû effectuer un déboisement de près 1,4 ha de superficies boisées;

ATTENDU QUE l'autorisation du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) obtenue par Hydro-Québec les oblige à compenser pour une superficie équivalente par un reboisement;

Il est recommandé;

D'approuver le Plan de reboisement pour compenser les pertes de superficies boisées lié à la rénovation du Poste d'Anjou proposé par Hydro-Québec et signer l'entente intitulée « Consentement à l'exécution de travaux de Plantation et d'entretien ».

Signé par Anne CHAMANDY **Le** 2025-05-29 09:43

Signataire : Anne CHAMANDY

_____

directeur(-trice) - arrondissement (ii)
Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1257203006**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver une entente avec Hydro-Québec et consentir à l'exécution des travaux de plantation et d'entretien, dans le cadre du Plan de reboisement pour compenser les pertes de superficies boisées liées à la rénovation du Poste d'Anjou

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement d'Anjou accueillera un projet de reboisement couvrant 1,5 hectare afin de compenser le déboisement de 1,4 hectare de superficie boisée, réalisé dans le cadre du projet de construction du poste d'Anjou et de la ligne de transport à 315 kV. Hydro-Québec effectuera ce reboisement afin de respecter ses engagements auprès du MELCCFP.
Dans le cadre du projet, Hydro-Québec a procédé au déboisement d'environ 1,4 hectare de superficie boisée. Aucun de ces boisés ne faisait partie des couches de couvert forestier ni des bois et corridors forestiers métropolitains de la CMM. La décision de reboiser une superficie équivalente à celle déboisée résulte des engagements pris auprès du MELCCFP pour l'obtention du décret autorisant le projet.

La présente entente prévoit que l'arrondissement d'Anjou autorise Hydro-Québec, ainsi que ses représentants, préposés et mandataires, à accéder aux sites de plantation afin d'y effectuer les travaux de plantation, d'entretien et de suivi des arbres pour la période de 2025 à 2035. Durant cette période de dix (10) ans, les arbres plantés resteront la propriété d'Hydro-Québec qui en assurera également la gestion. À l'issue de cette période, la propriété des arbres sera transférée à l'arrondissement d'Anjou.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Les plants seront fournis sous format PFD (plants de grande dimension) et auront une hauteur variant de 30 à 85 cm, selon l'essence choisie et le nombre d'années passées en pépinière. La densité de plantation prévue est de 800 plants par hectare, soit un total de 1 120 à 1 200 plants, selon la superficie finale reboisée. Le reboisement sera effectué manuellement à l'aide d'une pelle, en respectant une distance minimale de cinq mètres par rapport aux voies de circulation afin d'assurer une visibilité sécuritaire pour les usagers de la route. Certains travaux de préparation du terrain, de protection et d'entretien seront nécessaires pour garantir le succès de la plantation.

Afin de préserver les plants de l'étouffement causé par la strate herbacée, un paillis (plastique ou biodisque) sera installé lors de leur mise en terre. Des dispositifs de protection contre les rongeurs seront également mis en place.

Le programme de suivi prévoit des visites aux années 1, 4 et 10 après la plantation afin d'évaluer la mortalité des plants et le niveau d'embroussaillement. Au besoin, des plantations supplémentaires seront

réalisées et des travaux d'entretien seront menés afin d'éliminer la compétition. Un inventaire final sera établi dix (10) ans après la plantation.

JUSTIFICATION

La superficie prévue pour le reboisement est de 1,5 hectare afin de garantir la compensation intégrale des 1,4 hectare déboisés, conformément à l'engagement d'Hydro-Québec.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

MONTRÉAL 2030

Ce sommaire s'applique à la priorité *(2)* Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Hydro-Québec autorise l'arrondissement d'Anjou à communiquer et diffuser les travaux de plantations et d'entretien à ses citoyens.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Année	Période	Travaux
1 (2025)	Mai-Juin	Préparation de terrain - plantation - installation des protections
	Juillet-Août	Entretien par dégagement manuel ou mécanique
2	Juin	Entretien par dégagement manuel ou mécanique
	Août septembre	Entretien par dégagement manuel ou mécanique
	Septembre	Inventaire taux de survie
	Septembre	Regarni si nécessaire
3	Juin	Entretien par dégagement manuel ou mécanique
	Août septembre	Entretien par dégagement manuel ou mécanique
5 (4 ans après plantation)	Été	Inventaire taux de survie et travaux correctifs
11 (2035) (10 ans après plantation)	Été	Inventaire final

La Ville s'engage à protéger les plantations contre tout dommage ou destruction, découlant d'activités humaines, pour une période minimale de 20 ans. (2025-2045)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce

dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Amar IKHLEF, Anjou
Stéphane CARON, Anjou
Nancy VALCOURT, Anjou

Lecture :

Amar IKHLEF, 28 mai 2025
Stéphane CARON, 28 mai 2025
Nancy VALCOURT, 28 mai 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Josée KENNY
Secretaire-recherchiste

Tél : 514-000-0000
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-09

Anne CHAMANDY
directeur(-trice) - arrondissement (ii)

Tél : 514-464-9443
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257203006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Approuver une entente avec Hydro-Québec et consentir à l'exécution des travaux de plantation et d'entretien, dans le cadre du Plan de reboisement pour compenser les pertes de superficies boisées liées à la rénovation du Poste d'Anjou

Projet entente



20250530_Plan de compensation perte superficies forestiere_Poste et ligne Anjou.pdf



MTL 2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Josée KENNY
Secretaire-recherchiste

Tél : 514-000-0000
Télécop. :

CONSENTEMENT À L'EXÉCUTION DE TRAVAUX DE PLANTATIONS ET D'ENTRETIEN

ENTRE

HYDRO-QUÉBEC, personne morale de droit public constituée suivant la *Loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec* et maintenant régie par la *Loi sur Hydro-Québec* (RLRQ, c. H-5), dont l'adresse principale est le 75, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal, Québec, H2Z 1A4, représentée par Simon Ouellet-Bernier, Chef Foresterie et Indemnisation dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Répertoire des pouvoirs de décisions d'Hydro-Québec.

ci-après appelé « **Hydro-Québec** »

ET

VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT D'ANJOU, personne morale de droit public constituée suivant la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) dont l'adresse principale est située au 7701, boulevard Louis-H.-La Fontaine, Montréal, Québec, H1K 4B9, agissant et représentée par M. Luis Miranda, maire d'arrondissement et Mme Nataliya Horokhovska, secrétaire d'arrondissement dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6 du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés RCA 50.

ci-après appelé « **arrondissement d'Anjou** »

Contexte

Hydro-Québec a obtenu en janvier 2023 le décret pour la construction du projet de poste d'Anjou et de ligne de transport à 315 kV (projet). La mise en service de ses infrastructures est prévue en 2025.

Dans le cadre de l'étude d'impact sur l'environnement (ÉIE) du projet, Hydro-Québec s'est engagé à compenser les pertes de superficies boisées, même si celles-ci ne sont pas considérées comme « couvert forestier » selon la CMM, par la plantation d'une superficie équivalente.

Dans ce contexte, et pour se conformer à la condition 4 du décret, Hydro-Québec prévoit reboiser une superficie équivalente à celle déboisée dans le cadre du projet, et ce, sur un site identifié de concert avec l'arrondissement d'Anjou. La présente entente avec l'arrondissement d'Anjou est associée à un plan de compensation forestière qui a été déposé au ministère de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques, de la faune et des parcs (MELCCFP). Ce plan doit être approuvé par le MELCCFP et contient les éléments suivants.

Caractéristique de la plantation

- La plantation se fera de manière à garder intacts les arbres déjà présents sur le site.
- La reconstitution forestière se fera à une densité minimale de 800 tiges par hectare (ha), sur une surface d'au moins 1,4 hectares.
- Au moins 3 essences d'arbres forestiers seront plantées. Les essences envisagées sont mentionnées ci-après. La disponibilité des plants en pépinière pourrait cependant faire varier ces choix. Les essences de remplacement respecteront toujours les critères du plan de compensation forestière.
    - chêne rouge, chênes à gros-fruits, érable rouge, micocoulier occidental, bouleau gris.

- Pour favoriser la pérennité des plants, du paillis (biodisque, BRF ou plastique) seront installé à la base de chaque plant.
- Des protections contre les rongeurs seront également mises sur les arbres de petits formats (PFD).

Localisation des sites de plantation

Échangeur du boulevard Roi-René et de la voie de service nord de l'autoroute métropolitaine



Suivi et entretien

- Chaque arbre planté sera clairement identifié.
- Suite à la plantation, Hydro-Québec assurera un suivi des plantations sur une période de 10 ans ainsi qu'un taux de survie de 80% des tiges en 2035.
- Hydro-Québec, ses représentants, préposés et/ou mandataires procéderons aux travaux d'entretien des plantations lorsque nécessaire durant cet intervalle.
- Les travaux d'entretiens incluent les activités suivantes :
    - Le désherbage des sites de plantations;
    - Un regarni advenant un taux de mortalité supérieur à 15 %;
    - L'ajustement des protecteurs contre les rongeurs.

Autorisation et engagement

Par la présente, l'arrondissement d'Anjou autorise Hydro-Québec, ses représentants, préposés et/ou mandataires à accéder aux sites et à procéder à la plantation d'au moins 1,4 hectares en 2025. L'arrondissement d'Anjou a la responsabilité de s'assurer que les plantations effectuées sont en conformité avec leurs règlements municipaux.

L'arrondissement d'Anjou autorise Hydro-Québec, ses représentants, préposés et/ou mandataires à accéder aux sites de plantation et à procéder aux travaux d'entretien et de suivis pour les années 2025 à 2035.

Durant cette période de 10 ans, les arbres situés sur les sites de plantation seront la propriété d'Hydro-Québec, qui en sera également responsable. Après cette période, la propriété des arbres situés sur les sites de plantation sera transférée par Hydro-Québec à l'arrondissement d'Anjou.

L'arrondissement d'Anjou s'engage à communiquer à Hydro-Québec toutes informations pertinentes en lien avec les sites de plantation (vandalisme, mortalité, modifications urbanistiques, autres) pour les années 2025 à 2035. L'arrondissement d'Anjou s'engage à préserver les sites de plantation pour les 20 prochaines années, soit de 2025 à 2045. La préservation des sites implique qu'aucun développement ou aménagement nécessitant l'abattage des arbres ne peut être réalisé ou permis par l'arrondissement.

Hydro-Québec autorise l'arrondissement d'Anjou à communiquer et diffuser les travaux de plantations et d'entretien à ses citoyens.

Responsabilité

Hydro-Québec assume la responsabilité des dommages corporels, moraux ou matériels qui peuvent être causés à des tiers par la faute de ses équipements ou des préposés ainsi que par les arbres situés sur les sites de plantation.

Hydro-Québec s'engage à prendre fait et cause pour l'arrondissement d'Anjou dans le cadre de poursuite judiciaire émanant d'un tiers et dirigée contre l'arrondissement d'Anjou découlant des activités d'Hydro-Québec, notamment quant à son usage et l'occupation des lieux. Aux fins des présentes, le terme « tiers » signifie toute personne physique ou morale autre que l'arrondissement d'Anjou, ses employés ou mandataires ou Hydro-Québec.

Cession

L'arrondissement d'Anjou s'engage à aviser Hydro-Québec si elle cède, vend ou aliène de quelque façon que ce soit une partie des sites de plantation.

Avis

Tout avis, autorisation, approbation ou envoi de documents fait en vertu du présent document, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et transmis par poste recommandée, par messager ou par courrier électronique aux adresses des parties, lesquels déclarent être les suivantes :

Pour la VILLE :
Arrondissement d'Anjou
À l'attention de : Secrétaire d'arrondissement
7701, boulevard Louis-H.-La Fontaine,
Montréal (Québec) H1K 4B9
Courriel : greffe_anjou@montreal.ca

Pour HYDRO-QUÉBEC :

Hydro-Québec
À l'attention de : Mathieu Tremblay
800, boul. Maisonneuve Est
Montréal (Québec) H2L 4M8
Courriel : tremblay.mathieu5@hydroquebec.com

Cet avis sera réputé avoir été reçu le jour où il a été envoyé par messager ou par courriel, ou le troisième jour

ouvrable de sa date de mise à la poste. Une partie peut modifier son représentant ou son adresse par un avis à l'autre partie expédié conformément au présent article.

Signatures

HYDRO-QUÉBEC

Le e jour de juin 2025

_____
Par : Simon Ouellet-Bernier, Chef Foresterie et Indemnisation
2625, boul. Lebourneuf
Québec (Québec) G2C 1P1
Tél. : 418 664-2466, poste 4054

Le e jour de juin 2025

VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT D'ANJOU

Par : _____
Monsieur Luis Miranda
Maire d'arrondissement d'Anjou

Par : _____
Madame Nataliya Horokhovska
Secrétaire d'arrondissement

ANNEXE 1: Résolution du conseil d'arrondissement d'Anjou
ANNEXE 2 : Plan de compensation forestière

Poste Anjou à 315 kV
et ligne Anjou - Bout-de-l'Île

Plan de reboisement pour les pertes de superficies boisées

Par : Mathieu Tremblay Date : 2025.05.30 16:15:12 -04'00'

Mathieu Tremblay, ing.f.

Unité Foresterie et soutien aux opérations

Mai 2025

Table des matières

1 Contexte 1

2 Superficies forestières affectées 2

2.1 Superficies déboisées 2

2.2 Superficies à reboiser 2

3 Sites de reboisement retenus 3

3.1 Description du projet 3

3.1.1 Échangeur Boul. Roi-René 3

3.2 Stratégie de reboisement 5

3.2.1 Préparation de terrain 5

3.2.2 Identification des plants 5

3.2.3 Dégagement de plantation 5

3.2.4 Regarni de plantation 6

3.3 Protection, programme de suivi et mesures correctives, conservation 6

3.4 Entente pour la protection des plantations 6

4 Échéancier 7

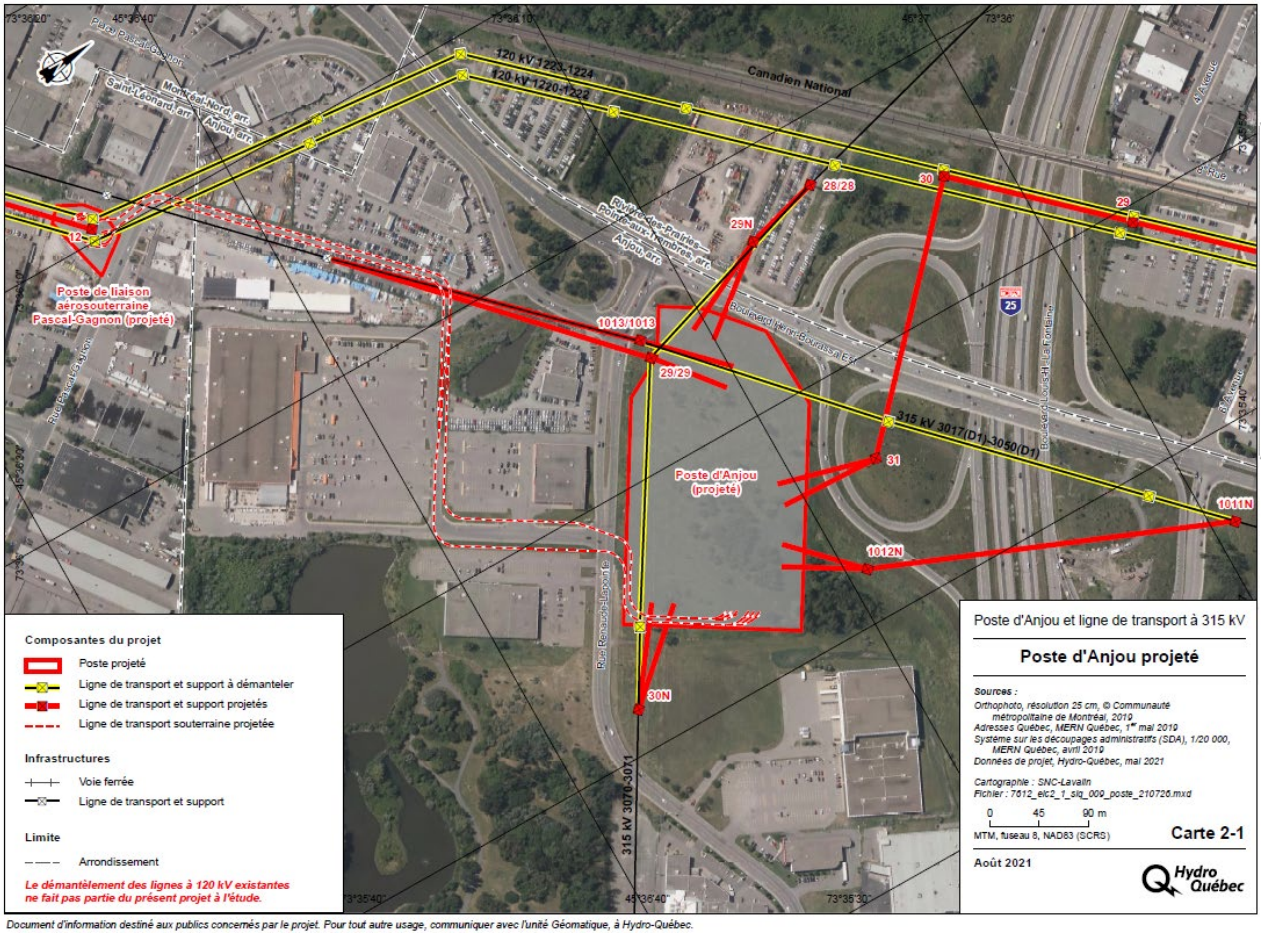
5 Conclusion 8

Annexe - Critères de compensation pour les pertes de superficies à vocation forestière dans le cadre de l'évaluation environnementale (Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs - DGR Estrie-Montréal-Montérégie et Laval-Lanaudière-Laurentides) 9

1 Contexte

Le présent plan de reboisement vise le projet de poste d'Anjou et de ligne de transport à 315 kV. L'emplacement retenu pour le poste d'Anjou, actuellement en construction, se situe sur un terrain industriel appartenant à Hydro-Québec dans l'arrondissement d'Anjou. La superficie du poste est d'environ 4 ha; il permettra de manœuvrer des équipements afin de relier différents réseaux de transport pour assurer une exploitation optimale du réseau à 315 kV de l'est de l'île de Montréal.

Le projet comprend également la construction d'une nouvelle ligne à 315 kV d'une longueur d'environ 11 km entre le poste du Bout-de-l'Île et le point de dérivation d'une ligne existante à 315 kV (circuits 3017-3050) vers le poste Bélanger, en passant par le poste d'Anjou projeté (voir carte 2-1 ci-après, tiré de l'étude d'impact sur l'environnement). Cette ligne a été presque entièrement implantée dans une emprise de lignes existante.



Document d'information destiné aux publics concernés par le projet. Pour tout autre usage, communiquer avec l'unité Géomatique, à Hydro-Québec.

2 Superficies forestières affectées

2.1 Superficies déboisées

Dans le cadre du projet, Hydro-Québec a procédé au déboisement de près 1,4 ha de superficies boisées. Cette valeur provient d'une photo-interprétation fine réalisée lors de l'élaboration du plan de déboisement. Il inclut des zones où la cartographie écoforestière ne mentionnait pas de peuplement forestier en plus de raffiner les contours de la carte écoforestières pour les zones où un peuplement était décrit. Aucun de ces boisés ne faisait partie des couches de couvert forestier ou de bois et corridors forestiers métropolitains de la CMM. Ainsi, la décision de reboiser une superficie équivalente à celle déboisée dans le cadre du projet découle des engagements pris auprès du MELCCFP pour l'obtention du décret autorisant le projet. Le tableau 1 décrit les superficies déboisées qui seront compensées par la plantation d'une superficie équivalente.

Tableau 1 : Bilan des superficies déboisées - Poste Anjou et ligne Anjou - Bout-de-l'Île

Infrastructure	Arrondissement	Type de milieu	Superficie (m^2)
Poste	Anjou	Boisés	5 140
Ligne Anjou-BDI	Anjou		3 917
	Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles		4 765
Total			**13 822**

Les deux tiers de la superficie déboisée se trouve dans l'arrondissement d'Anjou et l'autre tiers à Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles.

2.2 Superficies à reboiser

La superficie à reboiser planifiée est de 1,5 ha, et ce, afin de s'assurer d'atteindre 1,4 ha pour lequel Hydro-Québec s'engage.

3 Sites de reboisement retenus

Le déboisement a principalement eu lieu à Anjou. Hydro-Québec a donc initié des discussions avec cet arrondissement au début de 2024 pour identifier des sites pouvant accueillir une plantation. Étant donné la superficie limitée, Hydro-Québec préfère réaliser un seul projet de plantation afin de minimiser les déplacements de personnel et de machinerie, ce qui facilite les suivis et les chances de succès de la plantation.

À l'automne 2024, une visite a été réalisée par un représentant de l'arrondissement et un représentant d'Hydro-Québec sur un site identifié par l'arrondissement comme répondant aux critères de superficie et de concentration spécifiés. Une fois sur place, des critères associés à la faisabilité des travaux, la qualité du site pour la plantation (sols, drainage, etc.) et la pérennité des travaux ont été évalué favorablement. C'est donc un projet sur ce site qui est décrit dans le présent plan de reboisement.

3.1 Description du projet

3.1.1 Échangeur Boul. Roi-René

Le site

Ce projet de 1,5 ha est situé dans les terre-pleins des bretelles entre le boulevard Roi-René et la voie de service nord du boulevard métropolitain.



Quelques bosquets d'arbres matures sont déjà présents ainsi que plusieurs arbres plantés plus récemment. Voici quelque photos prises lors de cette visite.









Ce projet permet de compléter la couverture arborescente du secteur et de densifier celle-ci à travers les bosquets existants en créant une nouvelle strate arborescente distincte, ce qui est naturellement présent dans les forêts feuillues du sud du Québec. Le but de l'arrondissement est de réduire l'effet d'îlot de chaleur qu'entraine la minéralisation majoritaire des alentours. L'arrondissement veut pouvoir obtenir un peuplement forestier qui lui permettra diminuer le fauchage du terrain à mesure que la forêt plantée prendra la place. L'état des arbres présents sur le site montre que celui-ci est adéquat pour la plantation.

Les critères pour le reboisement et pour les suivis sont ceux détaillés dans le tableau du MFFP en annexe du présent document.

La plantation

Ce projet consiste à planter des essences feuillues indigènes adaptées au milieu qui est caractérisé par la proximité de routes et de rues très passantes. La résistance aux embruns salins provenant des routes est un critère important. La répartition des plants sera la plus naturelle possible et évitera d'être rectiligne. Elle permettra cependant l'utilisation de tracteurs pour faucher la compétition lors des entretiens prévus à la stratégie sylvicole. Les essences envisagées et disponibles dans les pépinières ainsi que leur quantité sont les suivantes :

- Érable rouge : 400 plants
- Chêne rouge : 400 plants
- Bouleau gris. 400 plants

3.2 Stratégie de reboisement

Les plants seront de type PDF (plan à forte dimension) et auront une hauteur variant de 30 à 85 cm. La hauteur varie selon l'essence choisie et le nombre d'années passées en pépinière. La densité de plantation proposée varie de 800 plants/ha pour un total de plants variant de 1120 à 1200 plants, dépendamment de la superficie finale reboisée. Le reboisement sera effectué manuellement, à l'aide d'une pelle. Une distance minimale de 5 mètres devra être respectée par rapport aux voies de circulation afin de maintenir une visibilité sécuritaire pour les usagers de la route. Quelques travaux de préparation de terrain, de protection et d'entretien seront nécessaires afin de contribuer au succès de la plantation.

3.2.1 Préparation de terrain

La plantation implique, la plupart du temps, une préparation préalable du terrain. La préparation de terrain sert aussi à contrôler la compétition, du moins pour un certain temps, et à placer les plants dans les meilleures conditions de sol. Dans le cas présent, la préparation de terrain consistera en un fauchage de la strate herbacées.

3.2.2 Identification des plants

En raison de la compétition herbacée qui sera probablement assez agressive dans les premières années, l'identification des plants sera importante afin de localiser les plants lors des entretiens de la plantation. Des piquets d'au moins 4 pieds de hauteur devront dont être installés à chaque plant au moment de la plantation.

3.2.3 Dégagement de plantation

Deux passes de dégagement de plantation seront nécessaires par saison, en incluant la préparation de terrain au moment de planter. Le dégagement de plantation sera fait mécaniquement à l'aide de tracteurs. Au total, un minimum de 5 dégagements de plantation seront réalisés dans les 3 premières années de croissance.

3.2.4 Regarni de plantation

Un inventaire pour évaluer le taux de survie des plants sera réalisé dans la saison de croissance suivant celle de la plantation. Si après inventaire le taux de survie est inférieur à 85 %, un regarni sera effectué avec la ou les essences ayant le plus grand taux de survie. Le regarni va correspondre au remplacement des plants morts uniquement et devra être réalisé à l'automne suivant l'inventaire ou, au plus tard, au printemps suivant.

3.3 Protection, programme de suivi et mesures correctives, conservation

Afin de préserver le plant de l'étouffement par la strate herbacée, un paillis (plastique ou biodisque) sera installé lors de la mise en terre des plants. Des protecteurs pour rongeurs seront également installés.

Le programme de suivi de la plantation préconisé prévoit une visite aux années 1, 4 et 10 suivant les travaux de mise en terre des plants. Lors de ces visites, la mortalité ainsi que le niveau d'embroussaillement de la plantation seront évalués et, au besoin, de nouveaux plants seront mis en terre et des travaux d'entretien visant à éliminer la compétition seront effectués.

3.4 Entente pour la protection des plantations

Une entente entre l'arrondissement et Hydro-Québec sera signée prochainement afin que la Ville s'engage à protéger les plantations contre tout dommage ou destruction, découlant d'activités humaines, pour une période minimale de 20 ans.

4 Échéancier

Les travaux de plantation seront effectués au printemps 2025. Les travaux d'entretien de la plantation sous forme de dégagements mécaniques se feront surtout dans les 3 premières années de croissance de la plantation. Un regarni est prévu, si nécessaire, l'année suivant la plantation. Un inventaire, 4 ans après la plantation, permettra de s'assurer que la croissance et la survie de la plantation se déroule comme prévu. Dans le cas contraire, les travaux correctifs seront prescrits.

Un inventaire final sera prescrit 10 ans après la plantation. Le tableau qui suit présente l'échéancier du projet.

Année	Période	Travaux
1 (2025)	Mai-Juin	Préparation de terrain - plantation - installation des protections
	Juillet-Août	Entretien par dégagement manuel ou mécanique
2	Juin	Entretien par dégagement manuel ou mécanique
	Août septembre	Entretien par dégagement manuel ou mécanique
	Septembre	Inventaire taux de survie
	Septembre	Regarni si nécessaire
3	Juin	Entretien par dégagement manuel ou mécanique
	Août septembre	Entretien par dégagement manuel ou mécanique
5 (4 ans après plantation)	Été	Inventaire taux de survie et travaux correctifs
11 (2035) (10 ans après plantation)	Été	Inventaire final

5 Conclusion

L'arrondissement d'Anjou accueillera le projet de reboisement totalisant 1,5 ha pour compenser le déboisement de 1,4 hectares de superficies boisées dans le cadre du projet de poste d'Anjou et de ligne de transport à 315 kV. Hydro-Québec procédera au reboisement et ainsi se conformera à ses engagements vis-à-vis le MELCCFP.

Considérant le programme d'inventaire, les différents travaux sylvicoles et les mesures de protection mises de l'avant, nous sommes confiants du succès des plantations et de l'atteinte des objectifs pour l'an 2035.

Annexe - Critères de compensation pour les pertes de superficies à vocation forestière dans le cadre de l'évaluation environnementale (Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs - DGR Estrie-Montréal-Montérégie et Laval-Lanaudière-Laurentides)

Principes et obligations en regard des superficies à vocation forestière dans les basses-terres du Saint-Laurent	**Aucune perte nette de superficies à vocation forestière lorsque le milieu d'insertion (échelle de la municipalité dans les basses-terres du Saint-Laurent) se situe en deçà de 30 % de couverture boisée, tel que préconisé par les Orientations du gouvernement en matière d'aménagement (2005).** • Retrouver les écosystèmes perdus (ou leur valeur écologique). Par exemple, un marécage boisé doit être compensé par la création d'un nouveau marécage boisé
	Éviter, atténuer et compenser par du reboisement pour les impacts résiduels, le cas échéant (Lignes directrices pour la conservation des habitats fauniques)
	Obligations en regard de la Loi sur le développement durable, le PMAD, les engagements du Québec en matière de protection de la biodiversité, et responsabilité financière de la compensation par l'initiateur du projet

Impacts sur les superficies à vocation forestière Évaluation par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)-Forêt des :	Pertes de superficies à vocation forestière incluant la prise en compte de leur valeur écologique (maturité, composition, structure) et économique (investissements faits par les agences de mise en valeur des forêts privées)
	Ampleur des impacts sur les massifs boisés résiduels : fragmentation, perte de forêts d'intérieur, rupture de corridors écologiques/forestiers, etc.
	Ratio (1:1, 2:1, 3:1, etc.) et mode de compensation (reboisement) • Pertes de superficies à vocation forestière : reboisement 1:1 obligatoire • Autres impacts : reboisement supplémentaire en fonction de la valeur écologique des peuplements perdus et des impacts sur les boisés résiduels

Compensation des superficies perdues par du reboisement	Caractéristiques des parcelles à reboiser	Localisation à proximité de l'impact (dans cet ordre : même municipalité, MRC, bassin versant, région administrative, dans les basses-terres du Saint-Laurent)
		Consolidation de massifs boisés existants (pas de parc municipal), création de corridors, bandes riveraines de cours d'eau, etc.
		Sur des terrains non boisés qui ne font pas l'objet d'une obligation de reboisement ou de restauration
		Pas d'alignement d'arbres
	Pérennité des compensations	Acquisition, servitude, politique de protection des investissements des Agences forestières régionales, propriétés publiques
	Collaboration à développer	Appel aux municipalités, MRC, Agences forestières régionales, à des organismes oeuvrant dans ce type de projet, etc. afin de dénicher des terrains et des projets
		Accord sur le choix des sites et des projets avec les autorités gouvernementales et les intervenants concernés aux étapes principales de la conception du projet

Reboisement	Gestion par objectif	Cible de 80 % de plants survivants libres de croître (au-dessus de la compétition herbacée et arbustive et de la dent du chevreuil) après 10 ans de croissance
		Détermination des besoins selon la station et en accord avec les objectifs et les principes de la compensation (la production de matière ligneuse est compatible) par l'ingénieur forestier au terrain
	Densité de plantation	Un minimum de 800 plants/ha visant la création d'une forêt à maturité
	Choix des essences	Climaciques (de fin de succession, permettant ainsi un gain de temps face à la succession naturelle), indigènes, adaptées à la station
		Au moins trois essences en mélange pour assurer une biodiversité et diminuer les risques d'infections et de maladies
	Naturalisation des plantations	Diversité des types de plants (dimension)
		Alignements évités : suivre un cours d'eau ou une courbe de niveau, plantation en quinconce, groupe de plants de dimensions différentes
		Établissement du recrû ligneux à maintenir en sous-bois lorsque l'entretien n'est plus nécessaire
	Préparation du terrain	Variable selon les circonstances
	Protection	Chevreuil, rongeurs, lapin, lièvre, etc.

Suivi des plantations	Entretenir les plants plantés	Dégagement, redressement et autres travaux nécessaires
	Inventaire	Évaluation du succès de la plantation et de l'atteinte des objectifs, soumission des rapports aux autorités ministérielles concernées, en fonction des années de suivi entendues
	Correctifs, si requis	Regarni des individus plantés moribonds ou morts et autres travaux nécessaires (ex. taille de formation pour éduquer les peuplements)

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1257203006
Unité administrative responsable : *arrondissement d'Anjou*
Projet : *Approuver une entente avec Hydro-Québec et consentir à l'exécution des travaux de plantation et d'entretien, dans le cadre du Plan de reboisement pour compenser les pertes de superficies boisées liées à la rénovation du Poste d'Anjou*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *(2)* Enraciner la **nature en ville**, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Le site visé par le reboisement près de l'autoroute 40 permettra un espace plus vert et dense*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Résolution: CA25 12106

Prendre acte du rapport des décisions déléguées, de la liste des bons de commande approuvés, des demandes de paiement et des virements budgétaires ainsi que des achats par carte de crédit pour la période comptable du 1er au 30 avril 2025

Il est proposé par Andrée Hénault

appuyé par Richard L Leblanc

et unanimement résolu :

De prendre acte du rapport des décisions déléguées, de la liste des bons de commande approuvés, des demandes de paiement et des virements budgétaires, ainsi que des achats par carte de crédit pour la période comptable du 1er au 30 avril 2025.

ADOPTÉE

30.01 1258178005

Nataliya HOROKHOVSKA

_____

Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2025/06/03
19:00

Dossier # : 1258178005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du rapport des décisions déléguées, de la liste des bons de commande approuvés, des demandes de paiement et des virements budgétaires ainsi que des achats par carte de crédit pour la période comptable du 1er au 30 avril 2025

Il est recommandé :
De prendre acte du rapport des décisions déléguées, de la liste des bons de commande approuvés, des demandes de paiement et des virements budgétaires, ainsi que des achats par carte de crédit pour la période comptable du 1er au 30 avril 2025.

Signé par Anne CHAMANDY **Le** 2025-05-21 10:58

Signataire : Anne CHAMANDY

_____

directeur(-trice) - arrondissement (ii)
Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1258178005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du rapport des décisions déléguées, de la liste des bons de commande approuvés, des demandes de paiement et des virements budgétaires ainsi que des achats par carte de crédit pour la période comptable du 1er au 30 avril 2025

CONTENU

CONTEXTE

La directrice d'arrondissement d'Anjou dépose, conformément à l'article 4 du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement d'Anjou sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA 50), un rapport faisant état des décisions prises dans l'exercice des pouvoirs délégués par le conseil d'arrondissement, comprenant la liste des décisions déléguées, ainsi que la liste des bons de commande approuvés, des demandes de paiement, des achats par carte de crédit et des virements budgétaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 12 083 - 6 mai 2025 : De prendre acte du rapport des décisions déléguées, de la liste des bons de commande approuvés, des demandes de paiement et des virements budgétaires, ainsi que des achats par carte de crédit pour la période comptable du 1er au 31 mars 2025. (1258178004)
CA25 12059 - 1er avril 2025 :De prendre acte du rapport des décisions déléguées, de la liste des bons de commande approuvés, des demandes de paiement et des virements budgétaires, ainsi que des achats par carte de crédit pour la période comptable du 1er au 28 février 2025. (1258178003)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à déposer le rapport faisant état des décisions prises dans l 'exercice des pouvoirs délégués par le conseil d'arrondissement d'Anjou en vertu du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA 50), comprenant le rapport des décisions déléguées, la liste des bons de commande approuvés, des demandes de paiement et des virements budgétaires ainsi que des achats par carte de crédit pour la période comptable du 1er avril 2025 au 30 avril 2025.

JUSTIFICATION

Conformément au Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA 50) article 4, le directeur d'arrondissement d'Anjou doit déposer un rapport faisant état des décisions prises dans l'exercice des pouvoirs délégués par le conseil d'arrondissement,

comprenant la liste des décisions déléguées, ainsi que la liste des bons de commande approuvés, des demandes de paiement, des achats par carte de crédit et des virements budgétaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S/O

MONTRÉAL 2030

Le dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec une priorité Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au mieux de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-05-15
Gretel LEIVA	Anne CHAMANDY

Secrétaire de direction - Directeur de premier niveau	directeur(-trice) - arrondissement (ii)
Tél : 514 493-8014 **Télécop. :**	**Tél :** 514-464-9443 **Télécop. :**

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1258178005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Prendre acte du rapport des décisions déléguées, de la liste des bons de commande approuvés, des demandes de paiement et des virements budgétaires ainsi que des achats par carte de crédit pour la période comptable du 1er au 30 avril 2025




MONTREAL 2030 -1258178005.pdf202504 Rapport SDF.pdf




202504 - Rapport AF 220 Liste des virements.pdf202504 Rapport BC-520 BC approuves.pdf



Suivi carte Visa 2025-04.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gretel LEIVA
Secrétaire de direction - Directeur de premier niveau

Tél : 514 493-8014
Télécop. :

Arrondissement d'Anjou

Suivi paiement sans bon de commande (CF 530)

Par Direction Période du 1er au 30 avril 2025

Centre responsabilité	Fournisseur	No facture	Description facture	Montant facture
300405 - ANJ - Direction Culture, sports, loisirs et dev.	Christmene Blaise_1 (743760)	anj2025032705	-	56,00 $
	Dalila Belharet (743430)	anj2025032602	-	56,00 $
	Isabelle Compagant (743902)	anj2025032706	-	56,00 $
	Pierre Antoine Louima_1 (743611)	anj2025032702	-	107,00 $
	Thai Duong Roger Mguyen (743609)	anj2025032704	-	56,00 $
Total 300405 - ANJ - Direction Culture, sports, loisirs et dev.				**331,00 $**
300411 - ANJ - Ress fin, matérielles et informationnelles	Energir S.E.C. (487396)	4024890	Coût de l'énergie pure: Année 2025	2 796,66 $
Total 300411 - ANJ - Ress fin, matérielles et informationnelles				**2 796,66 $**
Total général				**3 127,66 $**

Suivi virement (AF-220)

Par Direction **Période du 1er au 30 avril 2025**

Direction	Centre responsabilité	Activité	Objet	Sous objet	Budget modifié
Aménagement urbain et serv. entreprises		06001 - Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	**61900 - Contribution à d'autres organismes**	016491 - Autres organismes	-1 000,00 $
	300410 - ANJ - Domaine public	06103 - Émission des permis et inspections	**56590 - Autres biens non durables**	000000 - Général	1 000,00 $
Total Aménagement urbain et serv. entreprises					**0,00 $**
Dir. serv adm, relations citoyens / greffe	**300439 - ANJ - Dir.S.adm. rel citoyens communic. greffe**	01301 - Administration, finances et approvisionnement	**56511 - Fournitures de bureau et informatiques**	015024 - Fournitures de bureau	-21,00 $
		01401 - Greffe	**54501 - Serv.tech. - Formation**	010002 - Admissible à la loi 90	21,00 $
Total Dir. serv adm, relations citoyens / greffe					**0,00 $**
(vide)					
Culture, sports, loisirs et développement social(B52B55)	**300405 - ANJ - Direction Culture, sports, loisirs et dev.**	07001 - Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir	**53401 - Poste, messagerie et fret**	014003 - Frais de poste	7 300,00 $
	300427 - ANJ - Complexe sportif et activités	07123 - Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	**54506 - Serv.tech. - Sport, culture et évén. publics**	000000 - Général	-7 300,00 $
	300426 - ANJ - Administration et Logistique	07121 - Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	**55205 - Location - Véhic., outillage, machinerie et équipement**	014734 - Véhicules et matériel roulant	-3 000,00 $
		07123 - Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	**56511 - Fournitures de bureau et informatiques**	000000 - Général	-1 000,00 $
				015024 - Fournitures de bureau	1 000,00 $
		07189 - Autres - Activités récréatives	**57402 - Achats de biens non capitalisés**	015046 - Équipement audio-visuel	3 000,00 $
Total Culture, sports, loisirs et développement social(B52B55)					**0,00 $**
Travaux publics(B52B53)	**300404 - ANJ - Direction travaux publics**	01301 - Administration, finances et approvisionnement	**55401 - Entr.rép. - Immeubles et terrains**	000000 - Général	30 000,00 $
	300418 - ANJ - Réseau Eau & Égouts	04121 - Réseau de distribution de l'eau potable	**55205 - Location - Véhic., outillage, machinerie et équipement**	014734 - Véhicules et matériel roulant	-6 000,00 $
			55402 - Entr.rép. - Infrastructures municipales	000000 - Général	-11 000,00 $
				014731 - Entretien courant	12 000,00 $
			56504 - Agrégats et matériaux de construction	015007 - Pierre	-20 000,00 $
			56507 - Pièces et acc. - Matériel roulant, équipements et infrastructures	000000 - Général	-3 000,00 $
		04161 - Réseaux d'égout	**55402 - Entr.rép. - Infrastructures municipales**	014731 - Entretien courant	31 000,00 $
			56507 - Pièces et acc. - Matériel roulant, équipements et infrastructures	000000 - Général	-3 000,00 $
	300420 - ANJ - Bâtiments	03001 - Transport - Dir. et admin. - À répartir	**55201 - Location - Immeubles et terrains**	014700 - Location d'immeubles	1,00 $
		09008 - Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles autre que GPI - À répartir	**55401 - Entr.rép. - Immeubles et terrains**	000000 - Général	-7 001,00 $
			56508 - Pièces et acc. - Bâtiments	000000 - Général	-15 000,00 $
			56590 - Autres biens non durables	000000 - Général	-60,00 $
				015042 - Produits d'entretien	60,00 $
			56502 - Essence et huile diesel	015003 - Huile diesel	5 000,00 $
	300432 - ANJ - Div. voirie, parcs et bâtiments	03003 - Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	**53202 - Allocations automobile**	000000 - Général	-500,00 $
			53206 - Transport en commun, taxi et stationnement	000000 - Général	500,00 $

Travaux publics(B52B53)	**300452 - ANJ-Gestion immobilière**	01301 - Administration, finances et approvisionnement	**55401 - Entr.rép. - Immeubles et terrains**	000000 - Général	25 007,98 $
				014712 - Entretien ménager	2 458,91 $
		03001 - Transport - Dir. et admin. - À répartir	**55201 - Location - Immeubles et terrains**	014700 - Location d'immeubles	56 674,65 $
			55401 - Entr.rép. - Immeubles et terrains	014712 - Entretien ménager	-1 998,31 $
		04321 - Matières recyclables - collecte sélective - collecte et transport	**55201 - Location - Immeubles et terrains**	014700 - Location d'immeubles	-4 222,30 $
		07121 - Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	**55201 - Location - Immeubles et terrains**	014700 - Location d'immeubles	-52 452,35 $
		07141 - Gestion install. - Arénas et patinoires	**55401 - Entr.rép. - Immeubles et terrains**	000000 - Général	-64 848,82 $
		07231 - Bibliothèques	**55401 - Entr.rép. - Immeubles et terrains**	014712 - Entretien ménager	-460,60 $
		09008 - Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles autre que GPI - À répartir	**55401 - Entr.rép. - Immeubles et terrains**	000000 - Général	48 592,02 $
			56590 - Autres biens non durables	015052 - Trousse de premiers soins	9 448,82 $
	300456 - ANJ - Entretien Parcs	07165 - Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	**54590 - Autres services techniques**	011416 - Services divers - Arrondissement - Fact. interne	5 700,00 $
			55401 - Entr.rép. - Immeubles et terrains	000000 - Général	-10 700,00 $
			56507 - Pièces et acc. - Matériel roulant, équipements et infrastructures	000000 - Général	-3 500,00 $
	300419 - ANJ - Horticulture	07163 - Horticulture et arboriculture	**56509 - Arbres et fournitures horticoles**	015019 - Arbres, fleurs et autres végétaux	-20 000,00 $
	300422 - ANJ - Enlév.Neige et épandage abrasifs	03123 - Épandage d'abrasifs	**56505 - Sels et autres abrasifs**	015012 - Sel	-500,00 $
				015011 - Granulats	500,00 $
		03121 - Déblaiement et chargement de la neige	**56590 - Autres biens non durables**	015040 - Matériel de signalisation et d'identification	3 000,00 $
			54505 - Serv.tech. - Équipements et matériel roulant	014411 - Équipements et matériel roulant avec opérateur	-3 000,00 $
	300421 - ANJ - Éclairage rues et circulation	03163 - Signalisation lumineuse	**55402 - Entr.rép. - Infrastructures municipales**	000000 - Général	-2 700,00 $
Total Travaux publics(B52B53)					**0,00 $**
Total général					**0,00 $**

Arrondissement d'Anjou
Suivi Bons de commande approuvés (BC 520)
Par Direction

Période du 1er au 30 avril 2025

Direction	Activité ou Cat actif	Nom fournisseur	Numéro BC	Description BC	TOTAL
Direction - Anjou	**Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux**	RIOPEL DION ST-MARTIN IN	**1711715**	2024-10-SP Service professionnel pour l'aménagement parc-école Spalding.	204725,62
		VELO-RACK (MC)	**1711714**	INCIDENCES 2024-06-tr Support à vélo modèle CP-7 7 places utilisés des 2 côtés Finition galvanisé	757,25 $
	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	ARTELIA CANADA INC.	**1714276**	INCIDENCE 2025-01-TR Contrôle qualitatif des matériaux et expertises-Travaux de voirie et de remplacement des entrées de service en plomb-No BT 23-201511-2025-01-TR (ARR. ANJOU)	30 503,91 $
			1714816	INCIDENCE 2025-04-TR Contrôle qualitatif des matériaux et expertises- Réfection de trottoirs et de pavage sur divers tronçons de rues-No BT 23-201511-2025-04-TR (ARR. ANJOU)	13 820,61 $
	Transport - Dir. et admin. - À répartir	DUPONT & ASSOCIES	**1711841**	travaux d'arpentage le croquis indiquant la zone approximative à arpenter sur le terrain du future pumptruck (piste à vélo) à l'arrondissement d'Anjou.	1 049,87 $
	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	LAMCOM TECHNOLOGIES IN	**1710142**	2024-02-TR Incidences au projet de la piscine Rogers-Rousseau GDD 1247715010	206,41 $
	Autres - Activités récréatives	HUGUES POIRIER PHOTOGRAPHE	**1685131**	Service de photographe pour concours de décoration de noël 2024-2025	2 755,93 $
Total Direction - Anjou					**253 819,60 $**
Aménagement urbain et serv. entreprises	**Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport**	NATURE-ACTION QUEBEC INC	**1711710**	Identification des besoins, sensibilisation porte-à-porte, suivi post-implantation (déploiement, collecte, résidus alimentaires - Immeuble neuf (9) logements / plus - Institutions, commerces et industries (ICI)	22236
Total Aménagement urbain et serv. entreprises					**22 236,00 $**
Culture, sports, loisirs et développement social	**Bibliothèques**	ASSOCIATION DES BIBLIOTH	**1710310**	Matériel pour trousses "une naissance, un livre"	927,76
			1711870	Frais d'inscription au Rendez-vous des bibliothèques - 2 journées (8 et 9 mai)	1 102,37 $
		FESTIVAL DE CONTES IL ETA	**1709189**	Présentation de "Contes autour du monde", le 18 mai à partir de 14h à la bibliothèque Jean-Corbeil	157,48 $
		VANIA BEAUBIEN	**1711215**	Animation "Atelier poissons-marionnettes", le 30 mars	350,00 $
	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	SANIVAC	**1713533**	Sanivac # 0-29908, Location de toilettes chimiques pour le jardin des Roseraies, 7070 av. de la Nantaise, Anjou, pour 2 mois, Hors entente	601,43 $
		ULINE CANADA CORP	**1705285**	Uline-Chariot audio-visuel économique- 26x20x29 à 42po	90,88 $
	Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir	SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	**1698230**	BCO - ANJ - 2025 - Distribution du Regard sur Anjou	7 664,09 $
	Autres - Activités récréatives	DESCHAMPS IMPRESSION IN	**1712797**	Billets soirée Hommage 2025	309,71 $
		CIRKAZOU INC.	**1712868**	-	2 015,76 $
		PROLUDIK INC.	**1713457**	Proludik inc.#40609935, Location de jeux gonflables et non-gonflables pour la fête nationale du 24 juin.	2 808,42 $
		CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI ANJOU/SAINT-JUSTIN	**1713252**	Carrefour jeunesse emploi Anjou/Saint Justin , Fête Nationale, Offre alimentaire,16-04-2025	1 886,54 $
		LUKA LEMAY	**1710144**	Luka Lemay , animation Fête Nationale le 24 juin 2025	1 259,85 $
		ULINE CANADA CORP	**1711295**	Uline, Soumission # PRA581595, achat de scéllés de baril - H-609R,.un paquet de 100, couleur rouge 03-04-2025	76,34 $
		9478-0277 QUEBEC INC.	**1711958**	Amusement Mobile- # 20250218-01, Location d'une roulotte de jeux vidéos pour la fête nationale le 24 juin et frais de transport inclus- 09-04-2025	1 320,53 $
		IMPACT CANOPIES CANADA	**1713522**	Impact instant canopy #AAAQ10640, Auvent rétractable - MLFD8 10x10 ML Alum Frame 010211010	2 376,91 $
		LES CHAPITEAUX CLASSIC IN	**1711479**	Chapiteaux Classic # SO-0307-VIL, Location de 2 tentes blanches autoportantes pour la Fête Nationale livraison le 22 juin pour retour le 25 juin 2025-08-04-2025	1 443,58 $
		PRODUCTIONS NOEUD PAP	**1712908**	Productions Noeud Papillon- # C-PNP-0821, Location de jeux gonflables,Fête Nationale-15-04-2025	1 994,76 $
		XYZ TECHNOLOGIE CULTURI	**1710901**	Soumission XYZ-Réf. : KF_SV407.2- Achat d'une toile de projection 11 x 17 Da-Lite modèle 38365- 01-04-2025	2 512,08 $
	Autres - activités culturelles	AUDIO CINE FILMS INC	**1714238**	-	2 808,43 $
		ECOLE DE DANSE HELENE TI	**1713383**	Animation de soirée de danse en ligne extérieures de 18h30 à 21h, Tous les mardis du 10 juin au 16 septembre 2025 inclusivement, ainsi qu'exceptionnellement le 19 septembre.	7 517,10 $
		LES FILMS CRITERION PICTU	**1714164**	Location de film pour l'été 2025	2 939,64 $
		PRODUCTIONS JOSEE ALLAR	**1714163**	Spectacle Chants de vacances de Henri Godon, 9 juillet 2025 au parc Lucie-Bruneau à Anjou.	3 149,62 $
		RESONANCES, AGENCE DE S	**1713384**	Spectacle "L'école buissonnière" de Bon débarras, le 24 juin 2024 à Anjou-sur-le-lac	3 989,52 $
	Exploitation des parcs et terrains de jeux	PATINAGE ANJOU INC.	**1712156**	4 jours d'entrainements de patinage - 26 février 2 entraineurs; 2 mars 3 entraineurs; 4 mars 2 entraineurs; 10 mars 2 entraineurs	573,98 $
		CREATIONS JEAN-CLAUDE T	**1714819**	Mascottes.com # 25-186,Créations Jean-Claude Tremblay Inc. rajouter des sourcils à la mascotte	209,97 $
		ADMITEC INC.	**1712906**	Admitec # SOA0000620- Bracelets réutilisables RVSM-15-P, Pour Ateliers-Soleil-15-04-2025	1 739,64 $
Total Culture, sports, loisirs et développement social					**51 826,39 $**

Arrondissement d'Anjou
Suivi Bons de commande approuvés (BC 520)
Par Direction

Période du 1er au 30 avril 2025

Direction	Activité ou Cat actif	Nom fournisseur	Numéro BC	Description BC	TOTAL
Dir. serv adm, relations citoyens / greffe	**Administration, finances et approvisionnement**	ROULEAUX DE PAPIER & RU	**1715117**	Rouleaux thermiques pour imprimante code 8076T	186,88
	Gestion de l'information	CREATIONS INFORMATIQUES L.D. INC.	**1711899**	Licence Microsft 365 Buisiness Basic pour 1 an. Le tout selon la soumission no 15459 datée du 9 avril 2025	101,84 $
		SOFTCHOICE LP	**1711762**	Logiciel antivirus (article no 2001073461) valide 12 mois. Le tout selon la soumission Q-2303823 datée du 1e avril 2025	219,42 $
		ENTREPRISES INTMOTION II	**1711766**	Renouvellement licence Milestone Care Plus (Caméra). Le tout selon la soumission no S02871 datée du 28 mars 2025	1 732,21 $
	Rel. avec les citoyens et communications	PITNEY BOWES DU CANADA	**1701297**	BCO - ANJ - ADM - 2025 - Location timbreuse - (frais de location bail 90.00$) + (frais value max 16.65$) total: 106.65$	100,00 $
		PITNEY WORKS	**1699933**	BCO - ANJ - ADM - 2025 - Achat de timbres pour la timbreuse de la Mairie.	100,00 $
Total Dir. serv adm, relations citoyens / greffe					**2 440,35 $**
Travaux publics	**Administration, finances et approvisionnement**	SYSTEMES URBAINS INC.	**1712194**	2025 - GAG - SYSTÈMES URBAINS - Remplacement des projecteurs terrain baseball parcs Roger-Rousseau et Lucie-Bruneau (main d'oeuvre + grue seulement) - Soumission 25-S19170	44358,27
		ALARME DOVEN	**1713703**	2025 - Contrat GAG - ALARME DOVEN - Mise aux norme du mécanisme des portes de secours - Bibliothèque Jean Corbeil	22 868,53 $
	Autres - matières résiduelles	RECYCLAGE NOTRE-DAME II	**1713836**	2025 - BCO TP - Recylcage notre Dame - Entente 1573466 - Service élimination des résidus de balai + redevances -	67 091,21 $
	Déblaiement et chargement de la neige	PAVAGES CHARTRAND INC.	**1614049**	CONTRAT 23-19983 Octroyer deux (2) contrats pour la location de 5 autoniveleuses avec opérateurs servant aux opérations de déneigement de l'arrondissement Anjou	108 607,68 $
			1689780	2024 - GAG - PAVAGES CHARTRAND - Location d'un tracteur-chargeur avec opérateur pour les opérations de déneigement - HEURES GARANTIES Du 15 novembre au 31 décembre 2024	17 421,54 $
	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	ABED YAHIAOUI	**1714611**	2025 - BC TP - ABED YAHIAOUI - remplacement d'une partie de clôture par des portes au 7501 Rondeau - soumission B8ANJ datée du 24-03-2025	3 376,93 $
		DORSON LTEE	**1712184**	BCO -TP 2025 - DORSON LTÉE - Achat outils pour la signalisation	1 574,81 $
		MARTECH SIGNALISATION I	**1711675**	2025 - BC - Martech Signalisation Inc. - Commande de 25 poteaux en U 'Acier galv.10' Type 3 à 51,50$ /unité	1 482,94 $
		MATERIAUX PAYSAGERS SA	**1714853**	2025 - BC TP - MATERIAUX PAYSAGERS SAVARIA LTEE - HORS ENTENTE-achat de mélange Redikit et MCLAM2 REDIMOUND pour les terrains de Baseball Lucie Bruneau et Des Roseraies -soumission SOU200548 datée du 2025-04-25.	1 993,18 $
			1714855	2025 - BC TP - MATERIAUX PAYSAGERS SAVARIA LTEE - HORS ENTENTE - achat de mélange Bowbal - Revêtement Washington Ball pour les terrainS de Baseball Lucie Bruneau et Des Roseraies -soumission SOU200550 datée du 2025-04-25	6 614,74 $
		ALMA CLOTURE INC.	**1714851**	2025- BCO TP - ALMA CLOTURE INC.- Achat des pièces pour réparer une clôture	629,92 $
	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	LES INDUSTRIES MC ASPHAI	**1712817**	2025 - BCO TP -Les industries MC ASPHALTE - Achat colle pour bitume	629,93 $
		ENTREPRISE PLOYARD 2000 INC.	**1715129**	2025- BC TP - ENTREPRISE PLOYARD 2000 - Réparation de glissière de sécurité Galerie d'Anjou- Soumission: 14102 datée du 28-03-2025	5 459,35 $
		DEMIX CONSTRUCTION	**1711303**	2025- BCO - Demix Construction -entente 1683939 - Achat d'Asphalte chaude pour la période Estivale du 15 avril au 30 novembre 2025	2 519,70 $
	Réseau de distribution de l'eau potable	LES INDUSTRIES MC ASPHAI	**1712817**	2025 - BCO TP -Les industries MC ASPHALTE - Achat colle pour bitume	1 469,82 $
		HETEK SOLUTIONS INC	**1712818**	2025 - BCO TP Hetek Solution - Calibration de nos équipements pour détecteur 4 gaz	524,94 $
		MATERIAUX PAYSAGERS SA	**1712638**	-	524,94 $
			1714099	BCO - 2025 TP - Matériaux paysagers Savaria - Achat hors entente - achat de la pierre pour le parc Jean Desprez (drain Français)	3 517,08 $
		DEMIX CONSTRUCTION	**1711303**	2025- BCO - Demix Construction -entente 1683939 - Achat d'Asphalte chaude pour la période Estivale du 15 avril au 30 novembre 2025	3 779,55 $
	Réseaux d'égout	SANIVAC	**1715122**	SANIVAC - Nettoyage du lac de retention - Événement- Déversement à la demande de l'environnement en date du 10 AVRIL 2025 - bon de travail 9346	3 805,58 $
		SYSTEMES URBAINS INC.	**1713465**	BCO2025-TP - SYSTEMES URBAINS - Entretien des aérateurs au Lac de Rétention (ouverture, fermeture et réparation)	25 501,46 $
		BREBEUF MECANIQUE DE P	**1711674**	BC - TP 2025 - BREBEUF MECANIQUE DE PROCEDE INC.- service d'installation de 2 calpets et 2 vannes au station de pompage - facture 5180 et facture 5181	5 523,76 $
	Signalisation écrite	RONA INC	**1713483**	BCO - TP 2025 - RONA - Achat de quincaillerie pour l'horticulture	187,37 $
	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles autre que GPI - À répartir	BMR DETAIL S.E.C.	**1695662**	BCO-TP- BMR- Quincaillerie pour les bâtiments	2 099,75 $

Arrondissement d'Anjou
Suivi Bons de commande approuvés (BC 520)
Par Direction

Période du 1er au 30 avril 2025

Direction	Activité ou Cat actif	Nom fournisseur	Numéro BC	Description BC	TOTAL
Travaux publics	**Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles autre que GPI - À**	DORSON LTEE	**1696365**	BCO 2025 -TP - DORSON LTÉE - Achat outils et pièces pour les bâtiments	2 099,75 $
		IRRIGAZON INC.	**1712191**	BC2025-TP - IRRIGAZON - Ouverture / fermeture et Appels de services/Réparations des systèmes d'irrigation dans nos installations	11 117,65 $
		IRRIGLOBE INC.	**1712192**	BCO2025-TP- IRRIGLOBE - Ouverture et fermeture des gicleurs dans nos installations- (Chaumont, Parc Ford-des-Ormeaux, Hôtel de Ville, Malicorne, Closerie et appels de services des gicleurs dans nos installations	10 299,27 $
		NEVE REFRIGERATION INC.	**1696796**	2025 - CONTRAT 22-19429 - NÉVÉ Réfrigération	5 281,59 $
		LAFLEUR & FILS INC.	**1697231**	BCO-TP - LAFLEUR ET FILS - Appels de services pour réparation des portes de garage	3 149,62 $
		LE GROUPE LAM-E ST-PIERR	**1711676**	BC - TP 2025 - Frais minimum d'inspection externe /temps (4hrs min) - SM-0226563	629,92 $
		AD3R TECHNOLOGIES INC.	**1703151**	2025 - BC TP - AD3R TECHNOLOGIES INC. Fourniture et Installation Ouvre-porte automatique pour l'hôtel de Ville. Selon soumission 5660.	2 666,68 $
		CARDIO CHOC INC.	**1704935**	2025 - CARDIO-CHOC - Vérification et remplacement des accessoires pour les DEA	9 448,82 $
	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	ARCTIC GLACIER CANADA IN	**1713159**	2025 -BCO TP - Arctic Glacier - Achat de glace pour travaux publics	600,00 $
		FANA SPORTS INC.	**1710375**	BCO-Achat de 31 manteaux. TP ANJOU	1 411,03 $
		IGO INC	**1711309**	2025- BC TP- Igo Inc. - Entente 1644906 - Achat d'une paire de bottes pour Tristan Bogdanova.	215,54 $
		VERMEER CANADA INC.	**1710349**	BC-TP 2025 - VERMEER - Bottes de sécurité pour les élagueurs - Soumission 350556	1 797,05 $
		SECURO VISION INC.	**1704231**	BC - 2025 TP - Securo Vision Inc.- Achat de lunettes	755,00 $
		INFO-EXCAVATION	**1712577**	BC -TP 2025 - Info-Excavation- Formation Excavation sécuritaire et Lecture de plans - Alexandre Carrier Desjardins - code : FI1A0544	104,99 $
	Éclairage des rues	LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	**1695668**	BCO-TP - LUMEN DIVISION CANADA INC - Achat de pièces électriques	3 149,62 $
Total Travaux publics					**384 289,51 $**
Total général					**714 611,85 $**

ARRONDISSEMENT ANJOU

Achats effectués par l'entremise de cartes de crédit Visa pour la période du : 1er Au 30 avril 2025

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	ARTICLES	CENTRE DE RESPONSABILITÉ	NOM DIVISION	ACTIVITÉ	OBJET	SOUS OBJET	PROJET	MONTANT AVEC TAXES
1	2025-04-30	Avancie Inc. ToDoc Avis envoyé par Email - Forfait 5	Demande (Avis) enregistrée envoyée par courriel	300406	Gestion aménag. urbain et serv entrep	06001	54501	000000	000000	23,00 $
2	2025-04-15	Centre patronal SST	Formations	300430	RESSOURCES HUMAINES	01601	54501	010002	000000	396,66 $
3	2025-04-18	SEAO	Appel d'offres	300439	DSA	01401	53801	014024	000000	49,62 $
4	2025-04-20	iStock	Banque d'images	300440	Communications	01801	56513	015080	000000	33,34 $
5	2025-04-25	Sterling Marking Products	Estampe commission Mihaela Voloaca	300416	RELATION CITOYENS	01801	56511	015024	000000	84,60 $
6	2025-04-03	Marché metro	Collations pour artiste	300438	Culture	07289	56590	015000	001614	12,07 $
7	2025-04-05	Marché metro	Collations pour artiste	300438	Culture	07289	56590	015000	001614	39,97 $
8	2025-04-07	Stade olympique 4545 av	Stationnement - SDÉ | Sommet de l'Est 2025	300400	Direction	01301	53206	000000	000000	25,00 $
9	2025-04-01	Decathlon	Sacs pour trousses de premiers soins	300426	Logistique	07189	56590	015055	000000	263,75 $
10	2025-04-07	Walmart	Étui de cellulaire	300426	Logistique	07123	56511	000000	000000	11,50 $
11	2025-04-07	Ciné Entreprise	Films	300433	Exploitation aréna, parc, ect.	07167	56590	000000	000000	25,00 $
12	2025-04-23	Canadian Tire	Défroisseur de vêtements	300426	Logistique	07123	57402	000000	000000	62,08 $
13	2025-04-23	Walmart	Serviettes pour artistes	300426	Logistique	07189	56590	015037	000000	45,82 $
14	2025-04-29	Canadian Tire	Cadenas remorque cinéparc	300426	Logistique	07123	57402	000000	000000	114,96 $
15	2025-04-01	Sany	Remboursement de produits d'entretien	300449	Entretien	07121	56590	015042	000000	(52,43) $
16	2025-08-05	Amazon	Remboursement d'abonnement	300426	Logistique	07121	55203	000000	000000	(11,49) $
17	2025-04-24	Concession A25	Passages autobus	300432	Division voirie	03003	57402	000000	000000	236,42 $
18	2025-04-26	Concession A25	Passages transport asphalte	300432	Division voirie	03003	57402	000000	000000	358,62 $
20	2025-04-30	Concession A25	Passages autobus	300432	Division voirie	03003	57402	000000	000000	40,08 $
21										
22										
23										
24										
25										
26										
27										
28										
29										
30										
31										
32										
33										
34										
TOTAL										1 758,59 $

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1258178005*
Unité administrative responsable : Arrondissement Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement ,
Direction Projet : *Prendre acte du rapport des décisions déléguées, de la liste des bons de commande approuvés, des demandes de paiement et des virements budgétaires ainsi que des achats par carte de crédit pour la période comptable du 1er avril 2025 au 30 avril 2025*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 12- Miser sur la **transparence, l'ouverture et le partage des données** ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Tel que prévu à l'article 477.2 al.5 de la Loi sur les cités et villes, les actes délégués doivent être transmis dans un rapport au conseil d'arrondissement à la première séance ordinaire suivant l'autorisation. Les documents deviennent ainsi accessibles à une demande d'accès aux documents.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Résolution: CA25 12107

Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ c. C-11.4), l'offre du conseil d'arrondissement du Plateau-Mont-Royal (CA25 250137) pour les services de l'Escouade dédiée aux établissements d'hébergement touristique pour l'application de toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) relative aux établissements d'hébergement touristique, à l'exception des dispositions applicables aux hôtels, gîtes, hôtels-appartements, auberges de jeunesse et camping, et ce, pour la délivrance de constats d'infraction

Il est proposé par Kristine Marsolais

appuyé par Richard L Leblanc

et unanimement résolu :

D'accepter, conformément à l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), l'offre du conseil d'arrondissement du Plateau-Mont-Royal de prendre en charge l'application de toute disposition d'un règlement municipal adopté en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) relative aux établissements d'hébergement touristique, à l'exception des dispositions applicables aux hôtels, gîtes, hôtels-appartements, auberges de jeunesse et camping, et ce, pour la délivrance de constats d'infraction.

ADOPTÉE

30.02 1258770007

Nataliya HOROKHOVSKA
_____
Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025

Dossier # : 1258770007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ c. C-11.4), l'offre du conseil d'arrondissement du Plateau-Mont-Royal (CA25 250137) pour les services de l'Escouade dédiée aux établissements d'hébergement touristique pour l'application de toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) relative aux établissements d'hébergement touristique, à l'exception des dispositions applicables aux hôtels, gîtes, hôtels-appartements, auberges de jeunesse et camping, et ce, pour la délivrance de constats d'infraction

Il est recommandé :
D'accepter, conformément à l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), l'offre du conseil d'arrondissement du Plateau-Mont-Royal de prendre en charge l'application de toute disposition d'un règlement municipal adopté en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) relative aux établissements d'hébergement touristique, à l'exception des dispositions applicables aux hôtels, gîtes, hôtels-appartements, auberges de jeunesse et camping, et ce, pour la délivrance de constats d'infraction.

Signé par Anne CHAMANDY **Le** 2025-05-21 10:59

Signataire : Anne CHAMANDY

_____

directeur(-trice) - arrondissement (ii)
Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258770007**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ c. C-11.4), l'offre du conseil d'arrondissement du Plateau-Mont-Royal (CA25 250137) pour les services de l'Escouade dédiée aux établissements d'hébergement touristique pour l'application de toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) relative aux établissements d'hébergement touristique, à l'exception des dispositions applicables aux hôtels, gîtes, hôtels-appartements, auberges de jeunesse et camping, et ce, pour la délivrance de constats d'infraction

CONTENU

CONTEXTE

Le 17 mars 2025, le conseil de la ville a adopté le Règlement concernant les établissements d'hébergement touristique (25-007), lequel vise à encadrer la location à court terme effectuée par les établissements d'hébergement touristique dans des résidences principales. Ce règlement s'applique sur l'ensemble des territoires des 19 arrondissements et rend obligatoire l'obtention d'un permis d'exploitation pour les personnes souhaitant exploiter un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale. En plus de cette exigence, le règlement limite la période de location de la résidence principale du 10 juin au 10 septembre. En dehors de cette période, l'exploitation d'un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale est interdite et, conséquemment, les inspecteurs municipaux seront chargés de délivrer des constats d'infraction notamment en cas de non-respect de cette exigence. À noter que l'interdiction principale de ce règlement prendra effet le 10 juin 2025.
En parallèle de l'adoption de ce nouveau règlement encadrant l'exploitation des établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale, le conseil de la ville a adopté, le 14 avril 2025, un règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) afin de déléguer l'application du Règlement 25-007 à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. En effet, l'arrondissement dispose déjà d'une Escouade formée d'une coordonnatrice et de 3 inspecteurs dédiés à l'identification des activités touristiques illégales au sein de cet arrondissement ainsi que dans les arrondissements du Sud-Ouest et de Ville-Marie. Ainsi, considérant les ressources et l'expertise dont dispose cet arrondissement, l'application du Règlement 25-007 lui a été déléguée.

En outre de l'application du règlement central, il est dans l'intérêt de la Ville que l'équipe dédiée au contrôle des établissements d'hébergement touristique voit à l'application sur le

plan pénal de toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés par les arrondissements en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. D'ailleurs, l'Escouade travaille déjà à appliquer la réglementation du Sud-Ouest et de Ville-Marie suivant des échanges de services à cet effet. Ainsi, il est souhaité élargir les champs d'action de l'Escouade sur l'ensemble du territoire de la Ville afin d'assurer le respect des normes applicables aux établissements d'hébergement touristique.

L'arrondissement du Plateau-Mont-Royal a donc offert les services de l'Escouade aux autres arrondissements afin d'appliquer toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme relative aux établissements d'hébergement touristique, à l'exception de celle applicable aux hôtels, gîtes, hôtels-appartements, auberges de jeunesse, camping, et ce, pour la délivrance de constats d'infraction.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA23 250132 - 5 juin 2023 - Autoriser la création de l'Escouade du Plateau-Mont-Royal et offre des services de celles-ci aux arrondissements du Sud-Ouest et de Ville-Marie (1233945006)
CM25 0318 - 17 mars 2025 - Adoption du Règlement concernant les établissements d'hébergement touristique (25-007) (1258798001)
CM25 0454 - 14 avril 2025 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de ville aux conseils d'arrondissement (1258798002)
CA25 250137 - 5 mai 2025 - Offrir à tous les arrondissements les services de l'Escouade dédiée aux établissements d'hébergement touristique pour l'application de toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) relative aux établissements d'hébergement touristique, à l'exception des dispositions applicables aux hôtels, gîtes, hôtels-appartements, auberges de jeunesse et camping, et ce, pour la délivrance de constats d'infraction (1257894003)

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à offrir aux autres arrondissements, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, d'assurer l'application des règlements en matière d'urbanisme encadrant les établissements d'hébergement touristique tout au long de l'année, et ce, tant lorsque la période de location dans les résidences principales est permise en vertu du Règlement 25-007 que quand c'est interdit. Conformément à la délégation de pouvoirs du conseil de la ville prévue dans le Règlement 02-002, à titre d'exemple, les inspecteurs de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pourront donner des constats d'infraction en vertu du Règlement 25-007, notamment dans les situations suivantes:
• le fait d'offrir une unité d'hébergement pour une location en dehors de la période autorisée dans un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale pour de la location court terme à un touriste contre rémunération sans détenir de permis d'exploitation
• le fait de louer une unité d'hébergement dans un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale pour de la location court terme à un touriste contre rémunération en dehors de la période autorisée
• le fait de louer ou d'offrir en location une unité d'hébergement dans un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale pour de la location court terme à un touriste contre rémunération sans détenir de permis d'exploitation pendant la période autorisée

En outre de l'application du Règlement 25-007, et dans la mesure où la présente offre de services est acceptée, les inspecteurs pourront également donner des constats d'infraction

en application d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme de l'arrondissement qui a accepté l'offre, à l'égard des établissements d'hébergement touristique, à l'exception des dispositions applicables aux hôtels, gîtes, hôtels-appartements, auberges de jeunesse, camping.

JUSTIFICATION

Le présent dossier vise à offrir les services de l'escouade à tous les arrondissements pour permettre d'uniformiser l'application de toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme permettant l'atteinte des objectifs suivants:
1. Contribuer à l'élimination ou à la réduction significative des résidences de tourisme exploitées illégalement sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal;
2. Réduire les pressions exercées sur le parc locatif, en partie responsables de la crise du logement, par l'élimination ou la réduction significative de l'exploitation illégale des résidences de tourisme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'agrandissement de l'Escouade et l'ajout d'employés est financé par le budget de fonctionnement Loger + reçu du Service de l'habitation de la Ville de Montréal.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 en répondant à la priorité 7: Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable, ainsi qu'aux engagements en matière d'inclusion et d'équité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'offre de services vient concrétiser l'engagement des arrondissements d'offrir un meilleur encadrement et contrôle des résidences de tourismes exploitées illégalement sur le territoire montréalais.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un calendrier des communications est en cours de réalisation afin d'informer les citoyens de l'adhésion de la Ville face à la lutte contre les établissements d'hébergement touristique illégaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que la signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu PERREAULT
Conseiller en aménagement

Tél : 514-493-5110
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-13

Marie-Christine CHARTRAND
Chef de division urbanisme permis et inspections (arr.)

Tél : 514-493-5151
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marie-Christine CHARTRAND
Chef de division urbanisme permis et inspections (arr.)
Tél : 514-493-5151
Approuvé le : 2025-05-21

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1258770007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , -
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ c. C-11.4), l'offre du conseil d'arrondissement du Plateau-Mont-Royal (CA25 250137) pour les services de l'Escouade dédiée aux établissements d'hébergement touristique pour l'application de toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) relative aux établissements d'hébergement touristique, à l'exception des dispositions applicables aux hôtels, gîtes, hôtels-appartements, auberges de jeunesse et camping, et ce, pour la délivrance de constats d'infraction



Délégation.pdf



Grille Montréal 2030 - Offre.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu PERREAULT
Conseiller en aménagement

Tél : 514-493-5110
Télécop. :

Outlook

Délégation de pouvoir - Réjean Boisvert, directeur DAUSE - 16 mai au 1er juin 2025

De Nancy BOUCHARD <nancy.bouchard2@montreal.ca>
de la part de
Rejean BOISVERT <rejean.boisvert@montreal.ca>

Date Ven 2025-05-16 12:05

À 79 DYN Anjou <79_anjou@montreal.ca>

Cc Luis MIRANDA <luis.miranda@montreal.ca>; Anne CHAMANDY <anne.chamandy@montreal.ca>; Andree HENAULT <andree.henault@montreal.ca>; Kristine MARSOLAIS <kristine.marsolais@montreal.ca>; Marie-Josee DUBE <mariejosee.dube@montreal.ca>; Richard LEBLANC <richard.leblanc@montreal.ca>

Mesdames,

Messieurs,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), je désigne monsieur Amar Ikhlef, directeur des travaux publics pour me remplacer dans mes fonctions de directeur de l'aménagement urbain et services aux entreprises et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions le 16 mai 2025 et madame Marie-Christine Chartrand, chef de division urbanisme à la DAUSE, du 17 mai au 1er juin 2025.

Et j'ai signé,

Réjean Boisvert
Directeur
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Tél.: 514 493-5179

7171, rue Bombardier
Anjou (Québec) H1J 2E9

abonnez-vous à notre infolettre
Site Web Instagram Facebook Ville de Montréal - arrondissement Anjou

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1258770007*
Unité administrative responsable : DAUSE Anjou
Projet : *Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ c. C-11.4), l'offre du Conseil d'arrondissement du Plateau-Mont-Royal (CA25 250137) pour les services de l'Escouade dédiée aux établissements d'hébergement touristique pour l'application de toute disposition d'un règlement de zonage et d'un règlement en matière de permis et certificats adoptés en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) relative aux établissements d'hébergement touristique, à l'exception des dispositions applicables aux hôtels, gîtes, hôtels-appartements, auberges de jeunesse et camping, et ce, pour la délivrance de constats d'infraction*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *#7 Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable;*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** #7 La modification s'inscrit dans la volonté de la Ville de mieux contrôler la location à court terme.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Résolution: CA25 12108

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme (1557), une dérogation mineure afin de déroger temporairement au nombre minimal de cases de stationnement exigé et à la largeur pour une allée d'accès au stationnement pour un bâtiment institutionnel situé au 7455, rue Jarry Est - lot 1 004 583 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

ATTENDU QU'une recommandation favorable a été émise par le comité consultatif d'urbanisme lors de sa réunion du 5 mai 2025;

ATTENDU QUE la demande de dérogation mineure respecte les conditions relatives à l'approbation d'une dérogation mineure;

ATTENDU QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil d'arrondissement;

Il est proposé par Richard L Leblanc

appuyé par Andrée Hénault

et unanimement résolu :

D'accorder la dérogation mineure 3003533179 datée du 25 avril 2025 pour l'immeuble situé au 7455, rue Jarry Est, lot 1 004 583 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, visant à :

- Autoriser un ratio temporaire de 1,25 case de stationnement par classe, et ce, malgré l'article 132 du Règlement concernant le zonage (RCA 40) qui exige un ratio de 3 cases / 2 classes (1,5 case par classe). Cet élément de la dérogation mineure est valide pour une durée de 60 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution.

- Autoriser, pour une allée d'accès au stationnement dont l'angle d'accès est de 90º, une largeur de 6,3 mètres, et ce, malgré l'article 133 du Règlement concernant le zonage (RCA 40) qui exige 6,7 mètres.

Avec la condition suivante:

- Le projet doit être accompagné d'une plantation de deux arbres, en pleine terre ou en pots.

ADOPTÉE

40.01 1257077008

Nataliya HOROKHOVSKA

_____

Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025

Dossier # : 1257077008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme (1557), une dérogation mineure afin de déroger temporairement au nombre minimal de cases de stationnement exigé et à la largeur pour une allée d'accès au stationnement pour un bâtiment institutionnel situé au 7455, rue Jarry Est - lot 1 004 583 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

ATTENDU QU'une recommandation favorable a été émise par le comité consultatif d'urbanisme lors de sa réunion du 5 mai 2025;
ATTENDU QUE la demande de dérogation mineure respecte les conditions relatives à l'approbation d'une dérogation mineure;

ATTENDU QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil d'arrondissement;

Il est recommandé :

D'accorder la dérogation mineure 3003533179 datée du 25 avril 2025 pour l'immeuble situé au au 7455, rue Jarry Est, lot 1 004 583 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, visant à :

● Autoriser un ratio temporaire de 1,25 case de stationnement par classe, et ce, malgré l'article 132 du Règlement concernant le zonage (RCA 40) qui exige un ratio de 3 cases / 2 classes (1,5 case par classe). Cet élément de la dérogation mineure est valide pour une durée de 60 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution.

● Autoriser, pour une allée d'accès au stationnement dont l'angle d'accès est de 90º, une largeur de 6,3 mètres, et ce, malgré l'article 133 du Règlement concernant le zonage (RCA 40) qui exige 6,7 mètres.

Avec la condition suivante:

- Le projet doit être accompagné d'une plantation de deux arbres, en pleine terre ou en pots.

Signé par Anne CHAMANDY **Le** 2025-05-20 11:56

Signataire : Anne CHAMANDY

_____

directeur(-trice) - arrondissement (ii)
Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1257077008**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme (1557), une dérogation mineure afin de déroger temporairement au nombre minimal de cases de stationnement exigé et à la largeur pour une allée d'accès au stationnement pour un bâtiment institutionnel situé au 7455, rue Jarry Est - lot 1 004 583 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Le Centre de service scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSSPI) a déposé une demande de dérogation mineure au Règlement concernant le zonage (RCA 40), pour l'école primaire Jacques-Rousseau, visant à :

- autoriser un ratio temporaire de 1,25 case de stationnement par classe pour une période de 60 mois, et ce, malgré l'article 132 du Règlement concernant le zonage (RCA 40) qui exige un ratio de 3 cases / 2 classes (1,5 case par classe);

- autoriser, pour une allée d'accès au stationnement dont l'angle d'accès est de 90º, une largeur de 6,3 mètres, et ce, malgré l'article 133 du Règlement concernant le zonage (RCA 40) qui exige 6,7 mètres.

Ce projet fait référence à la demande de dérogation mineure numéro 3003533179 datée du 25 avril 2025.

La demande est liée à une demande pour un bâtiment temporaire de classes modulaires numéro 3003537236 datée du 6 mai 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA13 12111 - 7 mai 2013 : Approuver un plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA), 7455 rue Jarry Est (relatif à un projet d'agrandissement)
CA21 12260 - 22 novembre 2021 : Demander au Centre de services scolaire de la Pointe-de-l'Île de planifier l'agrandissement de l'école Jacques-Rousseau en cour latérale droite et au besoin, d'utiliser une partie du terrain adjacent appartenant au ministère des Transports en déplaçant le tournebride vers l'autoroute 25 (A-25)

CA21 12271 - 7 décembre 2021 : Demander au gouvernement du Québec de céder sans

considération monétaire, à la Ville de Montréal, une partie du lot 1 004 200 du cadastre du Québec, situé au 9000, boulevard Louis-H.-La Fontaine de l'arrondissement d'Anjou, propriété du Gouvernement du Québec et présentement occupée par le ministère des Transports du Québec (MTQ), afin de recéder sans considération monétaire cette même partie de lot au Centre de services scolaires de la Pointe-de-l'Île (CSSPI) pour le projet d'agrandissement de l'école Jacques-Rousseau, située au 7455, rue Jarry Est de l'arrondissement d'Anjou

CA24 12061 - 9 avril 2024 : Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme (1557), une dérogation mineure afin d'autoriser un agrandissement, en partie sur un étage, pour le bâtiment institutionnel situé au 7455, rue Jarry Est - lot 1 004 583 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

DESCRIPTION

L'école Jacques-Rousseau, localisée dans la zone P-116, connait une croissance constante du nombre d'élèves sur son territoire. Un projet d'agrandissement, en cour latérale gauche et en cour arrière, a d'ailleurs obtenu une recommandation favorable par le comité consultatif d'urbanisme (CCU) le 4 mars 2024, permettant l'ajout de 18 classes. Or, le projet a dû être mis temporairement à l'arrêt par le ministère de l'Éducation. Afin de pallier temporairement le manque d'espace, le CSSPI procédera à l'installation de classes modulaires permettant l'ajout de 10 classes.
Ce bâtiment temporaire de classes modulaires sera localisé dans la cour arrière droite. Il sera relié au bâtiment existant par un corridor. Cet emplacement a été retenu de manière à laisser libre l'espace prévu pour le futur agrandissement incluant les espaces de circulation reliés au chantier à venir. L'espace entre le bâtiment temporaire et le bâtiment existant a été déterminé de manière à respecter les distances minimales prévues au Code national du bâtiment.

Nombre de cases de stationnement

Cette implantation fait en sorte que l'ajout du bâtiment temporaire de classes modulaires empiétera sur l'aire de stationnement existant. Un réaménagement de celui-ci est proposé de manière à optimiser le nombre de cases de stationnement. Néanmoins, le nombre de cases de stationnement disponibles sera réduit et passera de 64 cases à 61 cases.

En considérant l'ajout des 10 classes liées au bâtiment temporaire, le nombre de classes total passera de 38 à 48 classes. Selon le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le nombre de cases de stationnement requis sera de 72 cases. Il y aura donc un déficit temporaire de 11 cases. Ceci équivaut à un ratio de 1,25 case par classe versus la réglementation qui en requiert 1,5 case par classe. Cette situation sera pour une durée maximale de 60 mois, correspondant à la durée maximale d'occupation par un bâtiment temporaire de classes modulaires prévue au RCA 40.

Selon la Division des études techniques, les employés qui opteront pour l'utilisation de leur voiture et qui n'auront pas d'espace de stationnement disponible sur le terrain privé pourront bénéficier d'environ 12 espaces de stationnement sur rue, mais pour cela ils devront stationner à une certaine distance, car il n'y a pas de stationnements disponibles aux abords de l'école. De plus, on note la présence de deux circuits de transport en commun à proximité, soit un sur la rue Jarry et un sur le boulevard des Galeries-d'Anjou ainsi que la présence d'une piste cyclable à proximité du boulevard des Galeries-d'Anjou.

Largeur minimale d'une allée d'accès aux cases de stationnement

Le projet implique un réaménagement de l'aire de stationnement de manière à maximiser le nombre de cases de stationnement disponibles. Le pourtour existant de l'aire de stationnement, qui a été réalisé lors de l'agrandissement de l'école en 2014, ne permet pas

l'aménagement conforme de la largeur de l'allée d'accès au stationnement de droite. À noter que, selon les plans déposés lors de la demande de permis d'agrandissement de 2014, la largeur des allées d'accès proposées était conforme.

Selon les plans déposés dans la présente demande, l'allée d'accès à l'extrémité droite sera d'une largeur de 6,3 mètres, alors qu'une largeur minimale de 6,7 mètres est requises au Règlement concernant le zonage (RCA 40) pour une allée d'accès au stationnement ayant un angle de 90º.

JUSTIFICATION

Considérant que :

- suite à la mise à l'arrêt temporaire du projet d'agrandissement de l'école Jacques-Rousseau par le ministère de l'Éducation, le CSSPI a opté pour l'ajout de classes modulaires afin de répondre aux besoins d'espace répondant au nombre d'inscriptions du secteur;
- le projet, par l'ajout de 10 classes et par le positionnement du bâtiment temporaire, occasionne un déficit de 11 cases de stationnement, soit un ratio de 1,25 case par classe versus la réglementation qui en requiert 1,5 case par classe;
- cette situation sera temporaire, la réglementation limitant à 60 mois l'installation d'un tel bâtiment;
- l'application des dispositions du Règlement concernant le zonage (RCA 40) cause un préjudice sérieux, car selon le requérant, cette localisation ne peut être modifiée pour des raisons de conformité au Code national du bâtiment et en prévision des futurs travaux d'agrandissement;
- la délimitation existante de l'aire de stationnement ne permet pas l'aménagement conforme de l'allée d'accès de droite, étant d'une largeur de 6,3 mètres versus 6,7 mètres requis au Règlement concernant le zonage (RCA 40);
- les éléments de cette dérogation mineure respectent les objectifs du Plan d'urbanisme;
- les éléments de cette dérogation mineure concernent une disposition autre que l'usage ou la densité d'occupation du sol;
- cette demande de dérogation mineure ne semble pas porter atteinte à la jouissance du droit de propriété des propriétaires des immeubles voisins, car selon la Division des études techniques les employés qui optent pour l'utilisation de leur voiture et qui n'auront pas de case de stationnement disponible sur le terrain privé pourront bénéficier d'une douzaine de places sur rue;
- selon l'analyse réalisée par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE), cette demande répond aux conditions de recevabilité du Règlement sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme (1557).

Lors de sa réunion du 5 mai 2025, les membres du comité consultatif d'urbanisme ont recommandé que la dérogation mineure soit accordée, avec la condition suivante :

- le projet doit être accompagné d'une plantation de deux arbres, en pleine terre ou en pots.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

MONTRÉAL 2030

Ce projet répond aux objectifs de Montréal 2030 concernant les engagements en terme d'espaces verts.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public tel que prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, chapitre A-19.1.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Parution d'un avis public minimum 15 jours avant la séance du conseil d'arrondissement.

- Adoption de la résolution relative à la dérogation mineure.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au mieux de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Genevieve FAFARD
Conseillère en aménagement

Tél : 514-493-5126
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-15

Marie-Christine CHARTRAND
Chef de division urbanisme permis et inspections (arr.)

Tél : 514-493-5151
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Réjean BOISVERT
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 514 493-5179
Approuvé le : 2025-05-15

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257077008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , -
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme (1557), une dérogation mineure afin de déroger temporairement au nombre minimal de cases de stationnement exigé et à la largeur pour une allée d'accès au stationnement pour un bâtiment institutionnel situé au 7455, rue Jarry Est - lot 1 004 583 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Fiche DM_7455 Jarry.pdf

Presentation PIIA DM_7455 Jarry_v2.pdf

Grille Montreal 2030_DM 7455 Jarry.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Genevieve FAFARD
Conseillère en aménagement

Tél : 514-493-5126
Télécop. :

DATE : 23 avril 2025 **DOSSIER :** 1257077008

OBJET :

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme (1557), une dérogation mineure afin de déroger temporairement au nombre minimal de cases de stationnement exigé pour un bâtiment institutionnel situé au 7455, rue Jarry Est - lot 1 004 583 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

CONTEXTE :

Le Centre de service scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSSPI) a déposé une demande de dérogation mineure au Règlement concernant le zonage (RCA 40), pour l'école primaire Jacques-Rousseau, visant à :

- autoriser un ratio temporaire de 1,27 case de stationnement par classe pour une période de 60 mois, et ce, malgré l'article 132 du Règlement concernant le zonage (RCA 40) qui exige un ratio de 3 cases / 2 classes (1,5 case par classe);
- **autoriser, pour une allée d'accès au stationnement dont l'angle d'accès est de 90º, une largeur de 6,3 mètres, et ce, malgré l'article 133 du Règlement concernant le zonage (RCA 40) qui exige 6,7 mètres. [M.A.J. 02-05-2025]**

Ce projet fait référence à la demande de dérogation mineure numéro 3003533179 datée du 25 avril 2025.

Elle sera liée à une demande de certificat d'autorisation pour un bâtiment temporaire de classes modulaires. Le dépôt de la demande sera fait suivant l'entrée en vigueur du Règlement (RCA 183) modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45), le Règlement sur les permis et certificats (1527) et le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181), afin de permettre les bâtiments temporaires de classes modulaires pour les établissements d'enseignement durant une période ne devant pas excéder 60 mois.

DESCRIPTION ET ÉTUDE :

L'école Jacques-Rousseau, localisée dans la zone P-116, connait une croissance constante du nombre d'élèves sur son territoire. Un projet d'agrandissement, en cour latérale gauche et en cour arrière, a d'ailleurs obtenu une recommandation favorable par le comité consultatif d'urbanisme (CCU) le 4 mars 2024, permettant l'ajout de 18 classes. Or, le projet a dû être mis temporairement à l'arrêt par le ministère de l'Éducation. Afin de pallier temporairement le manque d'espace, le CSSPI procédera à l'installation de classes modulaires permettant l'ajout de 10 classes.

Ce bâtiment temporaire de classes modulaires sera localisé dans la cour arrière droite. Il sera relié au bâtiment existant par un corridor. Cet emplacement a été retenu de manière à laisser libre l'espace prévu pour le futur agrandissement incluant les espaces de circulation reliés au chantier à venir. L'espace entre le module et le bâtiment existant a été implanté de manière à respecter les distances minimales prévues au Code national du bâtiment.

Nombre de cases de stationnement

Cette implantation fait en sorte que l'ajout du bâtiment temporaire de classes modulaires empiétera sur l'aire de stationnement existant. Un réaménagement de celui-ci est proposé de manière à optimiser le nombre de cases de stationnement. Néanmoins, le nombre de cases de stationnement disponibles sera réduit et passera de 64 cases à 61 cases.

En considérant l'ajout des 10 classes liées au bâtiment temporaire, le nombre de classes total passera de 38 à 48 classes. Selon le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le nombre de cases de stationnement requis sera de 72 cases. Il y aura donc un déficit temporaire de 11 cases, pour une durée maximale de 60 mois. Ceci équivaut à un ratio de 1,27 case par classe versus la réglementation qui en requiert 1,5 case par classe.

Selon la Division des études techniques, les employés qui opteront pour l'utilisation de leur voiture et qui n'auront pas de stationnements disponibles sur le terrain privé pourront bénéficier d'environ 12 espaces de stationnement sur rue, mais pour cela ils devront stationner à une certaine distance, car il n'y a pas de stationnements aux abords disponibles. De plus, on note la présence de deux circuits de transport en commun à proximité, soit une sur la rue Jarry et une sur le boulevard des Galeries-d'Anjou ainsi que la présence d'une piste cyclable sur le boulevard des Galeries-d'Anjou.

Largeur minimale d'une allée d'accès aux cases de stationnement

Le projet implique un réaménagement de l'aire de stationnement de manière à maximiser le nombre de cases de stationnement disponibles. Le pourtour existant de l'aire de stationnement, qui a été réalisé lors de l'agrandissement de l'école en 2014, ne permet pas l'aménagement d'une largeur conforme de l'allée de droite. À noter que, selon les plans déposés lors de la demande de permis d'agrandissement de 2014, la largeur des allées d'accès était conforme.

Selon les plans déposés dans la présente demande, l'allée d'accès à l'extrémité droite sera d'une largeur de 6,3 mètres alors qu'une largeur minimale pour une allée d'accès au stationnement ayant un angle de 90º de 6,7 mètres est requise au Règlement concernant le zonage (RCA 40). [M.A.J. 02-05-2025]

ANALYSE :

Les membres du CCU doivent faire l'analyse de cette demande lors de leur réunion du 5 mai 2025 et formuler une recommandation au conseil d'arrondissement (CA).

Axes de réflexions :

- Suite à la mise à l'arrêt temporaire du projet d'agrandissement de l'école Jacques-Rousseau par le ministère de l'Éducation, le CSSPI a opté pour l'ajout de classes modulaires afin de répondre aux besoins d'espace répondant au nombre d'inscriptions du secteur.
- Le projet, par l'ajout de 10 classes et par le positionnement du bâtiment temporaire, occasionne un déficit de 11 cases de stationnement, soit un ratio de 1,27 case par classe versus la réglementation qui en requiert 1,5 case par classe.
- **La délimitation existante de l'aire de stationnement ne permet pas l'aménagement conforme de l'allée d'accès de droite, étant d'une largeur de 6,3 mètres versus 6,7 mètres requis au Règlement concernant le zonage (RCA 40). [M.A.J. 02-05-2025]**
- Cette situation sera temporaire, la réglementation à venir limitant à 60 mois l'installation d'un tel bâtiment. L'aménagement d'une aire de stationnement conforme est prévu dans le projet

d'agrandissement.

- L'application des dispositions du Règlement concernant le zonage (RCA 40) cause un préjudice sérieux, car selon le requérant, cette localisation ne peut être modifiée pour des raisons de conformité au Code national du bâtiment et en prévision des futurs travaux d'agrandissement.
- Les éléments de cette dérogation mineure respectent les objectifs du Plan d'urbanisme;
- Les éléments de cette dérogation mineure concernent une disposition autre que l'usage ou la densité d'occupation du sol.
- Cette demande de dérogation mineure ne semble pas porter atteinte à la jouissance du droit de propriété des propriétaires des immeubles voisins, car selon la Division des études techniques les employés qui optent pour l'utilisation de leur voiture et qui n'auront pas de stationnements disponibles sur le terrain privé pourront bénéficier d'une douzaine de places sur rue.
- Selon l'analyse réalisée par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE), cette demande répond aux conditions de recevabilité du Règlement sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme (1557).
- Étant donné la plantation de 36 arbres prévue dans le cadre du projet d'agrandissement ayant obtenu une recommandation favorable par le CCU le 4 mars 2024, si les membres souhaitent recommander d'accepter cette demande, la DAUSE propose de ne pas ajouter de condition relative aux objectifs de Montréal 2030 à cette demande.

Geneviève Fafard
Conseillère en aménagement

PIIA et DM
Installation d'un bâtiment de classes modulaires

7455, rue Jarry Est
École Jacques-Rousseau

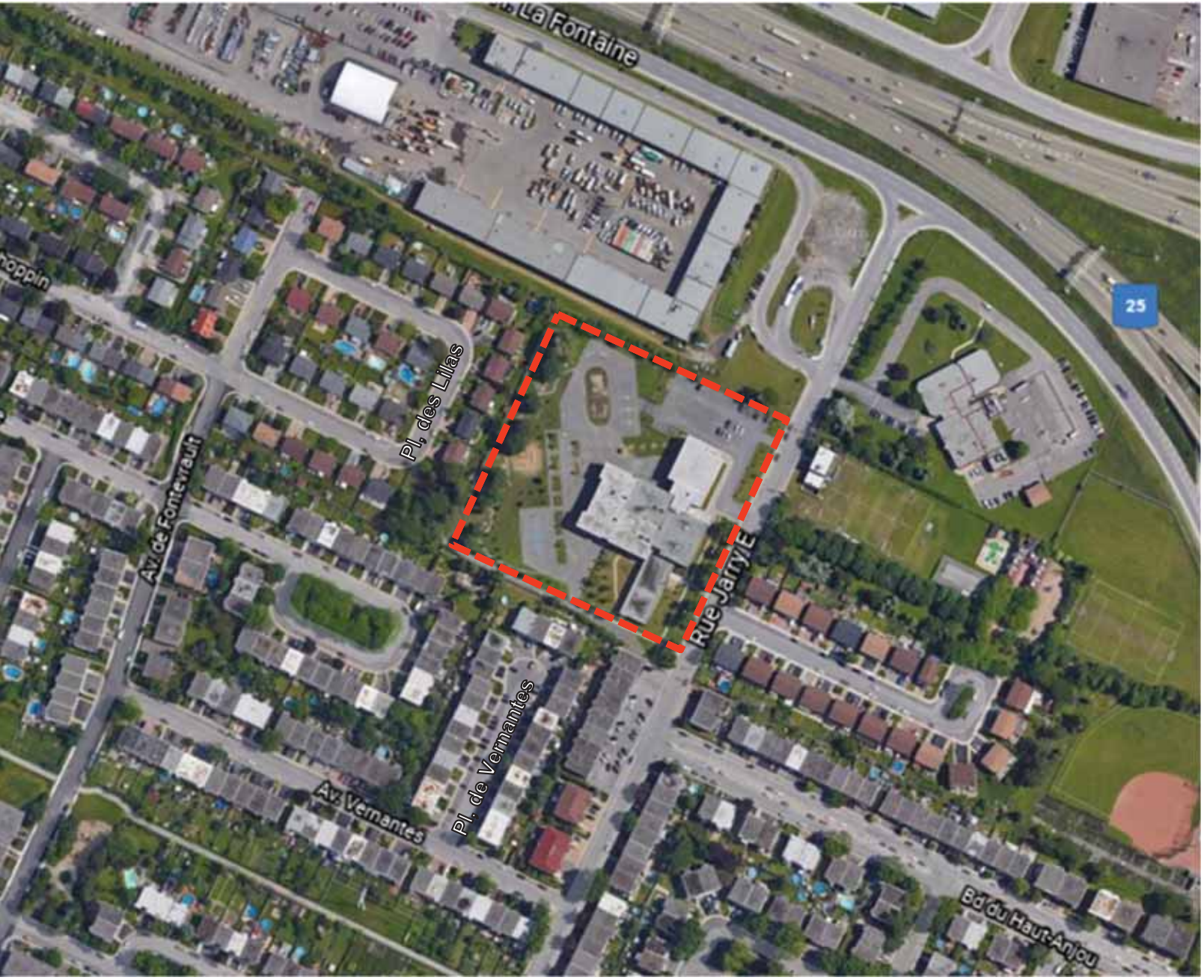
GDD : 1257077008 (DM)
2257077002 (PIIA)

5 mai 2025

Extrait(s) : Plan pour l'ajout de modulaires, préparé par Bergeron Bouthillier architectes, en date du 15 avril 2025.

Anjou Montréal

Localisation



SITE

N

Site visé



Vue de gauche | Partie d'origine



Vue de droite | Agrandissement 2013

Milieu d'insertion



Voisins de gauche


Voisin de droite (bâtiment du MTQ)

Milieu d'insertion



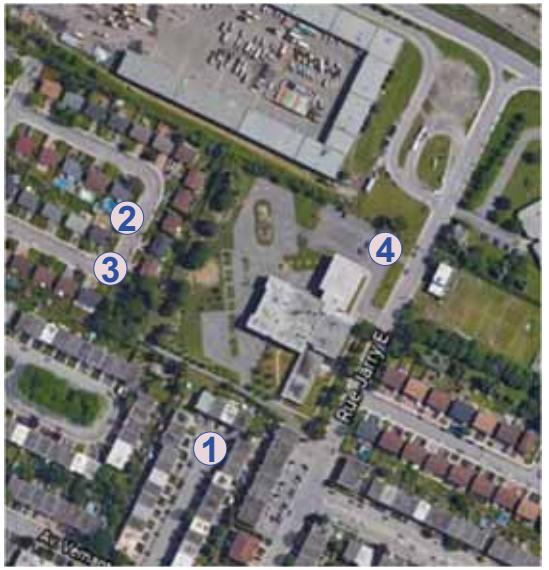
Voisin de face gauche (CPE Bille de verre)



Voisin de face droite

Milieu d'insertion



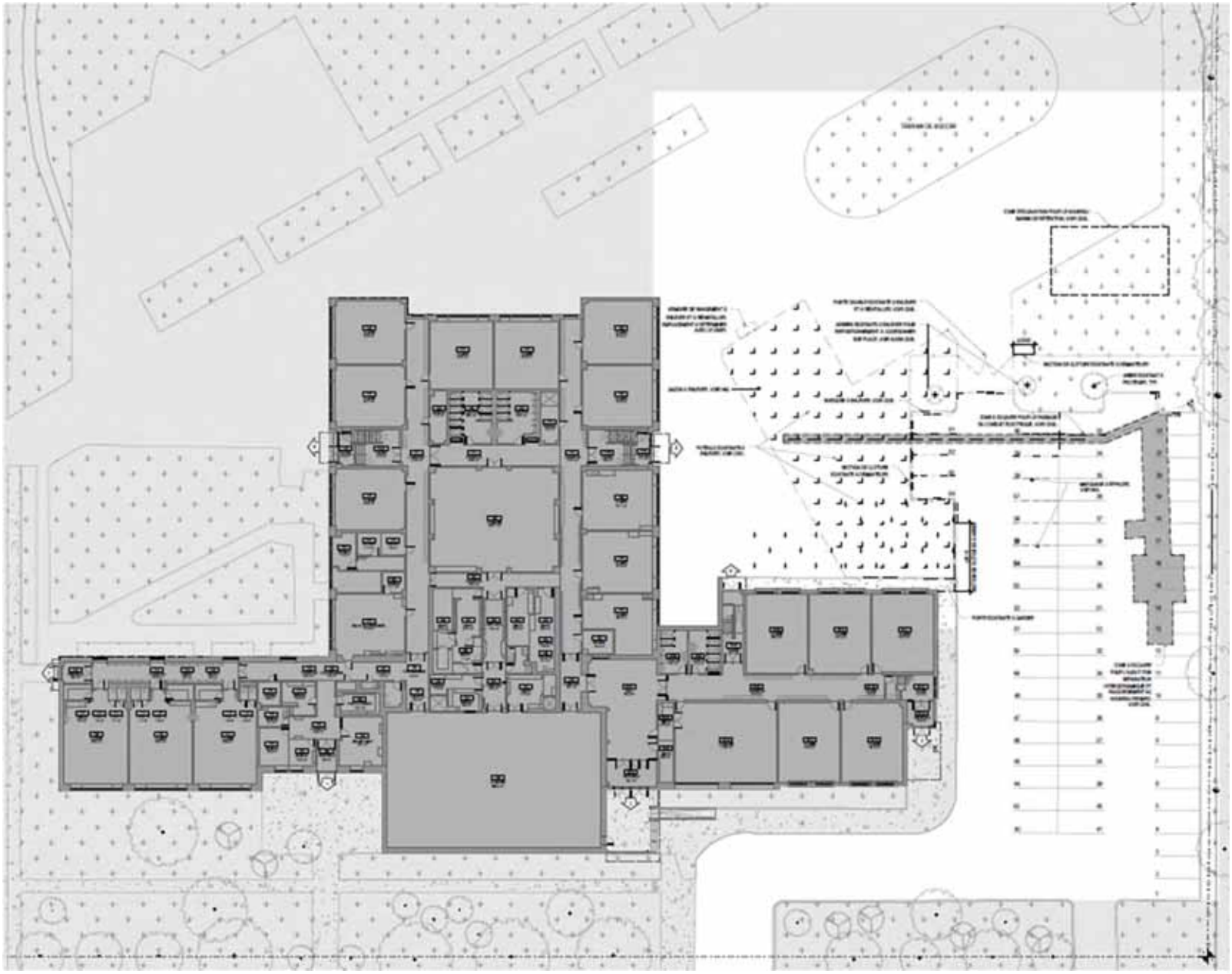




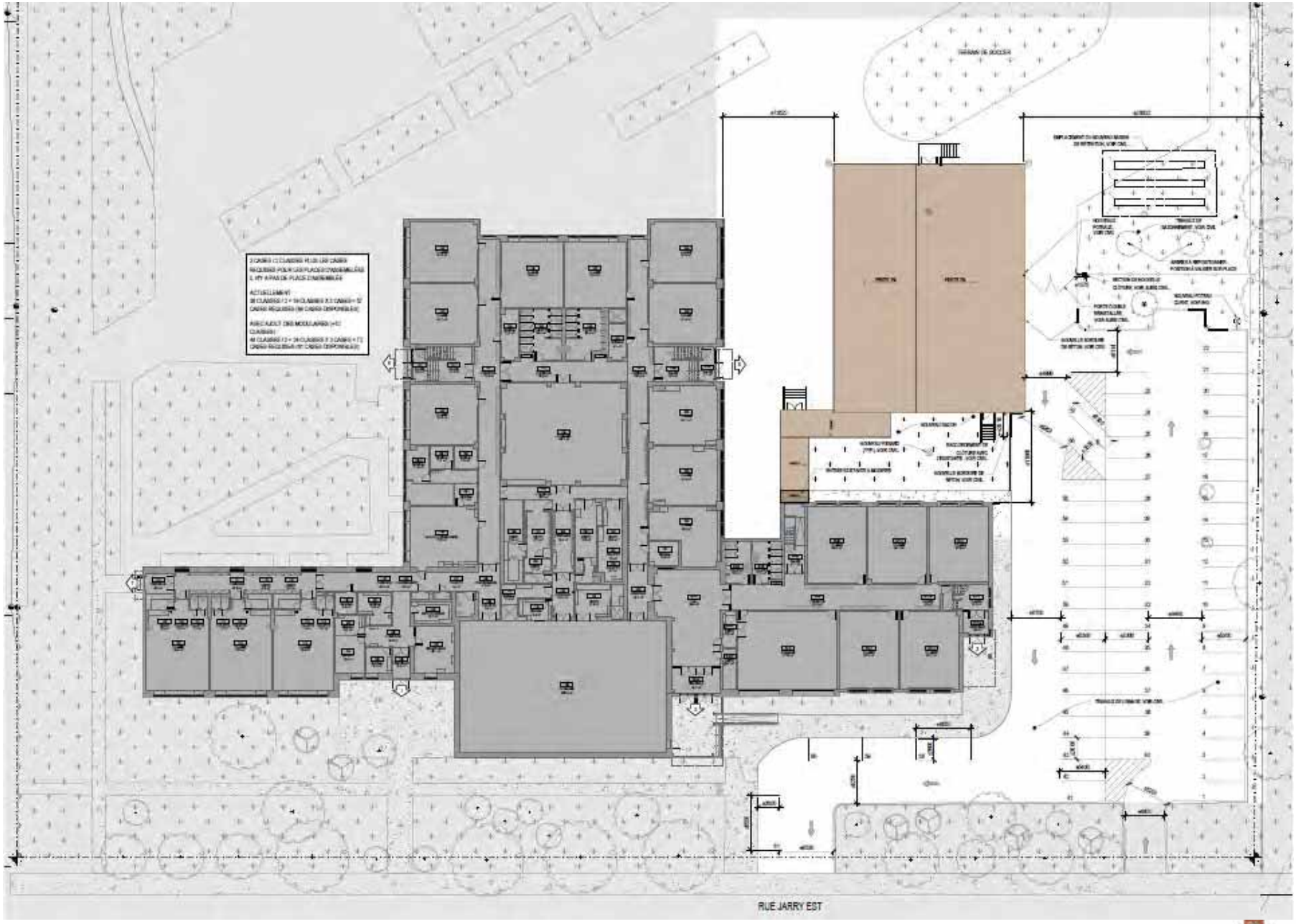




Aménagement du site | Existant



Aménagement du site | Proposition



Intégration au cadre bâti



Perspective ajoutée en date du 2 mai 2025

Exemples de classes modulaires







EXEMPLES RÉALISÉS DE MODULAIRES À 2 ÉTAGES







EXEMPLES RÉALISÉS DE MODULAIRES À 1 ÉTAGE

Bâtiment existant









Proposition | Option 4

AC1	ACIER CORRUGUÉ GÉNÉRAL VERTICAL OU HORIZONTAL SELON ÉLÉVATIONS 22mm DE COULEUR " FAUVE "
AC2	ACIER PROFILÉ HF-11 DE COULEUR " BRUN MÉTRO "
AC3	ACIER PROFILÉ HF-11 DE COULEUR " FAUVE "
AC4	ACIER PROFILÉ 6-150 DE COULEUR " BRUN CHÊNE"
FC1	PANNEAU DE FIBROCIMENT FINEX À PEINDRE DE COULEUR GRIS AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.



ACIER CORRUGUÉ ET ACIER PROFILÉ HF-11 DE COULEUR "FAUVE"



ACIER PROFILÉ HF-11 DE COULEUR BRUN "MÉTRO"



ACIER PROFILÉ 6-150 DE COULEUR "BRUN CHÊNE"



PANNEAU DE FIBROCIMENT DISPONIBLE EN PLUSIEURS COULEURS



ÉLÉVATION LATÉRALE GAUCHE



ÉLÉVATION ARRIÈRE



ÉLÉVATION LATÉRALE DROITE



ÉLÉVATION AVANT

Proposition | Option 1

AC1	ACIER CORRUGUÉ VERTICAL COULEUR " ARGENT "
FC1	PANNEAU DE FIBROCIMENT OU CORRUGUÉ OU AUTRE REVÊTEMENT MÉTALLIQUE DE COULEUR " LIN ANTIQUE "
FC2	PANNEAU DE FIBROCIMENT OU CORRUGUÉ OU AUTRE REVÊTEMENT MÉTALLIQUE DE COULEUR " ARGENT "
FC3	PANNEAU DE FIBROCIMENT OU CORRUGUÉ OU AUTRE REVÊTEMENT MÉTALLIQUE DE COULEUR " ROUGE BRILLIANT "
FC4	PANNEAU DE FIBROCIMENT FINEX À PEINDRE DE COULEUR GRIS AU CHOIX DE L'ARCHITECTE

Couleur lin antique



AC1
ACIER CORRUGUÉ
COULEUR ARGENTÉ



AC2
ACIER CORRUGUÉ
COULEUR ROUGE



FC1
PANNEAU DE FIBROCIMENT
DISPONIBLE EN PLUSIEURS COULEURS

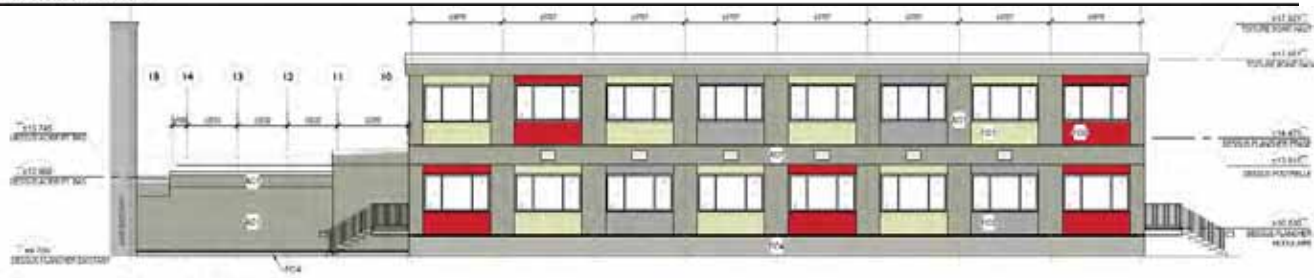
EXEMPLES DE MATÉRIAUX



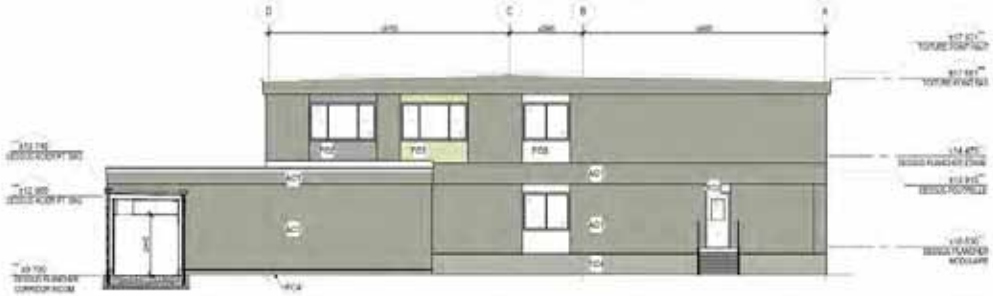
ÉLÉVATION LATÉRALE GAUCHE



ÉLÉVATION ARRIÈRE



ÉLÉVATION LATÉRALE DROITE



ÉLÉVATION AVANT

Proposition | Option 2

AC1	ACIER CORRUGUÉ VERTICAL COULEUR " ARGENT "
FC1	PANNEAU DE FIBROCIMENT OU CORRUGUÉ OU AUTRE REVÊTEMENT MÉTALLIQUE DE COULEUR "BLANC POLAIRE"
FC2	PANNEAU DE FIBROCIMENT OU CORRUGUÉ OU AUTRE REVÊTEMENT MÉTALLIQUE DE COULEUR " ARGENT "
FC3	PANNEAU DE FIBROCIMENT OU CORRUGUÉ OU AUTRE REVÊTEMENT MÉTALLIQUE DE COULEUR " ROUGE BRILLIANT"
FC4	PANNEAU DE FIBROCIMENT FINEX À PEINDRE DE COULEUR GRIS AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.



AC1
ACIER CORRUGUÉ
COULEUR ARGENTÉ



AC2
ACIER CORRUGUÉ
COULEUR ROUGE



FC1
PANNEAU DE FIBROCIMENT
DISPONIBLE EN PLUSIEURS COULEURS

EXEMPLES DE MATÉRIAUX



ÉLÉVATION LATÉRALE GAUCHE



ÉLÉVATION ARRIÈRE



ÉLÉVATION LATÉRALE DROITE



ÉLÉVATION AVANT

Proposition | Option 3

AC1	ACIER CORRUGUÉ VERTICAL COULEUR " ARGENT "
FC1	PANNEAU DE FIBROCIMENT OU CORRUGUÉ OU AUTRE REVÊTEMENT MÉTALLIQUE DE COULEUR " LIN ANTIQUE "
FC2	PANNEAU DE FIBROCIMENT OU CORRUGUÉ OU AUTRE REVÊTEMENT MÉTALLIQUE DE COULEUR " ARGENT "
FC3	PANNEAU DE FIBROCIMENT OU CORRUGUÉ OU AUTRE REVÊTEMENT MÉTALLIQUE DE COULEUR " BLANC POLAIRE"
FC4	PANNEAU DE FIBROCIMENT FINEX À PEINDRE DE COULEUR GRIS AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.



AC1
ACIER CORRUGUÉ
COULEUR ARGENTÉ

Couleur lin antique



FC1
PANNEAU DE FIBROCIMENT
DISPONIBLE EN PLUSIEURS COULEURS

EXEMPLES DE MATÉRIAUX



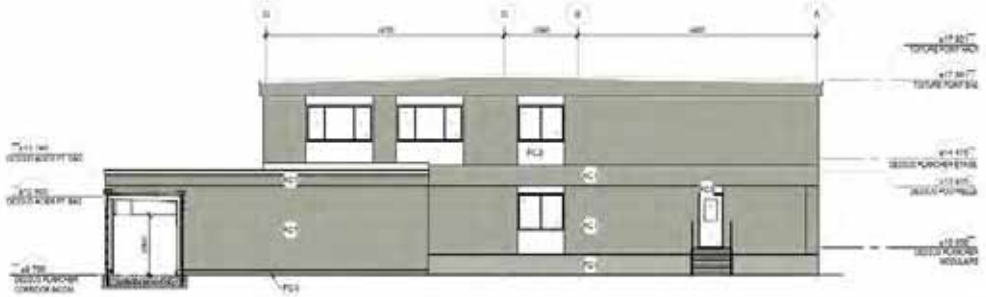
ÉLÉVATION LATÉRALE GAUCHE



ÉLÉVATION ARRIÈRE



ÉLÉVATION LATÉRALE DROITE



ÉLÉVATION AVANT

Axes de réflexion | PIIA

- La proposition, d'une hauteur de 2 étages, présente un gabarit qui s'intègre harmonieusement au bâtiment existant.
- L'option 4 présente une combinaison de coloris qui s'harmonise aux revêtements de briques existants, de couleur beige et brun.
- L'implantation de ce bâtiment temporaire empiètera sur 4 cases de stationnement et occasionnera le déplacement de 2 arbres. Cependant, selon le requérant, cette localisation ne peut être modifiée pour des raisons de conformité au Code national du bâtiment et en prévision des futurs travaux d'agrandissement.
- Selon l'analyse réalisée par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE), le projet répond partiellement aux critères applicables prévus au Règlement sur les Plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45).

Objet de la dérogation mineure

Le requérant a déposé une demande de dérogation mineure au Règlement concernant le zonage (RCA 40) visant à :

- autoriser un ratio temporaire de 1,27 case de stationnement par classe pour une période de 60 mois, et ce, malgré l'article 132 du Règlement concernant le zonage (RCA 40) qui exige un ratio de 3 cases / 2 classes (1,5 case par classe);

- autoriser pour une allée d'accès au stationnement dont l'angle d'accès est de 90º, une largeur de 6,4 mètres, et ce, malgré l'article 133 du Règlement concernant le zonage (RCA 40) qui exige 6,7 mètres.

Éléments non-conformes

Article 132 , RCA 40
Le nombre minimal de cases de stationnement requis est établi dans le tableau suivant selon les usages. Toute fraction de case supérieure à une demie doit être considérée comme une case additionnelle. Les superficies indiquées dans le tableau réfèrent à la superficie de plancher occupée par ces usages. (...)

Familles d'usage	Types d'usage	Nombre minimal de cases de stationnement exigé
Équipement collectif et institutionnel	Bibliothèque	1 case/45 m²
	Usages comprenant des bureaux : -service gouvernemental -fondation et organisme de charité -poste de police -poste de pompiers	1 case/60 m²
	Centre d'accueil	1 case/3 chambres
	Centre de services de santé et de services sociaux	1 case/20 m²
	Centre hospitalier	1 case/lit
	Collège d'enseignement général et spécialisé, université	2 cases/classe plus les cases requises pour les places d'assemblées
	École primaire et secondaire	3 cases/2 classes plus les cases requises pour les places d'assemblées

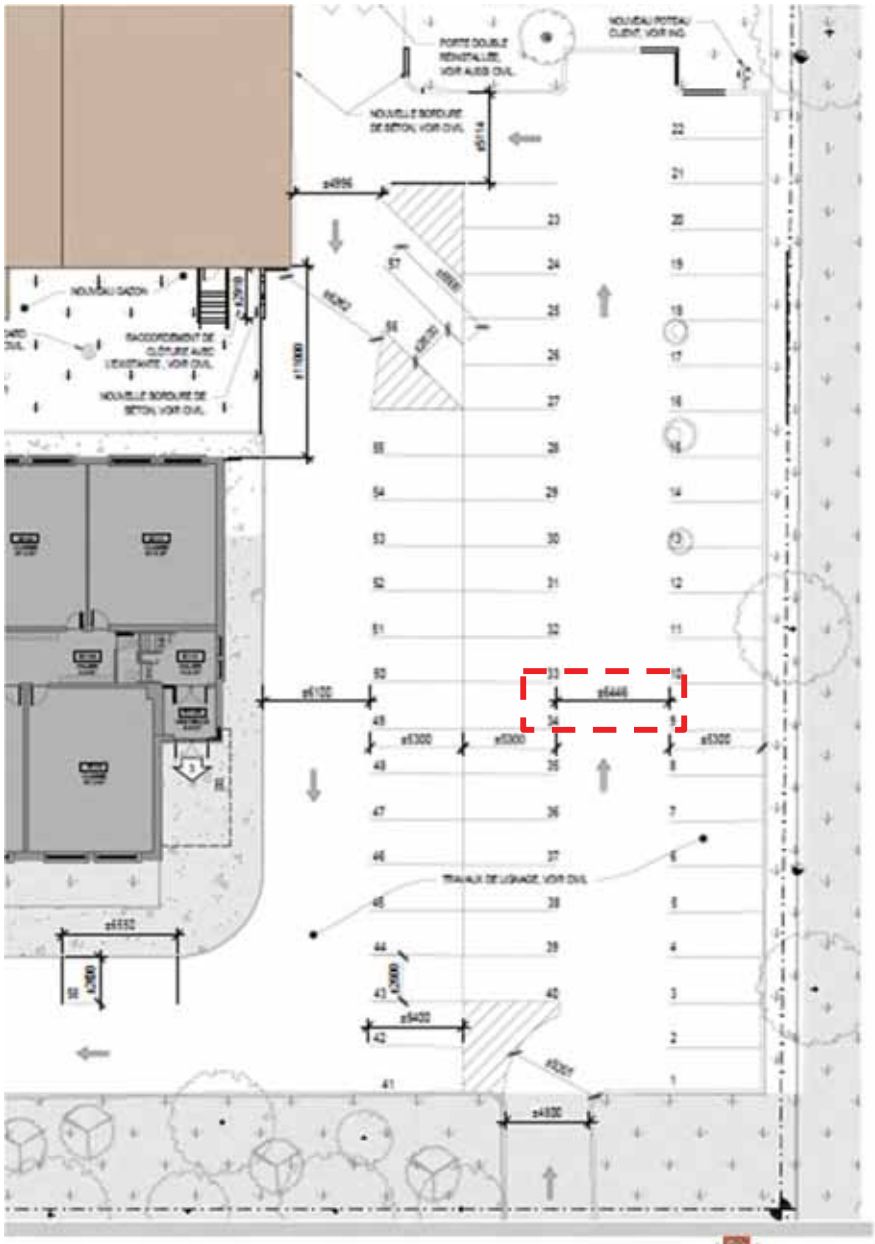
Nombre de classes suite à l'ajout de classes modulaires	48 classes
Nombre de cases de stationnement requises	48 / 2 x 3 = 72 cases
Nombre de cases disponibles suite au réaménagement de l'aire de stationnement	61 cases
Ratio de cases de stationnement résultant	1,27 case par classes vs 1,5 case par classes requis

Éléments non-conformes

Article 133 , RCA 40
La largeur minimale d'une allée d'accès à la case de stationnement et la profondeur minimale d'une case de stationnement, mesurée perpendiculairement à l'allée, sont déterminées par l'angle d'accès à la case de stationnement, soit l'angle entre l'allée d'accès et la case de stationnement et figurent dans le tableau suivant :

Angle d'accès au stationnement	Largeur minimale de l'allée d'accès au stationnement	Dimension minimale de la case de stationnement
0°	3,6 m	2,6 m x 6,55 m
30°	3,6 m	2,6 m x 4,7 m
45°	4,3 m *	2,6 m x 5,4 m
60°	5,6 m *	2,6 m x 5,8 m
90°	6,7 m *	2,6 m x 5,3 m

* La largeur minimale de l'allée peut être diminuée de 0,60 mètre lorsque le stationnement ne se fait que d'un seul côté de l'allée d'accès. (...)



Axes de réflexion | DM

- Suite à la mise à l'arrêt temporaire du projet d'agrandissement de l'école Jacques-Rousseau par le ministère de l'Éducation, le CSSPI a opté pour l'ajout de classes modulaires afin de répondre aux besoins d'espace répondant au nombre d'inscriptions du secteur.
- Le projet, par l'ajout de 10 classes et par le positionnement du bâtiment temporaire, occasionne un déficit de 11 cases de stationnement, soit un ratio de 1,27 case par classe versus la réglementation qui en requiert 1,5 case par classe.
- Cette situation sera temporaire, la réglementation à venir limitant à 60 mois l'installation d'un tel bâtiment.
- La délimitation existante de l'aire de stationnement ne permet pas l'aménagement conforme de l'allée d'accès de droite, étant d'une largeur de 6,4 mètres versus 6,7 mètres requis au Règlement concernant le zonage RCA 40. [M.A.J. 02-05-2025]
- L'application des dispositions du Règlement concernant le zonage (RCA 40) cause un préjudice sérieux, car selon le requérant, cette localisation ne peut être modifiée pour des raisons de conformité au Code national du bâtiment et en prévision des futurs travaux d'agrandissement.
- Les éléments de cette dérogation mineure respectent les objectifs du Plan d'urbanisme;
- Les éléments de cette dérogation mineure concernent des dispositions autre que l'usage ou la densité d'occupation du sol.
- Cette demande de dérogation mineure ne semble pas porter atteinte à la jouissance du droit de propriété des propriétaires des immeubles voisins, car selon la Division des études techniques les employés qui optent pour l'utilisation de leur voiture et qui n'auront pas de stationnements de disponibles sur le terrain privé pourront bénéficier d'une douzaine de places sur rue.
- Selon l'analyse réalisée par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE), cette demande répond aux conditions de recevabilité du Règlement sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme (1557).
- Étant donné la plantation de 36 arbres prévue dans le cadre du projet d'agrandissement approuvé par le CCU le 4 mars 2024, si les membres souhaitent recommander d'accepter cette demande, la DAUSE propose de ne pas ajouter de condition relative aux objectifs de Montréal 2030 à cette demande.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1257077008
Unité administrative responsable : Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement d'Anjou
Projet : Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme (1557), une dérogation mineure afin de déroger temporairement au nombre minimal de cases de stationnement exigé et à la largeur pour une allée d'accès au stationnement pour un bâtiment institutionnel situé au 7455, rue Jarry Est - lot 1 004 583 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	**X**		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 2- Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Priorité 2 – Une condition de plantation de 2 arbres accompagne cette demande de dérogation mineure.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Résolution: CA25 12109

Édicter, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333), une ordonnance pour le changement de sens de la circulation sur l'avenue Jean-Desprez, entre le 7081 et le 7291

ATTENDU QUE le conseil d'arrondissement d'Anjou souhaite offrir aux citoyens du secteur un plus grand nombre de stationnements sur rue et afin d'améliorer la sécurité des piétons, des cyclistes et des automobilistes;

Il est proposé par Kristine Marsolais

appuyé par Richard L Leblanc

et unanimement résolu :

D'édicter une ordonnance, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333), tel que rédigé, visant à modifier le sens de la circulation sur l'avenue Jean-Desprez, entre le 7081 et le 7291.

ADOPTÉE

40.02 1253178010

Nataliya HOROKHOVSKA

_____

Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025

Dossier # : 1253178010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333), une ordonnance pour le changement de sens de la circulation sur l'avenue Jean-Desprez, entre le 7081 et le 7291

ATTENDU QUE le conseil d'arrondissement d'Anjou souhaite offrir aux citoyens du secteur un plus grand nombre de stationnements sur rue et afin d'améliorer la sécurité des piétons, des cyclistes et des automobilistes;
D'édicter une ordonnance, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333), tel que rédigé, visant à modifier le sens de la circulation sur l'avenue Jean-Desprez, entre le 7081 et le 7291.

Signé par Anne CHAMANDY **Le** 2025-05-26 10:11

Signataire : Anne CHAMANDY

_____

directeur(-trice) - arrondissement (ii)
Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1253178010**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333), une ordonnance pour le changement de sens de la circulation sur l'avenue Jean-Desprez, entre le 7081 et le 7291

CONTENU

CONTEXTE

Conformément à la compétence qui est confiée à l'arrondissement en matière de circulation et à la compétence pour exercer les pouvoirs de la Ville à l'égard de ce sujet, dont celui de réglementer et d'édicter des ordonnances, le présent sommaire vise à édicter une ordonnance requise en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333) afin de changer le sens de la circulation de l'avenue Jean-Desprez, entre le 7081 et le 7291.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA23 12293 - D'édicter une ordonnance, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333), tel que rédigée, visant à installer la signalisation routière sur rue en cours d'être verser au registre du domaine public désignés par les numéros de lot 1 110 578, 1 006 074 et 1 006 088.

DESCRIPTION

Dans le but d'offrir aux citoyens du secteur un plus grand nombre de stationnement sur rue et afin d'améliorer la sécurité des piétons, des cyclistes et des automobilistes dans les rues de l'arrondissement ainsi que le niveau de service, à la demande du maire, nous procéderons à la modification de la signalisation visant à changer du sens de la circulation de l'avenue Jean-Desprez, entre le 7081 et le 7291.
Suite à ce changement, il sera nécessaire de modifier la signalisation de la façon suivante :

- Changer l'orientation du panneau P-80-1 ver l'Est coin Nord-Est ;
- Changer l'orientation du panneau P-80-1 vers l'Ouest coin Sud-Est ;
- Retirer panneau (D-290-D) sur le terre-plein central et le remplacer par un panneau (D-290-G) ;

- Retirer panneau (P-90-D) sur le terre-plein central et le remplacer par un panneau (P-90-G) ;
- Retirer le panneau de cul-de-sac coin sud-Est et l'installer coin Nord-Est face à l'Ouest ;
- Retirer panneau P-40-1 entrée interdite coin Nord-Est et l'installer coin Sud-Est face vers l'Ouest ;
- Retirer le panneau P-10 (arrêt) coin Nord-Est et l'installer coin Sud-Est, face vers l'Est

JUSTIFICATION

L'autorisation par ordonnance accordée par le conseil d'arrondissement est nécessaire afin d'améliorer la sécurité des piétons, des cyclistes et des automobilistes dans les rues de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'autorisation par ordonnance accordée par le conseil d'arrondissement est nécessaire afin d'améliorer la sécurité des piétons, des cyclistes et des automobilistes dans les rues de l'arrondissement.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 mais ne s'applique pas en ce qui concerne des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une publication de l'avis public d'entrée en vigueur de l'ordonnance sur la page Internet de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de la résolution du présent dossier :

1. Procéder à la publication de l'avis public d'ordonnance;
2. Transmettre les requêtes à la Direction des travaux publics de l'arrondissement d'Anjou afin de procéder à l'installation de la signalisation de préavis 30 jours avant l'installation de la nouvelle signalisation;
3. Informer les responsables de l'application du règlement de faire respecter la nouvelle signalisation mise en place.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au mieux de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nancy CHARBONNEAU
Agente technique circulation stationnement

Tél : 514 493-5142
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-15

Stéphane CARON
c/d etudes techniques en arrondissement

Tél : 514 493-8062
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1253178010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement , Division des études techniques
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333), une ordonnance pour le changement de sens de la circulation sur l'avenue Jean-Desprez, entre le 7081 et le 7291

Montreal 2030_1253178010.pdfOrdonnance 1333_O._1253178010.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nancy CHARBONNEAU
Agente technique circulation stationnement

Tél : 514 493-5142
Télécop. :

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT D'ANJOU
ORDONNANCE 1333–O.xx

ORDONNANCE SUR L'APPLICATION DU RÈGLEMENT RELATIF À LA CIRCULATION DANS LES LIMITES DE L'ARRONDISSEMENT D'ANJOU (1333)

Vu l'article 5 du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333);

À sa séance du 3 juin 2025, le conseil d'arrondissement d'Anjou décrète :

1. Que soit autorisée la modification à la signalisation routière visant à changer le sens de la circulation de l'avenue Jean-Desprez, entre le 7081 et le 7291, tel que décrit dans l'annexe 1.

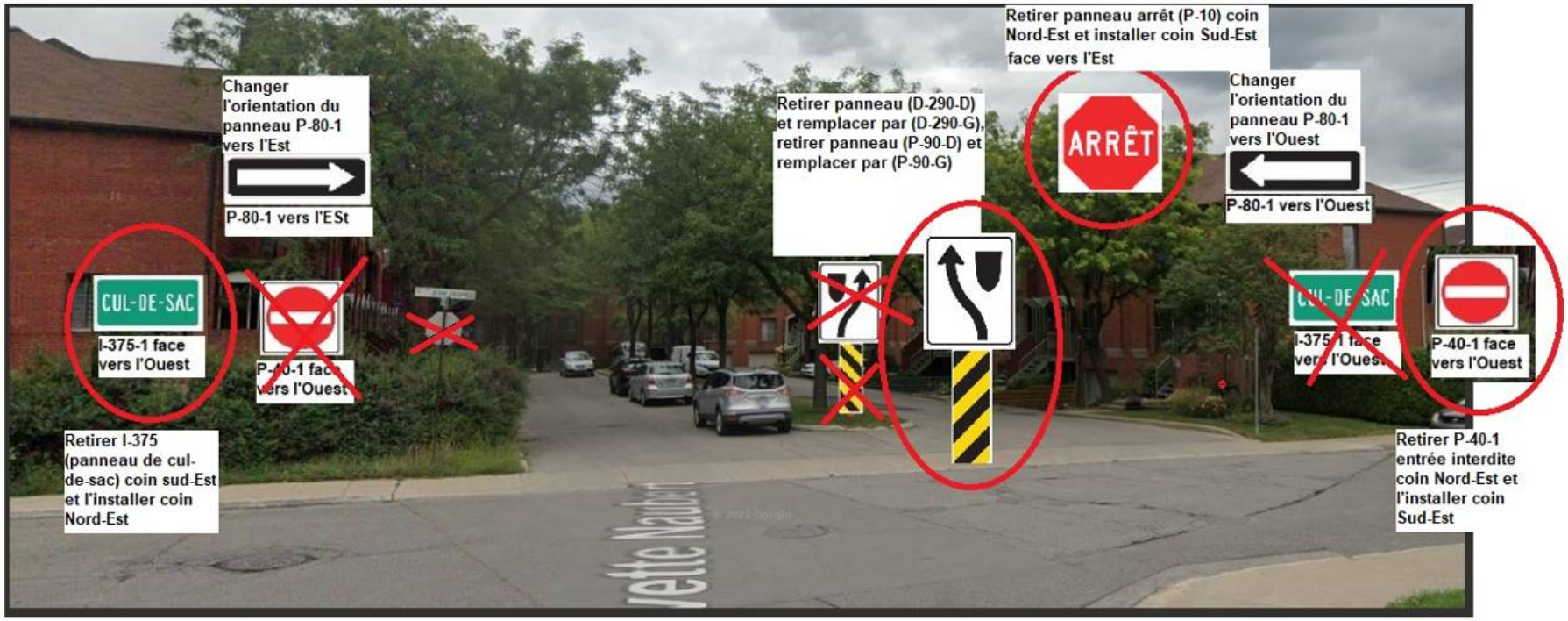
2. La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication.

ANNEXE 1 – Signalisation - Avenue Jean-Desprez, entre le 7081 et le 7291

GDD 1253178010

Cette ordonnance est entrée en vigueur le xx juin 2025.

ANNEXE 1 – Signalisation - Avenue Jean-Desprez, entre le 7081 et le 7291



Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1253178010*
Unité administrative responsable : Division d'études techniques, Anjou
Projet : *Aucun projet*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Une approche intégrée en matière de sécurité urbaine. S'assurer que les rues, les espaces publics et les quartiers soient bien entretenus, accueillants et sécuritaires, afin que tous les Montréalaises et Montréalais puissent se sentir en sécurité physique et psychologique.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Résolution: CA25 12110

Édicter une ordonnance, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333) et une ordonnance en vertu du Règlement concernant la paix, le bon ordre et les nuisances (1607), afin de permettre la tenue des événements spéciaux organisés par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou pendant les mois de juillet, septembre et d'octobre 2025

Il est proposé par Richard L Leblanc

appuyé par Andrée Hénault

et unanimement résolu :

D'édicter une ordonnance, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333), tel que rédigé, afin de permettre la tenue des événements spéciaux organisés par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou pendant les mois de juillet et septembre 2025.

D'édicter une ordonnance, en vertu du Règlement concernant la paix, le bon ordre et les nuisances (1607), tel que rédigé, afin de permettre la tenue des événements spéciaux organisés par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou pendant les mois de septembre et d'octobre 2025.

Cette autorisation n'est pas transférable.

ADOPTÉE

40.03 1258428010

Nataliya HOROKHOVSKA

_____

Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2025/06/03
19:00

Dossier # : 1258428010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333) et une ordonnance en vertu du Règlement concernant la paix, le bon ordre et les nuisances (1607), afin de permettre la tenue des événements spéciaux organisés par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou pendant les mois de juillet, septembre et d'octobre 2025

Il est recommandé :
D'édicter une ordonnance, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333), tel que rédigé, afin de permettre la tenue des événements spéciaux organisés par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou pendant les mois de juillet et septembre 2025.

D'édicter une ordonnance, en vertu du Règlement concernant la paix, le bon ordre et les nuisances (1607), tel que rédigé, afin de permettre la tenue des événements spéciaux organisés par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou pendant les mois de septembre et d'octobre 2025.

Cette autorisation n'est pas transférable.

Signé par Anne CHAMANDY **Le** 2025-05-26 10:11

Signataire : Anne CHAMANDY

_____

directeur(-trice) - arrondissement (ii)
Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258428010**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333) et une ordonnance en vertu du Règlement concernant la paix, le bon ordre et les nuisances (1607), afin de permettre la tenue des événements spéciaux organisés par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou pendant les mois de juillet, septembre et d'octobre 2025

CONTENU

CONTEXTE

Dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie de ses résidents, l'arrondissement d'Anjou organise ou soutient l'organisation des événements spéciaux dans les différents lieux sur son territoire. Afin de réaliser ces événements spéciaux, l'arrondissement d'Anjou sollicite l'autorisation du conseil d'arrondissement d'Anjou pour déroger à certains règlements de l'arrondissement.
Conformément à la compétence qui est confiée à l'arrondissement en matière de culture, de loisirs et des parcs de l'arrondissement, et à la compétence pour exercer les pouvoirs de la Ville à l'égard de ces sujets, le conseil d'arrondissement peut par ordonnance tenir des événements spéciaux, et selon les modalités qu'il énonce, autoriser des dérogations relatives à l'occupation de son domaine public. À titre indicatif, il peut édicter une ordonnance visant la fermeture temporaire d'une rue, la diffusion de musique et la tenue de spectacles dans un parc ou un autre milieu public, telle une rue. Selon les événements, de l'animation, des repas en plein air, des spectacles, des jeux et compétitions sportives, des danses sont présentés sur les sites concernés. Les citoyens sont ainsi invités à se rassembler sur le domaine public pour se rencontrer et échanger dans un cadre convivial.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 - 6 mai 2025 - Édicter une ordonnance, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333) et une ordonnance en vertu du Règlement concernant la paix, le bon ordre et les nuisances (1607), afin de permettre la tenue des événements spéciaux organisés par la Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises et la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou pendant les mois de juin, juillet, août et septembre 2025
CA25 12063 - 1er avril 2025 - Édicter une ordonnance, en vertu du Règlement concernant la paix, le bon ordre et les nuisances (1607), afin de permettre la tenue des événements spéciaux organisés par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou aux mois d'avril, juin, juillet et août 2025

CA25 12035 - 4 mars 2025 - Édicter une ordonnance, en vertu du Règlement relatif à la

circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333) et une ordonnance en vertu du Règlement concernant la paix, le bon ordre et les nuisances (1607), afin de permettre la tenue des événements spéciaux organisés par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou pendant les mois d'avril, mai et juin 2025

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à édicter deux ordonnances requises, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333, art. 5, 96 et 123.2) et en vertu du Règlement concernant la paix, le bon ordre et les nuisances (1607, art. 3, 14, 17.1, 18, 25, 38, 41, 41.1, 42, 42.2 et 44.1), afin de permettre la tenue des événements spéciaux organisés par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou pendant les mois de juillet, septembre et d'octobre 2025. Ainsi, ces ordonnances visent à autoriser les dérogations suivantes :

- Que l'installation d'une signalisation temporaire soit autorisée conformément aux conditions indiquées dans les demandes d'autorisation relatives à la tenue des événements spéciaux organisés par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou, aux endroits publics, aux dates et aux heures désignées comme indiqué ci-dessous :
    - o Indiquer l'interdiction de stationnement sur l'avenue Goncourt côté ouest, entre le boulevard de Châteauneuf et le croissant Montrichard, le 16 juillet 2025 de 7 h à 23 h.
    - o Indiquer la réservation d'espaces de stationnement dans le stationnement du parc Goncourt situé au 7130, avenue Goncourt, le 16 juillet 2025 de 7 h à 23 h.
- o Indiquer la fermeture du stationnement de la mairie, le 6 septembre 2025 de 7 h à 20 h le 7 septembre 2025.
- o Indiquer la fermeture du stationnement de la mairie, le 26 septembre 2025 de 18 h à 17 h le 28 septembre 2025.
- o Indiquer la réservation de deux espaces de stationnement sur le boulevard de Châteauneuf près de la caserne 28, le 25 septembre 2025 de 18 h à 12 h le 29 septembre 2025.
- o Indiquer l'autorisation de stationnement sur le boulevard de Châteauneuf entre le boulevard Louis-H.-La Fontaine et l'avenue Goncourt, le 27 septembre 2025 de 6 h à 17 h.
- o Indiquer l'autorisation de stationnement dans la voie de droite du boulevard Louis-H.-La Fontaine entre la première entrée du stationnement de la mairie et le boulevard de Châteauneuf, le 27 septembre 2025 de 6 h à 17 h.
- Que des entraves à la circulation soient autorisées conformément aux conditions indiquées dans les demandes d'autorisation relatives à la tenue des événements spéciaux organisés par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou, aux endroits publics, aux dates et aux heures désignées comme indiqué ci-dessous :
- o Le 6 septembre 2025 de 11 h à 16 h, afin de ralentir la circulation dans le secteur de la mairie situé au 7701, boulevard Louis-H.-La Fontaine.
    - o Le 27 septembre 2025 entre 6 h à 9 h et entre 14 h 30 à 16 h dans la voie droite du boulevard Louis-H.-La Fontaine entre le boulevard Yves-Prévost et la première entrée du stationnement de la mairie.
- Que le stationnement soit autorisé conformément aux conditions indiquées dans la demande d'autorisation relative à la tenue de l'événement spécial organisé par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou, à l'endroit public, à la date et aux heures désignées comme indiqué ci-dessous :
- o Le 5 septembre 2025 de 18 h à 7 h le 7 septembre 2025 dans le secteur de la mairie situé au 7701, boulevard Louis-H.-La Fontaine.

o Le 26 septembre 2025 de 18 h à 7 h le 27 septembre 2025 sur le tronçon du boulevard de Châteauneuf entre le boulevard Louis-H.-La Fontaine et l'avenue Goncourt.

- Que la prolongation des heures d'ouverture d'un parc soit autorisée, conformément aux conditions indiquées dans la demande d'autorisation relative à la tenue de l'événement spécial organisé par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, à l'endroit public, à la date et aux heures désignées.

- Que la sollicitation de dons à des fins communautaires soit autorisée conformément aux conditions indiquées dans la demande d'autorisation relative à la tenue de l'événement spécial organisé par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou, à l'endroit public, à la date et aux heures désignées.

- Que la vente d'aliments aux fins de consommation soit autorisée conformément aux conditions indiquées dans les demandes d'autorisation relatives à la tenue des événements spéciaux organisés par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou, aux endroits publics, aux dates et aux heures désignées.

- Que le service et la consommation de boissons alcoolisées soient autorisées conformément aux conditions indiquées dans les demandes d'autorisation relatives à la tenue des événements spéciaux organisés par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou, aux endroits publics, aux dates et aux heures désignées.

- Que l'occupation du trottoir soit autorisée conformément aux conditions indiquées dans la demande d'autorisation relative à la tenue de l'événement spécial organisé par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou, à l'endroit public, à la date et aux heures désignées.

- Que l'utilisation de véhicules reliés aux services municipaux soit autorisée conformément aux conditions indiquées dans la demande d'autorisation relative à la tenue de l'événement spécial organisé par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou, à l'endroit public, à la date et aux heures désignées.

- Que l'interdiction d'émission de bruits excessifs soit levée conformément aux conditions indiquées dans les demandes d'autorisation relatives à la tenue des événements spéciaux organisés par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou, aux endroits publics, aux dates et aux heures désignées.

- Que la diffusion de musique soit autorisé conformément aux conditions indiquées dans les demandes d'autorisation relatives à la tenue des événements spéciaux organisés par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou, aux endroits publics, aux dates et aux heures désignées.

- Que l'interdiction d'émission de bruits avant 7 h et après 23 h soit levée conformément aux conditions indiquées dans la demande d'autorisation relative à la tenue de l'événement spécial organisé par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou, à l'endroit public, à la date et aux heures désignées.

- Que l'interdiction d'émission de bruits par du travail soit levée conformément aux conditions indiquées dans la demande d'autorisation relative à la tenue de l'événement spécial organisé par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou, à l'endroit public, à la date et aux heures désignées.

- Que l'interdiction d'utilisation de dispositifs lumineux soit levée conformément aux conditions indiquées dans les demandes d'autorisation relatives à la tenue des événements spéciaux organisés par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou, aux endroits publics, aux dates et aux heures désignées.

JUSTIFICATION

Afin d'assurer la tenue des événements spéciaux en conformité avec la réglementation de l'arrondissement d'Anjou, l'autorisation par ordonnance accordée par le conseil d'arrondissement est nécessaire.
S'il y a lieu, les responsables doivent, à leur frais, obtenir un « Permis de réunion » auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux en vue de la tenue d'une activité durant laquelle des boissons alcooliques seront consommées.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par l'arrondissement à la réalisation de l'événement et pour le soutien logistique sont assumés à même les budgets de fonctionnement des directions concernées.

MONTRÉAL 2030

Contribue au point 19, soit d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication de l'avis public sur la page Internet de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'ordonnance entrera en vigueur au moment de la publication de l'avis public.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au mieux de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alexis OUELLETTE, Anjou
Réjean BOISVERT, Anjou
Amar IKHLEF, Anjou
Stéphane CARON, Anjou
Maxime DELORME, Anjou

Lecture :

Stéphane CARON, 21 mai 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève ROUSSEAU
Adjointe de direction

Tél : 514 493-8202
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-01

Isabelle GIRARD
Directrice DCSLDS

Tél : 514 493-8208
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1258428010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Édicter une ordonnance, en vertu du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333) et une ordonnance en vertu du Règlement concernant la paix, le bon ordre et les nuisances (1607), afin de permettre la tenue des événements spéciaux organisés par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou pendant les mois de juillet, septembre et d'octobre 2025

Formulaire :



SpectDecouverte_Demande_autorisation_2025.pdf



Portes_ouvertes_Demande_autorisation_2025.pdf



Vernissage_Demande_autorisation_2025.pdf



Vernissage2_Demande_autorisation_2025.pdf



Vernissage3_Demande_autorisation_2025.pdf



Vernissage4_Demande_autorisation_2025.pdf



DCSLDS_Lettre_vernissages_Aut2025.pdf



Danse_Demande_autorisation_2025.pdf

Brocante_Demande_autorisation_2025.pdf

Ordonnances :

Ordonnance_1333-O_xxx_1258428010.docx

Projet_1607-O.XX_1258428010.docx

Montréal 2030 :

Grille d'analyse Montréal 2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève ROUSSEAU
Adjointe de direction

Tél : 514 493-8202
Télécop. :

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT D'ANJOU
ORDONNANCE 1333-O.XX

ORDONNANCE SUR L'APPLICATION DU RÈGLEMENT RELATIF À LA CIRCULATION DANS LES LIMITES DE L'ARRONDISSEMENT D'ANJOU (1333)

Vu les articles 5, 96 et 123.2 du Règlement relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement d'Anjou (1333);

À sa séance du 3 juin 2025, le conseil d'arrondissement d'Anjou décrète :

1. Qu'à l'occasion de la tenue de l'événement spécial – Spectacle Découverte - organisé par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou à la place des Angevins du parc Goncourt, le 16 juillet 2025, de 7 h à 23 h, soient autorisées :

   – l'installation d'une signalisation temporaire indiquant l'interdiction de stationnement sur l'avenue Goncourt côté ouest, entre le boulevard de Châteauneuf et le croissant Montrichard, le 16 juillet 2025, de 7 h à 23 h (article 5);

   – l'installation d'une signalisation temporaire indiquant la réservation d'espaces de stationnement dans le stationnement du parc Goncourt situé au 7130, avenue Goncourt, le 16 juillet 2025, de 7 h à 23 h.

2. Qu'à l'occasion de la tenue de l'événement spécial – Portes ouvertes - organisé par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou dans le stationnement de la mairie, situé au 7701, boulevard Louis-H.-La Fontaine le 6 septembre 2025, de 11 h à 16 h, soient autorisés :

   – l'installation d'une signalisation temporaire indiquant les fermetures et réservations des stationnements dédiés dans le secteur de la mairie situé au 7701, boulevard Louis-H.-La Fontaine, le 6 septembre 2025 de 7 h à 20 h le 7 septembre 2025 (article 5);

   – le stationnement dans le secteur de la mairie situé au 7701, boulevard Louis-H.-La Fontaine, le 5 septembre 2025 de 18 h à 7 h le 7 septembre 2024 (article 123.2).

   Que soit levée l'interdiction d'entrave à la circulation aux endroits suivants :

   – le 6 septembre 2025, de 11 h à 16 h, afin de ralentir la circulation dans le secteur de la mairie situé au 7701, boulevard Louis-H.-La Fontaine (article 96).

3. Qu'à l'occasion de la tenue de l'événement spécial - Brocante - organisé par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou dans le stationnement de la mairie, situé au 7701, boulevard Louis-H.-La Fontaine le 27 septembre 2025 de 6 h à 18 h, soient autorisés:

   – l'installation d'une signalisation temporaire indiquant la fermeture du stationnement de la mairie, le 26 septembre 2025 de 18 h à 17 h le 28 septembre 2025 (article 5);

   – l'installation d'une signalisation temporaire indiquant la réservation de deux espaces de stationnement sur le boulevard de Châteauneuf près de la caserne 28, le 25 septembre 2025 de 18 h à 12 h le 29 septembre 2025 (article 5);

   – l'installation d'une signalisation temporaire indiquant l'autorisation de stationnement sur le boulevard de Châteauneuf entre le boulevard Louis-H.-La Fontaine et l'avenue Goncourt, le 27 septembre 2025, de 6 h à 17 h (article 5);

   – l'installation d'une signalisation temporaire indiquant l'autorisation de stationnement dans la voie de droite du boulevard Louis-H.-La Fontaine entre la première entrée du stationnement de la mairie et le boulevard de Châteauneuf, le 27 septembre 2025, de 6 h à 17 h (article 5);

   – le stationnement entre 18 h et 7 h sur les chemins publics indiqués comme suit :

      ○ le 26 septembre 2025 de 18 h à 7 h le 27 septembre 2025 sur le tronçon du boulevard de Châteauneuf entre le boulevard Louis-H.-La Fontaine et l'avenue Goncourt (article 123.2).

   Que soit levée l'interdiction d'entrave à la circulation aux endroits suivants :

   – le 27 septembre 2025, entre 6 h à 9 h et entre 14 h 30 à 16 h, dans la voie droite du boulevard Louis-H.-La Fontaine entre le boulevard Yves-Prévost et la première entrée du stationnement de la mairie (article 96).

4. La présente ordonnance entre en vigueur au moment de sa publication.

GDD 1258428010

Cette ordonnance est entrée en vigueur le _____ 2025.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT D'ANJOU
ORDONNANCE 1607-O.XX

ORDONNANCE SUR L'APPLICATION DU RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX, LE BON ORDRE ET LES NUISANCES (1607)

Vu les articles 3, 14, 17.1, 18, 25, 38, 41, 41.1, 42, 42.2 et 44.1 du Règlement concernant la paix, le bon ordre et les nuisances (1607);

À sa séance ordinaire du 3 juin 2025, le conseil d'arrondissement d'Anjou décrète :

1. Qu'à l'occasion de la tenue de l'événement spécial – Spectacle Découverte - organisé par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou à la place des Angevins du parc Goncourt, le 16 juillet 2025 de 7 h à 23 h, soient autorisées :

   - la prolongation des heures d'ouverture d'un parc (article 3);
   - la vente et la distribution de nourriture (article 17.1);
   - l'utilisation d'une roulotte, une caravane ou une remorque et les relier aux services municipaux (article 38);
   - la diffusion de musique (article 41.1).

   Que soient levées les interdictions suivantes :

   - l'émission de bruits excessifs (article 41);
   - d'utilisation de dispositif lumineux (article 44.1).

2. Qu'à l'occasion de la tenue de l'événement spécial – Portes ouvertes - organisé par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou au parc Goncourt et à la bibliothèque Jean-Corbeil, le 6 septembre 2025 de 11 h à 16 h, soient autorisées :

   - la sollicitation de dons à des fins communautaires (article 14);
   - l'occupation du trottoir (article 25);
   - la diffusion de musique (article 41.1).

   Que soient levées les interdictions suivantes :

   - l'émission de bruits excessifs (article 41);
   - d'utilisation de dispositif lumineux (article 44.1).

3. Qu'à l'occasion de la tenue des événements spéciaux – Vernissages - organisé par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou à la salle d'animation de la bibliothèque Jean-Corbeil, situé au 7500, avenue Goncourt les 6 septembre 2025, 9, 14 et 23 octobre 2025 de 17 h à 20 h, soient autorisés :

   – le service et la consommation de boissons alcoolisées (article 18).

4. Qu'à l'occasion de la tenue de l'événement spécial – Finale de danse en ligne - organisé par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou à la place des Angevins du parc Goncourt, le 19 septembre 2025 de 18 h à 21 h 30, soit autorisée :

   – la diffusion de musique (article 41.1).

   Que soit levée l'interdiction suivante :

   – d'utilisation de dispositif lumineux (article 44.1).

5. Qu'à l'occasion de la tenue de l'événement spécial - Brocante - organisé par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou dans le stationnement de la mairie située au 7701, boulevard Louis-H.-La Fontaine, le 27 septembre 2025 de 6 h à 18 h, soit autorisée :

   – la vente d'aliments (article 17.1);

   Que soient levées les interdictions suivantes :

   – l'émission de bruits avant 7 h et après 23 h (article 42);
   – l'émission de bruits par du travail (article 42.2).

6. La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication.

GDD : 1258428010

Cette ordonnance est entrée en vigueur le _____ 2025.

Anjou Montréal

Demande d'autorisation(s)
Événement spécial
Ordonnance en vertu des règlements 1333 et 1607

Numéro : 2025 – O –
Séance visée : 3 juin 2025
GDD : 1258428010

Les demandes doivent être reçues 75 jours avant la tenue de l'événement, sans quoi, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social se réserve le droit de refuser votre événement.

1. INFORMATIONS RELATIVES À L'ORGANISME

Organisme : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

2. INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL

Événement : Spectacle découverte — **Extérieur** ☑ **Intérieur** ☐
Lieu(x) : Place des Angevins
Date(s) : 16 juillet 2025
Heures : 7 h à 23 h
Nombre de personnes : 500

3. AUTORISATION(S) REQUISE(S) POUR, ET LORS DE, LA TENUE DE L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL

OBJET	AUTORISATION POUR	DISPOSITION	EXT.	INT.
Parcs	Utiliser le parc avant 7 h, et après 22 h, ou 23 h, selon le parc.	**Art. 3, 1607**	☑	
Pétards et autres	Vendre et utiliser des pétards torpilles et autres dispositifs semblables.	**Art. 6, 1607**	☐	☐
Sollicitations de dons	Sollicitations à des fins communautaires. *Non transférable.*	**Art. 14, 1607**	☐	☐
Aliments	Vendre des aliments aux fins de consommation.	**Art. 17.1, 1607**	☑	☐
Boissons alcool. (1/2)	Vendre et consommer sur le domaine public.	**Art. 18, 1607**	☐	☐
Boissons alcool. (2/2)	Apporter et consommer sur le domaine public.	**Art. 18, 1607**	☐	☐
Occupation du trottoir	Occuper le trottoir lors d'un événement spécial.	**Art. 25, 1607**	☐	
Roulottes et autres	Utiliser et relier aux services municipaux ces véhicules.	**Art. 38, 1607**	☑	☐
Bruit (1/4)	Émettre un bruit dit excessif. *Par exemple : Fête nationale.*	**Art. 41, 1607**	☑	☐
Bruit (2/4)	Diffuser de la musique par haut-parleurs ou autrement.	**Art. 41.1, 1607**	☑	
Bruit (3/4)	Émettre du bruit avant 7 h et après 23 h.	**Art. 42, 1607**	☐	
Bruit (4/4)	Émettre du bruit par du travail d'entretien ou d'aménagement paysager, avant 8 h et après 18 h, la fin de semaine, ou avant 7 h et après 21 h, les jours de semaine.	**Art. 42.2, 1607**	☐	
Lumières	Se servir ou utiliser des dispositifs lumineux.	**Art. 44.1, 1607**	☑	☐
Animaux et oiseaux	Présence d'animaux lors d'un événement.	**CE/21-012-007**	☐	☐
Signalisation	La modification ou l'installation des panneaux. *Spécifier le lieu et le type de signalisation.*	**Art. 5, 1333**	☑	
Circulation	Entraver la circulation. *Spécifier les rues et les heures.*	**Art. 96, 1333**	☐	
Stationnement	Stationner entre 18 h et 7 h sur un chemin public situé dans un secteur identifié à l'annexe 1 du règlement 1333. *Spécifier les rues et les heures.*	**Art. 123.2, 1333**	☐	

4. SPÉCIFIER LES EXCEPTIONS PRÉVUES AU RÈGLEMENT 1607, art. 51.1 (montage, démontage, haut-parleurs, BBQ, etc.)

Indiquer l'interdiction de stationnement sur l'avenue Goncourt côté ouest, entre le boulevard de Châteauneuf et le croissant Montrichard, le 16 juillet 2025 de 7 h à 23 h / Indiquer la réservation d'espaces de stationnement dans le stationnement du parc Goncourt situé au 7130, avenue Goncourt, le 16 juillet 2025 de 7 h à 23 h

Anjou Montréal

Demande d'autorisation(s)
Événement spécial
Ordonnance en vertu des règlements 1333 et 1607

Numéro : 2025 – O –
Séance visée : 3 juin 2025
GDD : 1258428010

Les demandes doivent être reçues 75 jours avant la tenue de l'événement, sans quoi, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social se réserve le droit de refuser votre événement.

1. INFORMATIONS RELATIVES À L'ORGANISME

Organisme : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

2. INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL

Événement : Portes ouvertes **Extérieur** ☑ **Intérieur** ☑

Lieu(x) : Parc Goncourt et bibliothèque Jean-Corbeil

Date(s) : 6 septembre 2025

Heures : 11 h à 16 h

Nombre de personnes : 1500

3. AUTORISATION(S) REQUISE(S) POUR, ET LORS DE, LA TENUE DE L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL

OBJET	AUTORISATION POUR	DISPOSITION	EXT.	INT.
Parcs	Utiliser le parc avant 7 h, et après 22 h, ou 23 h, selon le parc.	**Art. 3, 1607**	☐	
Pétards et autres	Vendre et utiliser des pétards torpilles et autres dispositifs semblables.	**Art. 6, 1607**	☐	☐
Sollicitations de dons	Sollicitations à des fins communautaires. *Non transférable.*	**Art. 14, 1607**	☑	☐
Aliments	Vendre des aliments aux fins de consommation.	**Art. 17.1, 1607**	☐	☐
Boissons alcool. (1/2)	Vendre et consommer sur le domaine public.	**Art. 18, 1607**	☐	☐
Boissons alcool. (2/2)	Apporter et consommer sur le domaine public.	**Art. 18, 1607**	☐	☐
Occupation du trottoir	Occuper le trottoir lors d'un événement spécial.	**Art. 25, 1607**	☑	
Roulottes et autres	Utiliser et relier aux services municipaux ces véhicules.	**Art. 38, 1607**	☐	☐
Bruit (1/4)	Émettre un bruit dit excessif. *Par exemple : Fête nationale.*	**Art. 41, 1607**	☑	☐
Bruit (2/4)	Diffuser de la musique par haut-parleurs ou autrement.	**Art. 41.1, 1607**	☑	
Bruit (3/4)	Émettre du bruit avant 7 h et après 23 h.	**Art. 42, 1607**	☐	
Bruit (4/4)	Émettre du bruit par du travail d'entretien ou d'aménagement paysager, avant 8 h et après 18 h, la fin de semaine, ou avant 7 h et après 21 h, les jours de semaine.	**Art. 42.2, 1607**	☐	
Lumières	Se servir ou utiliser des dispositifs lumineux.	**Art. 44.1, 1607**	☑	☐
Animaux et oiseaux	Présence d'animaux lors d'un événement.	**CE/21-012-007**	☐	☐
Signalisation	La modification ou l'installation des panneaux. *Spécifier le lieu et le type de signalisation.*	**Art. 5, 1333**	☑	
Circulation	Entraver la circulation. *Spécifier les rues et les heures.*	**Art. 96, 1333**	☑	
Stationnement	Stationner entre 18 h et 7 h sur un chemin public situé dans un secteur identifié à l'annexe 1 du règlement 1333. *Spécifier les rues et les heures.*	**Art. 123.2, 1333**	☑	

4. SPÉCIFIER LES EXCEPTIONS PRÉVUES AU RÈGLEMENT 1607, art. 51.1 (montage, démontage, haut-parleurs, BBQ, etc.)

Montage : 5 sept. de 7 h à 18 h, 6 sept. de 7 h à 11 h / Démontage : 6 sept. de 16 h à 20 h

Utilisation de brûleurs / Indiquer les fermetures et réservations des stationnements dédiés dans le secteur de la

mairie situé au 7701, boulevard Louis-H.-La Fontaine, le 5 septembre de 7 h à 20 h le 6 septembre

Ralentir la circulation dans le secteur de la mairie situé au 7701, boulevard Louis-H.-La Fontaine, le 6 sept. de 11 h à 16 h

Autoriser le stationnement le 5 sept. de 18 h à 7 h le 7 sept. dans le secteur de la mairie situé au 7701, boulevard Louis-H.-La Fontaine

le 26 sept. de 18 h à 7 h le 27 sept. sur le tronçon du boul. de Châteauneuf entre le boul. Louis-H.-La Fontaine et l ' av. Goncourt

Anjou Montréal

Demande d'autorisation(s)
Événement spécial
Ordonnance en vertu des règlements 1333 et 1607

Numéro : 2025 – O –
Séance visée : 3 juin 2025
GDD : 1258428020

Les demandes doivent être reçues 75 jours avant la tenue de l'événement, sans quoi, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social se réserve le droit de refuser votre événement.

1. INFORMATIONS RELATIVES À L'ORGANISME

Organisme : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

2. INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL

Événement : Vernissage **Extérieur** ☑ **Intérieur** ☐
Lieu(x) : Salle d'exposition de la bibliothèque Jean-Corbeil
Date(s) : 6 septembre 2025
Heures : 17 h à 20 h
Nombre de personnes : 80

3. AUTORISATION(S) REQUISE(S) POUR, ET LORS DE, LA TENUE DE L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL

OBJET	AUTORISATION POUR	DISPOSITION	EXT.	INT.
Parcs	Utiliser le parc avant 7 h, et après 22 h, ou 23 h, selon le parc.	**Art. 3, 1607**	☐	
Pétards et autres	Vendre et utiliser des pétards torpilles et autres dispositifs semblables.	**Art. 6, 1607**	☐	☐
Sollicitations de dons	Sollicitations à des fins communautaires. *Non transférable.*	**Art. 14, 1607**	☐	☐
Aliments	Vendre des aliments aux fins de consommation.	**Art. 17.1, 1607**	☐	☐
Boissons alcool. (1/2)	Vendre et consommer sur le domaine public.	**Art. 18, 1607**	☐	☐
Boissons alcool. (2/2)	Apporter et consommer sur le domaine public.	**Art. 18, 1607**	☐	☑
Occupation du trottoir	Occuper le trottoir lors d'un événement spécial.	**Art. 25, 1607**	☐	
Roulottes et autres	Utiliser et relier aux services municipaux ces véhicules.	**Art. 38, 1607**	☐	☐
Bruit (1/4)	Émettre un bruit dit excessif. *Par exemple : Fête nationale.*	**Art. 41, 1607**	☐	☐
Bruit (2/4)	Diffuser de la musique par haut-parleurs ou autrement.	**Art. 41.1, 1607**	☐	
Bruit (3/4)	Émettre du bruit avant 7 h et après 23 h.	**Art. 42, 1607**	☐	
Bruit (4/4)	Émettre du bruit par du travail d'entretien ou d'aménagement paysager, avant 8 h et après 18 h, la fin de semaine, ou avant 7 h et après 21 h, les jours de semaine.	**Art. 42.2, 1607**	☐	
Lumières	Se servir ou utiliser des dispositifs lumineux.	**Art. 44.1, 1607**	☐	☐
Animaux et oiseaux	Présence d'animaux lors d'un événement.	**CE/21-012-007**	☐	☐
Signalisation	La modification ou l'installation des panneaux. *Spécifier le lieu et le type de signalisation.*	**Art. 5, 1333**	☐	
Circulation	Entraver la circulation. *Spécifier les rues et les heures.*	**Art. 96, 1333**	☐	
Stationnement	Stationner entre 18 h et 7 h sur un chemin public situé dans un secteur identifié à l'annexe 1 du règlement 1333. *Spécifier les rues et les heures.*	**Art. 123.2, 1333**	☐	

4. SPÉCIFIER LES EXCEPTIONS PRÉVUES AU RÈGLEMENT 1607, art. 51.1 (montage, démontage, haut-parleurs, BBQ, etc.)

En cas de pluie, remis au 28 sept. / Utilisation BBQ / Indiquer fermeture du stat de la mairie, le 26 sept. de 18 h à 17 h le 28 sept. / Indiquer réservation de 2 espaces

Anjou Montréal

Demande d'autorisation(s)
Événement spécial
Ordonnance en vertu des règlements 1333 et 1607

Numéro : 2025 – O –
Séance visée : 3 juin 2025
GDD : 1258428020

Les demandes doivent être reçues 75 jours avant la tenue de l'événement, sans quoi, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social se réserve le droit de refuser votre événement.

1. INFORMATIONS RELATIVES À L'ORGANISME

Organisme : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

2. INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL

Événement : Vernissage **Extérieur** ☑ **Intérieur** ☐
Lieu(x) : Salle d'exposition de la bibliothèque Jean-Corbeil
Date(s) : 9 octobre 2025
Heures : 17 h à 20 h
Nombre de personnes : 80

3. AUTORISATION(S) REQUISE(S) POUR, ET LORS DE, LA TENUE DE L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL

OBJET	AUTORISATION POUR	DISPOSITION	EXT.	INT.
Parcs	Utiliser le parc avant 7 h, et après 22 h, ou 23 h, selon le parc.	**Art. 3, 1607**	☐	
Pétards et autres	Vendre et utiliser des pétards torpilles et autres dispositifs semblables.	**Art. 6, 1607**	☐	☐
Sollicitations de dons	Sollicitations à des fins communautaires. *Non transférable.*	**Art. 14, 1607**	☐	☐
Aliments	Vendre des aliments aux fins de consommation.	**Art. 17.1, 1607**	☐	☐
Boissons alcool. (1/2)	Vendre et consommer sur le domaine public.	**Art. 18, 1607**	☐	☐
Boissons alcool. (2/2)	Apporter et consommer sur le domaine public.	**Art. 18, 1607**	☐	☑
Occupation du trottoir	Occuper le trottoir lors d'un événement spécial.	**Art. 25, 1607**	☐	
Roulottes et autres	Utiliser et relier aux services municipaux ces véhicules.	**Art. 38, 1607**	☐	☐
Bruit (1/4)	Émettre un bruit dit excessif. *Par exemple : Fête nationale.*	**Art. 41, 1607**	☐	☐
Bruit (2/4)	Diffuser de la musique par haut-parleurs ou autrement.	**Art. 41.1, 1607**	☐	
Bruit (3/4)	Émettre du bruit avant 7 h et après 23 h.	**Art. 42, 1607**	☐	
Bruit (4/4)	Émettre du bruit par du travail d'entretien ou d'aménagement paysager, avant 8 h et après 18 h, la fin de semaine, ou avant 7 h et après 21 h, les jours de semaine.	**Art. 42.2, 1607**	☐	
Lumières	Se servir ou utiliser des dispositifs lumineux.	**Art. 44.1, 1607**	☐	☐
Animaux et oiseaux	Présence d'animaux lors d'un événement.	**CE/21-012-007**	☐	☐
Signalisation	La modification ou l'installation des panneaux. *Spécifier le lieu et le type de signalisation.*	**Art. 5, 1333**	☐	
Circulation	Entraver la circulation. *Spécifier les rues et les heures.*	**Art. 96, 1333**	☐	
Stationnement	Stationner entre 18 h et 7 h sur un chemin public situé dans un secteur identifié à l'annexe 1 du règlement 1333. *Spécifier les rues et les heures.*	**Art. 123.2, 1333**	☐	

4. SPÉCIFIER LES EXCEPTIONS PRÉVUES AU RÈGLEMENT 1607, art. 51.1 (montage, démontage, haut-parleurs, BBQ, etc.)

En cas de pluie, remis au 28 sept. / Utilisation BBQ / Indiquer fermeture du stat de la mairie, le 26 sept. de 18 h à 17 h le 28 sept. / Indiquer réservation de 2 espaces

Anjou Montréal

Demande d'autorisation(s) — **Numéro :** 2025 – O –
Événement spécial — **Séance visée :** 3 juin 2025
Ordonnance en vertu des règlements 1333 et 1607 — **GDD :** 1258428020

Les demandes doivent être reçues 75 jours avant la tenue de l'événement, sans quoi, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social se réserve le droit de refuser votre événement.

1. INFORMATIONS RELATIVES À L'ORGANISME

Organisme : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

2. INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL

Événement : Vernissage — **Extérieur** ☑ **Intérieur** ☐

Lieu(x) : Salle d'exposition de la bibliothèque Jean-Corbeil

Date(s) : 14 octobre 2025

Heures : 17 h à 20 h — **Nombre de personnes :** 80

3. AUTORISATION(S) REQUISE(S) POUR, ET LORS DE, LA TENUE DE L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL

OBJET	AUTORISATION POUR	DISPOSITION	EXT.	INT.
Parcs	Utiliser le parc avant 7 h, et après 22 h, ou 23 h, selon le parc.	**Art. 3, 1607**	☐	
Pétards et autres	Vendre et utiliser des pétards torpilles et autres dispositifs semblables.	**Art. 6, 1607**	☐	☐
Sollicitations de dons	Sollicitations à des fins communautaires. *Non transférable.*	**Art. 14, 1607**	☐	☐
Aliments	Vendre des aliments aux fins de consommation.	**Art. 17.1, 1607**	☐	☐
Boissons alcool. (1/2)	Vendre et consommer sur le domaine public.	**Art. 18, 1607**	☐	☐
Boissons alcool. (2/2)	Apporter et consommer sur le domaine public.	**Art. 18, 1607**	☐	☑
Occupation du trottoir	Occuper le trottoir lors d'un événement spécial.	**Art. 25, 1607**	☐	
Roulottes et autres	Utiliser et relier aux services municipaux ces véhicules.	**Art. 38, 1607**	☐	☐
Bruit (1/4)	Émettre un bruit dit excessif. *Par exemple : Fête nationale.*	**Art. 41, 1607**	☐	☐
Bruit (2/4)	Diffuser de la musique par haut-parleurs ou autrement.	**Art. 41.1, 1607**	☐	
Bruit (3/4)	Émettre du bruit avant 7 h et après 23 h.	**Art. 42, 1607**	☐	
Bruit (4/4)	Émettre du bruit par du travail d'entretien ou d'aménagement paysager, avant 8 h et après 18 h, la fin de semaine, ou avant 7 h et après 21 h, les jours de semaine.	**Art. 42.2, 1607**	☐	
Lumières	Se servir ou utiliser des dispositifs lumineux.	**Art. 44.1, 1607**	☐	☐
Animaux et oiseaux	Présence d'animaux lors d'un événement.	**CE/21-012-007**	☐	☐
Signalisation	La modification ou l'installation des panneaux. *Spécifier le lieu et le type de signalisation.*	**Art. 5, 1333**	☐	
Circulation	Entraver la circulation. *Spécifier les rues et les heures.*	**Art. 96, 1333**	☐	
Stationnement	Stationner entre 18 h et 7 h sur un chemin public situé dans un secteur identifié à l'annexe 1 du règlement 1333. *Spécifier les rues et les heures.*	**Art. 123.2, 1333**	☐	

4. SPÉCIFIER LES EXCEPTIONS PRÉVUES AU RÈGLEMENT 1607, art. 51.1 (montage, démontage, haut-parleurs, BBQ, etc.)

En cas de pluie, remis au 28 sept. / Utilisation BBQ / Indiquer fermeture du stat de la mairie, le 26 sept. de 18 h à 17 h le 28 sept. / Indiquer réservation de 2 espaces

Anjou Montréal

Demande d'autorisation(s)
Événement spécial
Ordonnance en vertu des règlements 1333 et 1607

Numéro : 2025 – O –
Séance visée : 3 juin 2025
GDD : 1258428020

Les demandes doivent être reçues 75 jours avant la tenue de l'événement, sans quoi, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social se réserve le droit de refuser votre événement.

1. INFORMATIONS RELATIVES À L'ORGANISME

Organisme : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

2. INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL

Événement : Vernissage **Extérieur** ☑ **Intérieur** ☐
Lieu(x) : Salle d'exposition de la bibliothèque Jean-Corbeil
Date(s) : 23 octobre 2025
Heures : 17 h à 20 h
Nombre de personnes : 80

3. AUTORISATION(S) REQUISE(S) POUR, ET LORS DE, LA TENUE DE L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL

OBJET	AUTORISATION POUR	DISPOSITION	EXT.	INT.
Parcs	Utiliser le parc avant 7 h, et après 22 h, ou 23 h, selon le parc.	**Art. 3, 1607**	☐	
Pétards et autres	Vendre et utiliser des pétards torpilles et autres dispositifs semblables.	**Art. 6, 1607**	☐	☐
Sollicitations de dons	Sollicitations à des fins communautaires. *Non transférable.*	**Art. 14, 1607**	☐	☐
Aliments	Vendre des aliments aux fins de consommation.	**Art. 17.1, 1607**	☐	☐
Boissons alcool. (1/2)	Vendre et consommer sur le domaine public.	**Art. 18, 1607**	☐	☐
Boissons alcool. (2/2)	Apporter et consommer sur le domaine public.	**Art. 18, 1607**	☐	☑
Occupation du trottoir	Occuper le trottoir lors d'un événement spécial.	**Art. 25, 1607**	☐	
Roulottes et autres	Utiliser et relier aux services municipaux ces véhicules.	**Art. 38, 1607**	☐	☐
Bruit (1/4)	Émettre un bruit dit excessif. *Par exemple : Fête nationale.*	**Art. 41, 1607**	☐	☐
Bruit (2/4)	Diffuser de la musique par haut-parleurs ou autrement.	**Art. 41.1, 1607**	☐	
Bruit (3/4)	Émettre du bruit avant 7 h et après 23 h.	**Art. 42, 1607**	☐	
Bruit (4/4)	Émettre du bruit par du travail d'entretien ou d'aménagement paysager, avant 8 h et après 18 h, la fin de semaine, ou avant 7 h et après 21 h, les jours de semaine.	**Art. 42.2, 1607**	☐	
Lumières	Se servir ou utiliser des dispositifs lumineux.	**Art. 44.1, 1607**	☐	☐
Animaux et oiseaux	Présence d'animaux lors d'un événement.	**CE/21-012-007**	☐	☐
Signalisation	La modification ou l'installation des panneaux. *Spécifier le lieu et le type de signalisation.*	**Art. 5, 1333**	☐	
Circulation	Entraver la circulation. *Spécifier les rues et les heures.*	**Art. 96, 1333**	☐	
Stationnement	Stationner entre 18 h et 7 h sur un chemin public situé dans un secteur identifié à l'annexe 1 du règlement 1333. *Spécifier les rues et les heures.*	**Art. 123.2, 1333**	☐	

4. SPÉCIFIER LES EXCEPTIONS PRÉVUES AU RÈGLEMENT 1607, art. 51.1 (montage, démontage, haut-parleurs, BBQ, etc.)

En cas de pluie, remis au 28 sept. / Utilisation BBQ / Indiquer fermeture du stat de la mairie, le 26 sept. de 18 h à 17 h le 28 sept. / Indiquer réservation de 2 espaces

**Direction de la culture, des sports,
des loisirs et du développement social**
7500, avenue Goncourt
Anjou (Québec) H1K 3X9

Le 2 mai 2025

Madame Jessica Bélanger
Agente culturelle
7500, avenue Goncourt
Anjou (Québec) H1K 2P3

Objet : Autorisation d'apporter et consommer des boissons alcoolisées

Madame,

C'est avec plaisir que nous vous autorisons, sous réserve d'approbation de l'ordonnance par le conseil d'arrondissement, à apporter et consommer des boissons alcoolisées lors de la tenue de vos vernissages qui auront lieu les 6 septembre 2025, 9, 14 et 23 octobre 2025 dans la salle d'animation de la bibliothèque Jean-Corbeil.

S'il y a lieu et selon les modalités en vigueur, vous devez, à vos frais, obtenir un « *Permis de réunion* » auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec puisque des boissons alcoolisées seront consommées.

L'arrondissement d'Anjou étant propriétaire de la bibliothèque Jean-Corbeil, la présente se veut également une déclaration vous confirmant l'utilisation de celle-ci :

- **Bibliothèque Jean-Corbeil, 7500, avenue Goncourt, Anjou, H1K 2P3 :**
  Samedi 6 septembre 2025 de 17 h à 20 h, salle d'animation ;
  Jeudi 9 octobre 2025 de 17 h à 20 h, salle d'animation ;
  Mardi 14 octobre 2025 de 17 h à 20 h, salle d'animation ;
  Jeudi 23 octobre 2025 de 17 h à 20 h, salle d'animation.

En espérant le tout à votre satisfaction.

Isabelle Girard, directrice
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement d'Anjou

c. c. Coralie Charbonneau, agente de liaison — Guichet-Loisirs
Véronic Papineau-Archambault, cheffe de division — Culture et bibliothèques

Anjou Montréal

Demande d'autorisation(s)
Événement spécial
Ordonnance en vertu des règlements 1333 et 1607

Numéro : 2025 – O –
Séance visée : 3 juin 2025
GDD : 1258428010

Les demandes doivent être reçues 75 jours avant la tenue de l'événement, sans quoi, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social se réserve le droit de refuser votre événement.

1. INFORMATIONS RELATIVES À L'ORGANISME

Organisme : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

2. INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL

Événement : Finale de danse en ligne — **Extérieur** ☑ **Intérieur** ☐
Lieu(x) : Place des Angevins
Date(s) : 19 septembre 2025 — **Nombre de personnes :** 120
Heures : 18 h à 21 h 30

3. AUTORISATION(S) REQUISE(S) POUR, ET LORS DE, LA TENUE DE L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL

OBJET	AUTORISATION POUR	DISPOSITION	EXT.	INT.
Parcs	Utiliser le parc avant 7 h, et après 22 h, ou 23 h, selon le parc.	**Art. 3, 1607**	☐	
Pétards et autres	Vendre et utiliser des pétards torpilles et autres dispositifs semblables.	**Art. 6, 1607**	☐	☐
Sollicitations de dons	Sollicitations à des fins communautaires. *Non transférable.*	**Art. 14, 1607**	☐	☐
Aliments	Vendre des aliments aux fins de consommation.	**Art. 17.1, 1607**	☐	☐
Boissons alcool. (1/2)	Vendre et consommer sur le domaine public.	**Art. 18, 1607**	☐	☐
Boissons alcool. (2/2)	Apporter et consommer sur le domaine public.	**Art. 18, 1607**	☐	☐
Occupation du trottoir	Occuper le trottoir lors d'un événement spécial.	**Art. 25, 1607**	☐	
Roulottes et autres	Utiliser et relier aux services municipaux ces véhicules.	**Art. 38, 1607**	☐	☐
Bruit (1/4)	Émettre un bruit dit excessif. *Par exemple : Fête nationale.*	**Art. 41, 1607**	☐	☐
Bruit (2/4)	Diffuser de la musique par haut-parleurs ou autrement.	**Art. 41.1, 1607**	☑	
Bruit (3/4)	Émettre du bruit avant 7 h et après 23 h.	**Art. 42, 1607**	☐	
Bruit (4/4)	Émettre du bruit par du travail d'entretien ou d'aménagement paysager, avant 8 h et après 18 h, la fin de semaine, ou avant 7 h et après 21 h, les jours de semaine.	**Art. 42.2, 1607**	☐	
Lumières	Se servir ou utiliser des dispositifs lumineux.	**Art. 44.1, 1607**	☑	☐
Animaux et oiseaux	Présence d'animaux lors d'un événement.	**CE/21-012-007**	☐	☐
Signalisation	La modification ou l'installation des panneaux. *Spécifier le lieu et le type de signalisation.*	**Art. 5, 1333**	☐	
Circulation	Entraver la circulation. *Spécifier les rues et les heures.*	**Art. 96, 1333**	☐	
Stationnement	Stationner entre 18 h et 7 h sur un chemin public situé dans un secteur identifié à l'annexe 1 du règlement 1333. *Spécifier les rues et les heures.*	**Art. 123.2, 1333**	☐	

4. SPÉCIFIER LES EXCEPTIONS PRÉVUES AU RÈGLEMENT 1607, art. 51.1 (montage, démontage, haut-parleurs, BBQ, etc.)

Les hauts-parleurs de la scène de la place publique seront sollicités et projetterons vers la butte.

de stat. sur boul. de Châteauneuf près caserne 28, le 25 sept. de 18 h à 12 h le 29 sept. / Indiquer l ' autorisation de stat. sur boul. de Châteauneuf

Anjou Montréal

Demande d'autorisation(s) — **Numéro :** 2025 – O –
Événement spécial — **Séance visée :** 3 juin 2025
Ordonnance en vertu des règlements 1333 et 1607 — **GDD :** 1258428010

Les demandes doivent être reçues 75 jours avant la tenue de l'événement, sans quoi, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social se réserve le droit de refuser votre événement.

1. INFORMATIONS RELATIVES À L'ORGANISME

Organisme : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

2. INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL

Événement : Brocante — **Extérieur** ☑ **Intérieur** ☐

Lieu(x) : Stationnement de la mairie situé au 7701, boulevard Louis-H.- La Fontaine

Date(s) : 27 septembre 2025

Heures : 6 h à 18 h

Nombre de personnes : 500

3. AUTORISATION(S) REQUISE(S) POUR, ET LORS DE, LA TENUE DE L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL

OBJET	AUTORISATION POUR	DISPOSITION	EXT.	INT.
Parcs	Utiliser le parc avant 7 h, et après 22 h, ou 23 h, selon le parc.	**Art. 3, 1607**	☐	
Pétards et autres	Vendre et utiliser des pétards torpilles et autres dispositifs semblables.	**Art. 6, 1607**	☐	☐
Sollicitations de dons	Sollicitations à des fins communautaires. *Non transférable.*	**Art. 14, 1607**	☐	☐
Aliments	Vendre des aliments aux fins de consommation.	**Art. 17.1, 1607**	☑	☐
Boissons alcool. (1/2)	Vendre et consommer sur le domaine public.	**Art. 18, 1607**	☐	☐
Boissons alcool. (2/2)	Apporter et consommer sur le domaine public.	**Art. 18, 1607**	☐	☐
Occupation du trottoir	Occuper le trottoir lors d'un événement spécial.	**Art. 25, 1607**	☐	
Roulottes et autres	Utiliser et relier aux services municipaux ces véhicules.	**Art. 38, 1607**	☐	☐
Bruit (1/4)	Émettre un bruit dit excessif. *Par exemple : Fête nationale.*	**Art. 41, 1607**	☐	☐
Bruit (2/4)	Diffuser de la musique par haut-parleurs ou autrement.	**Art. 41.1, 1607**	☐	
Bruit (3/4)	Émettre du bruit avant 7 h et après 23 h.	**Art. 42, 1607**	☑	
Bruit (4/4)	Émettre du bruit par du travail d'entretien ou d'aménagement paysager, avant 8 h et après 18 h, la fin de semaine, ou avant 7 h et après 21 h, les jours de semaine.	**Art. 42.2, 1607**	☑	
Lumières	Se servir ou utiliser des dispositifs lumineux.	**Art. 44.1, 1607**	☐	☐
Animaux et oiseaux	Présence d'animaux lors d'un événement.	**CE/21-012-007**	☐	☐
Signalisation	La modification ou l'installation des panneaux. *Spécifier le lieu et le type de signalisation.*	**Art. 5, 1333**	☑	
Circulation	Entraver la circulation. *Spécifier les rues et les heures.*	**Art. 96, 1333**	☑	
Stationnement	Stationner entre 18 h et 7 h sur un chemin public situé dans un secteur identifié à l'annexe 1 du règlement 1333. *Spécifier les rues et les heures.*	**Art. 123.2, 1333**	☑	

4. SPÉCIFIER LES EXCEPTIONS PRÉVUES AU RÈGLEMENT 1607, art. 51.1 (montage, démontage, haut-parleurs, BBQ, etc.)

En cas de pluie, remis au 28 sept. / Utilisation BBQ / Indiquer fermeture du stat de la mairie, le 26 sept. de 18 h à 17 h le 28 sept. / Indiquer réservation de 2 espaces de stat. sur boul. de Châteauneuf près caserne 28, le 25 sept. de 18 h à 12 h le 29 sept. / Indiquer l'autorisation de stat. sur boul. de Châteauneuf entre boul. Louis-H.-La Fontaine et av. Goncourt, le 27 sept. de 6 h à 17 h / Indiquer l'autorisation de stationnement dans la voie de droite du boul. Louis-H.-La Fontaine entre 1re entrée du stat. de mairie et boul. de Châteauneuf, le 27 sept. de 6 h à 17 h / Entrave le 27 sept. entre 6 h à 9 h et entre 14 h 30 à 16 h dans voie droite du boul. Louis-H.-La Fontaine entre boul. Yves-Prévost et 1re entrée du stationnement de la mairie / Autoriser stationnement le 26 sept. de 18 h à 7 h le 27 sept. sur le tronçon du boul. de Châteauneuf entre le boul. Louis-H.-La Fontaine et l'av. Goncourt

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1258428010*

Unité administrative responsable : *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou*

Projets : *Spectacle découverte*
Brocante
Vernissages
Finale de danse en ligne
Portes ouvertes

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	**X**		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Assurer l'accès de toutes et tous à des parcs de proximité et créer des liens sociaux et culturels forts en déployant une offre de services en adéquation avec les besoins de la population locale.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**X**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**X**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Résolution: CA25 12111

Édicter une ordonnance, en vertu du Règlement concernant la paix, le bon ordre et les nuisances (1607), modifiant l'ordonnance 1607-O.96 suite au changement de lieu pour le Tournois U13 de Association du baseball mineur en raison des travaux au par Roger-Rousseau

Il est proposé par Kristine Marsolais

appuyé par Richard L Leblanc

et unanimement résolu :

D'une ordonnance, en vertu du Règlement concernant la paix, le bon ordre et les nuisances (1607), tel que rédigé, modifiant l'ordonnance 1607-O.96., afin tenir compte du changement de parc où le Tournois U13 organisé par l'Association du baseball mineur Anjou inc. aura lieu.

Cette autorisation n'est pas transférable.

ADOPTÉE

40.04 1258428005

Nataliya HOROKHOVSKA

_____

Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025

Dossier # : 1258428005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance, en vertu du Règlement concernant la paix, le bon ordre et les nuisances (1607), modifiant l'ordonnance 1607-O.96 suite au changement de lieu pour le Tournois U13 de Association du baseball mineur en raison des travaux au par Roger-Rousseau

Il est recommandé :
D'édicter une ordonnance, en vertu du Règlement concernant la paix, le bon ordre et les nuisances (1607), tel que rédigé, modifiant l'ordonnance 1607-O.96., afin tenir compte du changement de parc où le Tournois U13 organisé par l'Association du baseball mineur Anjou inc. aura lieu.

Cette autorisation n'est pas transférable.

Signé par Anne CHAMANDY **Le** 2025-05-26 10:12

Signataire : Anne CHAMANDY

_____

directeur(-trice) - arrondissement (ii)
Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1258428005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance, en vertu du Règlement concernant la paix, le bon ordre et les nuisances (1607), modifiant l'ordonnance 1607-O.96 suite au changement de lieu pour le Tournois U13 de Association du baseball mineur en raison des travaux au par Roger-Rousseau

CONTENU

CONTEXTE

En raison des travaux à Roger-Rousseau la tenue de l'événement spécial – Tournois U13 - organisé par l'Association du baseball mineur Anjou inc. sera déplacé au parc Lucie-Bruneau.
L'ordonnance 1607-O.96 édictée le 1er avril 2025 est modifié par l'ordonnance en pièce jointe.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Isabelle GIRARD, Anjou

Lecture :

Isabelle GIRARD, 15 mai 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève ROUSSEAU
secretaire de direction

514-493-8202
Tél :
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1258428005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Édicter une ordonnance, en vertu du Règlement concernant la paix, le bon ordre et les nuisances (1607), modifiant l'ordonnance 1607-O.96 suite au changement de lieu pour le Tournois U13 de Association du baseball mineur en raison des travaux au par Roger-Rousseau

Projet d'ordonnance



Ordonnance_1607-O.XX_1258428005_Addenda.docx



Baseball_lettre_tournois_2025_modifie.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève ROUSSEAU
secretaire de direction

Tél : 514-493-8202
Télécop. : -

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT D'ANJOU
ORDONNANCE 1607-O.XX

ORDONNANCE SUR L'APPLICATION DU RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX, LE BON ORDRE ET LES NUISANCES (1607)

Vu les articles 17.1, 18 et 41.1 du Règlement concernant la paix, le bon ordre et les nuisances (1607);

À sa séance ordinaire du 3 juin 2025, le conseil d'arrondissement d'Anjou décrète :

1. L'article 3 de l'ordonnance 1607-O.96 édicté le 1er avril 2025 est remplacé par le l'article suivant :

   « 3. Qu'à l'occasion de la tenue de l'événement spécial - Tournois U13 - organisé par l'Association du baseball mineur Anjou inc. aux parcs André-Laurendeau, des Roseraies et Lucie-Bruneau, le 3 juillet 2025 de 18 h à 22 h, le 4 juillet 2025 de 18 h à 22 h, le 5 juillet 2025 de 8 h à 20 h et le 6 juillet 2025 de 8 h à 16 h, soient autorisés :

   - la vente d'aliments (article 17.1);
   - la vente et la consommation de boissons alcoolisées (article 18);
   - la diffusion de musique (article 41.1). »

2. La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication.

GDD : 1258428005

Cette ordonnance est entrée en vigueur le _____ 2025.

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Avis de motion: CA25 12112

Donner avis de motion du projet de règlement RCA 40-57 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin de modifier certaines dispositions relatives aux matériaux de revêtement extérieurs

Considérant l'évolution des types et de la qualité des matériaux de revêtements extérieurs;

Considérant les nombreux projets de plus de quatre étages dans le secteur des Galeries d'Anjou;

Considérant le besoin de simplifier et d'uniformiser la terminologie liée aux matériaux de revêtements extérieur;

Le conseiller de Ville, Madame Andrée Hénault, donne un avis de motion de l'inscription pour l'adoption à une séance subséquente du conseil d'arrondissement du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage RCA 40 », afin de modifier certaines dispositions relatives aux matériaux de revêtement extérieurs.

40.05 1258770005

Nataliya HOROKHOVSKA
_____
Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2025/06/03
19:00

Dossier # : 1258770005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement RCA 40-57 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin de modifier certaines dispositions relatives aux matériaux de revêtement extérieurs

Considérant l'évolution des types et de la qualité des matériaux de revêtements extérieurs;
Considérant les nombreux projets de plus de quatre étages dans le secteur des Galeries d'Anjou;

Considérant le besoin de simplifier et d'uniformiser la terminologie liée aux matériaux de revêtements extérieur;

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter le règlement RCA 40 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage RCA 40 », afin de modifier certaines dispositions relatives aux matériaux de revêtement extérieurs.

Signé par Anne CHAMANDY **Le** 2025-05-22 11:22

Signataire : Anne CHAMANDY

_____

directeur(-trice) - arrondissement (ii)
Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258770005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement RCA 40-57 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin de modifier certaines dispositions relatives aux matériaux de revêtement extérieurs

CONTENU

CONTEXTE

Dans les dernières années, de nombreux projets de transformation et de construction ont amené la direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises à se pencher sur le chapitre relatif aux matériaux de revêtement extérieur. Cette réflexion tient compte de l'évolution du marché des revêtements extérieurs et des matériaux proposés dans les projets de plus de quatre étages, de plus en plus nombreux dans le quadrant sud-ouest de l'arrondissement (pôle Anjou). Il a été conclu que des modifications étaient requises afin de faciliter l'application réglementaire et d'uniformiser la réglementation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

La modification vise les articles suivants du Règlement concernant le zonage (RCA 40) :

- article 6 : ajouter les définitions de « maçonnerie » et de « revêtement métallique »;
- article 96.1 : modifier la référence à l'article 222 pour l'article 221;
- article 175 : ajuster le texte et ajouter un alinéa afin de ne plus considérer le verre et un mur rideau en verre dans le calcul du nombre de matériau autorisé;
- article 176 : ajuster le texte, abroger le paragraphe 11º afin d'autoriser les panneaux de béton lisse, abroger le paragraphe 12º afin d'autoriser le bois dans les zones « C », « I » et « R » et sur les bâtiments de 3 étages et plus dans les zones « H » et « P », retirer la mention « et de parement de fibre bois dans les zones « C » et « I » » au paragraphe 13º et ajouter cette mention au paragraphe 13.1º, préciser que l'acier non galvanisé est prohibé au paragraphe 14º et ajouter le paragraphe 16º relatif à l'utilisation du verre ou du mirroir ayant un taux de réflexion supérieur à 20% dans une proportion supérieure à 5% d'une façade;
- article 179 : modifier le premier alinéa en remplaçant « mur » par « façade », « pierre » et « brique » par « maçonnerie », en supprimant « verre », « mur rideau de verre », « agrégat », « enduit acrylique » et la mention d'exclusion du mur de fondation et ajouter le deuxième alinéa indiquant les éléments qui sont exclus du calcul de l'aire totale, soit les fondations de béton, les pignons, les ouvertures et les portes de

garage;
- article 180 : modifier le premier alinéa en remplaçant « mur » par « façade », « pierre » et « brique » par « maçonnerie », en supprimant « verre », « mur rideau de verre », « agrégat », « enduit acrylique », « bois de cèdre », la mention « Canexel » et la mention d'exclusion du mur de fondation et ajouter le deuxième alinéa indiquant les éléments qui sont exclus du calcul de l'aire totale, soit les fondations de béton, les pignons, les ouvertures et les portes de garage;
- article 181 : modifier le premier alinéa en remplaçant « pierre naturelle », « brique » et « bloc de béton architectural » par « maçonnerie », en supprimant « verre », « mur rideau de verre », en supprimant la précision relative aux panneaux de béton qui doivent être d'une apparence inégale comportant des saillies, du relief, des nervures, des agrégats ou de l'enduit acrylique et la mention d'exclusion du mur de fondation et ajouter le deuxième alinéa indiquant les éléments qui sont exclus du calcul de l'aire totale, soit les fondations de béton, les pignons, les ouvertures et les portes de garage;
- article 182 : remplacer « acier » par « métallique », abroger « de vinyle » et créer un deuxième alinéa pour préciser que le vinyle peut être remplacé que par un revêtement métallique, de fibrociment ou de fibre de bois;
- article 184 : abroger les paragraphes 1º, 2º et 4º et remplacer par le paragraphe 1.1º « maçonnerie », abroger le paragraphe 3º, modifier le paragraphe 5º en supprimant les mots « d'une apparence inégale comportant des saillies, du relief, des nervures, des agrégats ».

JUSTIFICATION

Considérant l'évolution des types et de la qualité des matériaux de revêtement extérieurs;
Considérant le besoin de simplifier et d'uniformiser la terminologie liée aux matériaux de revêtements extérieur;
Considérant les nombreux projets de plus de quatre étages à venir sur le territoire, dont le secteur des Galeries d'Anjou.

La Direction de l'aménagement et des services aux entreprises (DAUSE) recommande l'adoption de ce Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), afin de modifier certaines dispositions relatives aux matériaux de revêtement extérieurs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit d'une modification réglementaire de nature administrative visant les matériaux de revêtement extérieur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public et consultation publique tel que prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, chapitre A-19.1.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et adoption du premier projet de règlement par le conseil d'arrondissement;

- Publication d'un avis public relatif à la tenue d'une consultation publique;
- Tenue de l'assemblée de consultation publique;
- Adoption finale du règlement, avec ou sans modifications, par le conseil d'arrondissement;
- Entrée en vigueur à la date de l'émission du certificat de conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications, les signataires attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu PERREAULT
Conseiller en aménagement

Tél : 514-493-5110
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-11

Marie-Christine CHARTRAND
Chef de division urbanisme permis et inspections (arr.)

Tél : 514-493-5151
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marie-Christine CHARTRAND
Chef de division urbanisme permis et inspections (arr.)
Tél : 514-493-5151
Approuvé le : 2025-05-21

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1258770005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , -
Objet :	Adopter le règlement RCA 40-57 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin de modifier certaines dispositions relatives aux matériaux de revêtement extérieurs

1258770005 Projet reglement_final.docx

1258770005_Tableau modif.pdf

Grille Montréal 2030.pdf

Délégation.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu PERREAULT
Conseiller en aménagement

Tél : 514-493-5110
Télécop. :

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT D'ANJOU
RCA 40-57

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LE ZONAGE (RCA 40)

Vu l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et l'article 155 de l'annexe C de cette Charte;

À la séance du _____ 2025, le conseil de l'arrondissement d'Anjou décrète :

1. L'article 6 du Règlement concernant le zonage (RCA 40) est modifié par :

1° l'ajout, après la définition de « lot », de la définition suivante :

« « maçonnerie » : matériau de revêtement extérieur qui comprend de la brique, de la pierre, de la pierre naturelle et du bloc de béton architectural et qui a une épaisseur minimale de 80 mm; »;

2° l'ajout, après la définition de « résidence pour personnes âgées », de la définition suivante :

« revêtement métallique » : matériau de revêtement extérieur qui comprend des panneaux de métal, d'acier, d'aluminium ou composite d'acier ou d'aluminium ; ».

2. L'article 96.1 de ce règlement est modifié par le remplacement, aux paragraphes 2º et 3º, des chiffres, « 222 » par « 221 ».

3. L'article 175 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du mot « mur » par le mot « façade »;

2° l'ajout de l'alinéa suivant :

« Pour l'application du premier alinéa, le verre et un mur rideau en verre ne sont pas comptabilisés dans le nombre de revêtements autorisés. ».

4. L'article 176 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au premier alinéa, du mot « murs » par « façades »;

2° l'abrogation des paragraphes 11º et 12º;

3° la suppression, au paragraphe 13º, des mots « et le parement de fibre de bois dans les zones «C » et « I » »;

4° l'ajout, après le paragraphe 13º, du paragraphe suivant :

« 13.1º le parement de fibre de bois dans les zones « C » et « I » »

5° l'ajout, au paragraphe 14º, après les mots « l'acier », du mot « non »;

6° la suppression, au paragraphe 15º, des mots « du mur »;

7° l'ajout du paragraphe 16º qui se lit comme suit :

« 16º le verre, le miroir et tout autre matériau ayant un taux de réflexion de la lumière du jour extérieure supérieur à 20%, sur plus de 5% de la surface d'une façade incluant les ouvertures. ».

5. Les articles 179, 180, 181 et 182 de ce règlement sont modifiés et se lisent comme suit :

« 179. Pour les bâtiments de 3 étages et moins, un minimum de 60 % de l'aire totale de la façade avant doit être recouverte avec de la maçonnerie.

Pour l'application du présent article, les fondations de béton, les pignons, les ouvertures et les portes de garage sont exclus du calcul de l'aire totale.

180. Pour les bâtiments de 3 étages et moins, un minimum de 50 % de l'aire totale de chaque façade, latérale et arrière, doit être recouvert avec l'un ou l'autre des matériaux de revêtement extérieur suivants : maçonnerie, bois traité contre les intempéries par de la peinture, vernis, huile ou tout autre produit équivalent, parement de fibre de bois ou parement de fibrociment.

Pour l'application du présent article, les fondations de béton, les pignons, les ouvertures et les portes de garage sont exclus du calcul de l'aire totale.

181. Pour les bâtiments de 4 étages et plus, un minimum de 70 % de l'aire totale de chaque façade doit être recouvert par l'un ou l'autre des matériaux de revêtement extérieur suivants : maçonnerie, panneaux de béton et béton coulé sur place.

Pour l'application du présent article, les fondations de béton, les pignons, les ouvertures et les portes de garage sont exclus du calcul de l'aire totale.

182. Pour un bâtiment ayant un parement d'aluminium ou de bois dérogatoire, protégé par droit acquis, il est permis de remplacer ce parement par un revêtement de même type ou par un revêtement métallique, de fibrociment ou de fibre de bois.

Pour un bâtiment ayant un parement de vinyle, protégé par droit acquis, il est permis de remplacer ce parement par un revêtement métallique, de fibrociment ou de fibre de bois. ».

6. L'article 184 de ce règlement est modifié par :

1° l'abrogation des paragraphes 1º, 2º, 3º et 4º;

2° la suppression, au paragraphe 5º, des mots « d'une apparence inégale comportant des saillies, du relief, des nervures, des agrégats »;

3° l'ajout, après le paragraphe 1º, du paragraphe 1.1º, qui se lit comme suit :

« 1.1º maçonnerie; ».

GDD : 1248770005

Objet de l'amendement RCA 40 – Modification matériaux					
Chapitre	**Section**	**No. article**	**En vigueur**	**Proposé**	**Commentaires**
CHAPITRE I : APPLICATION ET INTERPRÉTATION	SECTION II - INTERPRÉTATION	6	Inexistant	**« maçonnerie » : matériau de revêtement extérieur qui comprend de la brique, de la pierre, de la pierre naturelle et du bloc de béton architectural et qui a une épaisseur minimale de 80mm.** **« revêtement métallique » : matériau de revêtement extérieur qui comprend des panneaux d'acier, d'aluminium ou composite d'acier ou d'aluminium.**	*Les définitions de maçonnerie et de revêtement métallique sont ajoutées pour tenir compte des modifications aux articles du chapitre sur les revêtements extérieurs et pour simplifier l'application réglementaire.*
CHAPITRE V : DISPOSITIONS RELATIVES AUX OCCUPATIONS, CONSTRUCTIONS, SAILLIES ET ÉQUIPEMENTS AUTORISÉS DANS LES COURS	SECTION III – NORMES APPLICABLES AUX OCCUPATIONS, CONSTRUCTIONS, SAILLIES ET ÉQUIPEMENTS AUTORISÉS DANS LES COURS AVANT, LATÉRALES ET ARRIÈRE POUR LES FAMILLES « COMMERCE », « INDUSTRIE », « ÉQUIPEMENT COLLECTIF ET INSTITUTIONNEL » ET « RÉCRÉATIF »	96.1	96.1. Un contenant destiné aux collectes est autorisé dans les cours latérales et arrière aux conditions suivantes : 1° il doit être muni d'un dispositif de fermeture ; 2° dans une zone C, il doit être dissimulé par un écran opaque construit avec un matériau autorisé au paragraphe 1° de l'article 222 ou par les mêmes matériaux que ceux utilisés sur le bâtiment. Un aménagement paysager doit être implanté autour de l'écran ; 3º dans une zone I ou R, il doit être dissimulé par un écran opaque construit avec un matériau autorisé au paragraphe 1° de l'article 222 ou par les mêmes matériaux utilisés sur le bâtiment lorsqu'il est visible de la voie publique ; 4º un écran servant à dissimuler un contenant destiné aux collectes doit être maintenu en bon état.	96.1. Un contenant destiné aux collectes est autorisé dans les cours latérales et arrière aux conditions suivantes : 1° il doit être muni d'un dispositif de fermeture ; 2° dans une zone C, il doit être dissimulé par un écran opaque construit avec un matériau autorisé au paragraphe 1° de l'article **221** ~~**222**~~ ou par les mêmes matériaux que ceux utilisés sur le bâtiment. Un aménagement paysager doit être implanté autour de l'écran ; 3º dans une zone I ou R, il doit être dissimulé par un écran opaque construit avec un matériau autorisé au paragraphe 1° de l'article **221** ~~**222**~~ ou par les mêmes matériaux utilisés sur le bâtiment lorsqu'il est visible de la voie publique ; 4º un écran servant à dissimuler un contenant destiné aux collectes doit être maintenu en bon état.	*Une erreur sur l'article visé a été constaté. L'article 222 précise les matériaux qui sont prohibés alors que c'est l'article 221 qui liste l'ensemble des matériaux autorisés.*
CHAPITRE IX : DISPOSITIONS RELATIVES À L'APPARENCE EXTÉRIEURE DES BÂTIMENTS	SECTION I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES POUR TOUTES LES ZONES	175	175. Chaque mur d'un bâtiment ne peut être recouvert par plus de 3 matériaux de revêtements extérieurs différents. Le nombre de matériaux de revêtements extérieurs ne peut excéder 5 pour l'ensemble du bâtiment.	175. Chaque **façade** ~~**mur**~~ d'un bâtiment ne peut être recouvert par plus de 3 matériaux de revêtements extérieurs différents. Le nombre de matériaux de revêtements extérieurs ne peut excéder 5 pour l'ensemble du bâtiment. **Pour l'application du premier alinéa, le verre et un mur rideau en verre ne sont pas comptabilisés dans le nombre de revêtements autorisés.**	*Le mot mur est remplacé par façade pour ajuster la terminologie et assurer que l'interprétation de l'article s'applique à l'ensemble des murs qui peuvent composer une façade.* *Le deuxième alinéa est ajouté afin de prendre en considération les tendances architecturales où l'utilisation du verre et de murs rideau est de plus en plus présente. De plus, le verre est un matériau versatile qui peut s'intégrer facilement par sa transparence et sa réflectivité.*

		176	176. Sur les murs d'un bâtiment, les matériaux de revêtement extérieurs prohibés sont les suivants : 1° les bardeaux de fente; 2° les bardeaux, à l'exception de ceux des toits mansardés, les feuilles ou les panneaux d'amiante-ciment; 3° le contreplaqué, les panneaux de copeaux, les panneaux de fibres durs; 4° les bardeaux d'asphalte; 5° le papier goudronné ou minéralisé ou les papiers similaires; 6° le papier imitant ou tendant à imiter la pierre, la brique ou autres matériaux naturels, en paquets, en rouleaux ou en panneau ainsi que les papiers similaires; 7° le polyéthylène, les toiles ou autres matériaux semblables; 8° les matériaux ou produits servant d'isolants; 9° les peintures imitant ou tendant à imiter les matériaux naturels; 10° les blocs de béton sans finition, non architecturaux; 11° les panneaux de béton et le béton coulé sur place, d'une apparence lisse ne comportant ni saillie, ni relief, ni nervure; 12° le bois dans les zones « C », « I », et « R » et sur les bâtiments de plus de 3 étages dans les zones « H » et « P »; 13° le parement de vinyle et le parement de fibre de bois dans les zones « C » et « I »; 14° l'acier galvanisé; 15° de la peinture ou de la teinture opaque, appliquée sur de la maçonnerie ou du béton. Seuls les murs de fondation, murets, balcons et escaliers de béton peuvent être peints en blanc, gris, ou de la même couleur et dans les mêmes tons qu'un des revêtements extérieurs du mur de la façade principale du bâtiment.	176. Sur les **façades** ~~**murs**~~ d'un bâtiment, les matériaux de revêtement extérieurs prohibés sont les suivants : 1° les bardeaux de fente; 2° les bardeaux, à l'exception de ceux des toits mansardés, les feuilles ou les panneaux d'amiante-ciment; 3° le contreplaqué, les panneaux de copeaux, les panneaux de fibres durs; 4° les bardeaux d'asphalte; 5° le papier goudronné ou minéralisé ou les papiers similaires; 6° le papier imitant ou tendant à imiter la pierre, la brique ou autres matériaux naturels, en paquets, en rouleaux ou en panneau ainsi que les papiers similaires; 7° le polyéthylène, les toiles ou autres matériaux semblables; 8° les matériaux ou produits servant d'isolants; 9° les peintures imitant ou tendant à imiter les matériaux naturels; 10° les blocs de béton sans finition, non architecturaux; 11° **abrogé** ~~**les panneaux de béton et le béton coulé sur place, d'une apparence lisse ne comportant ni saillie, ni relief, ni nervure**~~; 12° **abrogé** ~~**le bois dans les zones « C », « I », et « R » et sur les bâtiments de plus de 3 étages dans les zones « H » et « P »**~~; 13° le parement de vinyle ~~**et le parement de fibre de bois dans les zones « C » et « I »**~~; **13.1° le parement de fibre de bois dans les zones « C » et « I »;** 14° l'acier **non** galvanisé; 15° de la peinture ou de la teinture opaque, appliquée sur de la maçonnerie ou du béton. Seuls les murs de fondation, murets, balcons et escaliers de béton peuvent être peints en blanc, gris, ou de la même couleur et dans les mêmes tons qu'un des revêtements extérieurs ~~**du mur**~~ de la façade principale du bâtiment; **16° le verre, le miroir et tout autre matériau ayant un taux de réflexion de la lumière du jour extérieure supérieur à 20 %, sur plus de 5 % de la surface d'une façade incluant les ouvertures.**	*Le remplacement du mot murs par façade est effectué afin d'harmoniser le langage de l'article aux termes utilisés dans le règlement et pour lesquels des définitions sont inscrites à l'article 6.* *Les paragraphes 11 et 12 sont abrogés car les matériaux qui y sont inscrits sont des matériaux qui ont évolués dans les dernières années et qui sont utilisés plus fréquemment (panneaux de béton) ou qui sont beaucoup plus résistant (bois).* *Le parement de vinyle est un matériau peu résilient et très toxique lorsqu'il est brûlé. À cette fin, il est prohibé dans toutes les zones. Et afin de permettre l'utilisation du parement de fibre de bois dans les zones autres que « C » et « I », le paragraphe 13.1° est ajouté.* *L'acier galvanisé est un matériau conçu pour être un revêtement extérieur. L'article est ajusté pour que ce soit l'acier non galvanisé qui soit prohibé.* *Le mot mur est retiré car il est suivi de la mention façade, ce qui est répétitif.* *Le paragraphe 16° est ajouté afin de tenir compte de l'arrivé de bâtiments de grande hauteur dans le pôle Anjou et des impacts que du verre ayant un taux de réflexion supérieur à 20% peut avoir sur son environnement. De plus, cette norme est présente dans de nombreux arrondissements de la Ville.*
	SECTION II – MATÉRIAUX DE REVÊTEMENT EXTÉRIEUR	179	179. Pour les bâtiments de 3 étages et moins, un minimum de 60 % de l'aire totale du mur avant, à l'exception du mur de fondation, doit être recouvert avec l'un ou l'autre des matériaux de revêtement extérieur autorisés suivants : pierre, brique, verre, mur rideau en verre, agrégat et enduit acrylique.	179. Pour les bâtiments de 3 étages et moins, un minimum de 60 % de l'aire totale **de la façade** ~~**du mur**~~ avant, ~~**à l'exception du mur de fondation,**~~ doit être recouvert avec **de la maçonnerie**. ~~**l'un ou l'autre des matériaux de revêtement extérieur autorisés suivants : pierre, brique, verre, mur rideau en verre, agrégat et enduit acrylique.**~~ **Pour l'application du présent article, les fondations de béton, les pignons, les ouvertures et les portes de garage sont exclus du calcul de l'aire totale.**	*Le remplacement du mot murs par façade est effectué afin d'harmoniser le langage de l'article aux termes utilisés dans le règlement et pour lesquels des définitions sont inscrites à l'article 6.* *La mention de la fondation est retirée dans le premier alinéa car elle reprise au deuxième alinéa.* *Les revêtements d'agrégat et d'enduit acrylique sont retirés car ces revêtements ne sont pas résilients et peuvent causer des dommages à l'ossature de bois des habitations.* *Le deuxième alinéa est ajouté afin de faciliter l'interprétation lors de l'analyse des demandes de permis.*

	AUTORISÉS POUR LES BÂTIMENTS COMPRENANT UN USAGE DE LA FAMILLE « HABITATION »	180	180. Pour les bâtiments de 3 étages et moins, un minimum de 50 % de l'aire totale de chaque mur latéral et arrière, à l'exception du mur de fondation, doit être recouvert avec l'un ou l'autre des matériaux de revêtement extérieur autorisés suivants : pierre, brique, verre, mur rideau en verre, agrégat, enduit acrylique, bois de cèdre, bois traité contre les intempéries par de la peinture, vernis, huile ou tout autre produit équivalent, parement de fibre de bois de type « Canexel » ou équivalent, parement de fibrociment.	180. Pour les bâtiments de 3 étages et moins, un minimum de 50 % de l'aire totale de chaque **façade ~~mur~~** latérale et arrière, **~~à l'exception du mur de fondation,~~** doit être recouverte avec l'un ou l'autre des matériaux de revêtement extérieur **~~autorisés~~** suivants : **maçonnerie, ~~pierre, brique, verre, mur rideau en verre, agrégat, enduit acrylique, bois de cèdre,~~** bois traité contre les intempéries par de la peinture, vernis, huile ou tout autre produit équivalent, parement de fibre de bois **~~de type « Canexel » ou équivalent~~**, parement de fibrociment. **Pour l'application du présent article, les fondations de béton, les pignons, les ouvertures et les portes de garage sont exclus du calcul de l'aire totale.**	*Le remplacement du mot murs par façade est effectué afin d'harmoniser le langage de l'article aux termes utilisés dans le règlement et pour lesquels des définitions sont inscrites à l'article 6.* *La mention de la fondation est retirée dans le premier alinéa car elle reprise au deuxième alinéa.* *Les revêtements d'agrégat et d'enduit acrylique sont retirés car ces revêtements ne sont pas résilients et peuvent causer des dommages à l'ossature de bois des habitations.* *La mention Canexel est retirée car il s'agit d'une marque de commerce et non d'un type de matériau.* *Le deuxième alinéa est ajouté afin de faciliter l'interprétation lors de l'analyse des demandes de permis.*
		181	181. Pour les bâtiments de 4 étages et plus, un minimum de 70 % de l'aire totale de chaque mur, à l'exception du mur de fondation, doit être recouvert par l'un ou l'autre des matériaux de revêtement extérieur suivants : pierre naturelle, brique, verre, mur rideau en verre, bloc de béton architectural, panneaux de béton et béton coulé sur place d'une apparence inégale comportant des saillies, du relief, des nervures, des agrégats, de l'enduit acrylique.	181. Pour les bâtiments de 4 étages et plus, un minimum de 70 % de l'aire totale de chaque **façade ~~mur~~**, **~~à l'exception du mur de fondation~~**, doit être recouvert par l'un ou l'autre des matériaux de revêtement extérieur suivants : **~~pierre naturelle, brique, verre, mur rideau en verre, bloc de béton architectural~~ maçonnerie,** panneaux de béton et béton coulé sur place **~~d'une apparence inégale comportant des saillies, du relief, des nervures~~**, **~~des agrégats, de l'enduit acrylique~~**. **Pour l'application du présent article, les fondations de béton, les pignons, les ouvertures et les portes de garage sont exclus du calcul de l'aire totale.**	*Le remplacement du mot murs par façade est effectué afin d'harmoniser le langage de l'article aux termes utilisés dans le règlement et pour lesquels des définitions sont inscrites à l'article 6.* *La mention de la fondation est retirée dans le premier alinéa car elle reprise au deuxième alinéa.* *Les revêtements d'agrégat et d'enduit acrylique sont retirés car ces revêtements ne sont pas résilients et peuvent causer des dommages à l'ossature de bois des habitations.* *Le verre est retiré pour que les ouvertures ne soient pas comptabilisées dans le calcul.* *Le deuxième alinéa est ajouté afin de faciliter l'interprétation lors de l'analyse des demandes de permis.*
		182	182. Pour un bâtiment ayant un parement de vinyle, d'aluminium ou de bois dérogatoire, protégé par droit acquis, il est permis de remplacer ce parement par un revêtement de même type ou par un revêtement d'acier, de fibrociment ou de fibre de bois.	182. Pour un bâtiment ayant un parement **~~de vinyle,~~** d'aluminium ou de bois dérogatoire, protégé par droit acquis, il est permis de remplacer ce parement par un revêtement de même type ou par un revêtement **~~d'acier~~ métallique**, de fibrociment ou de fibre de bois. **Pour un bâtiment ayant un parement de vinyle, protégé par droit acquis, il est permis de remplacer ce parement par un revêtement métallique, de fibrociment ou de fibre de bois.**	*Le mot « d'acier » est remplacé par « métallique » afin d'avoir une certaine souplesse dans le type de matériau qui pourrait être employé avec les nombreux matériaux ayant une base métallique.* *Afin d'éviter de conserver les revêtements de vinyle, un nouvel alinéa est créé pour indiquer spécifiquement par quels matériaux le vinyle peut être remplacé.*

	SECTION III – MATÉRIAUX COMPRENANT UN USAGE DE LA FAMILLE « COMMERCE », « INDUSTRIE », « ÉQUIPEMENT COLLECTIF ET INSTITUTIONNEL » OU « RÉCRÉATIF »	184	184. Pour chaque mur extérieur d'une construction, sur une hauteur d'au moins 2,50 mètres du sol, les matériaux de revêtement extérieur autorisés sont les suivants : 1° pierre naturelle; 2° brique; 3° verre, mur rideau en verre; 4° bloc de béton architectural à l'exception du bloc sans finition; 5° panneaux de béton et du béton coulé sur place d'une apparence inégale comportant des saillies, du relief, des nervures, des agrégats; 6° enduit acrylique; 7° sur une partie du mur avant seulement, dans une proportion d'au plus 10 % de la surface de mur délimitée par le sol et une ligne horizontale située à 2,50 mètres de celui-ci, tout autre matériau qui n'est pas prohibé par le présent règlement. Ce matériau doit être protégé de la circulation des véhicules par une surface gazonnée ou un trottoir d'au moins 1,5 mètre de largeur. Dans le cas d'une surface gazonnée, celle-ci doit être entourée par une bordure continue en béton d'une hauteur minimale de 15 cm. Dans le cas d'un trottoir, celui-ci doit avoir une hauteur minimale de 15 cm par rapport à l'aire de circulation des véhicules; 8° un revêtement métallique sur un mur ne faisant pas face à une voie de circulation. Le revêtement métallique doit, en tout temps, être protégé de la circulation des véhicules par une surface gazonnée ou un trottoir d'au moins 1,5 mètre de largeur. Dans le cas d'une surface gazonnée, celle-ci doit être maintenue en bon état et entourée par une bordure de béton coulé sur place, d'une hauteur minimale de 15 cm. Dans le cas d'un trottoir, celui-ci doit avoir une hauteur minimale de 15 cm par rapport à l'aire de circulation des véhicules; 9° un panneau composite d'acier ou d'aluminium dans une proportion d'au plus 50% de la surface de mur délimité par le sol et une ligne horizontale située à 2,50 mètres de celui-ci.	184. Pour chaque mur extérieur d'une construction, sur une hauteur d'au moins 2,50 mètres du sol, les matériaux de revêtement extérieur autorisés sont les suivants : 1° **abrogé** ~~**pierre naturelle**~~; 1.1° **maçonnerie;** 2° **abrogé** ~~**brique;**~~ 3° **abrogé** ~~**verre, mur rideau en verre**~~; 4° **abrogé** ~~**bloc de béton architectural à l'exception du bloc sans finition**~~; 5° panneaux de béton et du béton coulé sur place ~~d'une apparence inégale comportant des saillies, du relief, des nervures, des agrégats~~; 6° enduit acrylique; 7° sur une partie du mur avant seulement, dans une proportion d'au plus 10 % de la surface de mur délimitée par le sol et une ligne horizontale située à 2,50 mètres de celui-ci, tout autre matériau qui n'est pas prohibé par le présent règlement. Ce matériau doit être protégé de la circulation des véhicules par une surface gazonnée ou un trottoir d'au moins 1,5 mètre de largeur. Dans le cas d'une surface gazonnée, celle-ci doit être entourée par une bordure continue en béton d'une hauteur minimale de 15 cm. Dans le cas d'un trottoir, celui-ci doit avoir une hauteur minimale de 15 cm par rapport à l'aire de circulation des véhicules; 8° un revêtement métallique sur un mur ne faisant pas face à une voie de circulation. Le revêtement métallique doit, en tout temps, être protégé de la circulation des véhicules par une surface gazonnée ou un trottoir d'au moins 1,5 mètre de largeur. Dans le cas d'une surface gazonnée, celle-ci doit être maintenue en bon état et entourée par une bordure de béton coulé sur place, d'une hauteur minimale de 15 cm. Dans le cas d'un trottoir, celui-ci doit avoir une hauteur minimale de 15 cm par rapport à l'aire de circulation des véhicules; 9° un panneau composite d'acier ou d'aluminium dans une proportion d'au plus 50% de la surface de mur délimité par le sol et une ligne horizontale située à 2,50 mètres de celui-ci.	*Les paragraphes 1°, 2° et 4° sont abrogés parce que nous ajoutons le paragraphe 1.1° qui vient regrouper ces trois matériaux.* *Le paragraphe 3° est abrogé car le verre n'est plus considéré comme un revêtement.* *Le paragraphe 5° est modifié afin d'autoriser les panneaux de béton d'apparence lisse, beaucoup plus présent dans les projets de grande hauteur.*

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1258770005*
Unité administrative responsable : DAUSE Anjou
Projet : *Adopter le règlement RCA 40-57 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage RCA 40 », afin de modifier certaines dispositions relatives aux matériaux de revêtement extérieurs*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*		***X***	
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Outlook

Délégation de pouvoir - Réjean Boisvert, directeur DAUSE - 16 mai au 1er juin 2025

De Nancy BOUCHARD <nancy.bouchard2@montreal.ca>
de la part de
Rejean BOISVERT <rejean.boisvert@montreal.ca>

Date Ven 2025-05-16 12:05

À 79 DYN Anjou <79_anjou@montreal.ca>

Cc Luis MIRANDA <luis.miranda@montreal.ca>; Anne CHAMANDY <anne.chamandy@montreal.ca>; Andree HENAULT <andree.henault@montreal.ca>; Kristine MARSOLAIS <kristine.marsolais@montreal.ca>; Marie-Josee DUBE <mariejosee.dube@montreal.ca>; Richard LEBLANC <richard.leblanc@montreal.ca>

Mesdames,

Messieurs,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), je désigne monsieur Amar Ikhlef, directeur des travaux publics pour me remplacer dans mes fonctions de directeur de l'aménagement urbain et services aux entreprises et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions le 16 mai 2025 et madame Marie-Christine Chartrand, chef de division urbanisme à la DAUSE, du 17 mai au 1er juin 2025.

Et j'ai signé,

Réjean Boisvert
Directeur
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Tél.: 514 493-5179

7171, rue Bombardier
Anjou (Québec) H1J 2E9

abonnez-vous à notre infolettre
Site Web Instagram Facebook Ville de Montréal - arrondissement Anjou

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Avis de motion: CA25 12113

Donner avis de motion du projet de règlement RCA 185 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) et le Règlement de lotissement (1528) », afin d'assurer la concordance au règlement RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal (RCG 14-029)

Considérant que le projet de règlement vise à assurer la concordance réglementaire aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, conformément à l'article 58 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1);

Considérant que le projet de règlement vise la préservation des milieux humides d'intérêt, comme prévu à la stratégie de conservation des milieux humides inscrite au Plan régional des milieux humides et hydriques de la Ville de Montréal, découlant de la Loi provinciale visant la conservation des milieux humides et hydriques;

Le conseiller Richard Leblanc donne un avis de motion de l'inscription pour l'adoption à une séance subséquente du conseil d'arrondissement du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) et le Règlement de lotissement (1528) », afin d'assurer la concordance au règlement RCG 14_029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal (RCG 14-029).

40.06 1257077007

Nataliya HOROKHOVSKA
_____
Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025

Dossier # : 1257077007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement RCA 185 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) et le Règlement de lotissement (1528) », afin d'assurer la concordance au règlement RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal (RCG 14-029)

Considérant que le projet de règlement vise à assurer la concordance réglementaire aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, conformément à l'article 58 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1) ;
Considérant que le projet de règlement vise la préservation des milieux humides d'intérêt, comme prévue à la stratégie de conservation des milieux humides inscrite au Plan régional des milieux humides et hydriques de la Ville de Montréal, découlant de la Loi provinciale visant la conservation des milieux humides et hydriques;

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter le règlement RCA 40-XX intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) et le Règlement de lotissement (1528) », afin d'assurer la concordance au règlement RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal (RCG 14-029).

Signé par Anne CHAMANDY **Le** 2025-05-29 09:22

Signataire : Anne CHAMANDY

_____

directeur(-trice) - arrondissement (ii)
Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1257077007**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement RCA 185 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) et le Règlement de lotissement (1528) », afin d'assurer la concordance au règlement RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal (RCG 14-029)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a adopté, le 21 mars 2024, un Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) en vertu de la Loi provinciale affirmant le caractère collectif des ressources en eau et favorisant une meilleure gouvernance de l'eau et des milieux associés. Puis, un règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (SAD) est entré en vigueur le 16 janvier 2025 visant notamment à identifier les milieux humides d'intérêt (MHI) et à intégrer au document complémentaire des dispositions nécessaires à la préservation des milieux humides d'intérêt.
En vertu de l'article 58 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, l'arrondissement a un délai de six mois pour adopter un règlement de concordance aux dispositions amendées du SAD.

Pour ce faire, des modifications au Règlement concernant le zonage (RCA 40), au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) ainsi qu'au Règlement de lotissement (1528) sont requises.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0686 - 21 novembre 2024 : Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) »
CG24 0164 - 21 mars 2024 : Adoption du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin de contribuer à la mise en œuvre du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération

CG23 0754 – 21 décembre 2023 : Adopter une résolution intitulée « Résolution exprimant l'intention d'adopter prochainement un projet de règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal », afin de protéger les milieux humides en vue de l'adoption du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération.

DESCRIPTION

Les modifications au Règlement concernant le zonage (RCA 40) visent les éléments suivants :

Article 6 : Ajouter des définitions des termes « aire de protection d'un milieu humide » et « étude de caractérisation d'un milieu humide ».
Article 207.1 : Interdire l'usage du sol, toute construction, tout ouvrage et toute activité dans un milieu humide d'intérêt et son aire de protection, sauf exceptions.
Article 207.2 : Définir les conditions d'empiètement dans l'aire de protection d'un milieu humide.
Article 207.3 : Obliger le dépôt d'une étude de caractérisation d'un milieu humide pour un projet proposant un empiètement dans un milieu humide.
Article 207.4 : Établir que la délimitation d'un milieu humide déterminée par une étude de caractérisation prévaut sur celle identifiée à l'illustration 14 de l'annexe A.
Article 207.5 : Obliger, pour un immeuble construit dans l'aire de protection d'un milieu humide, de clôturer le côté riverain à un milieu humide d'un immeuble construit qui n'empiète pas sur ce milieu.
Annexe A - Illustration 13 : Remplacer de la carte de manière à ajouter les milieux humides d'intérêt à l'interdiction de plantation d'espèces de plantes envahissantes à moins de 100 mètres de ces milieux.
Annexe A - Illustration 14 : Ajouter une cartographie des milieux humides d'intérêt et de leurs aires de protection.
Annexe A - Document 15 : Détailler les exigences du contenu d'une étude de caractérisation d'un milieu humide.

Les modifications au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) (RCA 45) visent les éléments suivants :

Article 1 : Ajouter des définitions des termes « aire de protection d'un milieu humide » et « étude de caractérisation d'un milieu humide ».
Article 3 : Soumettre un projet d'empiétement dans un milieu humide, autorisé en vertu de l'article 207.3. du Règlement concernant le zonage (RCA 40), à l'approbation d'un Plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.).
Article 6.1.3 : Exiger le dépôt d'une étude de caractérisation pour un projet de P.I.I.A. visant un empiétement dans un milieu humide autorisé en vertu de l'article 207.3. du Règlement concernant le zonage (RCA 40) et établir que la délimitation d'un milieu humide déterminée par une étude de caractérisation prévaut sur celle identifiée à l'annexe 12.
Article 57.31 à 57.35 : Établir les objectifs et critères d'un P.I.I.A. relatif à un projet d'empiétement dans l'aire de protection d'un milieu humide, autorisé en vertu de l'article 207.3. du Règlement concernant le zonage (RCA 40).
Annexe 12 : Ajouter une cartographie des milieux humides d'intérêt et de leurs aires de protection.
Annexe 13 : Détailler les exigences du contenu d'une étude de caractérisation d'un milieu humide.

Les modifications au Règlement de lotissement (1528) visent les éléments suivants :

Article 2.2 : Ajouter des définitions des termes « aire de protection d'un milieu humide » et « étude de caractérisation d'un milieu humide ».

Article 5.4.1 : Interdire le morcellement de lot dans un milieu humide d'intérêt et son aire de protection, sauf exception.
Article 5.4.2 : Établir que la délimitation d'un milieu humide déterminée par une étude de caractérisation prévaut sur celle identifiée à l'annexe 12.
Annexe - Illustration 3 : Ajouter une cartographie des milieux humides d'intérêt et de leurs aires de protection.
Annexe - Illustration 4 : Détailler les exigences du contenu d'une étude de caractérisation d'un milieu humide.

JUSTIFICATION

Considérant que le projet de règlement vise à assurer la concordance réglementaire aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, conformément à l'article 58 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1) ;
Considérant que le projet de règlement vise la préservation des milieux humides d'intérêt, comme prévue à la stratégie de conservation des milieux humides inscrite au PRMHH de la Ville de Montréal, découlant de la Loi provinciale visant la conservation des milieux humides et hydriques;

La Direction de l'aménagement et des services aux entreprises (DAUSE) recommande l'adoption de ce Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) et le Règlement de lotissement (1528) », afin d'assurer la concordance au règlement RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal (RCG 14-029).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

MONTRÉAL 2030

Ce projet contribue à l'atteinte des priorités de Montréal 2030 concernant les orientations de transition écologique.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de sa nature.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En vertu de l'article 58 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement doit adopter tout règlement de concordance, dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur d'un règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (SAD). Passé ce délai, les avis de conformité à l'égard de toute modification aux règlements d'urbanisme seront suspendus.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public et consultation publique tel que prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, chapitre A-19.1.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'ensemble des dispositions de ce projet de règlement, visant à assurer la concordance réglementaire aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, n'est pas susceptible d'approbation

référendaire.

- Avis de motion et adoption du premier projet de règlement par le conseil d'arrondissement.
- Publication d’un avis public relatif à la tenue d'une consultation publique.
- Tenue de l'assemblée de consultation publique
- Adoption du règlement par le conseil d'arrondissement.

Entrée en vigueur à la date de l'émission du certificat de conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au mieux de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Genevieve FAFARD
Conseillère en aménagement

Tél : 514-493-5126
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-11

Marie-Christine CHARTRAND
Chef de division urbanisme permis et inspections (arr.)

Tél : 514-493-5151
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marie-Christine CHARTRAND
Chef de division urbanisme permis et inspections (arr.)

Tél : 514-493-5151
Approuvé le : 2025-05-23

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257077007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , -
Objet :	Adopter le règlement RCA 185 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) et le Règlement de lotissement (1528) », afin d'assurer la concordance au règlement RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal (RCG 14-029)

Projet de règlement

1247077007_Projet reglement_vf.docx

1247077007_Tableau modifications reglementaires.pdf

Annexes

Annexe I - RCA 40 Illustration 13.pdfAnnexe II - RCA 40 Illustration 14.pdf

Annexe III - RCA 40 Document 15.pdfAnnexe IV - RCA 45 Annexe 12.pdf

Annexe V - RCA 45 Annexe 13.pdfAnnexe VI - 1528 Annexe 3.pdf

Annexe VII - 1528 Annexe 4.pdf

Grille Montréal 2030

1247077007_ Grille Mtl 2030.pdf

Delegation R Boisvert_16 mai au 1er juin 2025.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Genevieve FAFARD
Conseillère en aménagement

Tél : 514-493-5126
Télécop. :

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT D'ANJOU
RCA XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LE ZONAGE (RCA 40), LE RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (RCA 45) ET LE RÈGLEMENT DE LOTISSEMENT (1528).

Vu les articles 58, 113, 115, et 145.15 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu les articles 130 et 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et l'article 155 de l'annexe C de cette Charte;

À la séance du _____ 2025, le conseil de l'arrondissement d'Anjou décrète :

1. L'article 6 du Règlement concernant le zonage (RCA 40) est modifié par :

1° l'ajout, après la définition d' « aire de détente », de la définition suivante :

« « aire de protection d'un milieu humide » : Une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'illustration 14 de l'annexe A intitulée « Les milieux humides d'intérêt » ; ».

2° l'ajout, après la définition d' « étage-terrasse (penthouse) », de la définition suivante :

« « étude de caractérisation d'un milieu humide » : Une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées au document 15 de l'annexe A intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide »; ».

2. Le libellé du CHAPITRE X : DISPOSITIONS RELATIVES AUX ARBRES, AUX AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS, AUX RIVES, LITTORAL, TALUS est modifié par l'ajout, après le mot « TALUS », des mots « ET MILIEUX HUMIDES ».

3. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 207, de la section suivante :

« **SECTION V - DISPOSITIONS RELATIVES AUX MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT ET LEUR AIRE DE PROTECTION**

207.1. Dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection, identifiés à l'illustration 14 de l'annexe A intitulée « Les milieux humides d'intérêt », tout usage du sol, toute construction incluant une reconstruction et un agrandissement, tout ouvrage, toute activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont interdits, sauf :

1º aux fins de l'élargissement d'une voie de circulation existante;

2º aux fins de l'implantation d'un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d'un service d'aqueduc ou d'égout, ou d'une voie ferrée;

3º aux fins de l'implantation d'un grand projet routier ou d'une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma ou d'une installation d'intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d'intérêt d'agglomération projetée au Schéma;

4º aux fins de l'implantation d'une infrastructure ou d'un équipement qui a fait l'objet d'une entente avant le 21 décembre 2023;

5º aux fins d'entretien, de restauration ou de création d'un milieu humide ou d'une aire de protection;

6º un usage, une construction ou un ouvrage relatif à l'observation de la nature et à l'interprétation du milieu, aux conditions suivantes :

a) dans un milieu humide, les constructions et les ouvrages sont réalisés hors sol, sur pilotis et les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d'ancrage au sol;
b) dans l'aire de protection, les sentiers sont d'une largeur maximale de 4 mètres et, comme pour les autres constructions ou ouvrages au sol, sont réalisés avec un revêtement perméable;
c) dans l'aire de protection, les bâtiments sont construits sans fondation et de manière à permettre la libre circulation des eaux ;

7º une clôture ou une haie séparant une propriété ou une partie de celle-ci d'une autre propriété aux conditions suivantes :

a) la clôture ou la haie doit être située à l'extérieur du milieu humide, à moins qu'elle ne sépare la propriété ou une partie de celle-ci d'une voie de circulation ou d'un espace public;
b) la clôture doit être ajourée et permettre la libre circulation des eaux;
c) les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d'ancrage au sol ;

8º la reconstruction ou l'agrandissement d'un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition qu'il n'y ait pas d'empiètement additionnel dans l'aire de protection et le milieu humide. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction ou l'agrandissement du bâtiment;

9º la construction incluant la reconstruction et l'agrandissement d'un bâtiment accessoire à un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, aux conditions suivantes :

a) le bâtiment ou son agrandissement doit être construit sans fondation et permettre la libre circulation des eaux;
b) le bâtiment ou son agrandissement doit être implanté à plus de 10 mètres du milieu humide ;

10º la reconstruction d'une voie d'accès véhiculaire ou d'une aire de stationnement extérieure desservant un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition d'être constituée de matériaux perméables. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction de la voie d'accès véhiculaire ou de l'aire de stationnement extérieure.

Malgré ce qui précède, pour un terrain situé à l'extérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifié à l'illustration 14 de l'annexe A intitulée « Les milieux humides d'intérêt », et sur démonstration que le terrain est légalement occupé et aménagé dans sa totalité, un nouvel usage du sol, un nouvel ouvrage et une nouvelle construction, incluant toute reconstruction et tout agrandissement sont autorisés dans l'aire de protection.

Aux fins du deuxième alinéa, une démonstration de l'occupation et de l'aménagement du terrain s'effectue par le dépôt des documents suivants :

1° le certificat de localisation du lot sur lequel est illustrée la zone des travaux visée par la demande;

2° le permis ou le certificat d'autorisation relatif aux travaux ayant mené à l'occupation et à l'aménagement ou, à défaut, l'indication de la date ou de la période de réalisation de ces travaux;

3° une photographie ou tout autre document illustrant que la zone des travaux visée par la demande a été anthropisée et ne constitue pas un espace naturel.

207.2. Malgré l'article 207.1., pour un terrain non construit, un usage du sol, une construction, un ouvrage et une activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont autorisés à empiéter dans l'aire de protection si les conditions suivantes sont respectées :

1° la délimitation cadastrale est antérieure au 21 décembre 2023;

2° le taux d'implantation des bâtiments sur l'ensemble du terrain doit être inférieur à 25 %;

3° les bâtiments doivent permettre la libre circulation des eaux;

4° une voie d'accès véhiculaire et une aire de stationnement, de chargement ou de déchargement extérieures desservant un bâtiment principal doivent être constituées de matériaux perméables;

5° les activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants doivent être limitées à ce qui est requis pour l'implantation d'un bâtiment principal, d'une voie d'accès véhiculaire et, si aucun autre espace n'est disponible ailleurs sur le terrain, d'une aire extérieure pour un usage accessoire à l'usage principal, notamment une aire de stationnement extérieure et une aire de détente.

207.3. Une étude de caractérisation d'un milieu humide doit accompagner toute demande de permis ou de certificat pour l'exercice d'un usage, la construction ou la transformation d'un bâtiment ou la réalisation d'un ouvrage, proposant un empiètement ou un empiètement additionnel dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection.

Malgré le premier alinéa, une étude de caractérisation d'un milieu humide n'est pas requise dans le cas de la reconstruction d'un bâtiment ayant la même implantation.

207.4. La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection résultant d'une étude de caractérisation du milieu humide prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifiés à l'illustration 14 de l'annexe A intitulée « Les milieux humides d'intérêt »

207.5. Dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'illustration 14 de l'annexe A intitulée « Les milieux humides d'intérêt », le côté riverain à un milieu humide d'un immeuble construit qui n'empiète pas sur ce milieu doit être clôturé sans ouvertures ni accès vers celui-ci. »

3. L'illustration 13 de l'annexe A intitulée « INTERDICTION DES ESPÈCES DE PLANTES ENVAHISSANTES » de ce règlement est modifiée, tel qu'il est illustré en annexe I au présent règlement.

4. Ce règlement est modifié par l'ajout à l'annexe A de l'illustration 14 intitulée « Les milieux humides d'intérêt », jointe en annexe II au présent règlement.

5. Ce règlement est modifié par l'ajout, à l'annexe A, du document 15 intitulé « Étude de caractérisation d'un milieu humide », jointe en annexe III au présent règlement.

6. L'article 1 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) est modifié par :

1° l'ajout, avant la définition de « comité », de la définition suivante :

« « aire de protection d'un milieu humide » : Une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'annexe 12 intitulée « Les milieux humides d'intérêt » ; ».

2° l'ajout, après la définition de « conseil », de la définition suivante :

« « étude de caractérisation d'un milieu humide » : Une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées à l'annexe 13 intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide » ; ».

7. L'article 3 de ce règlement est modifié par l'ajout, après le paragraphe 16°, du paragraphe suivant :

« 17º projet lié à une demande d'empiètement dans l'aire de protection d'un milieu humide identifié à l'annexe 12 intitulée « Les milieux humides d'intérêt » visant l'exercice d'un usage ou la construction ou l'agrandissement d'un bâtiment, tel qu'autorisé en vertu de l'article 207.3. du Règlement concernant le zonage (RCA 40). »

8. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 6.1.2., de l'article suivant :

6.1.3. Pour une demande d'approbation d'un P.I.I.A. relatif à une demande d'empiètement dans l'aire de protection d'un milieu humide identifié à l'annexe 12 intitulée « Les milieux humides d'intérêt » visant l'exercice d'un usage ou la construction ou l'agrandissement d'un bâtiment, tel qu'autorisé en vertu de l'article 207.3. du Règlement concernant le zonage (RCA 40), le requérant doit fournir une étude de caractérisation d'un milieu humide.

La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection d'un milieu humide résultant d'une étude de caractérisation du milieu humide prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifiée à l'annexe 12 intitulée « Les milieux humides d'intérêt ». ».

9. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 57.30., des articles suivants :

« **57.31.** Les objectifs d'un P.I.I.A. relatif à un projet d'empiétement dans l'aire de protection d'un milieu humide sont :

1º maximiser la conservation des milieux humides et de leur aire de protection;

2º valoriser les éléments d'intérêts naturels et favoriser une intégration harmonieuse de ceux-ci au projet;

3º favoriser la préservation et le rehaussement de la biodiversité;

4º préserver l'alimentation en eau des milieux humides ou favoriser son amélioration.

57.32. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « maximiser la conservation des milieux humides et de leur aire de protection » sont les suivants :

1º prévoir une implantation des constructions et des ouvrages éloignée des milieux humides et de l'aire de protection;

2º préconiser un aménagement du terrain et une implantation des constructions limitant la perte de milieux naturels et les milieux humides et minimisant les activités de déblai, remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants;

3º favoriser la conservation d'une bande de protection approximative de 10 mètres autour des milieux humides.

57.33. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « valoriser les éléments d'intérêts naturels et favoriser une intégration harmonieuse de ceux-ci au projet » sont les suivants :

1º préconiser l'aménagement de liens écologiques entre les milieux humides, ainsi qu'avec les autres milieux naturels;

2º proposer des aménagements contribuant à la mise en valeur des milieux humides et des autres milieux naturels présents.

57.34. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « favoriser la préservation et le rehaussement de la biodiversité » sont les suivants :

1º maximiser la conservation des arbres présents et des espèces végétales présentant une valeur écologique;

2º préconiser la restauration du terrain, la plantation d'espèces indigènes diversifiées et l'éradication des espèces envahissantes.

57.35. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « préserver l'alimentation en eau des milieux humides ou favoriser son amélioration » sont les suivants :

1º préserver une topographie naturelle et maintenir l'équilibre hydrique des milieux humides en limitant les activités de déblai, de remblai ou le déplacement d'humus;

2º préserver des bassins de drainage naturel par une implantation des constructions et par des aménagements qui permettent l'écoulement des eaux vers les milieux humides. »

10. Ce règlement est modifié par l'ajout de l'annexe 12 intitulée « Les milieux humides d'intérêt », jointe en annexe IV au présent règlement.

11. Ce règlement est modifié par l'ajout de l'annexe 13 intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide », jointe en annexe V au présent règlement.

12. L'article 1 du Règlement de lotissement (1528) est modifié par :

1° l'ajout, avant la définition d' « Artère », de la définition suivante :

« Aire de protection d'un milieu humide : Une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'illustration 3 jointe en annexe intitulée « Les milieux humides d'intérêt ». ».

2° l'ajout, après la définition de « Établissement », de la définition suivante :

« Étude de caractérisation d'un milieu humide : Une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées au document 4 joint en annexe intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide ». ».

13. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 5.3.1, de la section suivante :

« **5.4 Dispositions particulières applicables à un lot situé en tout ou en partie dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection**

5.4.1 Interdiction d'empiéter dans un milieu humide et son aire de protection

Dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection, identifiés à l'illustration 3 jointe en annexe intitulée « Les milieux humides d'intérêt », tout morcellement de lot est interdit, sauf :

1° un morcellement de lot nécessité par une déclaration de copropriété faite en vertu de l'article 1038 du Code civil du Québec ou par l'aliénation d'une partie de bâtiment requérant la partition du terrain sur lequel il est situé;

2° un morcellement de lot à des fins de conservation d'espaces verts ou de création de parc;

3° un morcellement de lot qui n'a pas pour effet de créer une nouvelle limite de lot à l'intérieur d'un milieu humide à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection;

4° aux fins de l'élargissement d'une voie de circulation existante;

5° aux fins de l'implantation d'un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d'un service d'aqueduc ou d'égout, ou d'une voie ferrée;

6° aux fins de l'implantation d'un grand projet routier ou d'une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal ou d'une installation d'intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d'intérêt d'agglomération projetée au Schéma;

7° aux fins de l'implantation d'une infrastructure ou d'un équipement qui a fait l'objet d'une entente avant le 21 décembre 2023;

8° aux fins d'entretien, de restauration ou de création d'un milieu humide ou d'une aire de protection.

5.4.2 Détermination d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et de l'aire de protection

La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection résultant d'une étude de caractérisation du milieu humide prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire identifiée à l'illustration 3 jointe en annexe intitulée « Les milieux humides d'intérêt ». »

14. Ce règlement est modifié par l'ajout, en annexe, de l'illustration 3 intitulée « Les milieux humides d'intérêt », jointe en annexe VI au présent règlement.

15. Ce règlement est modifié par l'ajout, en annexe, du document 4 intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide », jointe en annexe VII au présent règlement.

ANNEXE I
ILLUSTRATION 13 DE L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT CONCERNANT LE ZONAGE (RCA 40) INTITULÉE « INTERDICTION DES ESPÈCES DE PLANTES ENVAHISSANTES »

ANNEXE II
ILLUSTRATION 14 DE L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT CONCERNANT LE ZONAGE (RCA 40) INTITULÉE « LES MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT »

ANNEXE III
DOCUMENT 15 DE L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT CONCERNANT LE ZONAGE (RCA 40) INTITULÉ « ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE »

ANNEXE IV
ANNEXE 12 DU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (RCA 45) INTITULÉE « LES MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT »

ANNEXE V
ANNEXE 13 DU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (RCA 45) INTITULÉE « ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE »

ANNEXE VI
ILLUSTRATION 3 DE L'ANNEXE DU RÈGLEMENT DE LOTISSEMENT (1528) INTITULÉE « LES MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT »

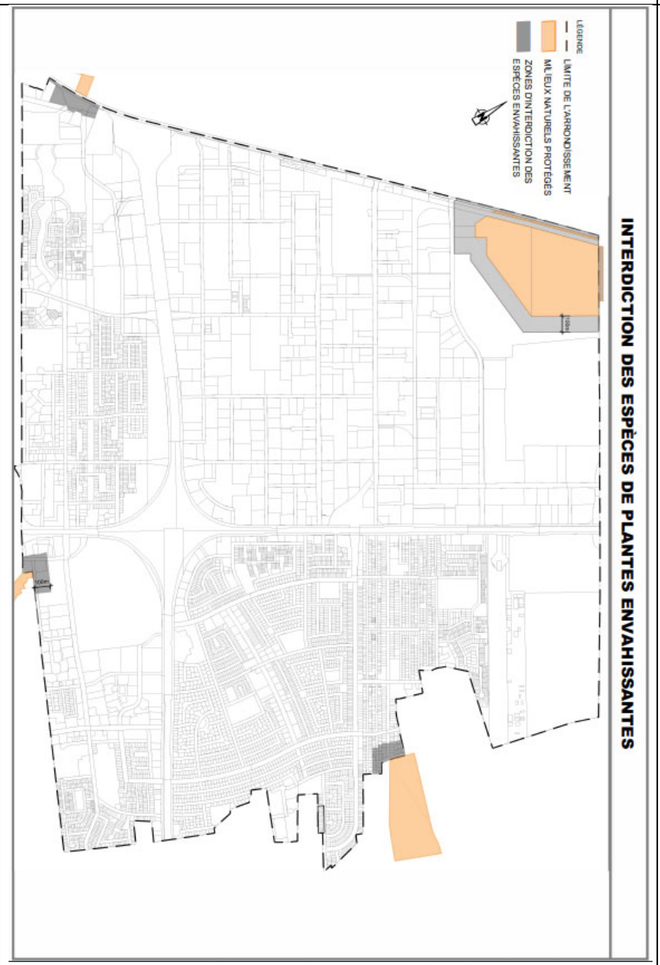
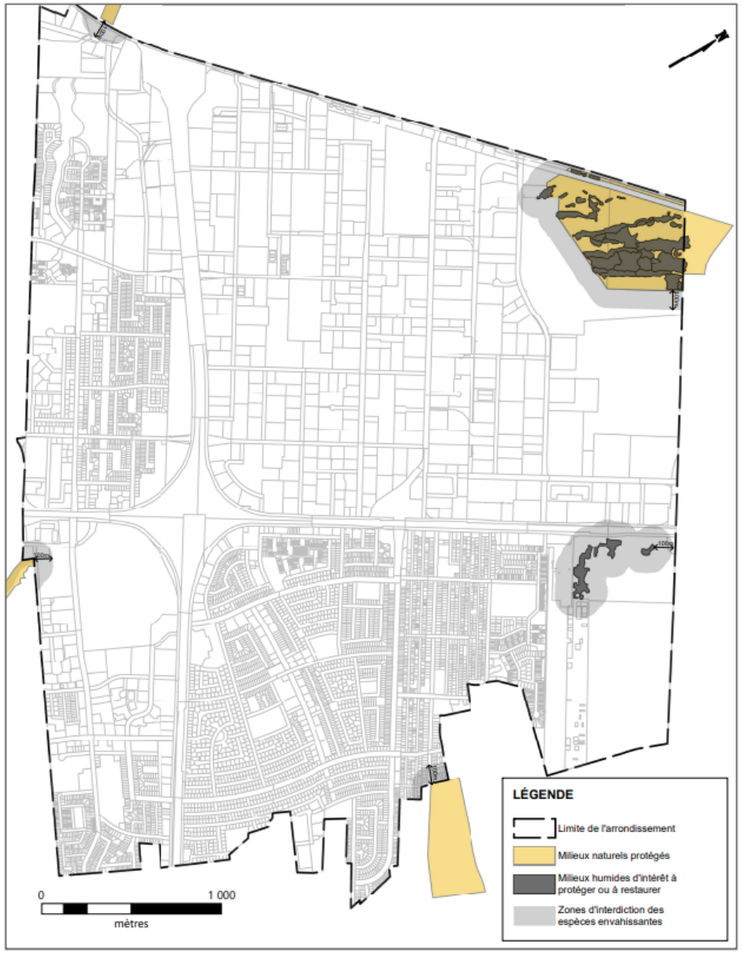
ANNEXE VII

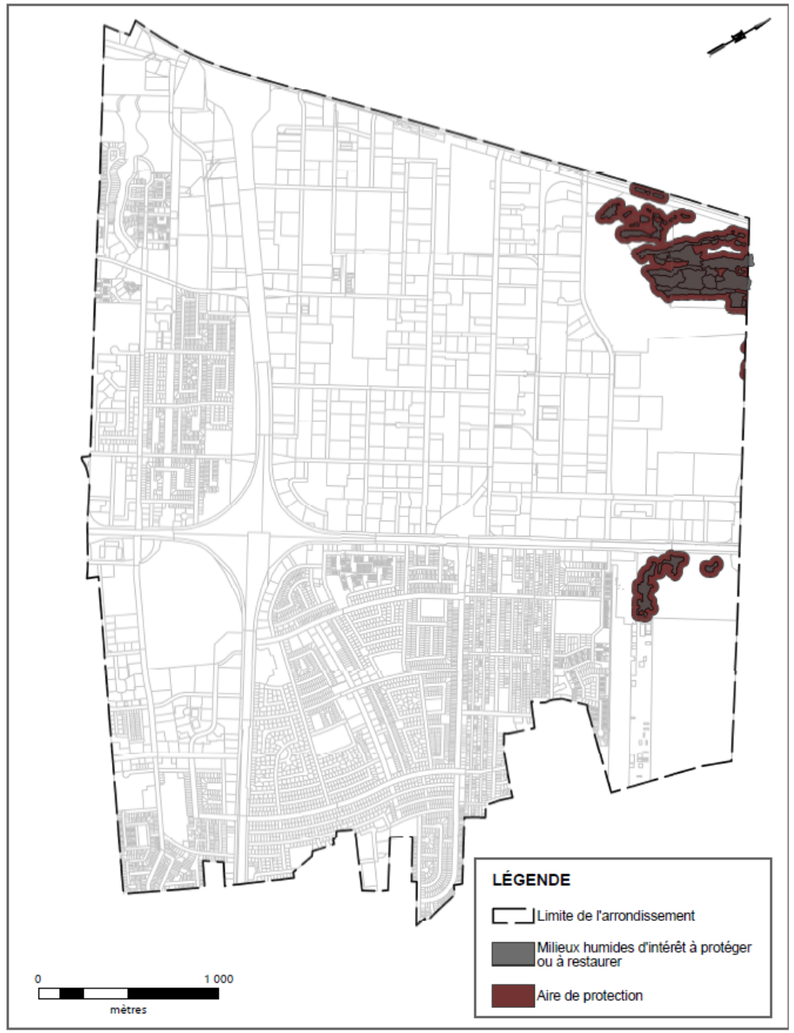
DOCUMENT 4 DE L'ANNEXE DU RÈGLEMENT DE LOTISSEMENT (1528) INTITULÉE « ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE »

GDD : 1257077007

Objet de l'amendement du RCA 40 – Milieux humides					
Chapitre	**Section**	**No. article**	**En vigueur**	**Proposé**	**Commentaires**
CHAPITRE I : APPLICATION ET INTERPRÉTATION	*SECTION II – INTERPRÉTATION*	**6**	6. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient : […] « aire de détente » : un espace libre accessible aux employés d'un établissement et aménagé à des fins de détente; « allée d'accès » : Voie aménagée entre un bateau de porte et une ou plusieurs cases de stationnement afin de permettre l'accès du véhicule aux cases de stationnement; […] « étage-terrasse (penthouse) » : Étage dont le volume est en retrait sur chacune des façades du bâtiment d'au moins sa hauteur hors-tout et dont la surface de plancher représente 50 % et moins de l'aire de l'étage au-dessous. Un étage- terrasse peut ne pas être considéré comme un étage dans le calcul du nombre d'étages et peut ne pas être considéré dans le calcul de la hauteur du bâtiment; « façade principale » : Désigne la façade du bâtiment qui fait face à la rue. Dans le cas d'un terrain d'angle, d'un terrain d'angle transversal, d'un terrain transversal, elle désigne la façade du bâtiment qui fait face à la rue pour laquelle l'adresse du bâtiment a été attribuée et où l'on retrouve son entrée principale;	6. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient : […] « aire de détente » : un espace libre accessible aux employés d'un établissement et aménagé à des fins de détente; **« aire de protection d'un milieu humide » : Une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'illustration 14 de l'annexe A intitulée « Les milieux humides d'intérêt ».** « allée d'accès » : Voie aménagée entre un bateau de porte et une ou plusieurs cases de stationnement afin de permettre l'accès du véhicule aux cases de stationnement; […] « étage-terrasse (penthouse) » : Étage dont le volume est en retrait sur chacune des façades du bâtiment d'au moins sa hauteur hors-tout et dont la surface de plancher représente 50 % et moins de l'aire de l'étage au-dessous. Un étage- terrasse peut ne pas être considéré comme un étage dans le calcul du nombre d'étages et peut ne pas être considéré dans le calcul de la hauteur du bâtiment; « **étude de caractérisation d'un milieu humide** » : **Une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées au document 15 de l'annexe A intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide »;** « façade principale » : Désigne la façade du bâtiment qui fait face à la rue. Dans le cas d'un terrain d'angle, d'un terrain d'angle transversal, d'un terrain transversal, elle désigne la façade du bâtiment qui fait face à la rue pour laquelle l'adresse du bâtiment a été attribuée et où l'on retrouve son entrée principale;	Ajout de définitions Ajout des définitions pertinentes traitées dans le RCG14-029-7 modifiant le Schéma d'Aménagement et de Développement (SAD), soit « aire de protection d'un milieu humide » (30 mètres au tour du milieu humide) et « étude de caractérisation d'un milieu humide ».
CHAPITRE X : DISPOSITIONS RELATIVES AUX ARBRES, AUX AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS, AUX RIVES, LITTORAL, TALUS ***ET MILIEUX HUMIDES***	***SECTION V DISPOSITIONS RELATIVES AUX MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT ET LEUR AIRE DE PROTECTION***	**207.1.**	S.O.	**207.1. Dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection, identifiés à l'illustration 14 de l'annexe A intitulée « Les milieux humides d'intérêt », tout usage du sol, toute construction incluant une reconstruction et un agrandissement, tout ouvrage, toute activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont interdits, sauf :** **1º aux fins de l'élargissement d'une voie de circulation existante;** **2º aux fins de l'implantation d'un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d'un service d'aqueduc ou d'égout, ou d'une voie ferrée;** **3º aux fins de l'implantation d'un grand projet routier ou d'une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma ou d'une installation d'intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d'intérêt d'agglomération projetée au Schéma;** **4º aux fins de l'implantation d'une infrastructure ou d'un équipement qui a fait l'objet d'une entente avant le 21 décembre 2023;** **5º aux fins d'entretien, de restauration ou de création d'un milieu humide ou d'une aire de protection;** **6º un usage, une construction ou un ouvrage relatif à l'observation de la nature et à l'interprétation du milieu, aux conditions suivantes :** **a) dans un milieu humide, les constructions et les ouvrages sont réalisés hors sol, sur pilotis et les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d'ancrage au sol;** **b) dans l'aire de protection, les sentiers sont d'une largeur maximale de 4 mètres et, comme pour les autres constructions ou ouvrages au sol, sont réalisés avec un revêtement perméable;** **c) dans l'aire de protection, les bâtiments sont construits sans fondation et de manière à permettre la libre circulation des eaux;** **7º une clôture ou une haie séparant une propriété ou une partie de celle-ci d'une autre propriété aux conditions suivantes :**	Interdictions liées aux milieux humides et dans leur aire de protection ainsi que les exceptions Interdiction, dans un milieu humide et dans une aire de protection, de tout usage du sol, toute construction, tout ouvrage, toute activité de déblai, remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux, avec certaines exceptions (infrastructures, entretien du milieu humide, observation de la nature, clôture, reconstruction, …), en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).

				a) la clôture ou la haie doit être située à l'extérieur du milieu humide, à moins qu'elle ne sépare la propriété ou une partie de celle-ci d'une voie de circulation ou d'un espace public; **b) la clôture doit être ajourée et permettre la libre circulation des eaux;** **c) les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d'ancrage au sol;** **8º la reconstruction ou l'agrandissement d'un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition qu'il n'y ait pas d'empiètement additionnel dans l'aire de protection et le milieu humide. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction ou l'agrandissement du bâtiment;** **9º la construction, incluant la reconstruction et l'agrandissement, d'un bâtiment accessoire à un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, aux conditions suivantes :** **a) le bâtiment ou son agrandissement doit être construit sans fondation et permettre la libre circulation des eaux;** **b) le bâtiment ou son agrandissement doit être implanté à plus de 10 mètres du milieu humide;** **10º la reconstruction d'une voie d'accès véhiculaire ou d'une aire de stationnement extérieure desservant un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition d'être constituée de matériaux perméables. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction de la voie d'accès véhiculaire ou de l'aire de stationnement extérieure.** **Malgré ce qui précède, pour un terrain situé à l'extérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifié à l'illustration 14 de l'annexe A intitulée « Les milieux humides d'intérêt », et sur démonstration que le terrain est légalement occupé et aménagé dans sa totalité, un nouvel usage du sol, un nouvel ouvrage et une nouvelle construction, incluant toute reconstruction et tout agrandissement, sont autorisés dans l'aire de protection.** **Aux fins du deuxième alinéa, une démonstration de l'occupation et de l'aménagement du terrain s'effectue par le dépôt des documents suivants :** **1° le certificat de localisation du lot sur lequel est illustrée la zone des travaux visée par la demande;** **2° le permis ou le certificat d'autorisation relatif aux travaux ayant mené à l'occupation et à l'aménagement ou, à défaut, l'indication de la date ou de la période de réalisation de ces travaux;** **3° une photographie ou tout autre document illustrant que la zone des travaux visée par la demande a été anthropisée et ne constitue pas un espace naturel.**	<u>Conditions d'autorisation de construction dans une aire de protection</u> Possibilité d'autoriser, pour un terrain situé à l'extérieur d'un milieu humide, un nouvel usage, un nouvel ouvrage et une nouvelle construction dans une aire de protection, lorsqu'il est démontré que le terrain est légalement occupé et aménagé dans sa totalité, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
		207.2.	S.O.	**207.2. Malgré l'article 207.1., pour un terrain non construit, un usage du sol, une construction, un ouvrage et une activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont autorisés à empiéter dans l'aire de protection si les conditions suivantes sont respectées :** **1° la délimitation cadastrale doit être antérieure au 21 décembre 2023;** **2° le taux d'implantation des bâtiments sur l'ensemble du terrain doit être inférieur à 25 %;** **3° les bâtiments doivent permettre la libre circulation des eaux;** **4° une voie d'accès véhiculaire et une aire de stationnement, de chargement ou de déchargement extérieures desservant un bâtiment principal doivent être constituées de matériaux perméables;** **5° les activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants doivent être limitées à ce qui est requis pour l'implantation d'un bâtiment principal, d'une voie d'accès véhiculaire et, si aucun autre espace n'est disponible ailleurs sur le terrain, d'une aire extérieure pour un usage accessoire à l'usage principal, notamment une aire de stationnement extérieure et une aire de détente.**	<u>Empiétement dans l'aire de protection d'un milieu humide</u> Possibilité d'autoriser, pour un terrain non construit, un empiétement d'un usage du sol, d'une construction, d'un ouvrage et d'une activité de déblai, remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux dans l'aire de protection, si certaines conditions sont respectées, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
		207.3.	S.O.	**207.3. Une étude de caractérisation d'un milieu humide doit accompagner toute demande de permis ou de certificat pour l'exercice d'un usage, la construction ou la transformation d'un bâtiment ou la réalisation d'un ouvrage, proposant un empiètement ou un empiètement additionnel dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection.** **Malgré le premier alinéa, une étude de caractérisation d'un milieu humide n'est pas requise dans le cas de la reconstruction d'un bâtiment ayant la même implantation.**	<u>Obligation de dépôt d'une étude de caractérisation</u> Établit la liste les constructions et ouvrages qui requièrent une étude de caractérisation, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).

		207.4.	S.O.	**207.4. La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection résultant d'une étude de caractérisation du milieu humide prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifiés à l'illustration 14 de l'annexe A intitulée « Les milieux humides d'intérêt ».**	<u>Étude de caractérisation pour la délimitation</u> Possibilité de réviser la délimitation d'un milieu humide par une étude de caractérisation, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
		207.5.	S.O.	**207.5. Dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'illustration 14 de l'annexe A intitulée « Les milieux humides d'intérêt », le côté riverain à un milieu humide d'un immeuble construit qui n'empiète pas sur ce milieu doit être clôturé sans ouvertures ni accès vers celui-ci.**	<u>Exigence de clôturer</u> Obligation, dans l'aire de protection d'un milieu humide, de clôturer le côté riverain à un milieu humide d'un immeuble construit qui n'empiète pas sur ce milieu, sans ouvertures ni accès vers celui-ci, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
Annexe A	*Illustration 13*				<u>Ajout des milieux humides</u> Ajout des milieux humides dans l'illustration liée à l'article 201.2. du RCA 40 : 201.2. Dans les territoires identifiés sur l'illustration 13 de l'annexe A intitulée « Interdiction des espèces de plantes envahissantes », l'utilisation des espèces de plantes suivantes est interdite : (…), en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).

Annexe A	*Illustration 14*		S.O.		Ajout d'une cartographie des milieux humides d'intérêt et de leurs aires de protection, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
	Document 15		*S.O.*	**ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE** **Ce document indique les exigences minimales relatives à une étude de caractérisation d'un milieu humide devant être conformément aux dispositions du Règlement concernant le zonage (RCA 40).** **Une telle étude vise à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection afin de déterminer si les constructions, usages, ouvrages, et le cas échéant, les activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ou les opérations cadastrales se situent à l'intérieur de cette délimitation. Si tel est le cas, l'étude vise notamment à connaître la composition du milieu humide et de son aire de protection.** **Les sections qui suivent précisent les exigences et les éléments de base qui doivent être respectés dans une étude de caractérisation d'un milieu humide ainsi que les informations complémentaires à fournir.** **1 - EXIGENCES** **RÉALISATION** **L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain.**	Requis pour une étude de caractérisation des milieux humides, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).

RÉFÉRENCE NORMATIVE

L'étude de caractérisation doit respecter les normes du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ou du ministère responsable de l'environnement), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante : http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm

MÉTHODOLOGIE D'INVENTAIRES

Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne).

La validité de ces inventaires est de cinq ans.

Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide.

Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection.

Pour un milieu humide de plus de 3 000 m^2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m^2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé.

2 - ÉLÉMENTS DE BASE

CONTENU OBLIGATOIRE

Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants :

I. Les données cartographiques relatives à la délimitation des :
- **A. milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés à la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt;**
- **B. cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.**

Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences.

II. Les dates des inventaires terrains;

III. La localisation cartographiée des stations d'inventaires;

V. Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP;

V. Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) et leur caractère riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé. Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé;

VI. Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides;

VII. Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) présents sur le terrain ciblé à l'étude de caractérisation;

III. Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection);

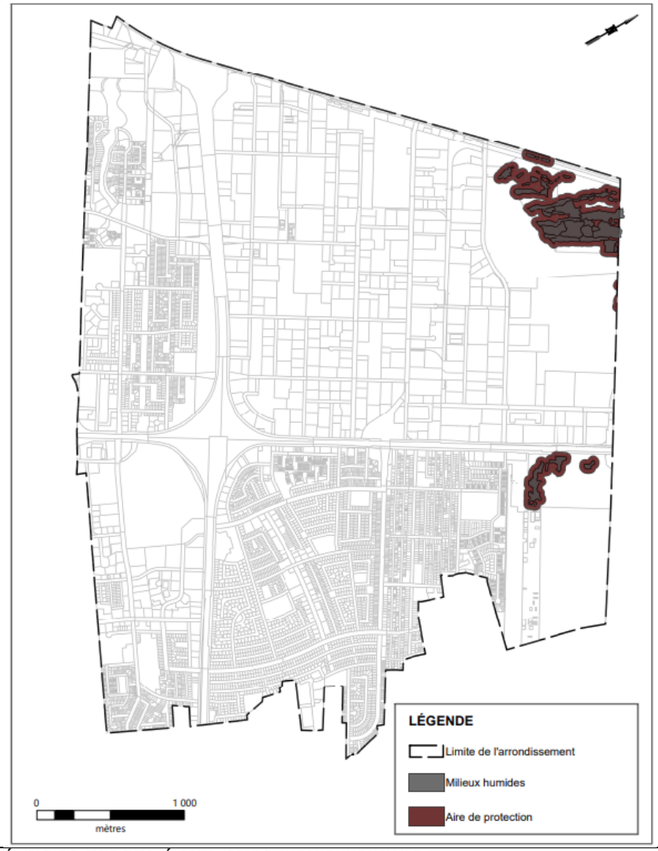
X. La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes :
- **A. Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation;**
- **B. Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide.**

X. Un plan d'implantation réalisé par un expert, présentant minimalement :
- **A. Les limites de propriété;**
- **B. Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives :**
  1. **Au milieu humide;**
  2. **À l'aire de protection;**
  3. **À la limite du littoral, si applicable;**
  4. **À la rive, si applicable;**
  5. **Aux limites des plaines inondables, si applicable.**
- **C. La localisation existante des usages, constructions et lots;**

				XI. Un plan présentant minimalement : A. La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots; B. Les limites de la zone de travaux. **CONTENU SUPPLÉMENTAIRE** **Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants :** I. Pour tous les peuplements homogènes (milieux terrestres et milieux humides) : A. Leur superficie; B. L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente); C. Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique; D. La description du type de drainage et de la pente; E. La nature du sol (hydromorphe ou non); F. L'épaisseur de tourbe, si applicable; G. Les indicateurs hydrologiques; H. La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable.; II. Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) : A. La hauteur moyenne des peuplements; B. L'âge des peuplements arborescents; C. Une description du stade successionnel (climacique); D. La structure (inéquienne ou équienne); E. Le pourcentage de recouvrement de la canopée.; III. Pour les milieux humides : A. Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides.; V. Pour les milieux hydriques : A. Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau; B. La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1); À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées.; V. Pour les cas de perte de milieu naturel : A. L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent); B. La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants. **3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR** I. Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives : A. Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé; B. Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation; C. À la localisation des stations d'inventaires. **Bibliographie** Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). *Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021*, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https:// www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf	

Objet de l'amendement du RCA 45 – Milieux humides					
Chapitre	**Section**	**No. article**	**En vigueur**	**Proposé**	**Commentaires**
CHAPITRE I : DÉFINITIONS	-	**1.**	1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient : « comité » : le Comité consultatif d'urbanisme formé conformément au règlement constituant un comité consultatif d'urbanisme (CA-3) ; « conseil » : le conseil de l'arrondissement d'Anjou « équipement mécanique » : un appareil et un conduit électrique, de plomberie, de chauffage et de conditionnement de l'air tels qu'une thermopompe, un compteur d'électricité ou de gaz, un appareil de réfrigération, un conduit de ventilation et un appareil de climatisation, à l'exception d'un appareil de climatisation individuel et amovible.	**1.** Dans le présent règlement, les mots suivants signifient : **« aire de protection d'un milieu humide » : Une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'annexe 12 intitulée « Les milieux humides d'intérêt »;** « comité » : le Comité consultatif d'urbanisme formé conformément au règlement constituant un comité consultatif d'urbanisme (CA-3) ; « conseil » : le conseil de l'arrondissement d'Anjou « **étude de caractérisation d'un milieu humide** » : **Une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées à l'annexe 13 intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide »;** « équipement mécanique » : un appareil et un conduit électrique, de plomberie, de chauffage et de conditionnement de l'air tels qu'une thermopompe, un compteur d'électricité ou de gaz, un appareil de réfrigération, un conduit de ventilation et un appareil de climatisation, à l'exception d'un appareil de climatisation individuel et amovible.	<u>Ajout de définitions</u> Ajout des définitions pertinentes traités dans le RCG14-029-7, soit « aire de protection d'un milieu humide » (30 mètres au pourtour du milieu humide) et « étude de caractérisation d'un milieu humide ».
CHAPITRE II : OBJET DU RÈGLEMENT	-	**3.**	3. Préalablement à la délivrance d'un permis de construction ou d'un certificat d'autorisation exigé en vertu du Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018) ou du Règlement sur les permis et certificats (numéro 1527), l'approbation du conseil est requise dans les cas suivants : […] S.O.	**3**. Préalablement à la délivrance d'un permis de construction ou d'un certificat d'autorisation exigé en vertu du Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018) ou du Règlement sur les permis et certificats (numéro 1527), l'approbation du conseil est requise dans les cas suivants : […] **17° projet lié à une demande d'empiètement dans l'aire de protection d'un milieu humide identifié à l'annexe 12 intitulée « Les milieux humides d'intérêt » visant l'exercice d'un usage ou la construction ou l'agrandissement d'un bâtiment, tel qu'autorisé en vertu de l'article 207.3. du Règlement concernant le zonage (RCA 40).**	<u>PIIA pour un projet d'empiétement dans un milieu humide</u> Soumettre un projet d'empiétement dans un milieu humide, autorisé en vertu de l'article 207.3. du Règlement concernant le zonage (RCA 40), à l'approbation d'un Plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.), en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
CHAPITRE III : CONTENU DE LA DEMANDE D'APPROBATION D'UN P.I.I.A.	-	**6.1.3.**	S.O.	**6.1.3. Pour une demande d'approbation d'un P.I.I.A. relatif à une demande d'empiètement dans l'aire de protection d'un milieu humide identifié à l'annexe 12 intitulée « Les milieux humides d'intérêt » visant l'exercice d'un usage ou la construction ou l'agrandissement d'un bâtiment, tel qu'autorisé en vertu de l'article 207.3. du Règlement concernant le zonage (RCA 40), le requérant doit fournir une étude de caractérisation d'un milieu humide.** **La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection d'un milieu humide résultant d'une étude de caractérisation du milieu humide prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifiée à l'annexe 12 intitulée « Les milieux humides d'intérêt ».**	<u>Exigence de dépôt d'une étude de caractérisation</u> Lors d'une demande de P.I.I.A. relative à une demande d'empiètement dans l'aire de protection d'un milieu humide, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7). <u>Étude de caractérisation pour la délimitation</u> Possibilité de réviser la délimitation d'un milieu humide par une étude de caractérisation, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
CHAPITRE XXV : OBJECTIFS ET CRITÈRES D'ÉVALUATION D'UN P.I.I.A. RELATIF À UN PROJET D'EMPIÉTEMENT DANS L'AIRE DE	**SECTION I : OBJECTIFS**	**57.31.**	S.O.	**57.31. Les objectifs d'un P.I.I.A. relatif à un projet d'empiétement dans l'aire de protection d'un milieu humide sont :** **1º maximiser la conservation des milieux humides et de leur aire de protection;** **2º valoriser les éléments d'intérêts naturels et favoriser une intégration harmonieuse de ceux-ci au projet;** **3º favoriser la préservation et le rehaussement de la biodiversité;** **4º préserver l'alimentation en eau des milieux humides ou favoriser son amélioration.**	Établir les objectifs d'un P.I.I.A. relatif à un projet d'empiétement dans l'aire de protection d'un milieu humide, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).

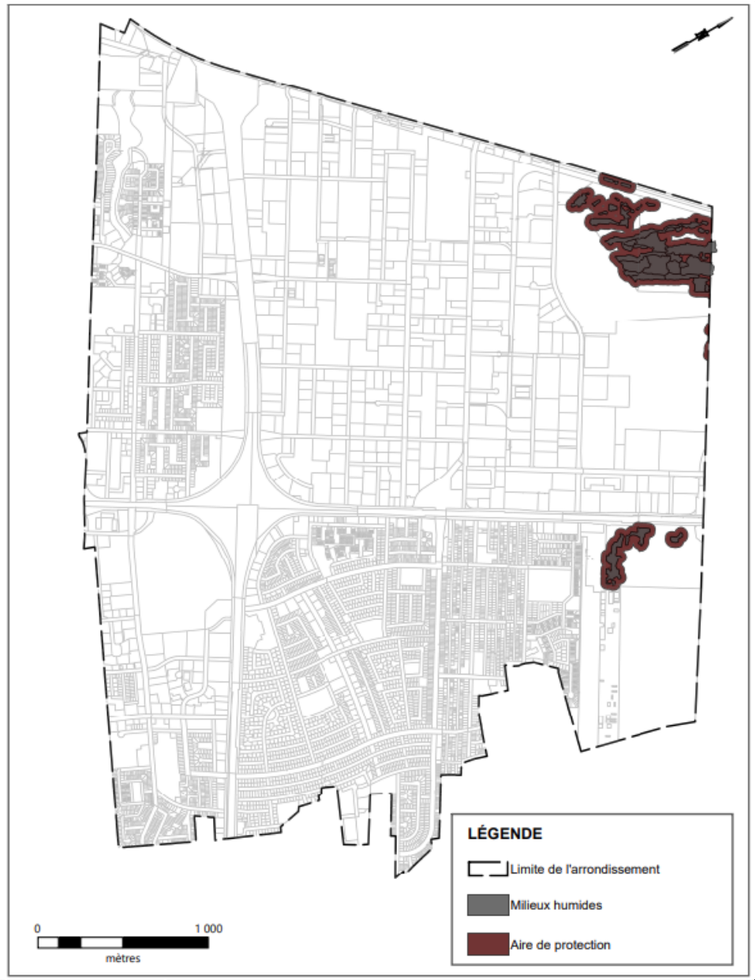
PROTECTION D'UN MILIEU HUMIDE	**SECTION II : CRITÈRES D'ÉVALUATION**	**57.32.**	S.O.	**57.32. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « maximiser la conservation des milieux humides et de leur aire de protection » sont les suivants :** **1º prévoir une implantation des constructions et des ouvrages éloignée des milieux humides et de l'aire de protection;** **2º préconiser un aménagement du terrain et une implantation des constructions limitant la perte de milieux naturels et les milieux humides et minimisant les activités de déblai, remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants;** **3º favoriser la conservation d'une bande de protection approximative de 10 mètres autour des milieux humides.**	Établir les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « maximiser la conservation des milieux humides et de leur aire de protection », en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
		57.33.	S.O.	**57.33. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « valoriser les éléments d'intérêts naturels et favoriser une intégration harmonieuse de ceux-ci au projet » sont les suivants :** **1º préconiser l'aménagement de liens écologiques entre les milieux humides, ainsi qu'avec les autres milieux naturels;** **2º proposer des aménagements contribuant à la mise en valeur des milieux humides et des autres milieux naturels présents.**	Établir les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « valoriser les éléments d'intérêts naturels et favoriser une intégration harmonieuse de ceux-ci au projet », en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
		57.34.	S.O.	**57.34. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « favoriser la préservation et le rehaussement de la biodiversité » sont les suivants :** **1º maximiser la conservation des arbres présents et des espèces végétales présentant une valeur écologique;** **2º préconiser la restauration du terrain, la plantation d'espèces indigènes diversifiées et l'éradication des espèces envahissantes.**	Établir les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « favoriser la préservation et le rehaussement de la biodiversité », en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
		57.35.	S.O.	**57.35. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « préserver l'alimentation en eau des milieux humides ou favoriser son amélioration » sont les suivants :** **1º préserver une topographie naturelle et maintenir l'équilibre hydrique des milieux humides en limitant les activités de déblai, de remblai ou le déplacement d'humus;** **2º préserver des bassins de drainage naturel par une implantation des constructions et par des aménagements qui permettent l'écoulement des eaux vers les milieux humides.**	Établir les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « préserver l'alimentation en eau des milieux humides ou favoriser son amélioration », en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).

ANNEXES	**Annexe 12**		S.O.		Ajout d'une cartographie des milieux humides et de leurs aires de protection, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
	Annexe 13		S.O.	**ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE** **Ce document indique les exigences minimales relatives à une étude de caractérisation d'un milieu humide devant être déposée conformément aux dispositions du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45).** **Une telle étude vise à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection afin de déterminer si les constructions, usages, ouvrages, et le cas échéant, les activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ou les opérations cadastrales se situent à l'intérieur de cette délimitation. Si tel est le cas, l'étude vise notamment à connaître la composition du milieu humide et de son aire de protection.** **Les sections qui suivent précisent les exigences et les éléments de base qui doivent être respectés dans une étude de caractérisation d'un milieu humide ainsi que les informations complémentaires à fournir.** **1 - EXIGENCES** **RÉALISATION** **L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain.** **RÉFÉRENCE NORMATIVE** **L'étude de caractérisation doit respecter les normes ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ou du ministère responsable de l'environnement), contenues au document Identification et délimitation**	Requis pour une étude de caractérisation des milieux humides, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).

				des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante : http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm **MÉTHODOLOGIE D'INVENTAIRES** **Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne).** **La validité de ces inventaires est de cinq ans.** **Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide.** **Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection.** **Pour un milieu humide de plus de 3 000 m^2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m^2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé.** **2 - ÉLÉMENTS DE BASE** **CONTENU OBLIGATOIRE** **Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants :** **II. Les données cartographiques relatives à la délimitation des :** **A. milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés à la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt;** **B. cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.** **Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences.** **III. Les dates des inventaires terrains;** **V. La localisation cartographiée des stations d'inventaires;** **V. Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP;** **VI. Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) et leur caractère riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé. Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé;** **VII. Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides;** **III. Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) présents sur le terrain ciblé à l'étude de caractérisation;** **X. Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection);** **X. La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes :** **A. Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation;** **B. Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide;** **XI. Un plan d'implantation réalisé par un expert, présentant minimalement :** **A. Les limites de propriété;** **B. Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives :** **1. Au milieu humide;** **2. À l'aire de protection;** **3. À la limite du littoral, si applicable;**	

				4. À la rive, si applicable; 5. Aux limites des plaines inondables, si applicable; C. La localisation existante des usages, constructions et lots; XXII. Un plan présentant minimalement : A. La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots; B. Les limites de la zone de travaux. **CONTENU SUPPLÉMENTAIRE** Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants : VI. Pour tous les peuplements homogènes (milieux terrestres et milieux humides) : A. Leur superficie; B. L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente); C. Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique; D. La description du type de drainage et de la pente; E. La nature du sol (hydromorphe ou non); F. L'épaisseur de tourbe, si applicable; G. Les indicateurs hydrologiques; H. La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable; VII. Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) : A. La hauteur moyenne des peuplements; B. L'âge des peuplements arborescents; C. Une description du stade successionnel (climacique); D. La structure (inéquienne ou équienne); E. Le pourcentage de recouvrement de la canopée; III. Pour les milieux humides : A. Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides; X. Pour les milieux hydriques : A. Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau; B. La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1); À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées; X. Pour les cas de perte de milieu naturel : A. L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent); B. La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants. **3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR** II. Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives : A. Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé; B. Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation; C. À la localisation des stations d'inventaires. **Bibliographie** Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). *Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021*, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https:// www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf	

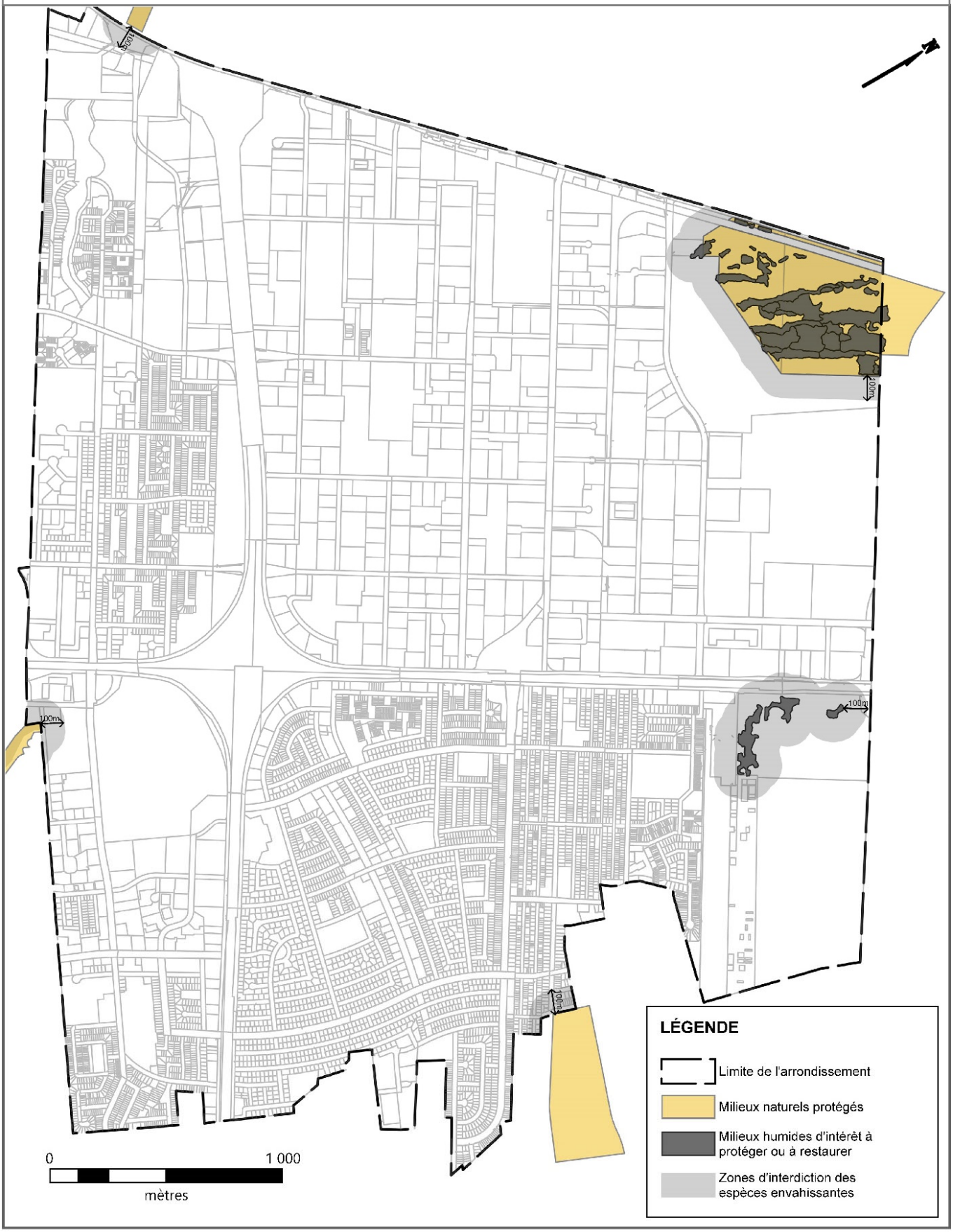
Objet de l'amendement du Règlement 1528 – Milieux humides				
Chapitre	**No. article**	**En vigueur**	**Proposé**	**Commentaires**
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES	**2.2 Définitions**	Artère : Voie de circulation, d'une emprise de plus de vingt-cinq mètres (25 m), destinée à un fort débit de circulation de tous genres de véhicules. […] Établissement : Lieu qui sert à l'exploitation d'une activité économique. Il peut se retrouver dans un ou plusieurs bâtiments ou dans une partie d'un bâtiment. Façade principale de bâtiment : Façade d'un bâtiment où se trouve son principal accès.	**Aire de protection d'un milieu humide : Une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'illustration 3 jointe en annexe intitulée « Les milieux humides d'intérêt ».** Artère : Voie de circulation, d'une emprise de plus de vingt-cinq mètres (25 m), destinée à un fort débit de circulation de tous genres de véhicules. […] Établissement : Lieu qui sert à l'exploitation d'une activité économique. Il peut se retrouver dans un ou plusieurs bâtiments ou dans une partie d'un bâtiment. É**tude de caractérisation d'un milieu humide** : **Une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées au document 4 joint en annexe intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide ».** Façade principale de bâtiment : Façade d'un bâtiment où se trouve son principal accès.	Ajout de définitions Ajout des définitions pertinentes traitées dans le RCG14-029-7, soit « aire de protection d'un milieu humide » (30 mètres au tour du milieu humide) et « étude de caractérisation d'un milieu humide ».
CHAPITRE 5 : TERRAINS ET ÎLOTS	**5.4.1**	S.O.	**5.4 Dispositions particulières applicables à un lot situé en tout ou en partie dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection** **5.4.1 Interdiction d'empiéter dans un milieu humide et son aire de protection** **Dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection, identifiés à l'illustration 3 jointe en annexe intitulée « Les milieux humides d'intérêt », tout morcellement de lot est interdit, sauf :** **1° un morcellement de lot nécessité par une déclaration de copropriété faite en vertu de l'article 1038 du Code civil du Québec ou par l'aliénation d'une partie de bâtiment requérant la partition du terrain sur lequel il est situé;** **2° un morcellement de lot à des fins de conservation d'espaces verts ou de création de parc;** **3° un morcellement de lot qui n'a pas pour effet de créer une nouvelle limite de lot à l'intérieur d'un milieu humide à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection;** **4° aux fins de l'élargissement d'une voie de circulation existante;** **5° aux fins de l'implantation d'un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d'un service d'aqueduc ou d'égout, ou d'une voie ferrée;** **6° aux fins de l'implantation d'un grand projet routier ou d'une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal ou d'une installation d'intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d'intérêt d'agglomération projetée au Schéma;** **7° aux fins de l'implantation d'une infrastructure ou d'un équipement qui a fait l'objet d'une entente avant le 21 décembre 2023;** **8° aux fins d'entretien, de restauration ou de création d'un milieu humide ou d'une aire de protection.**	Interdiction de morcellement Dans un milieu humide et dans une aire de protection, interdiction de tout morcellement de lot avec certaines exceptions (infrastructure, parc, copropriété, sans limite dans le milieu humide et l'aire de protection…), en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
	5.4.2	S.O.	**5.4.2 Détermination d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et de l'aire de protection** **La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection résultant d'une étude de caractérisation du milieu humide prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire identifiée à l'illustration 3 jointe en annexe intitulée « Les milieux humides d'intérêt ».**	Étude de caractérisation pour la délimitation Possibilité de réviser la délimitation d'un milieu humide par une étude de caractérisation, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).

ANNEXES	**Illustration 3**	S.O.		Ajout d'une cartographie des milieux humides et de leurs aires de protection, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
	Document 4	S.O.	**ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE** **Ce document indique les exigences minimales relatives à une étude de caractérisation d'un milieu humide devant être conformément aux dispositions du Règlement de lotissement (1528).** **Une telle étude vise à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection afin de déterminer si les constructions, usages, ouvrages, et le cas échéant, les activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ou les opérations cadastrales se situent à l'intérieur de cette délimitation. Si tel est le cas, l'étude vise notamment à connaître la composition du milieu humide et de son aire de protection.** **Les sections qui suivent précisent les exigences et les éléments de base qui doivent être respectées dans une étude de caractérisation d'un milieu humide ainsi que les informations complémentaires à fournir.** **1 - EXIGENCES** **RÉALISATION** **L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain.**	Requis pour une étude de caractérisation des milieux humides, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).

			RÉFÉRENCE NORMATIVE **L'étude de caractérisation doit respecter les normes du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ou le ministère responsable de l'environnement) (ci-après : le « MELCCFP »), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante : http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm** **MÉTHODOLOGIE D'INVENTAIRES** **Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne).** **La validité de ces inventaires est de cinq ans.** **Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide.** **Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection.** **Pour un milieu humide de plus de 3 000 m², des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m² de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé.** **2 - ÉLÉMENTS DE BASE** **CONTENU OBLIGATOIRE** **Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants :** **III. Les données cartographiques relatives à la délimitation des :** **A. milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés à la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt;** **B. cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.** **Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences.** **V. Les dates des inventaires terrains;** **V. La localisation cartographiée des stations d'inventaires;** **VI. Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP;** **VII. Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) et leur caractère riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé. Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé;** **III. Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides;** **X. Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) présents sur le terrain ciblé à l'étude de caractérisation;** **X. Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection);** **XI. La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes :** **A. Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation;** **B. Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide;** **II. Un plan d'implantation réalisé par un expert, présentant minimalement :** **A. Les limites de propriété;** **B. Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives :**	

			1. Au milieu humide; 2. À l'aire de protection; 3. À la limite du littoral, si applicable; 4. À la rive, si applicable; 5. Aux limites des plaines inondables, si applicable; C. La localisation existante des usages, constructions et lots; XXXIII. Un plan présentant minimalement : A. La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots; B. Les limites de la zone de travaux. **CONTENU SUPPLÉMENTAIRE** Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants : XI. Pour tous les peuplements homogènes (milieux terrestres et milieux humides) : A. Leur superficie; B. L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente); C. Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique; D. La description du type de drainage et de la pente; E. La nature du sol (hydromorphe ou non); F. L'épaisseur de tourbe, si applicable; G. Les indicateurs hydrologiques; H. La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable; XII. Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) : A. La hauteur moyenne des peuplements; B. L'âge des peuplements arborescents; C. Une description du stade successionnel (climacique); D. La structure (inéquienne ou équienne); E. Le pourcentage de recouvrement de la canopée; III. Pour les milieux humides : A. Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides; V. Pour les milieux hydriques : A. Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau; B. La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1); À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées; V. Pour les cas de perte de milieu naturel : A. L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent); B. La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants. **3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR** III. Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives : A. Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé; B. Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation; C. À la localisation des stations d'inventaires. **Bibliographie** Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). *Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021*, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https:// www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf	

INTERDICTION DES ESPÈCES DE PLANTES ENVAHISSANTES



ANNEXE A

ILLUSTRATION 13

RÈGLEMENT NUMÉRO RCA 40

RÈGLEMENT DE ZONAGE DE L' ARRONDISSEMENT D'ANJOU

LES MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT



ANNEXE A

ILLUSTRATION 14

RÈGLEMENT NUMÉRO RCA 40

RÈGLEMENT DE ZONAGE
DE L' ARRONDISSEMENT D'ANJOU

ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE

Ce document indique les exigences minimales relatives à une étude de caractérisation d'un milieu humide devant être conformément aux dispositions du Règlement concernant le zonage (RCA 40).

Une telle étude vise à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection afin de déterminer si les constructions, usages, ouvrages, et le cas échéant, les activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ou les opérations cadastrales se situent à l'intérieur de cette délimitation. Si tel est le cas, l'étude vise notamment à connaître la composition du milieu humide et de son aire de protection.

Les sections qui suivent précisent les exigences et les éléments de base qui doivent être respectées dans une étude de caractérisation d'un milieu humide ainsi que les informations complémentaires à fournir.

1 - EXIGENCES

RÉALISATION

L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain.

RÉFÉRENCE NORMATIVE

L'étude de caractérisation doit respecter les normes du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ou du ministère responsable de l'environnement) (ci-après : le « MELCCFP »), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante : http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm

MÉTHODOLOGIE D'INVENTAIRES

Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne).

La validité de ces inventaires est de cinq ans.

Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide.

Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection.

Pour un milieu humide de plus de 3 000 m^2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m^2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé.

2 - ÉLÉMENTS DE BASE

CONTENU OBLIGATOIRE

Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants :

I. Les données cartographiques relatives à la délimitation des :
   A. milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés à la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt;
   B. cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

   Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences.

II. Les dates des inventaires terrains;

III. La localisation cartographiée des stations d'inventaires;

IV. Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP;

V. Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) et leur caractère riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé. Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé;

VI. Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides;

VII. Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) présents sur le terrain ciblé à l'étude de caractérisation;

VIII. Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection);

IX. La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes :
   A. Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation;
   B. Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide;

X. Un plan d'implantation réalisé par un expert, présentant minimalement :
   A. Les limites de propriété;
   B. Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives :
      1. Au milieu humide;
      2. À l'aire de protection;
      3. À la limite du littoral, si applicable;
      4. À la rive, si applicable;
      5. Aux limites des plaines inondables, si applicable;
   C. La localisation existante des usages, constructions et lots;

XI. Un plan présentant minimalement :
   A. La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots;
   B. Les limites de la zone de travaux.

CONTENU SUPPLÉMENTAIRE

Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants :

I. Pour tous les peuplements homogènes (milieux terrestres et milieux humides) :
   A. Leur superficie;
   B. L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente);
   C. Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique;
   D. La description du type de drainage et de la pente;
   E. La nature du sol (hydromorphe ou non);
   F. L'épaisseur de tourbe, si applicable;
   G. Les indicateurs hydrologiques;
   H. La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable;

II. Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) :
   A. La hauteur moyenne des peuplements;
   B. L'âge des peuplements arborescents;
   C. Une description du stade successionnel (climacique);

D. La structure (inéquienne ou équienne);
E. Le pourcentage de recouvrement de la canopée;

III. Pour les milieux humides :
A. Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides;

IV. Pour les milieux hydriques :
A. Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau;
B. La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1);
À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées;

V. Pour les cas de perte de milieu naturel :
A. L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent);
B. La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants.

3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR

I. Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives :
A. Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé;
B. Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation;
C. À la localisation des stations d'inventaires.

Bibliographie

Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). *Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021*, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf.



Anjou Montréal Direction de l'aménagement urbain et des servies aux entreprises	RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (RCA 45)	**2025**
	MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT	**RÈGLEMENT NUMÉRO RCA XXX**
		Annexe 12

ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE

Ce document indique les exigences minimales relatives à une étude de caractérisation d'un milieu humide devant être déposée conformément aux dispositions du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45).

Une telle étude vise à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection afin de déterminer si les constructions, usages, ouvrages, et le cas échéant, les activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ou les opérations cadastrales se situent à l'intérieur de cette délimitation. Si tel est le cas, l'étude vise notamment à connaître la composition du milieu humide et de son aire de protection.

Les sections qui suivent précisent les exigences et les éléments de base qui doivent être respectées dans une étude de caractérisation d'un milieu humide ainsi que les informations complémentaires à fournir.

1 - EXIGENCES

RÉALISATION

L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain.

RÉFÉRENCE NORMATIVE

L'étude de caractérisation doit respecter les normes ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ou du ministère responsable de l'environnement) (ci-après : le « MELCCFP »), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante :
http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm

MÉTHODOLOGIE D'INVENTAIRES

Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne).

La validité de ces inventaires est de cinq ans.

Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la

superficie totale du milieu humide.

Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection.
Pour un milieu humide de plus de 3 000 m^2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m^2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé.

2 - ÉLÉMENTS DE BASE

CONTENU OBLIGATOIRE

Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants :

I. Les données cartographiques relatives à la délimitation des :
   A. milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés à la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt;
   B. cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

   Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences.
II. Les dates des inventaires terrains;
III. La localisation cartographiée des stations d'inventaires;
IV. Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque

formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP;

V. Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) et leur caractère riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé. Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé;

VI. Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides;

VII. Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée,

éléments anthropiques, etc.) présents sur le terrain ciblé à l'étude de caractérisation;

VIII. Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection);

IX. La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes :

A. Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation;
B. Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide;

X. Un plan d'implantation réalisé par un expert, présentant minimalement :

A. Les limites de propriété;
B. Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives :
   1. Au milieu humide;
   2. À l'aire de protection;
   3. À la limite du littoral, si applicable;
   4. À la rive, si applicable;
   5. Aux limites des plaines inondables, si applicable;
C. La localisation existante des usages, constructions et lots;

XI. Un plan présentant minimalement :

A. La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots;

B. Les limites de la zone de travaux.

CONTENU SUPPLÉMENTAIRE

Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants :

I. Pour tous les peuplements homogènes (milieux terrestres et milieux humides) :
   A. Leur superficie;
   B. L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente);
   C. Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique;
   D. La description du type de drainage et de la pente;
   E. La nature du sol (hydromorphe ou non);
   F. L'épaisseur de tourbe, si applicable;
   G. Les indicateurs hydrologiques;
   H. La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable;

II. Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) :
   A. La hauteur moyenne des peuplements;
   B. L'âge des peuplements arborescents;
   C. Une description du stade successionnel (climacique);
   D. La structure (inéquienne ou équienne);
   E. Le pourcentage de recouvrement de la canopée;

III. Pour les milieux humides :
   A. Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides;

IV. Pour les milieux hydriques :
   A. Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau;
   B. La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1);
   À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées;

V. Pour les cas de perte de milieu naturel :

A. L’emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent);
B. La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d’humus ou de végétaux indigènes non envahissants.

3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR

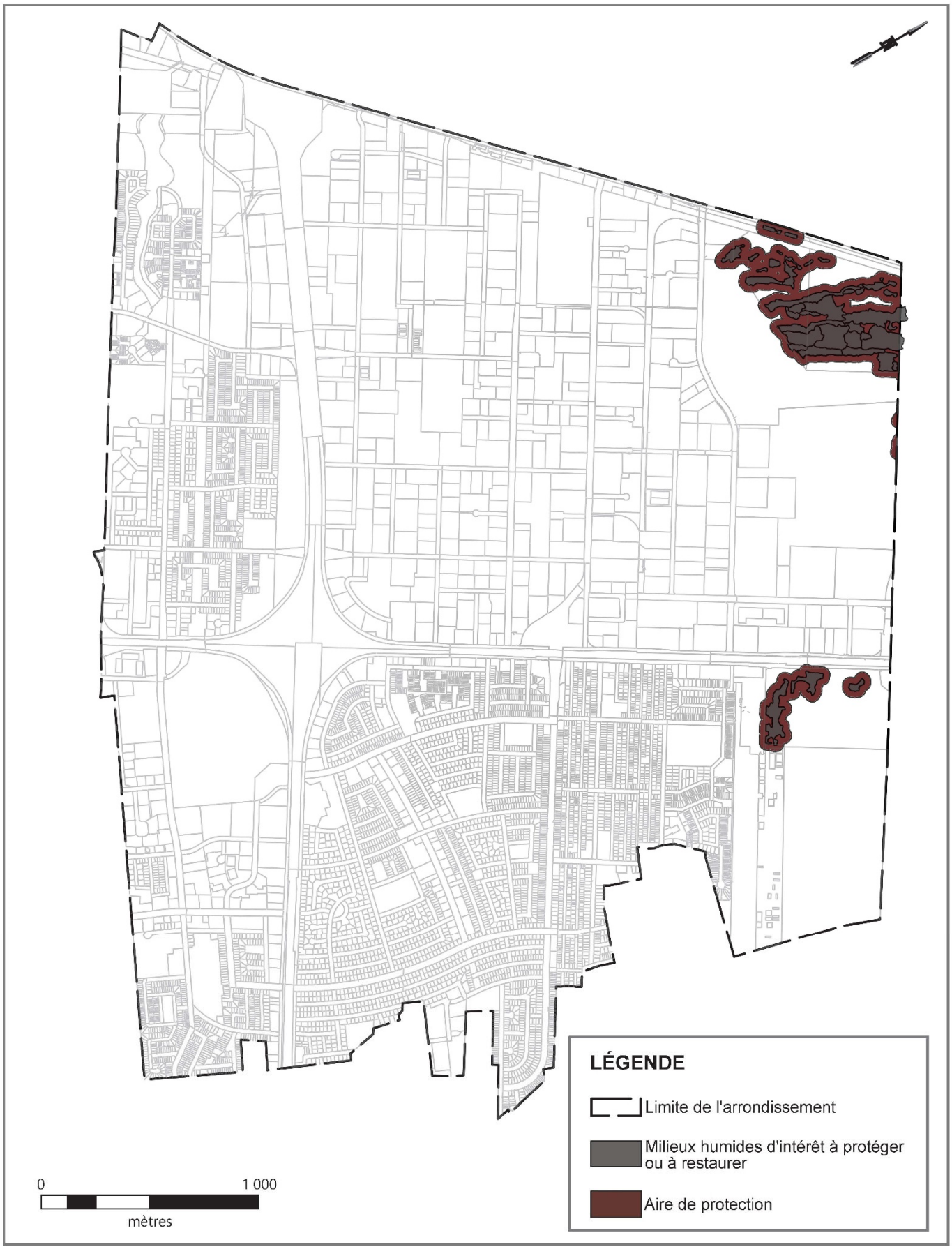
I. Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives :
   A. Aux limites d’un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d’au moins 30 mètres de part et d’autre du terrain visé;
   B. Aux limites de l’aire de protection d’un milieu humide visé par l’étude de caractérisation;
   C. À la localisation des stations d’inventaires.

Bibliographie

Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). *Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021*, Québec, Ministère de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf.

Illustration 3

LES MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT



ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE

Ce document indique les exigences minimales relatives à une étude de caractérisation d'un milieu humide devant être conformément aux dispositions du Règlement de lotissement (1528).

Une telle étude vise à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection afin de déterminer si les constructions, usages, ouvrages, et le cas échéant, les activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ou les opérations cadastrales se situent à l'intérieur de cette délimitation. Si tel est le cas, l'étude vise notamment à connaître la composition du milieu humide et de son aire de protection.

Les sections qui suivent précisent les exigences et les éléments de base qui doivent être respectées dans une étude de caractérisation d'un milieu humide ainsi que les informations complémentaires à fournir.

1 - EXIGENCES

RÉALISATION

L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain.

RÉFÉRENCE NORMATIVE

L'étude de caractérisation doit respecter les normes ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ou du ministère responsable de l'environnement) (ci-après : le « MELCCFP »), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante : http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm

MÉTHODOLOGIE D'INVENTAIRES

Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne).

La validité de ces inventaires est de cinq ans.

Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide.

Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection.

ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE

Pour un milieu humide de plus de 3 000 m^2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m^2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé.

2 - ÉLÉMENTS DE BASE

CONTENU OBLIGATOIRE

Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants :

I. Les données cartographiques relatives à la délimitation des :
   A. milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés à la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt;
   B. cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

   Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences.

II. Les dates des inventaires terrains;

III. La localisation cartographiée des stations d'inventaires;

IV. Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP;

V. Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) et leur caractère riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé. Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé;

VI. Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides;

VII. Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) présents sur le terrain ciblé à l'étude de caractérisation;

VIII. Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection);

IX. La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes :
   A. Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation;
   B. Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide;

X. Un plan d'implantation réalisé par un expert, présentant minimalement :

A. Les limites de propriété;
B. Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives :
    1. Au milieu humide;
    2. À l'aire de protection;
    3. À la limite du littoral, si applicable;
    4. À la rive, si applicable;
    5. Aux limites des plaines inondables, si applicable;
C. La localisation existante des usages, constructions et lots;

XI. Un plan présentant minimalement :
A. La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots;
B. Les limites de la zone de travaux.

CONTENU SUPPLÉMENTAIRE

Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants :

I. Pour tous les peuplements homogènes (milieux terrestres et milieux humides) :
A. Leur superficie;
B. L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente);
C. Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique;
D. La description du type de drainage et de la pente;
E. La nature du sol (hydromorphe ou non);
F. L'épaisseur de tourbe, si applicable;
G. Les indicateurs hydrologiques;
H. La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable;

II. Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) :
A. La hauteur moyenne des peuplements;
B. L'âge des peuplements arborescents;
C. Une description du stade successionnel (climacique);
D. La structure (inéquienne ou équienne);
E. Le pourcentage de recouvrement de la canopée;

III. Pour les milieux humides :
A. Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides;

IV. Pour les milieux hydriques :
A. Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau;

B. La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1);
À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées;

V. Pour les cas de perte de milieu naturel :
   A. L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent);
   B. La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants.

3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR

I. Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives :
   A. Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé;
   B. Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation;
   C. À la localisation des stations d'inventaires.

Bibliographie

Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). *Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021*, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1257077007
Unité administrative responsable : Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement d'Anjou
Projet : Adopter le règlement RCA-XX intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) et le Règlement de lotissement (1528) », afin d'assurer la concordance au règlement 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal (RCG 14-029)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** #2 : Le présent règlement propose des dispositions permettant de protéger les milieux humides d'intérêt contribuant ainsi à préserver le patrimoine naturel de l'arrondissement.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Outlook

Délégation de pouvoir - Réjean Boisvert, directeur DAUSE - 16 mai au 1er juin 2025

De Nancy BOUCHARD <nancy.bouchard2@montreal.ca>
de la part de
Rejean BOISVERT <rejean.boisvert@montreal.ca>

Date Ven 2025-05-16 12:05

À 79 DYN Anjou <79_anjou@montreal.ca>

Cc Luis MIRANDA <luis.miranda@montreal.ca>; Anne CHAMANDY <anne.chamandy@montreal.ca>; Andree HENAULT <andree.henault@montreal.ca>; Kristine MARSOLAIS <kristine.marsolais@montreal.ca>; Marie-Josee DUBE <mariejosee.dube@montreal.ca>; Richard LEBLANC <richard.leblanc@montreal.ca>

Mesdames,

Messieurs,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), je désigne monsieur Amar Ikhlef, directeur des travaux publics pour me remplacer dans mes fonctions de directeur de l'aménagement urbain et services aux entreprises et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions le 16 mai 2025 et madame Marie-Christine Chartrand, chef de division urbanisme à la DAUSE, du 17 mai au 1er juin 2025.

Et j'ai signé,

Réjean Boisvert
Directeur
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Tél.: 514 493-5179

7171, rue Bombardier
Anjou (Québec) H1J 2E9

abonnez-vous à notre infolettre
Site Web Instagram Facebook Ville de Montréal - arrondissement Anjou

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Avis de motion: CA25 12114

Donner avis de motion et déposer le projet de règlement RCA 181-2 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin d'ajouter et modifier des tarifs concernant le pickleball ainsi que le tennis extérieur libre

La conseillère Kristine Marsolais donne un avis de motion de l'inscription pour l'adoption à une séance subséquente du conseil d'arrondissement du règlement RCA 181-2 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin d'ajouter et modifier des tarifs concernant le pickleball ainsi que le tennis extérieur libre, et dépose le projet de règlement.

40.07 1257169002

Nataliya HOROKHOVSKA
_____
Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025

Dossier # : 1257169002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement RCA 181-2 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin d'ajouter et modifier des tarifs concernant le pickleball ainsi que le tennis extérieur libre

Première séance:
Donner un avis de motion et déposer le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin d'ajouter et modifier des tarifs concernant le pickleball ainsi que le tennis extérieur libre

Le/ la conseiller ère, _____, donne un avis de motion de l'inscription pour l'adoption à une séance subséquente du conseil d'arrondissement du règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin d'ajouter et modifier des tarifs concernant le pickleball ainsi que le tennis extérieur libre, et dépose le projet de règlement.

Deuxième séance:

ATTENDU QU'un avis de motion CA_____ du règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin d'ajouter et modifier des tarifs concernant le pickleball ainsi que le tennis extérieur libre, a été donné par le/la conseiller ère _____ à la séance du _____ suivi du dépôt;

ATTENDU QU'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

ATTENDU QUE l'objet, le coût et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Recommandation:

D'adopter le règlement RCA 181-2 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs

de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181)», afin d'ajouter et modifier des tarifs concernant le pickleball ainsi que le tennis extérieur libre.

Signé par Anne CHAMANDY **Le** 2025-05-23 09:26

Signataire : Anne CHAMANDY

_____

directeur(-trice) - arrondissement (ii)
Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1257169002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement RCA 181-2 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin d'ajouter et modifier des tarifs concernant le pickleball ainsi que le tennis extérieur libre

CONTENU

CONTEXTE

Le présent projet de règlement vise à ajouter au « Règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 » (RCA 181) des tarifs pour le pickleball, une nouvelle activité sportive offerte par l'arrondissement, et de modifier des tarifs pour le tennis extérieur libre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 12251 - Adopter, avec changement, le règlement RCA 181 intitulé « Règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 » (1247203006)
CA25 12092 - Adopter le règlement RCA 181-1 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin d'y inclure un pourvoir d'ordonnance (1257203004)
CA25 12096 - Adopter le règlement RCA 183 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45), le Règlement sur les permis et certificats (1527) et le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin de permettre les bâtiments temporaires de classes modulaires pour les établissements d'enseignement durant une période ne devant pas excéder 60 mois (1257077006)

DESCRIPTION

Le présent règlement vise à remplacer l'article 8, par. 2 par le paragraphe suivant:

«	tennis extérieur libre et pickleball :	
2°	a) activation d'une nouvelle carte d'accès pour la saison :	10 $
	b) réactivation d'une carte d'accès pour une année subséquente	5 $
	c) remplacement d'une carte d'accès perdue ou annulée	10 $
		»

JUSTIFICATION

Il est nécessaire d'ajouter des tarifs pour le pickleball, une nouvelle activité sportive offerte par l'arrondissement, et de modifier les tarifs pour le tennis extérieur libre.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

avis public d'entrée en vigueur

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et dépôt : juin 2025

- Adoption: juillet 2025
- Entrée en vigueur: juillet 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au mieux de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Philippe EMOND, Anjou
Isabelle GIRARD, Anjou
Alexis OUELLETTE, Anjou

Lecture :

Isabelle GIRARD, 20 mai 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nataliya HOROKHOVSKA
Secrétaire d'arrondissement par intérim

Tél : 514-493-8005
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-20

Lucie HUARD
chef(fe) de division - ressources financieres et materielles (arrondissement)

Tél : 514-493-8061
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257169002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens et du greffe , Division du greffe
Objet :	Adopter le règlement RCA 181-2 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin d'ajouter et modifier des tarifs concernant le pickleball ainsi que le tennis extérieur libre




RCA 181-2_pickleball.docxdélégation_Jennifer Poirier.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nataliya HOROKHOVSKA
Secrétaire d'arrondissement par intérim

Tél : 514-493-8005
Télécop. :

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT D'ANJOU
RCA 181-2

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES TARIFS DE L'ARRONDISSEMENT D'ANJOU - EXERCICE FINANCIER 2025 (RCA 181)

Vu les articles 244.1 à 244.10 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, c. F−2.1);

Vu l'article 145 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C 11.4);

À la séance du 8 juillet 2025, le conseil d'arrondissement d'Anjou décrète :

1. L'article 8, par. 2 du règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - exercice financier 2025 est remplacé par le paragraphe suivant:

«

2° tennis extérieur libre et pickleball :

a)	activation d'une nouvelle carte d'accès pour la saison :	10 $
b)	réactivation d'une carte d'accès pour une année subséquente	5 $
c)	remplacement d'une carte d'accès perdue ou annulée	10 $

»

GDD 1257169002

Ce règlement est entré en vigueur le jour de publication de l'avis public d'entrée en vigueur sur le site internet de l'arrondissement d'Anjou, soit le XX 2025.

Outlook

Délégation de pouvoirs - Jennifer Poirier, directrice des services administratifs, des relations avec les citoyens et du greffe

À partir de Nathalie ROBITAILLE <nathalie.robitaille@montreal.ca>
de la part de
Jennifer POIRIER <jennifer.poirier@montreal.ca>
Date Jeu 15/05/2025 09:09
À 79 DYN Anjou <79_anjou@montreal.ca>

Mesdames,
Messieurs,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (R.L.R.Q., c. C-11.4), je désigne madame Lucie Huard, chef de division - ressources financières, matérielles et informationnelles, pour me remplacer dans mes fonctions de directrice des services administratifs, des relations avec les citoyens et du greffe et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions du 16 au 21 mai 2025 et madame Nataliya Horokhovska, secrétaire d'arrondissement, du 22 au 25 mai 2025.

Et j'ai signé,

Jennifer Poirier, OMA
Directrice

Direction des services administratifs, des relations avec les citoyens et du greffe
Arrondissement d'Anjou
Tél.: 514-493-8047

7701, boulevard Louis-H.-La Fontaine
Anjou (Québec) H1K 4B9

abonnez-vous à notre infolettre

Site Web Instagram Facebook Ville de Montréal - arrondissement Anjou

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Anjou
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Résolution: CA25 12115

Adopter le premier projet de règlement RCA 40-57 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin de modifier certaines dispositions relatives aux matériaux de revêtement extérieurs

CONSIDÉRANT l'évolution des types et de la qualité des matériaux de revêtements extérieurs;

CONSIDÉRANT les nombreux projets de plus de quatre étages dans le secteur des Galeries d'Anjou;

CONSIDÉRANT le besoin de simplifier et d'uniformiser la terminologie liée aux matériaux de revêtements extérieur;

Il est proposé par Andrée Hénault

appuyé par Richard L Leblanc

et unanimement résolu :

D'adopter le premier projet de règlement RCA 40-57 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin de modifier certaines dispositions relatives aux matériaux de revêtement extérieurs.

Ce projet de règlement n'est pas susceptible d'approbation référendaire.

ADOPTÉE

40.08 1258770005

Nataliya HOROKHOVSKA
_____
Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.08

2025/06/03
19:00

Dossier # : 1258770005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement RCA 40-57 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin de modifier certaines dispositions relatives aux matériaux de revêtement extérieurs

Considérant l'évolution des types et de la qualité des matériaux de revêtements extérieurs;
Considérant les nombreux projets de plus de quatre étages dans le secteur des Galeries d'Anjou;

Considérant le besoin de simplifier et d'uniformiser la terminologie liée aux matériaux de revêtements extérieur;

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter le règlement RCA 40 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage RCA 40 », afin de modifier certaines dispositions relatives aux matériaux de revêtement extérieurs.

Signé par Anne CHAMANDY **Le** 2025-05-22 11:22

Signataire : Anne CHAMANDY

_____

directeur(-trice) - arrondissement (ii)
Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258770005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement RCA 40-57 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin de modifier certaines dispositions relatives aux matériaux de revêtement extérieurs

CONTENU

CONTEXTE

Dans les dernières années, de nombreux projets de transformation et de construction ont amené la direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises à se pencher sur le chapitre relatif aux matériaux de revêtement extérieur. Cette réflexion tient compte de l'évolution du marché des revêtements extérieurs et des matériaux proposés dans les projets de plus de quatre étages, de plus en plus nombreux dans le quadrant sud-ouest de l'arrondissement (pôle Anjou). Il a été conclu que des modifications étaient requises afin de faciliter l'application réglementaire et d'uniformiser la réglementation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

La modification vise les articles suivants du Règlement concernant le zonage (RCA 40) :

- article 6 : ajouter les définitions de « maçonnerie » et de « revêtement métallique »;
- article 96.1 : modifier la référence à l'article 222 pour l'article 221;
- article 175 : ajuster le texte et ajouter un alinéa afin de ne plus considérer le verre et un mur rideau en verre dans le calcul du nombre de matériau autorisé;
- article 176 : ajuster le texte, abroger le paragraphe 11º afin d'autoriser les panneaux de béton lisse, abroger le paragraphe 12º afin d'autoriser le bois dans les zones « C », « I » et « R » et sur les bâtiments de 3 étages et plus dans les zones « H » et « P », retirer la mention « et de parement de fibre bois dans les zones « C » et « I » » au paragraphe 13º et ajouter cette mention au paragraphe 13.1º, préciser que l'acier non galvanisé est prohibé au paragraphe 14º et ajouter le paragraphe 16º relatif à l'utilisation du verre ou du mirroir ayant un taux de réflexion supérieur à 20% dans une proportion supérieure à 5% d'une façade;
- article 179 : modifier le premier alinéa en remplaçant « mur » par « façade », « pierre » et « brique » par « maçonnerie », en supprimant « verre », « mur rideau de verre », « agrégat », « enduit acrylique » et la mention d'exclusion du mur de fondation et ajouter le deuxième alinéa indiquant les éléments qui sont exclus du calcul de l'aire totale, soit les fondations de béton, les pignons, les ouvertures et les portes de

garage;
- article 180 : modifier le premier alinéa en remplaçant « mur » par « façade », « pierre » et « brique » par « maçonnerie », en supprimant « verre », « mur rideau de verre », « agrégat », « enduit acrylique », « bois de cèdre », la mention « Canexel » et la mention d'exclusion du mur de fondation et ajouter le deuxième alinéa indiquant les éléments qui sont exclus du calcul de l'aire totale, soit les fondations de béton, les pignons, les ouvertures et les portes de garage;
- article 181 : modifier le premier alinéa en remplaçant « pierre naturelle », « brique » et « bloc de béton architectural » par « maçonnerie », en supprimant « verre », « mur rideau de verre », en supprimant la précision relative aux panneaux de béton qui doivent être d'une apparence inégale comportant des saillies, du relief, des nervures, des agrégats ou de l'enduit acrylique et la mention d'exclusion du mur de fondation et ajouter le deuxième alinéa indiquant les éléments qui sont exclus du calcul de l'aire totale, soit les fondations de béton, les pignons, les ouvertures et les portes de garage;
- article 182 : remplacer « acier » par « métallique », abroger « de vinyle » et créer un deuxième alinéa pour préciser que le vinyle peut être remplacé que par un revêtement métallique, de fibrociment ou de fibre de bois;
- article 184 : abroger les paragraphes 1º, 2º et 4º et remplacer par le paragraphe 1.1º « maçonnerie », abroger le paragraphe 3º, modifier le paragraphe 5º en supprimant les mots « d'une apparence inégale comportant des saillies, du relief, des nervures, des agrégats ».

JUSTIFICATION

Considérant l'évolution des types et de la qualité des matériaux de revêtement extérieurs;
Considérant le besoin de simplifier et d'uniformiser la terminologie liée aux matériaux de revêtements extérieur;
Considérant les nombreux projets de plus de quatre étages à venir sur le territoire, dont le secteur des Galeries d'Anjou.

La Direction de l'aménagement et des services aux entreprises (DAUSE) recommande l'adoption de ce Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), afin de modifier certaines dispositions relatives aux matériaux de revêtement extérieurs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit d'une modification réglementaire de nature administrative visant les matériaux de revêtement extérieur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public et consultation publique tel que prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, chapitre A-19.1.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et adoption du premier projet de règlement par le conseil d'arrondissement;

- Publication d'un avis public relatif à la tenue d'une consultation publique;
- Tenue de l'assemblée de consultation publique;
- Adoption finale du règlement, avec ou sans modifications, par le conseil d'arrondissement;
- Entrée en vigueur à la date de l'émission du certificat de conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications, les signataires attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu PERREAULT
Conseiller en aménagement

Tél : 514-493-5110
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-11

Marie-Christine CHARTRAND
Chef de division urbanisme permis et inspections (arr.)

Tél : 514-493-5151
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marie-Christine CHARTRAND
Chef de division urbanisme permis et inspections (arr.)
Tél : 514-493-5151
Approuvé le : 2025-05-21

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1258770005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , -
Objet :	Adopter le règlement RCA 40-57 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin de modifier certaines dispositions relatives aux matériaux de revêtement extérieurs

1258770005 Projet reglement_final.docx

1258770005_Tableau modif.pdf

Grille Montréal 2030.pdf

Délégation.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu PERREAULT
Conseiller en aménagement

Tél : 514-493-5110
Télécop. :

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT D'ANJOU
RCA 40-57

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LE ZONAGE (RCA 40)

Vu l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et l'article 155 de l'annexe C de cette Charte;

À la séance du _____ 2025, le conseil de l'arrondissement d'Anjou décrète :

1. L'article 6 du Règlement concernant le zonage (RCA 40) est modifié par :

1° l'ajout, après la définition de « lot », de la définition suivante :

« « maçonnerie » : matériau de revêtement extérieur qui comprend de la brique, de la pierre, de la pierre naturelle et du bloc de béton architectural et qui a une épaisseur minimale de 80 mm; »;

2° l'ajout, après la définition de « résidence pour personnes âgées », de la définition suivante :

« revêtement métallique » : matériau de revêtement extérieur qui comprend des panneaux de métal, d'acier, d'aluminium ou composite d'acier ou d'aluminium ; ».

2. L'article 96.1 de ce règlement est modifié par le remplacement, aux paragraphes 2º et 3º, des chiffres, « 222 » par « 221 ».

3. L'article 175 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du mot « mur » par le mot « façade »;

2° l'ajout de l'alinéa suivant :

« Pour l'application du premier alinéa, le verre et un mur rideau en verre ne sont pas comptabilisés dans le nombre de revêtements autorisés. ».

4. L'article 176 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au premier alinéa, du mot « murs » par « façades »;

2° l'abrogation des paragraphes 11º et 12º;

3° la suppression, au paragraphe 13º, des mots « et le parement de fibre de bois dans les zones «C » et « I » »;

4° l'ajout, après le paragraphe 13º, du paragraphe suivant :

« 13.1º le parement de fibre de bois dans les zones « C » et « I » »

5° l'ajout, au paragraphe 14º, après les mots « l'acier », du mot « non »;

6° la suppression, au paragraphe 15º, des mots « du mur »;

7° l'ajout du paragraphe 16º qui se lit comme suit :

« 16º le verre, le miroir et tout autre matériau ayant un taux de réflexion de la lumière du jour extérieure supérieur à 20%, sur plus de 5% de la surface d'une façade incluant les ouvertures. ».

5. Les articles 179, 180, 181 et 182 de ce règlement sont modifiés et se lisent comme suit :

« 179. Pour les bâtiments de 3 étages et moins, un minimum de 60 % de l'aire totale de la façade avant doit être recouverte avec de la maçonnerie.

Pour l'application du présent article, les fondations de béton, les pignons, les ouvertures et les portes de garage sont exclus du calcul de l'aire totale.

180. Pour les bâtiments de 3 étages et moins, un minimum de 50 % de l'aire totale de chaque façade, latérale et arrière, doit être recouvert avec l'un ou l'autre des matériaux de revêtement extérieur suivants : maçonnerie, bois traité contre les intempéries par de la peinture, vernis, huile ou tout autre produit équivalent, parement de fibre de bois ou parement de fibrociment.

Pour l'application du présent article, les fondations de béton, les pignons, les ouvertures et les portes de garage sont exclus du calcul de l'aire totale.

181. Pour les bâtiments de 4 étages et plus, un minimum de 70 % de l'aire totale de chaque façade doit être recouvert par l'un ou l'autre des matériaux de revêtement extérieur suivants : maçonnerie, panneaux de béton et béton coulé sur place.

Pour l'application du présent article, les fondations de béton, les pignons, les ouvertures et les portes de garage sont exclus du calcul de l'aire totale.

182. Pour un bâtiment ayant un parement d'aluminium ou de bois dérogatoire, protégé par droit acquis, il est permis de remplacer ce parement par un revêtement de même type ou par un revêtement métallique, de fibrociment ou de fibre de bois.

Pour un bâtiment ayant un parement de vinyle, protégé par droit acquis, il est permis de remplacer ce parement par un revêtement métallique, de fibrociment ou de fibre de bois. ».

6. L'article 184 de ce règlement est modifié par :

1° l'abrogation des paragraphes 1º, 2º, 3º et 4º;

2° la suppression, au paragraphe 5º, des mots « d'une apparence inégale comportant des saillies, du relief, des nervures, des agrégats »;

3° l'ajout, après le paragraphe 1º, du paragraphe 1.1º, qui se lit comme suit :

« 1.1º maçonnerie; ».

GDD : 1248770005

Objet de l'amendement RCA 40 – Modification matériaux					
Chapitre	**Section**	**No. article**	**En vigueur**	**Proposé**	**Commentaires**
CHAPITRE I : APPLICATION ET INTERPRÉTATION	SECTION II - INTERPRÉTATION	6	Inexistant	**« maçonnerie » : matériau de revêtement extérieur qui comprend de la brique, de la pierre, de la pierre naturelle et du bloc de béton architectural et qui a une épaisseur minimale de 80mm.** **« revêtement métallique » : matériau de revêtement extérieur qui comprend des panneaux d'acier, d'aluminium ou composite d'acier ou d'aluminium.**	*Les définitions de maçonnerie et de revêtement métallique sont ajoutées pour tenir compte des modifications aux articles du chapitre sur les revêtements extérieurs et pour simplifier l'application réglementaire.*
CHAPITRE V : DISPOSITIONS RELATIVES AUX OCCUPATIONS, CONSTRUCTIONS, SAILLIES ET ÉQUIPEMENTS AUTORISÉS DANS LES COURS	SECTION III – NORMES APPLICABLES AUX OCCUPATIONS, CONSTRUCTIONS, SAILLIES ET ÉQUIPEMENTS AUTORISÉS DANS LES COURS AVANT, LATÉRALES ET ARRIÈRE POUR LES FAMILLES « COMMERCE », « INDUSTRIE », « ÉQUIPEMENT COLLECTIF ET INSTITUTIONNEL » ET « RÉCRÉATIF »	96.1	96.1. Un contenant destiné aux collectes est autorisé dans les cours latérales et arrière aux conditions suivantes : 1° il doit être muni d'un dispositif de fermeture ; 2° dans une zone C, il doit être dissimulé par un écran opaque construit avec un matériau autorisé au paragraphe 1° de l'article 222 ou par les mêmes matériaux que ceux utilisés sur le bâtiment. Un aménagement paysager doit être implanté autour de l'écran ; 3º dans une zone I ou R, il doit être dissimulé par un écran opaque construit avec un matériau autorisé au paragraphe 1° de l'article 222 ou par les mêmes matériaux utilisés sur le bâtiment lorsqu'il est visible de la voie publique ; 4º un écran servant à dissimuler un contenant destiné aux collectes doit être maintenu en bon état.	96.1. Un contenant destiné aux collectes est autorisé dans les cours latérales et arrière aux conditions suivantes : 1° il doit être muni d'un dispositif de fermeture ; 2° dans une zone C, il doit être dissimulé par un écran opaque construit avec un matériau autorisé au paragraphe 1° de l'article **221** ~~**222**~~ ou par les mêmes matériaux que ceux utilisés sur le bâtiment. Un aménagement paysager doit être implanté autour de l'écran ; 3º dans une zone I ou R, il doit être dissimulé par un écran opaque construit avec un matériau autorisé au paragraphe 1° de l'article **221** ~~**222**~~ ou par les mêmes matériaux utilisés sur le bâtiment lorsqu'il est visible de la voie publique ; 4º un écran servant à dissimuler un contenant destiné aux collectes doit être maintenu en bon état.	*Une erreur sur l'article visé a été constaté. L'article 222 précise les matériaux qui sont prohibés alors que c'est l'article 221 qui liste l'ensemble des matériaux autorisés.*
CHAPITRE IX : DISPOSITIONS RELATIVES À L'APPARENCE EXTÉRIEURE DES BÂTIMENTS	SECTION I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES POUR TOUTES LES ZONES	175	175. Chaque mur d'un bâtiment ne peut être recouvert par plus de 3 matériaux de revêtements extérieurs différents. Le nombre de matériaux de revêtements extérieurs ne peut excéder 5 pour l'ensemble du bâtiment.	175. Chaque **façade** ~~**mur**~~ d'un bâtiment ne peut être recouvert par plus de 3 matériaux de revêtements extérieurs différents. Le nombre de matériaux de revêtements extérieurs ne peut excéder 5 pour l'ensemble du bâtiment. **Pour l'application du premier alinéa, le verre et un mur rideau en verre ne sont pas comptabilisés dans le nombre de revêtements autorisés.**	*Le mot mur est remplacé par façade pour ajuster la terminologie et assurer que l'interprétation de l'article s'applique à l'ensemble des murs qui peuvent composer une façade.* *Le deuxième alinéa est ajouté afin de prendre en considération les tendances architecturales où l'utilisation du verre et de murs rideau est de plus en plus présente. De plus, le verre est un matériau versatile qui peut s'intégrer facilement par sa transparence et sa réflectivité.*

		176	176. Sur les murs d'un bâtiment, les matériaux de revêtement extérieurs prohibés sont les suivants : 1° les bardeaux de fente; 2° les bardeaux, à l'exception de ceux des toits mansardés, les feuilles ou les panneaux d'amiante-ciment; 3° le contreplaqué, les panneaux de copeaux, les panneaux de fibres durs; 4° les bardeaux d'asphalte; 5° le papier goudronné ou minéralisé ou les papiers similaires; 6° le papier imitant ou tendant à imiter la pierre, la brique ou autres matériaux naturels, en paquets, en rouleaux ou en panneau ainsi que les papiers similaires; 7° le polyéthylène, les toiles ou autres matériaux semblables; 8° les matériaux ou produits servant d'isolants; 9° les peintures imitant ou tendant à imiter les matériaux naturels; 10° les blocs de béton sans finition, non architecturaux; 11° les panneaux de béton et le béton coulé sur place, d'une apparence lisse ne comportant ni saillie, ni relief, ni nervure; 12° le bois dans les zones « C », « I », et « R » et sur les bâtiments de plus de 3 étages dans les zones « H » et « P »; 13° le parement de vinyle et le parement de fibre de bois dans les zones « C » et « I »; 14° l'acier galvanisé; 15° de la peinture ou de la teinture opaque, appliquée sur de la maçonnerie ou du béton. Seuls les murs de fondation, murets, balcons et escaliers de béton peuvent être peints en blanc, gris, ou de la même couleur et dans les mêmes tons qu'un des revêtements extérieurs du mur de la façade principale du bâtiment.	176. Sur les **façades** ~~**murs**~~ d'un bâtiment, les matériaux de revêtement extérieurs prohibés sont les suivants : 1° les bardeaux de fente; 2° les bardeaux, à l'exception de ceux des toits mansardés, les feuilles ou les panneaux d'amiante-ciment; 3° le contreplaqué, les panneaux de copeaux, les panneaux de fibres durs; 4° les bardeaux d'asphalte; 5° le papier goudronné ou minéralisé ou les papiers similaires; 6° le papier imitant ou tendant à imiter la pierre, la brique ou autres matériaux naturels, en paquets, en rouleaux ou en panneau ainsi que les papiers similaires; 7° le polyéthylène, les toiles ou autres matériaux semblables; 8° les matériaux ou produits servant d'isolants; 9° les peintures imitant ou tendant à imiter les matériaux naturels; 10° les blocs de béton sans finition, non architecturaux; 11° **abrogé** ~~**les panneaux de béton et le béton coulé sur place, d'une apparence lisse ne comportant ni saillie, ni relief, ni nervure**~~; 12° **abrogé** ~~**le bois dans les zones « C », « I », et « R » et sur les bâtiments de plus de 3 étages dans les zones « H » et « P »**~~; 13° le parement de vinyle ~~**et le parement de fibre de bois dans les zones « C » et « I »**~~; **13.1° le parement de fibre de bois dans les zones « C » et « I »;** 14° l'acier **non** galvanisé; 15° de la peinture ou de la teinture opaque, appliquée sur de la maçonnerie ou du béton. Seuls les murs de fondation, murets, balcons et escaliers de béton peuvent être peints en blanc, gris, ou de la même couleur et dans les mêmes tons qu'un des revêtements extérieurs ~~**du mur**~~ de la façade principale du bâtiment; **16° le verre, le miroir et tout autre matériau ayant un taux de réflexion de la lumière du jour extérieure supérieur à 20 %, sur plus de 5 % de la surface d'une façade incluant les ouvertures.**	*Le remplacement du mot murs par façade est effectué afin d'harmoniser le langage de l'article aux termes utilisés dans le règlement et pour lesquels des définitions sont inscrites à l'article 6.* *Les paragraphes 11 et 12 sont abrogés car les matériaux qui y sont inscrits sont des matériaux qui ont évolués dans les dernières années et qui sont utilisés plus fréquemment (panneaux de béton) ou qui sont beaucoup plus résistant (bois).* *Le parement de vinyle est un matériau peu résilient et très toxique lorsqu'il est brûlé. À cette fin, il est prohibé dans toutes les zones. Et afin de permettre l'utilisation du parement de fibre de bois dans les zones autres que « C » et « I », le paragraphe 13.1° est ajouté.* *L'acier galvanisé est un matériau conçu pour être un revêtement extérieur. L'article est ajusté pour que ce soit l'acier non galvanisé qui soit prohibé.* *Le mot mur est retiré car il est suivi de la mention façade, ce qui est répétitif.* *Le paragraphe 16° est ajouté afin de tenir compte de l'arrivé de bâtiments de grande hauteur dans le pôle Anjou et des impacts que du verre ayant un taux de réflexion supérieur à 20% peut avoir sur son environnement. De plus, cette norme est présente dans de nombreux arrondissements de la Ville.*
	SECTION II – MATÉRIAUX DE REVÊTEMENT EXTÉRIEUR	179	179. Pour les bâtiments de 3 étages et moins, un minimum de 60 % de l'aire totale du mur avant, à l'exception du mur de fondation, doit être recouvert avec l'un ou l'autre des matériaux de revêtement extérieur autorisés suivants : pierre, brique, verre, mur rideau en verre, agrégat et enduit acrylique.	179. Pour les bâtiments de 3 étages et moins, un minimum de 60 % de l'aire totale **de la façade** ~~**du mur**~~ avant, ~~**à l'exception du mur de fondation,**~~ doit être recouvert avec **de la maçonnerie**. ~~**l'un ou l'autre des matériaux de revêtement extérieur autorisés suivants : pierre, brique, verre, mur rideau en verre, agrégat et enduit acrylique.**~~ **Pour l'application du présent article, les fondations de béton, les pignons, les ouvertures et les portes de garage sont exclus du calcul de l'aire totale.**	*Le remplacement du mot murs par façade est effectué afin d'harmoniser le langage de l'article aux termes utilisés dans le règlement et pour lesquels des définitions sont inscrites à l'article 6.* *La mention de la fondation est retirée dans le premier alinéa car elle reprise au deuxième alinéa.* *Les revêtements d'agrégat et d'enduit acrylique sont retirés car ces revêtements ne sont pas résilients et peuvent causer des dommages à l'ossature de bois des habitations.* *Le deuxième alinéa est ajouté afin de faciliter l'interprétation lors de l'analyse des demandes de permis.*

	AUTORISÉS POUR LES BÂTIMENTS COMPRENANT UN USAGE DE LA FAMILLE « HABITATION »	180	180. Pour les bâtiments de 3 étages et moins, un minimum de 50 % de l'aire totale de chaque mur latéral et arrière, à l'exception du mur de fondation, doit être recouvert avec l'un ou l'autre des matériaux de revêtement extérieur autorisés suivants : pierre, brique, verre, mur rideau en verre, agrégat, enduit acrylique, bois de cèdre, bois traité contre les intempéries par de la peinture, vernis, huile ou tout autre produit équivalent, parement de fibre de bois de type « Canexel » ou équivalent, parement de fibrociment.	180. Pour les bâtiments de 3 étages et moins, un minimum de 50 % de l'aire totale de chaque **façade ~~mur~~** latérale et arrière, **~~à l'exception du mur de fondation,~~** doit être recouverte avec l'un ou l'autre des matériaux de revêtement extérieur **~~autorisés~~** suivants : **maçonnerie, ~~pierre, brique, verre, mur rideau en verre, agrégat, enduit acrylique, bois de cèdre,~~** bois traité contre les intempéries par de la peinture, vernis, huile ou tout autre produit équivalent, parement de fibre de bois **~~de type « Canexel » ou équivalent~~**, parement de fibrociment. **Pour l'application du présent article, les fondations de béton, les pignons, les ouvertures et les portes de garage sont exclus du calcul de l'aire totale.**	*Le remplacement du mot murs par façade est effectué afin d'harmoniser le langage de l'article aux termes utilisés dans le règlement et pour lesquels des définitions sont inscrites à l'article 6.* *La mention de la fondation est retirée dans le premier alinéa car elle reprise au deuxième alinéa.* *Les revêtements d'agrégat et d'enduit acrylique sont retirés car ces revêtements ne sont pas résilients et peuvent causer des dommages à l'ossature de bois des habitations.* *La mention Canexel est retirée car il s'agit d'une marque de commerce et non d'un type de matériau.* *Le deuxième alinéa est ajouté afin de faciliter l'interprétation lors de l'analyse des demandes de permis.*
		181	181. Pour les bâtiments de 4 étages et plus, un minimum de 70 % de l'aire totale de chaque mur, à l'exception du mur de fondation, doit être recouvert par l'un ou l'autre des matériaux de revêtement extérieur suivants : pierre naturelle, brique, verre, mur rideau en verre, bloc de béton architectural, panneaux de béton et béton coulé sur place d'une apparence inégale comportant des saillies, du relief, des nervures, des agrégats, de l'enduit acrylique.	181. Pour les bâtiments de 4 étages et plus, un minimum de 70 % de l'aire totale de chaque **façade ~~mur~~**, **~~à l'exception du mur de fondation~~**, doit être recouvert par l'un ou l'autre des matériaux de revêtement extérieur suivants : **~~pierre naturelle, brique, verre, mur rideau en verre, bloc de béton architectural~~ maçonnerie,** panneaux de béton et béton coulé sur place **~~d'une apparence inégale comportant des saillies, du relief, des nervures~~**, **~~des agrégats, de l'enduit acrylique~~**. **Pour l'application du présent article, les fondations de béton, les pignons, les ouvertures et les portes de garage sont exclus du calcul de l'aire totale.**	*Le remplacement du mot murs par façade est effectué afin d'harmoniser le langage de l'article aux termes utilisés dans le règlement et pour lesquels des définitions sont inscrites à l'article 6.* *La mention de la fondation est retirée dans le premier alinéa car elle reprise au deuxième alinéa.* *Les revêtements d'agrégat et d'enduit acrylique sont retirés car ces revêtements ne sont pas résilients et peuvent causer des dommages à l'ossature de bois des habitations.* *Le verre est retiré pour que les ouvertures ne soient pas comptabilisées dans le calcul.* *Le deuxième alinéa est ajouté afin de faciliter l'interprétation lors de l'analyse des demandes de permis.*
		182	182. Pour un bâtiment ayant un parement de vinyle, d'aluminium ou de bois dérogatoire, protégé par droit acquis, il est permis de remplacer ce parement par un revêtement de même type ou par un revêtement d'acier, de fibrociment ou de fibre de bois.	182. Pour un bâtiment ayant un parement **~~de vinyle,~~** d'aluminium ou de bois dérogatoire, protégé par droit acquis, il est permis de remplacer ce parement par un revêtement de même type ou par un revêtement **~~d'acier~~ métallique**, de fibrociment ou de fibre de bois. **Pour un bâtiment ayant un parement de vinyle, protégé par droit acquis, il est permis de remplacer ce parement par un revêtement métallique, de fibrociment ou de fibre de bois.**	*Le mot « d'acier » est remplacé par « métallique » afin d'avoir une certaine souplesse dans le type de matériau qui pourrait être employé avec les nombreux matériaux ayant une base métallique.* *Afin d'éviter de conserver les revêtements de vinyle, un nouvel alinéa est créé pour indiquer spécifiquement par quels matériaux le vinyle peut être remplacé.*

	SECTION III – MATÉRIAUX COMPRENANT UN USAGE DE LA FAMILLE « COMMERCE », « INDUSTRIE », « ÉQUIPEMENT COLLECTIF ET INSTITUTIONNEL » OU « RÉCRÉATIF »	184	184. Pour chaque mur extérieur d'une construction, sur une hauteur d'au moins 2,50 mètres du sol, les matériaux de revêtement extérieur autorisés sont les suivants : 1° pierre naturelle; 2° brique; 3° verre, mur rideau en verre; 4° bloc de béton architectural à l'exception du bloc sans finition; 5° panneaux de béton et du béton coulé sur place d'une apparence inégale comportant des saillies, du relief, des nervures, des agrégats; 6° enduit acrylique; 7° sur une partie du mur avant seulement, dans une proportion d'au plus 10 % de la surface de mur délimitée par le sol et une ligne horizontale située à 2,50 mètres de celui-ci, tout autre matériau qui n'est pas prohibé par le présent règlement. Ce matériau doit être protégé de la circulation des véhicules par une surface gazonnée ou un trottoir d'au moins 1,5 mètre de largeur. Dans le cas d'une surface gazonnée, celle-ci doit être entourée par une bordure continue en béton d'une hauteur minimale de 15 cm. Dans le cas d'un trottoir, celui-ci doit avoir une hauteur minimale de 15 cm par rapport à l'aire de circulation des véhicules; 8° un revêtement métallique sur un mur ne faisant pas face à une voie de circulation. Le revêtement métallique doit, en tout temps, être protégé de la circulation des véhicules par une surface gazonnée ou un trottoir d'au moins 1,5 mètre de largeur. Dans le cas d'une surface gazonnée, celle-ci doit être maintenue en bon état et entourée par une bordure de béton coulé sur place, d'une hauteur minimale de 15 cm. Dans le cas d'un trottoir, celui-ci doit avoir une hauteur minimale de 15 cm par rapport à l'aire de circulation des véhicules; 9° un panneau composite d'acier ou d'aluminium dans une proportion d'au plus 50% de la surface de mur délimité par le sol et une ligne horizontale située à 2,50 mètres de celui-ci.	184. Pour chaque mur extérieur d'une construction, sur une hauteur d'au moins 2,50 mètres du sol, les matériaux de revêtement extérieur autorisés sont les suivants : 1° **abrogé** ~~**pierre naturelle**~~; 1.1° **maçonnerie;** 2° **abrogé** ~~**brique;**~~ 3° **abrogé** ~~**verre, mur rideau en verre**~~; 4° **abrogé** ~~**bloc de béton architectural à l'exception du bloc sans finition**~~; 5° panneaux de béton et du béton coulé sur place ~~d'une apparence inégale comportant des saillies, du relief, des nervures, des agrégats~~; 6° enduit acrylique; 7° sur une partie du mur avant seulement, dans une proportion d'au plus 10 % de la surface de mur délimitée par le sol et une ligne horizontale située à 2,50 mètres de celui-ci, tout autre matériau qui n'est pas prohibé par le présent règlement. Ce matériau doit être protégé de la circulation des véhicules par une surface gazonnée ou un trottoir d'au moins 1,5 mètre de largeur. Dans le cas d'une surface gazonnée, celle-ci doit être entourée par une bordure continue en béton d'une hauteur minimale de 15 cm. Dans le cas d'un trottoir, celui-ci doit avoir une hauteur minimale de 15 cm par rapport à l'aire de circulation des véhicules; 8° un revêtement métallique sur un mur ne faisant pas face à une voie de circulation. Le revêtement métallique doit, en tout temps, être protégé de la circulation des véhicules par une surface gazonnée ou un trottoir d'au moins 1,5 mètre de largeur. Dans le cas d'une surface gazonnée, celle-ci doit être maintenue en bon état et entourée par une bordure de béton coulé sur place, d'une hauteur minimale de 15 cm. Dans le cas d'un trottoir, celui-ci doit avoir une hauteur minimale de 15 cm par rapport à l'aire de circulation des véhicules; 9° un panneau composite d'acier ou d'aluminium dans une proportion d'au plus 50% de la surface de mur délimité par le sol et une ligne horizontale située à 2,50 mètres de celui-ci.	*Les paragraphes 1°, 2° et 4° sont abrogés parce que nous ajoutons le paragraphe 1.1° qui vient regrouper ces trois matériaux.* *Le paragraphe 3° est abrogé car le verre n'est plus considéré comme un revêtement.* *Le paragraphe 5° est modifié afin d'autoriser les panneaux de béton d'apparence lisse, beaucoup plus présent dans les projets de grande hauteur.*

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1258770005*
Unité administrative responsable : DAUSE Anjou
Projet : *Adopter le règlement RCA 40-57 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage RCA 40 », afin de modifier certaines dispositions relatives aux matériaux de revêtement extérieurs*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*		***X***	
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Outlook

Délégation de pouvoir - Réjean Boisvert, directeur DAUSE - 16 mai au 1er juin 2025

De Nancy BOUCHARD <nancy.bouchard2@montreal.ca>
de la part de
Rejean BOISVERT <rejean.boisvert@montreal.ca>

Date Ven 2025-05-16 12:05

À 79 DYN Anjou <79_anjou@montreal.ca>

Cc Luis MIRANDA <luis.miranda@montreal.ca>; Anne CHAMANDY <anne.chamandy@montreal.ca>; Andree HENAULT <andree.henault@montreal.ca>; Kristine MARSOLAIS <kristine.marsolais@montreal.ca>; Marie-Josee DUBE <mariejosee.dube@montreal.ca>; Richard LEBLANC <richard.leblanc@montreal.ca>

Mesdames,

Messieurs,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), je désigne monsieur Amar Ikhlef, directeur des travaux publics pour me remplacer dans mes fonctions de directeur de l'aménagement urbain et services aux entreprises et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions le 16 mai 2025 et madame Marie-Christine Chartrand, chef de division urbanisme à la DAUSE, du 17 mai au 1er juin 2025.

Et j'ai signé,

Réjean Boisvert
Directeur
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Tél.: 514 493-5179

7171, rue Bombardier
Anjou (Québec) H1J 2E9

abonnez-vous à notre infolettre
Site Web Instagram Facebook Ville de Montréal - arrondissement Anjou

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Résolution: CA25 12116

Adopter le premier projet de règlement RCA 185 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) et le Règlement de lotissement (1528) », afin d'assurer la concordance au règlement RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal (RCG 14-029)

CONSIDÉRANT QUE le projet de règlement vise à assurer la concordance réglementaire aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, conformément à l'article 58 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1) ;

CONSIDÉRANT QUE le projet de règlement vise la préservation des milieux humides d'intérêt, comme prévue à la stratégie de conservation des milieux humides inscrite au Plan régional des milieux humides et hydriques de la Ville de Montréal, découlant de la Loi provinciale visant la conservation des milieux humides et hydriques;

Il est proposé par Richard L Leblanc

appuyé par Kristine Marsolais

et unanimement résolu :

D'adopter le premier projet de règlement RCA 185 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) et le Règlement de lotissement (1528) », afin d'assurer la concordance au règlement RCG 14_029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal (RCG 14-029).

Ce projet de règlement n'est pas susceptible d'approbation référendaire.

ADOPTÉE

40.09 1257077007

Nataliya HOROKHOVSKA

_____

Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Avis de motion: CA25 12113

Donner avis de motion du projet de règlement RCA 185 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) et le Règlement de lotissement (1528) », afin d'assurer la concordance au règlement RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal (RCG 14-029)

Considérant que le projet de règlement vise à assurer la concordance réglementaire aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, conformément à l'article 58 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1);

Considérant que le projet de règlement vise la préservation des milieux humides d'intérêt, comme prévu à la stratégie de conservation des milieux humides inscrite au Plan régional des milieux humides et hydriques de la Ville de Montréal, découlant de la Loi provinciale visant la conservation des milieux humides et hydriques;

Le conseiller Richard Leblanc donne un avis de motion de l'inscription pour l'adoption à une séance subséquente du conseil d'arrondissement du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) et le Règlement de lotissement (1528) », afin d'assurer la concordance au règlement RCG 14_029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal (RCG 14-029).

40.06 1257077007

Nataliya HOROKHOVSKA
_____
Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Résolution: CA25 12116

Adopter le premier projet de règlement RCA 185 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) et le Règlement de lotissement (1528) », afin d'assurer la concordance au règlement RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal (RCG 14-029)

CONSIDÉRANT QUE le projet de règlement vise à assurer la concordance réglementaire aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, conformément à l'article 58 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1) ;

CONSIDÉRANT QUE le projet de règlement vise la préservation des milieux humides d'intérêt, comme prévue à la stratégie de conservation des milieux humides inscrite au Plan régional des milieux humides et hydriques de la Ville de Montréal, découlant de la Loi provinciale visant la conservation des milieux humides et hydriques;

Il est proposé par Richard L Leblanc

appuyé par Kristine Marsolais

et unanimement résolu :

D'adopter le premier projet de règlement RCA 185 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) et le Règlement de lotissement (1528) », afin d'assurer la concordance au règlement RCG 14_029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal (RCG 14-029).

Ce projet de règlement n'est pas susceptible d'approbation référendaire.

ADOPTÉE

40.09 1257077007

Nataliya HOROKHOVSKA

_____

Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.09

2025/06/03
19:00

Dossier # : 1257077007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement RCA 185 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) et le Règlement de lotissement (1528) », afin d'assurer la concordance au règlement RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal (RCG 14-029)

Considérant que le projet de règlement vise à assurer la concordance réglementaire aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, conformément à l'article 58 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1) ;
Considérant que le projet de règlement vise la préservation des milieux humides d'intérêt, comme prévue à la stratégie de conservation des milieux humides inscrite au Plan régional des milieux humides et hydriques de la Ville de Montréal, découlant de la Loi provinciale visant la conservation des milieux humides et hydriques;

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter le règlement RCA 40-XX intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) et le Règlement de lotissement (1528) », afin d'assurer la concordance au règlement RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal (RCG 14-029).

Signé par Anne CHAMANDY **Le** 2025-05-29 09:22

Signataire : Anne CHAMANDY

_____

directeur(-trice) - arrondissement (ii)
Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1257077007**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement RCA 185 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) et le Règlement de lotissement (1528) », afin d'assurer la concordance au règlement RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal (RCG 14-029)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a adopté, le 21 mars 2024, un Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) en vertu de la Loi provinciale affirmant le caractère collectif des ressources en eau et favorisant une meilleure gouvernance de l'eau et des milieux associés. Puis, un règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (SAD) est entré en vigueur le 16 janvier 2025 visant notamment à identifier les milieux humides d'intérêt (MHI) et à intégrer au document complémentaire des dispositions nécessaires à la préservation des milieux humides d'intérêt.
En vertu de l'article 58 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, l'arrondissement a un délai de six mois pour adopter un règlement de concordance aux dispositions amendées du SAD.

Pour ce faire, des modifications au Règlement concernant le zonage (RCA 40), au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) ainsi qu'au Règlement de lotissement (1528) sont requises.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0686 - 21 novembre 2024 : Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) »
CG24 0164 - 21 mars 2024 : Adoption du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin de contribuer à la mise en œuvre du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération

CG23 0754 – 21 décembre 2023 : Adopter une résolution intitulée « Résolution exprimant l'intention d'adopter prochainement un projet de règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal », afin de protéger les milieux humides en vue de l'adoption du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération.

DESCRIPTION

Les modifications au Règlement concernant le zonage (RCA 40) visent les éléments suivants :

Article 6 : Ajouter des définitions des termes « aire de protection d'un milieu humide » et « étude de caractérisation d'un milieu humide ».
Article 207.1 : Interdire l'usage du sol, toute construction, tout ouvrage et toute activité dans un milieu humide d'intérêt et son aire de protection, sauf exceptions.
Article 207.2 : Définir les conditions d'empiètement dans l'aire de protection d'un milieu humide.
Article 207.3 : Obliger le dépôt d'une étude de caractérisation d'un milieu humide pour un projet proposant un empiètement dans un milieu humide.
Article 207.4 : Établir que la délimitation d'un milieu humide déterminée par une étude de caractérisation prévaut sur celle identifiée à l'illustration 14 de l'annexe A.
Article 207.5 : Obliger, pour un immeuble construit dans l'aire de protection d'un milieu humide, de clôturer le côté riverain à un milieu humide d'un immeuble construit qui n'empiète pas sur ce milieu.
Annexe A - Illustration 13 : Remplacer de la carte de manière à ajouter les milieux humides d'intérêt à l'interdiction de plantation d'espèces de plantes envahissantes à moins de 100 mètres de ces milieux.
Annexe A - Illustration 14 : Ajouter une cartographie des milieux humides d'intérêt et de leurs aires de protection.
Annexe A - Document 15 : Détailler les exigences du contenu d'une étude de caractérisation d'un milieu humide.

Les modifications au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) (RCA 45) visent les éléments suivants :

Article 1 : Ajouter des définitions des termes « aire de protection d'un milieu humide » et « étude de caractérisation d'un milieu humide ».
Article 3 : Soumettre un projet d'empiétement dans un milieu humide, autorisé en vertu de l'article 207.3. du Règlement concernant le zonage (RCA 40), à l'approbation d'un Plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.).
Article 6.1.3 : Exiger le dépôt d'une étude de caractérisation pour un projet de P.I.I.A. visant un empiétement dans un milieu humide autorisé en vertu de l'article 207.3. du Règlement concernant le zonage (RCA 40) et établir que la délimitation d'un milieu humide déterminée par une étude de caractérisation prévaut sur celle identifiée à l'annexe 12.
Article 57.31 à 57.35 : Établir les objectifs et critères d'un P.I.I.A. relatif à un projet d'empiétement dans l'aire de protection d'un milieu humide, autorisé en vertu de l'article 207.3. du Règlement concernant le zonage (RCA 40).
Annexe 12 : Ajouter une cartographie des milieux humides d'intérêt et de leurs aires de protection.
Annexe 13 : Détailler les exigences du contenu d'une étude de caractérisation d'un milieu humide.

Les modifications au Règlement de lotissement (1528) visent les éléments suivants :

Article 2.2 : Ajouter des définitions des termes « aire de protection d'un milieu humide » et « étude de caractérisation d'un milieu humide ».

Article 5.4.1 : Interdire le morcellement de lot dans un milieu humide d'intérêt et son aire de protection, sauf exception.
Article 5.4.2 : Établir que la délimitation d'un milieu humide déterminée par une étude de caractérisation prévaut sur celle identifiée à l'annexe 12.
Annexe - Illustration 3 : Ajouter une cartographie des milieux humides d'intérêt et de leurs aires de protection.
Annexe - Illustration 4 : Détailler les exigences du contenu d'une étude de caractérisation d'un milieu humide.

JUSTIFICATION

Considérant que le projet de règlement vise à assurer la concordance réglementaire aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, conformément à l'article 58 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1) ;
Considérant que le projet de règlement vise la préservation des milieux humides d'intérêt, comme prévue à la stratégie de conservation des milieux humides inscrite au PRMHH de la Ville de Montréal, découlant de la Loi provinciale visant la conservation des milieux humides et hydriques;

La Direction de l'aménagement et des services aux entreprises (DAUSE) recommande l'adoption de ce Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) et le Règlement de lotissement (1528) », afin d'assurer la concordance au règlement RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal (RCG 14-029).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

MONTRÉAL 2030

Ce projet contribue à l'atteinte des priorités de Montréal 2030 concernant les orientations de transition écologique.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de sa nature.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En vertu de l'article 58 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement doit adopter tout règlement de concordance, dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur d'un règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (SAD). Passé ce délai, les avis de conformité à l'égard de toute modification aux règlements d'urbanisme seront suspendus.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public et consultation publique tel que prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, chapitre A-19.1.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'ensemble des dispositions de ce projet de règlement, visant à assurer la concordance réglementaire aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, n'est pas susceptible d'approbation

référendaire.

- Avis de motion et adoption du premier projet de règlement par le conseil d'arrondissement.
- Publication d'un avis public relatif à la tenue d'une consultation publique.
- Tenue de l'assemblée de consultation publique
- Adoption du règlement par le conseil d'arrondissement.

Entrée en vigueur à la date de l'émission du certificat de conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au mieux de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Genevieve FAFARD
Conseillère en aménagement

Tél : 514-493-5126
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-11

Marie-Christine CHARTRAND
Chef de division urbanisme permis et inspections (arr.)

Tél : 514-493-5151
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marie-Christine CHARTRAND
Chef de division urbanisme permis et inspections (arr.)

Tél : 514-493-5151
Approuvé le : 2025-05-23

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257077007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , -
Objet :	Adopter le règlement RCA 185 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) et le Règlement de lotissement (1528) », afin d'assurer la concordance au règlement RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal (RCG 14-029)

Projet de règlement

1247077007_Projet reglement_vf.docx

1247077007_Tableau modifications reglementaires.pdf

Annexes

Annexe I - RCA 40 Illustration 13.pdfAnnexe II - RCA 40 Illustration 14.pdf

Annexe III - RCA 40 Document 15.pdfAnnexe IV - RCA 45 Annexe 12.pdf

Annexe V - RCA 45 Annexe 13.pdfAnnexe VI - 1528 Annexe 3.pdf

Annexe VII - 1528 Annexe 4.pdf

Grille Montréal 2030

1247077007_ Grille Mtl 2030.pdf

Delegation R Boisvert_16 mai au 1er juin 2025.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Genevieve FAFARD
Conseillère en aménagement

Tél : 514-493-5126
Télécop. :

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT D'ANJOU
RCA XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LE ZONAGE (RCA 40), LE RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (RCA 45) ET LE RÈGLEMENT DE LOTISSEMENT (1528).

Vu les articles 58, 113, 115, et 145.15 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu les articles 130 et 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et l'article 155 de l'annexe C de cette Charte;

À la séance du _____ 2025, le conseil de l'arrondissement d'Anjou décrète :

1. L'article 6 du Règlement concernant le zonage (RCA 40) est modifié par :

1° l'ajout, après la définition d' « aire de détente », de la définition suivante :

« « aire de protection d'un milieu humide » : Une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'illustration 14 de l'annexe A intitulée « Les milieux humides d'intérêt » ; ».

2° l'ajout, après la définition d' « étage-terrasse (penthouse) », de la définition suivante :

« « étude de caractérisation d'un milieu humide » : Une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées au document 15 de l'annexe A intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide »; ».

2. Le libellé du CHAPITRE X : DISPOSITIONS RELATIVES AUX ARBRES, AUX AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS, AUX RIVES, LITTORAL, TALUS est modifié par l'ajout, après le mot « TALUS », des mots « ET MILIEUX HUMIDES ».

3. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 207, de la section suivante :

« **SECTION V - DISPOSITIONS RELATIVES AUX MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT ET LEUR AIRE DE PROTECTION**

207.1. Dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection, identifiés à l'illustration 14 de l'annexe A intitulée « Les milieux humides d'intérêt », tout usage du sol, toute construction incluant une reconstruction et un agrandissement, tout ouvrage, toute activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont interdits, sauf :

1º aux fins de l'élargissement d'une voie de circulation existante;

2º aux fins de l'implantation d'un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d'un service d'aqueduc ou d'égout, ou d'une voie ferrée;

3º aux fins de l'implantation d'un grand projet routier ou d'une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma ou d'une installation d'intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d'intérêt d'agglomération projetée au Schéma;

4º aux fins de l'implantation d'une infrastructure ou d'un équipement qui a fait l'objet d'une entente avant le 21 décembre 2023;

5º aux fins d'entretien, de restauration ou de création d'un milieu humide ou d'une aire de protection;

6º un usage, une construction ou un ouvrage relatif à l'observation de la nature et à l'interprétation du milieu, aux conditions suivantes :

a) dans un milieu humide, les constructions et les ouvrages sont réalisés hors sol, sur pilotis et les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d'ancrage au sol;
b) dans l'aire de protection, les sentiers sont d'une largeur maximale de 4 mètres et, comme pour les autres constructions ou ouvrages au sol, sont réalisés avec un revêtement perméable;
c) dans l'aire de protection, les bâtiments sont construits sans fondation et de manière à permettre la libre circulation des eaux ;

7º une clôture ou une haie séparant une propriété ou une partie de celle-ci d'une autre propriété aux conditions suivantes :

a) la clôture ou la haie doit être située à l'extérieur du milieu humide, à moins qu'elle ne sépare la propriété ou une partie de celle-ci d'une voie de circulation ou d'un espace public;
b) la clôture doit être ajourée et permettre la libre circulation des eaux;
c) les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d'ancrage au sol ;

8º la reconstruction ou l'agrandissement d'un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition qu'il n'y ait pas d'empiètement additionnel dans l'aire de protection et le milieu humide. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction ou l'agrandissement du bâtiment;

9º la construction incluant la reconstruction et l'agrandissement d'un bâtiment accessoire à un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, aux conditions suivantes :

a) le bâtiment ou son agrandissement doit être construit sans fondation et permettre la libre circulation des eaux;
b) le bâtiment ou son agrandissement doit être implanté à plus de 10 mètres du milieu humide ;

10º la reconstruction d'une voie d'accès véhiculaire ou d'une aire de stationnement extérieure desservant un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition d'être constituée de matériaux perméables. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction de la voie d'accès véhiculaire ou de l'aire de stationnement extérieure.

Malgré ce qui précède, pour un terrain situé à l'extérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifié à l'illustration 14 de l'annexe A intitulée « Les milieux humides d'intérêt », et sur démonstration que le terrain est légalement occupé et aménagé dans sa totalité, un nouvel usage du sol, un nouvel ouvrage et une nouvelle construction, incluant toute reconstruction et tout agrandissement sont autorisés dans l'aire de protection.

Aux fins du deuxième alinéa, une démonstration de l'occupation et de l'aménagement du terrain s'effectue par le dépôt des documents suivants :

1° le certificat de localisation du lot sur lequel est illustrée la zone des travaux visée par la demande;

2° le permis ou le certificat d'autorisation relatif aux travaux ayant mené à l'occupation et à l'aménagement ou, à défaut, l'indication de la date ou de la période de réalisation de ces travaux;

3° une photographie ou tout autre document illustrant que la zone des travaux visée par la demande a été anthropisée et ne constitue pas un espace naturel.

207.2. Malgré l'article 207.1., pour un terrain non construit, un usage du sol, une construction, un ouvrage et une activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont autorisés à empiéter dans l'aire de protection si les conditions suivantes sont respectées :

1° la délimitation cadastrale est antérieure au 21 décembre 2023;

2° le taux d'implantation des bâtiments sur l'ensemble du terrain doit être inférieur à 25 %;

3° les bâtiments doivent permettre la libre circulation des eaux;

4° une voie d'accès véhiculaire et une aire de stationnement, de chargement ou de déchargement extérieures desservant un bâtiment principal doivent être constituées de matériaux perméables;

5° les activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants doivent être limitées à ce qui est requis pour l'implantation d'un bâtiment principal, d'une voie d'accès véhiculaire et, si aucun autre espace n'est disponible ailleurs sur le terrain, d'une aire extérieure pour un usage accessoire à l'usage principal, notamment une aire de stationnement extérieure et une aire de détente.

207.3. Une étude de caractérisation d'un milieu humide doit accompagner toute demande de permis ou de certificat pour l'exercice d'un usage, la construction ou la transformation d'un bâtiment ou la réalisation d'un ouvrage, proposant un empiètement ou un empiètement additionnel dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection.

Malgré le premier alinéa, une étude de caractérisation d'un milieu humide n'est pas requise dans le cas de la reconstruction d'un bâtiment ayant la même implantation.

207.4. La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection résultant d'une étude de caractérisation du milieu humide prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifiés à l'illustration 14 de l'annexe A intitulée « Les milieux humides d'intérêt »

207.5. Dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'illustration 14 de l'annexe A intitulée « Les milieux humides d'intérêt », le côté riverain à un milieu humide d'un immeuble construit qui n'empiète pas sur ce milieu doit être clôturé sans ouvertures ni accès vers celui-ci. »

3. L'illustration 13 de l'annexe A intitulée « INTERDICTION DES ESPÈCES DE PLANTES ENVAHISSANTES » de ce règlement est modifiée, tel qu'il est illustré en annexe I au présent règlement.

4. Ce règlement est modifié par l'ajout à l'annexe A de l'illustration 14 intitulée « Les milieux humides d'intérêt », jointe en annexe II au présent règlement.

5. Ce règlement est modifié par l'ajout, à l'annexe A, du document 15 intitulé « Étude de caractérisation d'un milieu humide », jointe en annexe III au présent règlement.

6. L'article 1 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) est modifié par :

1° l'ajout, avant la définition de « comité », de la définition suivante :

« « aire de protection d'un milieu humide » : Une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'annexe 12 intitulée « Les milieux humides d'intérêt » ; ».

2° l'ajout, après la définition de « conseil », de la définition suivante :

« « étude de caractérisation d'un milieu humide » : Une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées à l'annexe 13 intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide » ; ».

7. L'article 3 de ce règlement est modifié par l'ajout, après le paragraphe 16°, du paragraphe suivant :

« 17º projet lié à une demande d'empiètement dans l'aire de protection d'un milieu humide identifié à l'annexe 12 intitulée « Les milieux humides d'intérêt » visant l'exercice d'un usage ou la construction ou l'agrandissement d'un bâtiment, tel qu'autorisé en vertu de l'article 207.3. du Règlement concernant le zonage (RCA 40). »

8. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 6.1.2., de l'article suivant :

6.1.3. Pour une demande d'approbation d'un P.I.I.A. relatif à une demande d'empiètement dans l'aire de protection d'un milieu humide identifié à l'annexe 12 intitulée « Les milieux humides d'intérêt » visant l'exercice d'un usage ou la construction ou l'agrandissement d'un bâtiment, tel qu'autorisé en vertu de l'article 207.3. du Règlement concernant le zonage (RCA 40), le requérant doit fournir une étude de caractérisation d'un milieu humide.

La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection d'un milieu humide résultant d'une étude de caractérisation du milieu humide prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifiée à l'annexe 12 intitulée « Les milieux humides d'intérêt ». ».

9. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 57.30., des articles suivants :

« **57.31.** Les objectifs d'un P.I.I.A. relatif à un projet d'empiétement dans l'aire de protection d'un milieu humide sont :

1º maximiser la conservation des milieux humides et de leur aire de protection;

2º valoriser les éléments d'intérêts naturels et favoriser une intégration harmonieuse de ceux-ci au projet;

3º favoriser la préservation et le rehaussement de la biodiversité;

4º préserver l'alimentation en eau des milieux humides ou favoriser son amélioration.

57.32. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « maximiser la conservation des milieux humides et de leur aire de protection » sont les suivants :

1º prévoir une implantation des constructions et des ouvrages éloignée des milieux humides et de l'aire de protection;

2º préconiser un aménagement du terrain et une implantation des constructions limitant la perte de milieux naturels et les milieux humides et minimisant les activités de déblai, remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants;

3º favoriser la conservation d'une bande de protection approximative de 10 mètres autour des milieux humides.

57.33. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « valoriser les éléments d'intérêts naturels et favoriser une intégration harmonieuse de ceux-ci au projet » sont les suivants :

1º préconiser l'aménagement de liens écologiques entre les milieux humides, ainsi qu'avec les autres milieux naturels;

2º proposer des aménagements contribuant à la mise en valeur des milieux humides et des autres milieux naturels présents.

57.34. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « favoriser la préservation et le rehaussement de la biodiversité » sont les suivants :

1º maximiser la conservation des arbres présents et des espèces végétales présentant une valeur écologique;

2º préconiser la restauration du terrain, la plantation d'espèces indigènes diversifiées et l'éradication des espèces envahissantes.

57.35. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « préserver l'alimentation en eau des milieux humides ou favoriser son amélioration » sont les suivants :

1º préserver une topographie naturelle et maintenir l'équilibre hydrique des milieux humides en limitant les activités de déblai, de remblai ou le déplacement d'humus;

2º préserver des bassins de drainage naturel par une implantation des constructions et par des aménagements qui permettent l'écoulement des eaux vers les milieux humides. »

10. Ce règlement est modifié par l'ajout de l'annexe 12 intitulée « Les milieux humides d'intérêt », jointe en annexe IV au présent règlement.

11. Ce règlement est modifié par l'ajout de l'annexe 13 intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide », jointe en annexe V au présent règlement.

12. L'article 1 du Règlement de lotissement (1528) est modifié par :

1° l'ajout, avant la définition d' « Artère », de la définition suivante :

« Aire de protection d'un milieu humide : Une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'illustration 3 jointe en annexe intitulée « Les milieux humides d'intérêt ». ».

2° l'ajout, après la définition de « Établissement », de la définition suivante :

« Étude de caractérisation d'un milieu humide : Une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées au document 4 joint en annexe intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide ». ».

13. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 5.3.1, de la section suivante :

« **5.4 Dispositions particulières applicables à un lot situé en tout ou en partie dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection**

5.4.1 Interdiction d'empiéter dans un milieu humide et son aire de protection

Dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection, identifiés à l'illustration 3 jointe en annexe intitulée « Les milieux humides d'intérêt », tout morcellement de lot est interdit, sauf :

1° un morcellement de lot nécessité par une déclaration de copropriété faite en vertu de l'article 1038 du Code civil du Québec ou par l'aliénation d'une partie de bâtiment requérant la partition du terrain sur lequel il est situé;

2° un morcellement de lot à des fins de conservation d'espaces verts ou de création de parc;

3° un morcellement de lot qui n'a pas pour effet de créer une nouvelle limite de lot à l'intérieur d'un milieu humide à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection;

4° aux fins de l'élargissement d'une voie de circulation existante;

5° aux fins de l'implantation d'un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d'un service d'aqueduc ou d'égout, ou d'une voie ferrée;

6° aux fins de l'implantation d'un grand projet routier ou d'une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal ou d'une installation d'intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d'intérêt d'agglomération projetée au Schéma;

7° aux fins de l'implantation d'une infrastructure ou d'un équipement qui a fait l'objet d'une entente avant le 21 décembre 2023;

8° aux fins d'entretien, de restauration ou de création d'un milieu humide ou d'une aire de protection.

5.4.2 Détermination d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et de l'aire de protection

La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection résultant d'une étude de caractérisation du milieu humide prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire identifiée à l'illustration 3 jointe en annexe intitulée « Les milieux humides d'intérêt ». »

14. Ce règlement est modifié par l'ajout, en annexe, de l'illustration 3 intitulée « Les milieux humides d'intérêt », jointe en annexe VI au présent règlement.

15. Ce règlement est modifié par l'ajout, en annexe, du document 4 intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide », jointe en annexe VII au présent règlement.

ANNEXE I
ILLUSTRATION 13 DE L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT CONCERNANT LE ZONAGE (RCA 40) INTITULÉE « INTERDICTION DES ESPÈCES DE PLANTES ENVAHISSANTES »

ANNEXE II
ILLUSTRATION 14 DE L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT CONCERNANT LE ZONAGE (RCA 40) INTITULÉE « LES MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT »

ANNEXE III
DOCUMENT 15 DE L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT CONCERNANT LE ZONAGE (RCA 40) INTITULÉ « ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE »

ANNEXE IV
ANNEXE 12 DU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (RCA 45) INTITULÉE « LES MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT »

ANNEXE V
ANNEXE 13 DU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (RCA 45) INTITULÉE « ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE »

ANNEXE VI
ILLUSTRATION 3 DE L'ANNEXE DU RÈGLEMENT DE LOTISSEMENT (1528) INTITULÉE « LES MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT »

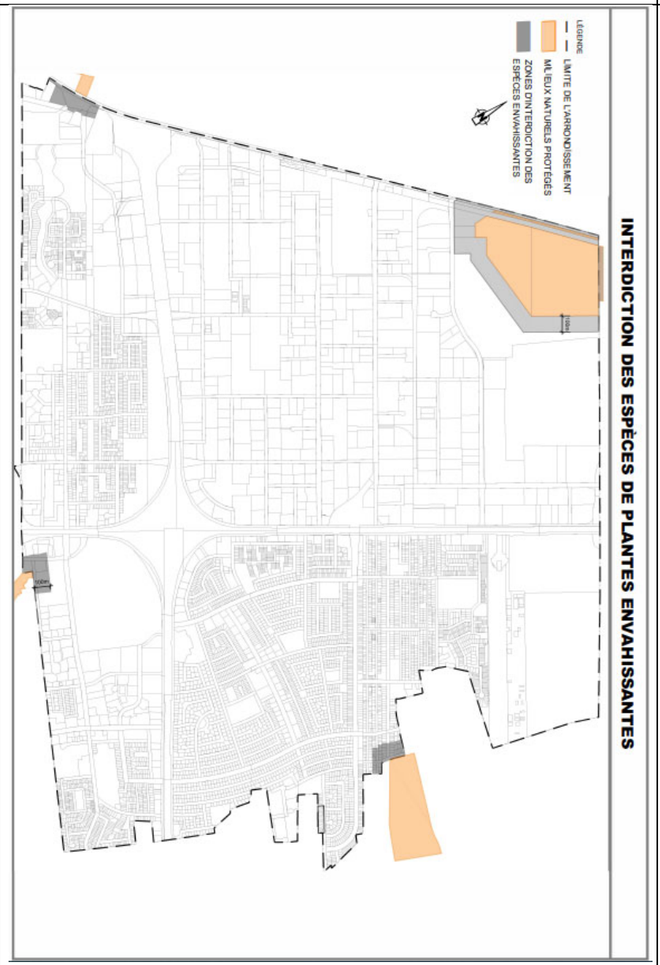
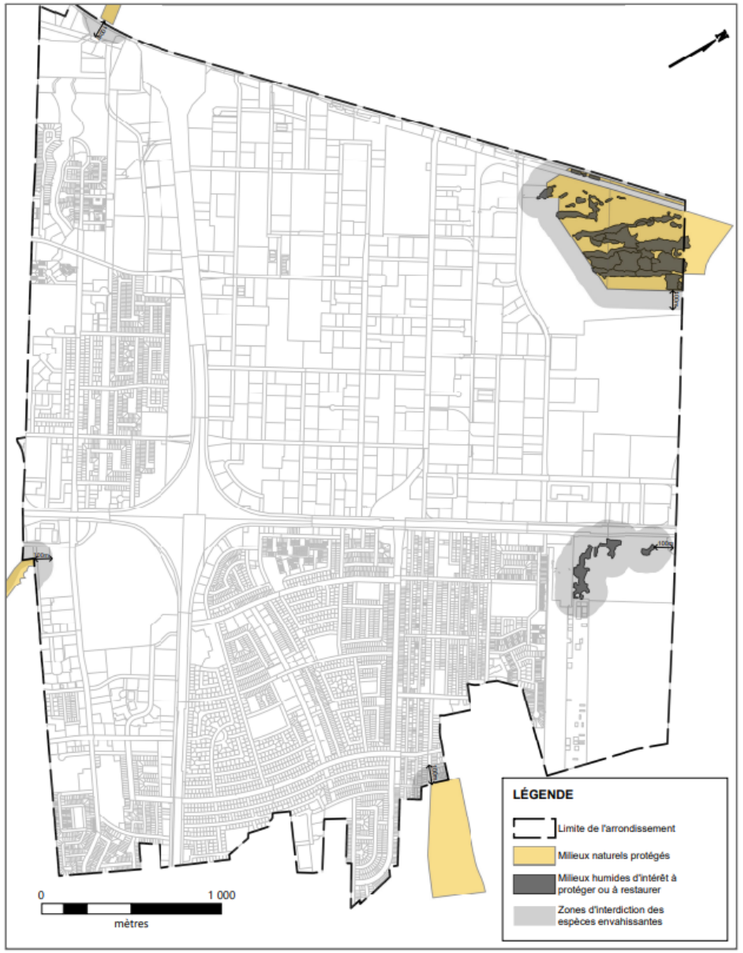
ANNEXE VII

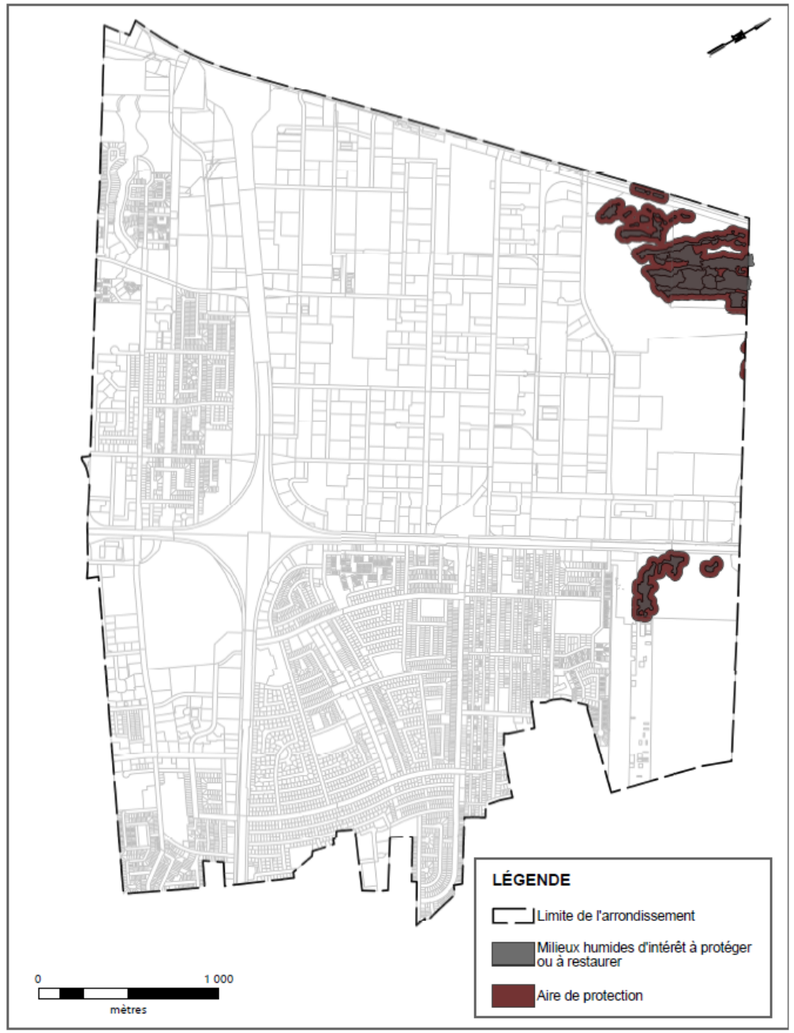
DOCUMENT 4 DE L'ANNEXE DU RÈGLEMENT DE LOTISSEMENT (1528) INTITULÉE « ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE »

GDD : 1257077007

Objet de l'amendement du RCA 40 – Milieux humides					
Chapitre	**Section**	**No. article**	**En vigueur**	**Proposé**	**Commentaires**
CHAPITRE I : APPLICATION ET INTERPRÉTATION	*SECTION II – INTERPRÉTATION*	**6**	6. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient : […] « aire de détente » : un espace libre accessible aux employés d'un établissement et aménagé à des fins de détente; « allée d'accès » : Voie aménagée entre un bateau de porte et une ou plusieurs cases de stationnement afin de permettre l'accès du véhicule aux cases de stationnement; […] « étage-terrasse (penthouse) » : Étage dont le volume est en retrait sur chacune des façades du bâtiment d'au moins sa hauteur hors-tout et dont la surface de plancher représente 50 % et moins de l'aire de l'étage au-dessous. Un étage- terrasse peut ne pas être considéré comme un étage dans le calcul du nombre d'étages et peut ne pas être considéré dans le calcul de la hauteur du bâtiment; « façade principale » : Désigne la façade du bâtiment qui fait face à la rue. Dans le cas d'un terrain d'angle, d'un terrain d'angle transversal, d'un terrain transversal, elle désigne la façade du bâtiment qui fait face à la rue pour laquelle l'adresse du bâtiment a été attribuée et où l'on retrouve son entrée principale;	6. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient : […] « aire de détente » : un espace libre accessible aux employés d'un établissement et aménagé à des fins de détente; **« aire de protection d'un milieu humide » : Une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'illustration 14 de l'annexe A intitulée « Les milieux humides d'intérêt ».** « allée d'accès » : Voie aménagée entre un bateau de porte et une ou plusieurs cases de stationnement afin de permettre l'accès du véhicule aux cases de stationnement; […] « étage-terrasse (penthouse) » : Étage dont le volume est en retrait sur chacune des façades du bâtiment d'au moins sa hauteur hors-tout et dont la surface de plancher représente 50 % et moins de l'aire de l'étage au-dessous. Un étage- terrasse peut ne pas être considéré comme un étage dans le calcul du nombre d'étages et peut ne pas être considéré dans le calcul de la hauteur du bâtiment; « **étude de caractérisation d'un milieu humide** » : **Une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées au document 15 de l'annexe A intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide »;** « façade principale » : Désigne la façade du bâtiment qui fait face à la rue. Dans le cas d'un terrain d'angle, d'un terrain d'angle transversal, d'un terrain transversal, elle désigne la façade du bâtiment qui fait face à la rue pour laquelle l'adresse du bâtiment a été attribuée et où l'on retrouve son entrée principale;	Ajout de définitions Ajout des définitions pertinentes traitées dans le RCG14-029-7 modifiant le Schéma d'Aménagement et de Développement (SAD), soit « aire de protection d'un milieu humide » (30 mètres au tour du milieu humide) et « étude de caractérisation d'un milieu humide ».
CHAPITRE X : DISPOSITIONS RELATIVES AUX ARBRES, AUX AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS, AUX RIVES, LITTORAL, TALUS ***ET MILIEUX HUMIDES***	***SECTION V DISPOSITIONS RELATIVES AUX MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT ET LEUR AIRE DE PROTECTION***	**207.1.**	S.O.	**207.1. Dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection, identifiés à l'illustration 14 de l'annexe A intitulée « Les milieux humides d'intérêt », tout usage du sol, toute construction incluant une reconstruction et un agrandissement, tout ouvrage, toute activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont interdits, sauf :** **1º aux fins de l'élargissement d'une voie de circulation existante;** **2º aux fins de l'implantation d'un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d'un service d'aqueduc ou d'égout, ou d'une voie ferrée;** **3º aux fins de l'implantation d'un grand projet routier ou d'une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma ou d'une installation d'intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d'intérêt d'agglomération projetée au Schéma;** **4º aux fins de l'implantation d'une infrastructure ou d'un équipement qui a fait l'objet d'une entente avant le 21 décembre 2023;** **5º aux fins d'entretien, de restauration ou de création d'un milieu humide ou d'une aire de protection;** **6º un usage, une construction ou un ouvrage relatif à l'observation de la nature et à l'interprétation du milieu, aux conditions suivantes :** **a) dans un milieu humide, les constructions et les ouvrages sont réalisés hors sol, sur pilotis et les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d'ancrage au sol;** **b) dans l'aire de protection, les sentiers sont d'une largeur maximale de 4 mètres et, comme pour les autres constructions ou ouvrages au sol, sont réalisés avec un revêtement perméable;** **c) dans l'aire de protection, les bâtiments sont construits sans fondation et de manière à permettre la libre circulation des eaux;** **7º une clôture ou une haie séparant une propriété ou une partie de celle-ci d'une autre propriété aux conditions suivantes :**	Interdictions liées aux milieux humides et dans leur aire de protection ainsi que les exceptions Interdiction, dans un milieu humide et dans une aire de protection, de tout usage du sol, toute construction, tout ouvrage, toute activité de déblai, remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux, avec certaines exceptions (infrastructures, entretien du milieu humide, observation de la nature, clôture, reconstruction, …), en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).

				a) la clôture ou la haie doit être située à l'extérieur du milieu humide, à moins qu'elle ne sépare la propriété ou une partie de celle-ci d'une voie de circulation ou d'un espace public; **b) la clôture doit être ajourée et permettre la libre circulation des eaux;** **c) les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d'ancrage au sol;** **8º la reconstruction ou l'agrandissement d'un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition qu'il n'y ait pas d'empiètement additionnel dans l'aire de protection et le milieu humide. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction ou l'agrandissement du bâtiment;** **9º la construction, incluant la reconstruction et l'agrandissement, d'un bâtiment accessoire à un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, aux conditions suivantes :** **a) le bâtiment ou son agrandissement doit être construit sans fondation et permettre la libre circulation des eaux;** **b) le bâtiment ou son agrandissement doit être implanté à plus de 10 mètres du milieu humide;** **10º la reconstruction d'une voie d'accès véhiculaire ou d'une aire de stationnement extérieure desservant un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition d'être constituée de matériaux perméables. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction de la voie d'accès véhiculaire ou de l'aire de stationnement extérieure.** **Malgré ce qui précède, pour un terrain situé à l'extérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifié à l'illustration 14 de l'annexe A intitulée « Les milieux humides d'intérêt », et sur démonstration que le terrain est légalement occupé et aménagé dans sa totalité, un nouvel usage du sol, un nouvel ouvrage et une nouvelle construction, incluant toute reconstruction et tout agrandissement, sont autorisés dans l'aire de protection.** **Aux fins du deuxième alinéa, une démonstration de l'occupation et de l'aménagement du terrain s'effectue par le dépôt des documents suivants :** **1° le certificat de localisation du lot sur lequel est illustrée la zone des travaux visée par la demande;** **2° le permis ou le certificat d'autorisation relatif aux travaux ayant mené à l'occupation et à l'aménagement ou, à défaut, l'indication de la date ou de la période de réalisation de ces travaux;** **3° une photographie ou tout autre document illustrant que la zone des travaux visée par la demande a été anthropisée et ne constitue pas un espace naturel.**	<u>Conditions d'autorisation de construction dans une aire de protection</u> Possibilité d'autoriser, pour un terrain situé à l'extérieur d'un milieu humide, un nouvel usage, un nouvel ouvrage et une nouvelle construction dans une aire de protection, lorsqu'il est démontré que le terrain est légalement occupé et aménagé dans sa totalité, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
		207.2.	S.O.	**207.2. Malgré l'article 207.1., pour un terrain non construit, un usage du sol, une construction, un ouvrage et une activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont autorisés à empiéter dans l'aire de protection si les conditions suivantes sont respectées :** **1° la délimitation cadastrale doit être antérieure au 21 décembre 2023;** **2° le taux d'implantation des bâtiments sur l'ensemble du terrain doit être inférieur à 25 %;** **3° les bâtiments doivent permettre la libre circulation des eaux;** **4° une voie d'accès véhiculaire et une aire de stationnement, de chargement ou de déchargement extérieures desservant un bâtiment principal doivent être constituées de matériaux perméables;** **5° les activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants doivent être limitées à ce qui est requis pour l'implantation d'un bâtiment principal, d'une voie d'accès véhiculaire et, si aucun autre espace n'est disponible ailleurs sur le terrain, d'une aire extérieure pour un usage accessoire à l'usage principal, notamment une aire de stationnement extérieure et une aire de détente.**	<u>Empiétement dans l'aire de protection d'un milieu humide</u> Possibilité d'autoriser, pour un terrain non construit, un empiétement d'un usage du sol, d'une construction, d'un ouvrage et d'une activité de déblai, remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux dans l'aire de protection, si certaines conditions sont respectées, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
		207.3.	S.O.	**207.3. Une étude de caractérisation d'un milieu humide doit accompagner toute demande de permis ou de certificat pour l'exercice d'un usage, la construction ou la transformation d'un bâtiment ou la réalisation d'un ouvrage, proposant un empiètement ou un empiètement additionnel dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection.** **Malgré le premier alinéa, une étude de caractérisation d'un milieu humide n'est pas requise dans le cas de la reconstruction d'un bâtiment ayant la même implantation.**	<u>Obligation de dépôt d'une étude de caractérisation</u> Établit la liste les constructions et ouvrages qui requièrent une étude de caractérisation, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).

		207.4.	S.O.	**207.4. La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection résultant d'une étude de caractérisation du milieu humide prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifiés à l'illustration 14 de l'annexe A intitulée « Les milieux humides d'intérêt ».**	<u>Étude de caractérisation pour la délimitation</u> Possibilité de réviser la délimitation d'un milieu humide par une étude de caractérisation, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
		207.5.	S.O.	**207.5. Dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'illustration 14 de l'annexe A intitulée « Les milieux humides d'intérêt », le côté riverain à un milieu humide d'un immeuble construit qui n'empiète pas sur ce milieu doit être clôturé sans ouvertures ni accès vers celui-ci.**	<u>Exigence de clôturer</u> Obligation, dans l'aire de protection d'un milieu humide, de clôturer le côté riverain à un milieu humide d'un immeuble construit qui n'empiète pas sur ce milieu, sans ouvertures ni accès vers celui-ci, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
Annexe A	*Illustration 13*				<u>Ajout des milieux humides</u> Ajout des milieux humides dans l'illustration liée à l'article 201.2. du RCA 40 : 201.2. Dans les territoires identifiés sur l'illustration 13 de l'annexe A intitulée « Interdiction des espèces de plantes envahissantes », l'utilisation des espèces de plantes suivantes est interdite : (…), en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).

Annexe A	*Illustration 14*		S.O.		Ajout d'une cartographie des milieux humides d'intérêt et de leurs aires de protection, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
	Document 15		*S.O.*	**ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE** **Ce document indique les exigences minimales relatives à une étude de caractérisation d'un milieu humide devant être conformément aux dispositions du Règlement concernant le zonage (RCA 40).** **Une telle étude vise à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection afin de déterminer si les constructions, usages, ouvrages, et le cas échéant, les activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ou les opérations cadastrales se situent à l'intérieur de cette délimitation. Si tel est le cas, l'étude vise notamment à connaître la composition du milieu humide et de son aire de protection.** **Les sections qui suivent précisent les exigences et les éléments de base qui doivent être respectés dans une étude de caractérisation d'un milieu humide ainsi que les informations complémentaires à fournir.** **1 - EXIGENCES** **RÉALISATION** **L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain.**	Requis pour une étude de caractérisation des milieux humides, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).

RÉFÉRENCE NORMATIVE

L'étude de caractérisation doit respecter les normes du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ou du ministère responsable de l'environnement), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante : http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm

MÉTHODOLOGIE D'INVENTAIRES

Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne).

La validité de ces inventaires est de cinq ans.

Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide.

Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection.

Pour un milieu humide de plus de 3 000 m^2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m^2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé.

2 - ÉLÉMENTS DE BASE

CONTENU OBLIGATOIRE

Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants :

I. Les données cartographiques relatives à la délimitation des :
- **A. milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés à la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt;**
- **B. cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.**

Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences.

II. Les dates des inventaires terrains;

III. La localisation cartographiée des stations d'inventaires;

V. Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP;

V. Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) et leur caractère riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé. Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé;

VI. Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides;

VII. Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) présents sur le terrain ciblé à l'étude de caractérisation;

III. Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection);

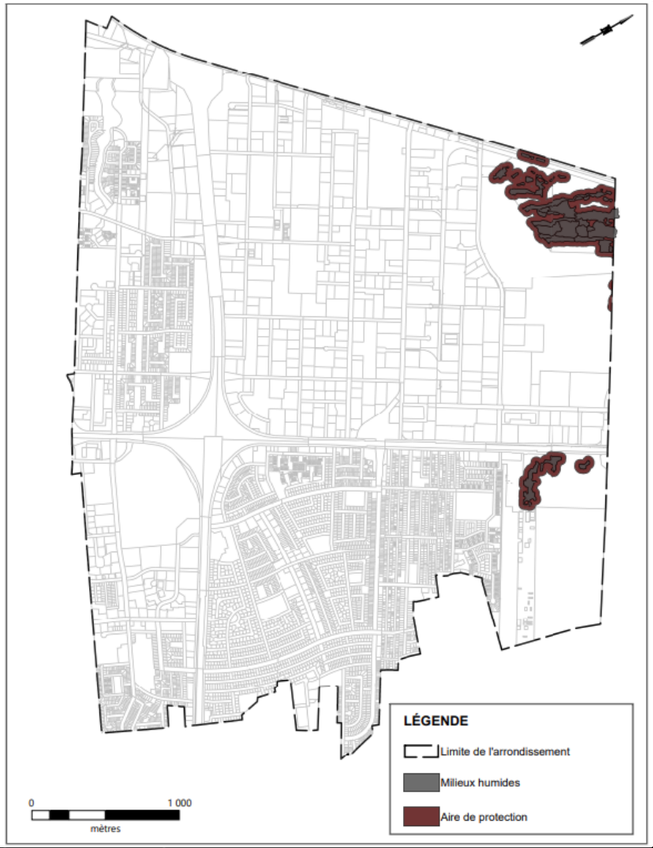
X. La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes :
- **A. Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation;**
- **B. Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide.**

X. Un plan d'implantation réalisé par un expert, présentant minimalement :
- **A. Les limites de propriété;**
- **B. Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives :**
  1. **Au milieu humide;**
  2. **À l'aire de protection;**
  3. **À la limite du littoral, si applicable;**
  4. **À la rive, si applicable;**
  5. **Aux limites des plaines inondables, si applicable.**
- **C. La localisation existante des usages, constructions et lots;**

				XI. Un plan présentant minimalement : **A. La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots;** **B. Les limites de la zone de travaux.** **CONTENU SUPPLÉMENTAIRE** **Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants :** **I. Pour tous les peuplements homogènes (milieux terrestres et milieux humides) :** **A. Leur superficie;** **B. L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente);** **C. Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique;** **D. La description du type de drainage et de la pente;** **E. La nature du sol (hydromorphe ou non);** **F. L'épaisseur de tourbe, si applicable;** **G. Les indicateurs hydrologiques;** **H. La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable.** **II. Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) :** **A. La hauteur moyenne des peuplements;** **B. L'âge des peuplements arborescents;** **C. Une description du stade successionnel (climacique);** **D. La structure (inéquienne ou équienne);** **E. Le pourcentage de recouvrement de la canopée.** **III. Pour les milieux humides :** **A. Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides.** **V. Pour les milieux hydriques :** **A. Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau;** **B. La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1);** **À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées.** **V. Pour les cas de perte de milieu naturel :** **A. L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent);** **B. La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants.** **3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR** **I. Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives :** **A. Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé;** **B. Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation;** **C. À la localisation des stations d'inventaires.** **Bibliographie** **Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). *Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021*, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https:// www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf**	

Objet de l'amendement du RCA 45 – Milieux humides					
Chapitre	**Section**	**No. article**	**En vigueur**	**Proposé**	**Commentaires**
CHAPITRE I : DÉFINITIONS	-	**1.**	1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient : « comité » : le Comité consultatif d'urbanisme formé conformément au règlement constituant un comité consultatif d'urbanisme (CA-3) ; « conseil » : le conseil de l'arrondissement d'Anjou « équipement mécanique » : un appareil et un conduit électrique, de plomberie, de chauffage et de conditionnement de l'air tels qu'une thermopompe, un compteur d'électricité ou de gaz, un appareil de réfrigération, un conduit de ventilation et un appareil de climatisation, à l'exception d'un appareil de climatisation individuel et amovible.	**1.** Dans le présent règlement, les mots suivants signifient : **« aire de protection d'un milieu humide » : Une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'annexe 12 intitulée « Les milieux humides d'intérêt »;** « comité » : le Comité consultatif d'urbanisme formé conformément au règlement constituant un comité consultatif d'urbanisme (CA-3) ; « conseil » : le conseil de l'arrondissement d'Anjou « **étude de caractérisation d'un milieu humide** » : **Une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées à l'annexe 13 intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide »;** « équipement mécanique » : un appareil et un conduit électrique, de plomberie, de chauffage et de conditionnement de l'air tels qu'une thermopompe, un compteur d'électricité ou de gaz, un appareil de réfrigération, un conduit de ventilation et un appareil de climatisation, à l'exception d'un appareil de climatisation individuel et amovible.	<u>Ajout de définitions</u> Ajout des définitions pertinentes traités dans le RCG14-029-7, soit « aire de protection d'un milieu humide » (30 mètres au pourtour du milieu humide) et « étude de caractérisation d'un milieu humide ».
CHAPITRE II : OBJET DU RÈGLEMENT	-	**3.**	3. Préalablement à la délivrance d'un permis de construction ou d'un certificat d'autorisation exigé en vertu du Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018) ou du Règlement sur les permis et certificats (numéro 1527), l'approbation du conseil est requise dans les cas suivants : […] S.O.	**3**. Préalablement à la délivrance d'un permis de construction ou d'un certificat d'autorisation exigé en vertu du Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018) ou du Règlement sur les permis et certificats (numéro 1527), l'approbation du conseil est requise dans les cas suivants : […] **17° projet lié à une demande d'empiètement dans l'aire de protection d'un milieu humide identifié à l'annexe 12 intitulée « Les milieux humides d'intérêt » visant l'exercice d'un usage ou la construction ou l'agrandissement d'un bâtiment, tel qu'autorisé en vertu de l'article 207.3. du Règlement concernant le zonage (RCA 40).**	<u>PIIA pour un projet d'empiétement dans un milieu humide</u> Soumettre un projet d'empiétement dans un milieu humide, autorisé en vertu de l'article 207.3. du Règlement concernant le zonage (RCA 40), à l'approbation d'un Plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.), en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
CHAPITRE III : CONTENU DE LA DEMANDE D'APPROBATION D'UN P.I.I.A.	-	**6.1.3.**	S.O.	**6.1.3. Pour une demande d'approbation d'un P.I.I.A. relatif à une demande d'empiètement dans l'aire de protection d'un milieu humide identifié à l'annexe 12 intitulée « Les milieux humides d'intérêt » visant l'exercice d'un usage ou la construction ou l'agrandissement d'un bâtiment, tel qu'autorisé en vertu de l'article 207.3. du Règlement concernant le zonage (RCA 40), le requérant doit fournir une étude de caractérisation d'un milieu humide.** **La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection d'un milieu humide résultant d'une étude de caractérisation du milieu humide prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifiée à l'annexe 12 intitulée « Les milieux humides d'intérêt ».**	<u>Exigence de dépôt d'une étude de caractérisation</u> Lors d'une demande de P.I.I.A. relative à une demande d'empiètement dans l'aire de protection d'un milieu humide, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7). <u>Étude de caractérisation pour la délimitation</u> Possibilité de réviser la délimitation d'un milieu humide par une étude de caractérisation, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
CHAPITRE XXV : OBJECTIFS ET CRITÈRES D'ÉVALUATION D'UN P.I.I.A. RELATIF À UN PROJET D'EMPIÉTEMENT DANS L'AIRE DE	**SECTION I : OBJECTIFS**	**57.31.**	S.O.	**57.31. Les objectifs d'un P.I.I.A. relatif à un projet d'empiétement dans l'aire de protection d'un milieu humide sont :** **1º maximiser la conservation des milieux humides et de leur aire de protection;** **2º valoriser les éléments d'intérêts naturels et favoriser une intégration harmonieuse de ceux-ci au projet;** **3º favoriser la préservation et le rehaussement de la biodiversité;** **4º préserver l'alimentation en eau des milieux humides ou favoriser son amélioration.**	Établir les objectifs d'un P.I.I.A. relatif à un projet d'empiétement dans l'aire de protection d'un milieu humide, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).

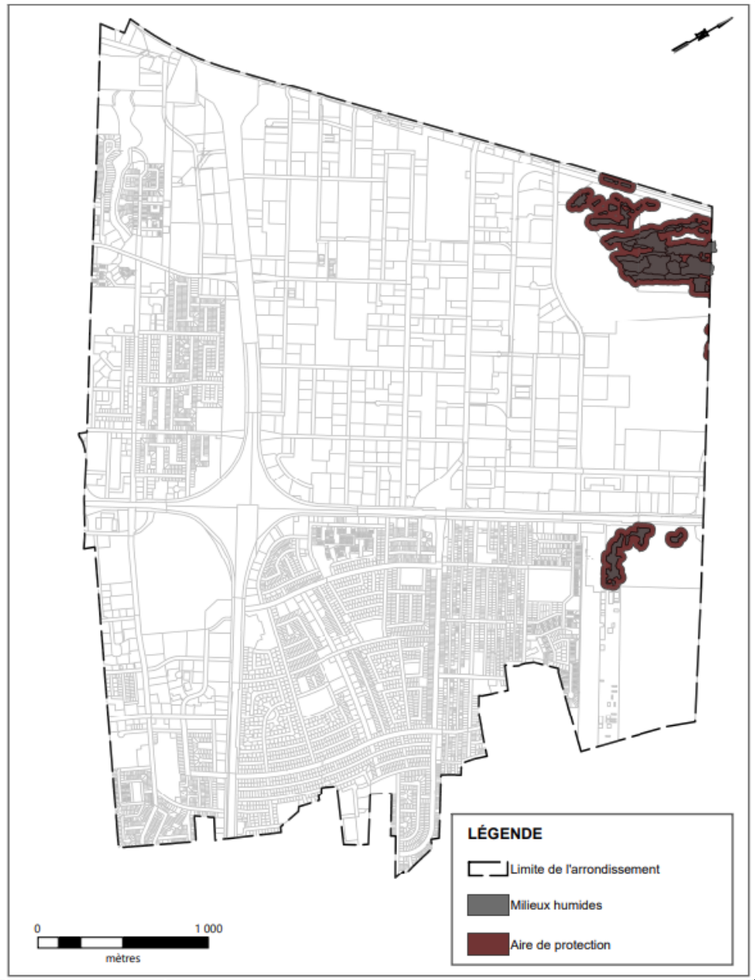
PROTECTION D'UN MILIEU HUMIDE	**SECTION II : CRITÈRES D'ÉVALUATION**	**57.32.**	S.O.	**57.32. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « maximiser la conservation des milieux humides et de leur aire de protection » sont les suivants :** **1º prévoir une implantation des constructions et des ouvrages éloignée des milieux humides et de l'aire de protection;** **2º préconiser un aménagement du terrain et une implantation des constructions limitant la perte de milieux naturels et les milieux humides et minimisant les activités de déblai, remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants;** **3º favoriser la conservation d'une bande de protection approximative de 10 mètres autour des milieux humides.**	Établir les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « maximiser la conservation des milieux humides et de leur aire de protection », en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
		57.33.	S.O.	**57.33. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « valoriser les éléments d'intérêts naturels et favoriser une intégration harmonieuse de ceux-ci au projet » sont les suivants :** **1º préconiser l'aménagement de liens écologiques entre les milieux humides, ainsi qu'avec les autres milieux naturels;** **2º proposer des aménagements contribuant à la mise en valeur des milieux humides et des autres milieux naturels présents.**	Établir les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « valoriser les éléments d'intérêts naturels et favoriser une intégration harmonieuse de ceux-ci au projet », en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
		57.34.	S.O.	**57.34. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « favoriser la préservation et le rehaussement de la biodiversité » sont les suivants :** **1º maximiser la conservation des arbres présents et des espèces végétales présentant une valeur écologique;** **2º préconiser la restauration du terrain, la plantation d'espèces indigènes diversifiées et l'éradication des espèces envahissantes.**	Établir les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « favoriser la préservation et le rehaussement de la biodiversité », en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
		57.35.	S.O.	**57.35. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « préserver l'alimentation en eau des milieux humides ou favoriser son amélioration » sont les suivants :** **1º préserver une topographie naturelle et maintenir l'équilibre hydrique des milieux humides en limitant les activités de déblai, de remblai ou le déplacement d'humus;** **2º préserver des bassins de drainage naturel par une implantation des constructions et par des aménagements qui permettent l'écoulement des eaux vers les milieux humides.**	Établir les critères permettant d'évaluer l'atteinte de l'objectif « préserver l'alimentation en eau des milieux humides ou favoriser son amélioration », en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).

ANNEXES	**Annexe 12**		S.O.		Ajout d'une cartographie des milieux humides et de leurs aires de protection, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
	Annexe 13		S.O.	**ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE** **Ce document indique les exigences minimales relatives à une étude de caractérisation d'un milieu humide devant être déposée conformément aux dispositions du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45).** **Une telle étude vise à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection afin de déterminer si les constructions, usages, ouvrages, et le cas échéant, les activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ou les opérations cadastrales se situent à l'intérieur de cette délimitation. Si tel est le cas, l'étude vise notamment à connaître la composition du milieu humide et de son aire de protection.** **Les sections qui suivent précisent les exigences et les éléments de base qui doivent être respectés dans une étude de caractérisation d'un milieu humide ainsi que les informations complémentaires à fournir.** **1 - EXIGENCES** **RÉALISATION** **L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain.** **RÉFÉRENCE NORMATIVE** **L'étude de caractérisation doit respecter les normes ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ou du ministère responsable de l'environnement), contenues au document Identification et délimitation**	Requis pour une étude de caractérisation des milieux humides, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).

				des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante : http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm **MÉTHODOLOGIE D'INVENTAIRES** **Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne).** **La validité de ces inventaires est de cinq ans.** **Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide.** **Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection.** **Pour un milieu humide de plus de 3 000 m^2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m^2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé.** **2 - ÉLÉMENTS DE BASE** **CONTENU OBLIGATOIRE** **Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants :** **II. Les données cartographiques relatives à la délimitation des :** **A. milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés à la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt;** **B. cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.** **Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences.** **III. Les dates des inventaires terrains;** **V. La localisation cartographiée des stations d'inventaires;** **V. Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP;** **VI. Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) et leur caractère riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé. Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé;** **VII. Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides;** **III. Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) présents sur le terrain ciblé à l'étude de caractérisation;** **X. Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection);** **X. La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes :** **A. Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation;** **B. Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide;** **XI. Un plan d'implantation réalisé par un expert, présentant minimalement :** **A. Les limites de propriété;** **B. Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives :** **1. Au milieu humide;** **2. À l'aire de protection;** **3. À la limite du littoral, si applicable;**	

				4. À la rive, si applicable; 5. Aux limites des plaines inondables, si applicable; C. La localisation existante des usages, constructions et lots; XXII. Un plan présentant minimalement : A. La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots; B. Les limites de la zone de travaux. **CONTENU SUPPLÉMENTAIRE** Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants : VI. Pour tous les peuplements homogènes (milieux terrestres et milieux humides) : A. Leur superficie; B. L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente); C. Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique; D. La description du type de drainage et de la pente; E. La nature du sol (hydromorphe ou non); F. L'épaisseur de tourbe, si applicable; G. Les indicateurs hydrologiques; H. La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable; VII. Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) : A. La hauteur moyenne des peuplements; B. L'âge des peuplements arborescents; C. Une description du stade successionnel (climacique); D. La structure (inéquienne ou équienne); E. Le pourcentage de recouvrement de la canopée; III. Pour les milieux humides : A. Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides; X. Pour les milieux hydriques : A. Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau; B. La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1); À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées; X. Pour les cas de perte de milieu naturel : A. L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent); B. La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants. **3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR** II. Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives : A. Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé; B. Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation; C. À la localisation des stations d'inventaires. **Bibliographie** Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). *Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021*, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https:// www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf	

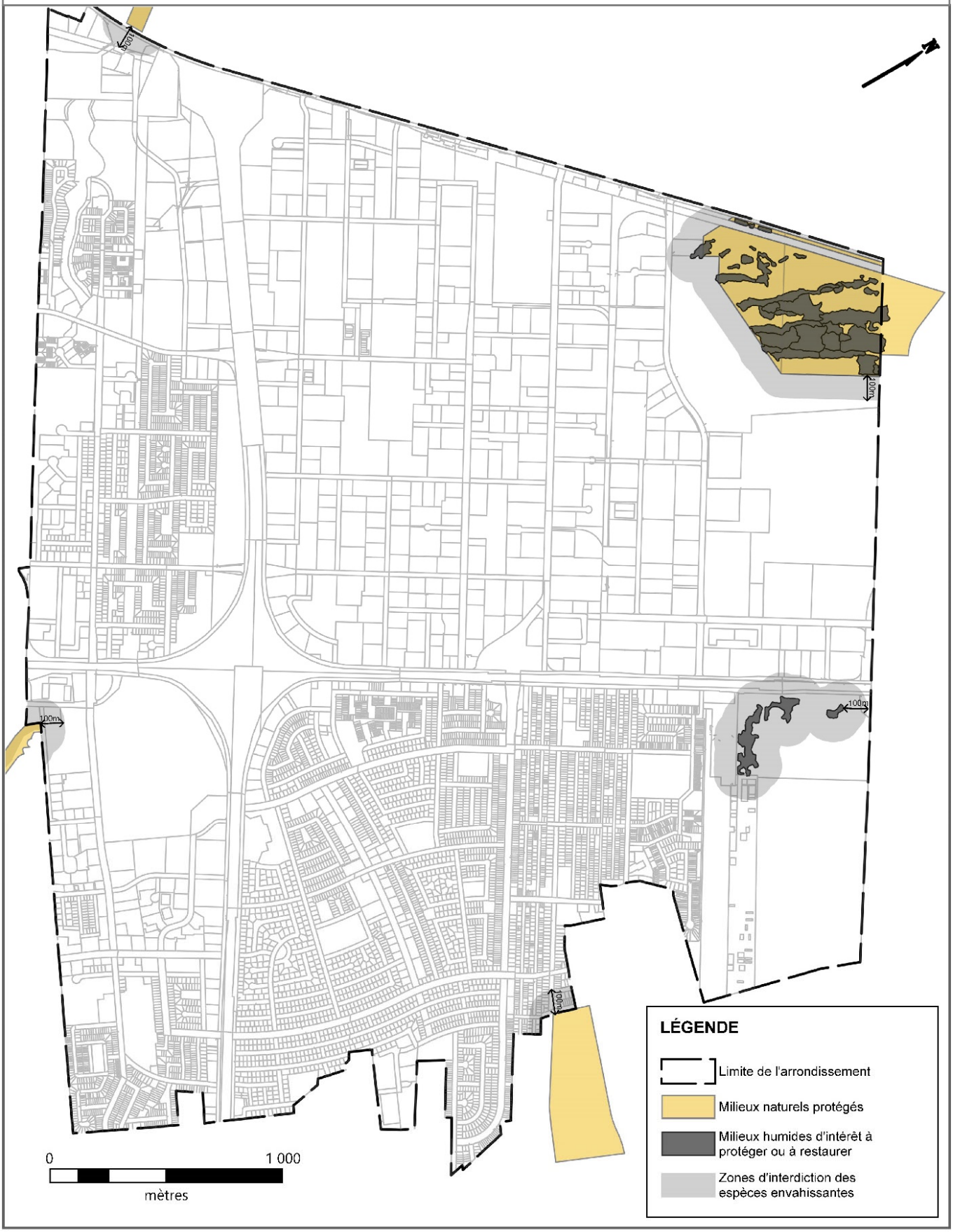
Objet de l'amendement du Règlement 1528 – Milieux humides				
Chapitre	**No. article**	**En vigueur**	**Proposé**	**Commentaires**
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES	**2.2 Définitions**	Artère : Voie de circulation, d'une emprise de plus de vingt-cinq mètres (25 m), destinée à un fort débit de circulation de tous genres de véhicules. […] Établissement : Lieu qui sert à l'exploitation d'une activité économique. Il peut se retrouver dans un ou plusieurs bâtiments ou dans une partie d'un bâtiment. Façade principale de bâtiment : Façade d'un bâtiment où se trouve son principal accès.	**Aire de protection d'un milieu humide : Une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'illustration 3 jointe en annexe intitulée « Les milieux humides d'intérêt ».** Artère : Voie de circulation, d'une emprise de plus de vingt-cinq mètres (25 m), destinée à un fort débit de circulation de tous genres de véhicules. […] Établissement : Lieu qui sert à l'exploitation d'une activité économique. Il peut se retrouver dans un ou plusieurs bâtiments ou dans une partie d'un bâtiment. É**tude de caractérisation d'un milieu humide** : **Une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées au document 4 joint en annexe intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide ».** Façade principale de bâtiment : Façade d'un bâtiment où se trouve son principal accès.	Ajout de définitions Ajout des définitions pertinentes traitées dans le RCG14-029-7, soit « aire de protection d'un milieu humide » (30 mètres au tour du milieu humide) et « étude de caractérisation d'un milieu humide ».
CHAPITRE 5 : TERRAINS ET ÎLOTS	**5.4.1**	S.O.	**5.4 Dispositions particulières applicables à un lot situé en tout ou en partie dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection** **5.4.1 Interdiction d'empiéter dans un milieu humide et son aire de protection** **Dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection, identifiés à l'illustration 3 jointe en annexe intitulée « Les milieux humides d'intérêt », tout morcellement de lot est interdit, sauf :** **1° un morcellement de lot nécessité par une déclaration de copropriété faite en vertu de l'article 1038 du Code civil du Québec ou par l'aliénation d'une partie de bâtiment requérant la partition du terrain sur lequel il est situé;** **2° un morcellement de lot à des fins de conservation d'espaces verts ou de création de parc;** **3° un morcellement de lot qui n'a pas pour effet de créer une nouvelle limite de lot à l'intérieur d'un milieu humide à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection;** **4° aux fins de l'élargissement d'une voie de circulation existante;** **5° aux fins de l'implantation d'un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d'un service d'aqueduc ou d'égout, ou d'une voie ferrée;** **6° aux fins de l'implantation d'un grand projet routier ou d'une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal ou d'une installation d'intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d'intérêt d'agglomération projetée au Schéma;** **7° aux fins de l'implantation d'une infrastructure ou d'un équipement qui a fait l'objet d'une entente avant le 21 décembre 2023;** **8° aux fins d'entretien, de restauration ou de création d'un milieu humide ou d'une aire de protection.**	Interdiction de morcellement Dans un milieu humide et dans une aire de protection, interdiction de tout morcellement de lot avec certaines exceptions (infrastructure, parc, copropriété, sans limite dans le milieu humide et l'aire de protection…), en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
	5.4.2	S.O.	**5.4.2 Détermination d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et de l'aire de protection** **La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection résultant d'une étude de caractérisation du milieu humide prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire identifiée à l'illustration 3 jointe en annexe intitulée « Les milieux humides d'intérêt ».**	Étude de caractérisation pour la délimitation Possibilité de réviser la délimitation d'un milieu humide par une étude de caractérisation, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).

ANNEXES	**Illustration 3**	S.O.		Ajout d'une cartographie des milieux humides et de leurs aires de protection, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).
	Document 4	S.O.	**ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE** **Ce document indique les exigences minimales relatives à une étude de caractérisation d'un milieu humide devant être conformément aux dispositions du Règlement de lotissement (1528).** **Une telle étude vise à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection afin de déterminer si les constructions, usages, ouvrages, et le cas échéant, les activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ou les opérations cadastrales se situent à l'intérieur de cette délimitation. Si tel est le cas, l'étude vise notamment à connaître la composition du milieu humide et de son aire de protection.** **Les sections qui suivent précisent les exigences et les éléments de base qui doivent être respectées dans une étude de caractérisation d'un milieu humide ainsi que les informations complémentaires à fournir.** **1 - EXIGENCES** **RÉALISATION** **L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain.**	Requis pour une étude de caractérisation des milieux humides, en concordance avec la modification du SAD (RCG14-029-7).

			RÉFÉRENCE NORMATIVE **L'étude de caractérisation doit respecter les normes du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ou le ministère responsable de l'environnement) (ci-après : le « MELCCFP »), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante : http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm** **MÉTHODOLOGIE D'INVENTAIRES** **Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne).** **La validité de ces inventaires est de cinq ans.** **Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide.** **Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection.** **Pour un milieu humide de plus de 3 000 m^2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m^2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé.** **2 - ÉLÉMENTS DE BASE** **CONTENU OBLIGATOIRE** **Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants :** **III. Les données cartographiques relatives à la délimitation des :** **A. milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés à la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt;** **B. cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.** **Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences.** **V. Les dates des inventaires terrains;** **V. La localisation cartographiée des stations d'inventaires;** **VI. Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP;** **VII. Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) et leur caractère riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé. Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé;** **III. Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides;** **X. Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) présents sur le terrain ciblé à l'étude de caractérisation;** **X. Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection);** **XI. La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes :** **A. Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation;** **B. Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide;** **II. Un plan d'implantation réalisé par un expert, présentant minimalement :** **A. Les limites de propriété;** **B. Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives :**	

			1. Au milieu humide; 2. À l'aire de protection; 3. À la limite du littoral, si applicable; 4. À la rive, si applicable; 5. Aux limites des plaines inondables, si applicable; C. La localisation existante des usages, constructions et lots; XXXIII. Un plan présentant minimalement : A. La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots; B. Les limites de la zone de travaux. **CONTENU SUPPLÉMENTAIRE** Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants : XI. Pour tous les peuplements homogènes (milieux terrestres et milieux humides) : A. Leur superficie; B. L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente); C. Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique; D. La description du type de drainage et de la pente; E. La nature du sol (hydromorphe ou non); F. L'épaisseur de tourbe, si applicable; G. Les indicateurs hydrologiques; H. La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable; XII. Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) : A. La hauteur moyenne des peuplements; B. L'âge des peuplements arborescents; C. Une description du stade successionnel (climacique); D. La structure (inéquienne ou équienne); E. Le pourcentage de recouvrement de la canopée; III. Pour les milieux humides : A. Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides; V. Pour les milieux hydriques : A. Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau; B. La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1); À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées; V. Pour les cas de perte de milieu naturel : A. L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent); B. La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants. **3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR** III. Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives : A. Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé; B. Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation; C. À la localisation des stations d'inventaires. **Bibliographie** Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). *Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021*, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf	

INTERDICTION DES ESPÈCES DE PLANTES ENVAHISSANTES



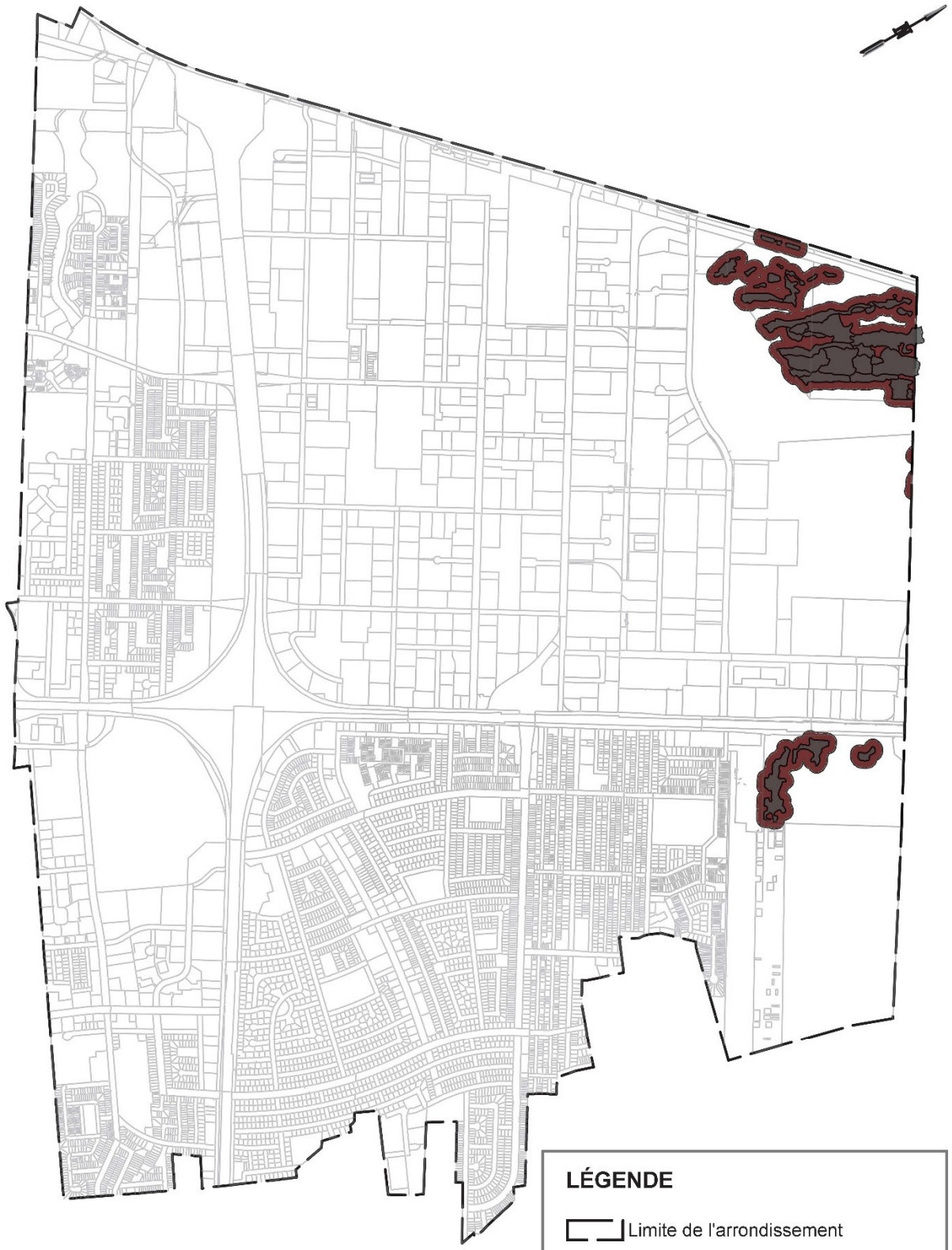
ANNEXE A

ILLUSTRATION 13

RÈGLEMENT NUMÉRO RCA 40

RÈGLEMENT DE ZONAGE DE L' ARRONDISSEMENT D'ANJOU

LES MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT



ANNEXE A

ILLUSTRATION 14

RÈGLEMENT NUMÉRO RCA 40

RÈGLEMENT DE ZONAGE
DE L' ARRONDISSEMENT D'ANJOU

ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE

Ce document indique les exigences minimales relatives à une étude de caractérisation d'un milieu humide devant être conformément aux dispositions du Règlement concernant le zonage (RCA 40).

Une telle étude vise à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection afin de déterminer si les constructions, usages, ouvrages, et le cas échéant, les activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ou les opérations cadastrales se situent à l'intérieur de cette délimitation. Si tel est le cas, l'étude vise notamment à connaître la composition du milieu humide et de son aire de protection.

Les sections qui suivent précisent les exigences et les éléments de base qui doivent être respectées dans une étude de caractérisation d'un milieu humide ainsi que les informations complémentaires à fournir.

1 - EXIGENCES

RÉALISATION

L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain.

RÉFÉRENCE NORMATIVE

L'étude de caractérisation doit respecter les normes du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ou du ministère responsable de l'environnement) (ci-après : le « MELCCFP »), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante : http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm

MÉTHODOLOGIE D'INVENTAIRES

Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne).

La validité de ces inventaires est de cinq ans.

Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide.

Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection.

Pour un milieu humide de plus de 3 000 m^2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m^2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé.

2 - ÉLÉMENTS DE BASE

CONTENU OBLIGATOIRE

Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants :

I. Les données cartographiques relatives à la délimitation des :
   A. milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés à la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt;
   B. cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

   Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences.

II. Les dates des inventaires terrains;

III. La localisation cartographiée des stations d'inventaires;

IV. Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP;

V. Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) et leur caractère riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé. Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé;

VI. Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides;

VII. Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) présents sur le terrain ciblé à l'étude de caractérisation;

VIII. Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection);

IX. La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes :
   A. Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation;
   B. Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide;

X. Un plan d'implantation réalisé par un expert, présentant minimalement :
   A. Les limites de propriété;
   B. Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives :
      1. Au milieu humide;
      2. À l'aire de protection;
      3. À la limite du littoral, si applicable;
      4. À la rive, si applicable;
      5. Aux limites des plaines inondables, si applicable;
   C. La localisation existante des usages, constructions et lots;

XI. Un plan présentant minimalement :
   A. La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots;
   B. Les limites de la zone de travaux.

CONTENU SUPPLÉMENTAIRE

Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants :

I. Pour tous les peuplements homogènes (milieux terrestres et milieux humides) :
   A. Leur superficie;
   B. L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente);
   C. Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique;
   D. La description du type de drainage et de la pente;
   E. La nature du sol (hydromorphe ou non);
   F. L'épaisseur de tourbe, si applicable;
   G. Les indicateurs hydrologiques;
   H. La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable;

II. Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) :
   A. La hauteur moyenne des peuplements;
   B. L'âge des peuplements arborescents;
   C. Une description du stade successionnel (climacique);

D. La structure (inéquienne ou équienne);
E. Le pourcentage de recouvrement de la canopée;

III. Pour les milieux humides :
A. Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides;

IV. Pour les milieux hydriques :
A. Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau;
B. La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1);
À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées;

V. Pour les cas de perte de milieu naturel :
A. L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent);
B. La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants.

3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR

I. Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives :
A. Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé;
B. Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation;
C. À la localisation des stations d'inventaires.

Bibliographie

Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). *Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021*, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf.



Anjou Montréal Direction de l'aménagement urbain et des servies aux entreprises	RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (RCA 45)	**2025**
	MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT	**RÈGLEMENT NUMÉRO RCA XXX**
		Annexe 12

ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE

Ce document indique les exigences minimales relatives à une étude de caractérisation d'un milieu humide devant être déposée conformément aux dispositions du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45).

Une telle étude vise à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection afin de déterminer si les constructions, usages, ouvrages, et le cas échéant, les activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ou les opérations cadastrales se situent à l'intérieur de cette délimitation. Si tel est le cas, l'étude vise notamment à connaître la composition du milieu humide et de son aire de protection.

Les sections qui suivent précisent les exigences et les éléments de base qui doivent être respectées dans une étude de caractérisation d'un milieu humide ainsi que les informations complémentaires à fournir.

1 - EXIGENCES

RÉALISATION

L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain.

RÉFÉRENCE NORMATIVE

L'étude de caractérisation doit respecter les normes ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ou du ministère responsable de l'environnement) (ci-après : le « MELCCFP »), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante :
http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm

MÉTHODOLOGIE D'INVENTAIRES

Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne).

La validité de ces inventaires est de cinq ans.

Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la

superficie totale du milieu humide.

Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection.
Pour un milieu humide de plus de 3 000 m^2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m^2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé.

2 - ÉLÉMENTS DE BASE

CONTENU OBLIGATOIRE

Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants :

I. Les données cartographiques relatives à la délimitation des :
   A. milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés à la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt;
   B. cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

   Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences.
II. Les dates des inventaires terrains;
III. La localisation cartographiée des stations d'inventaires;
IV. Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque

formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP;

V. Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) et leur caractère riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé. Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé;

VI. Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides;

VII. Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée,

éléments anthropiques, etc.) présents sur le terrain ciblé à l'étude de caractérisation;

VIII. Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection);

IX. La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes :
   A. Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation;
   B. Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide;

X. Un plan d'implantation réalisé par un expert, présentant minimalement :
   A. Les limites de propriété;
   B. Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives :
      1. Au milieu humide;
      2. À l'aire de protection;
      3. À la limite du littoral, si applicable;
      4. À la rive, si applicable;
      5. Aux limites des plaines inondables, si applicable;
   C. La localisation existante des usages, constructions et lots;

XI. Un plan présentant minimalement :
   A. La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots;

B. Les limites de la zone de travaux.

CONTENU SUPPLÉMENTAIRE

Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants :

I. Pour tous les peuplements homogènes (milieux terrestres et milieux humides) :
   A. Leur superficie;
   B. L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente);
   C. Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique;
   D. La description du type de drainage et de la pente;
   E. La nature du sol (hydromorphe ou non);
   F. L'épaisseur de tourbe, si applicable;
   G. Les indicateurs hydrologiques;
   H. La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable;

II. Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) :
   A. La hauteur moyenne des peuplements;
   B. L'âge des peuplements arborescents;
   C. Une description du stade successionnel (climacique);
   D. La structure (inéquienne ou équienne);
   E. Le pourcentage de recouvrement de la canopée;

III. Pour les milieux humides :
   A. Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides;

IV. Pour les milieux hydriques :
   A. Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau;
   B. La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1);
   À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées;

V. Pour les cas de perte de milieu naturel :

A. L’emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent);
B. La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d’humus ou de végétaux indigènes non envahissants.

3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR

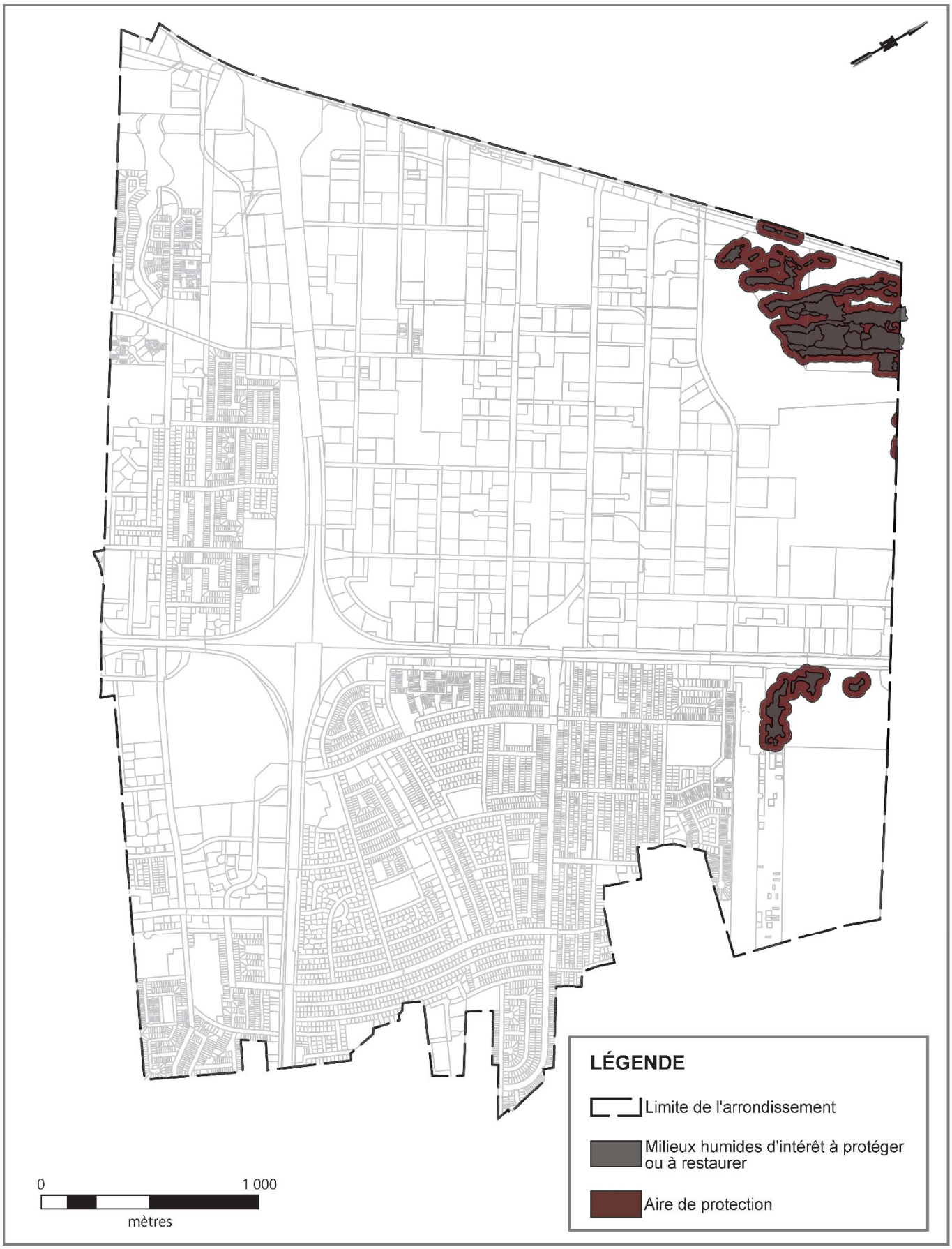
I. Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives :
   A. Aux limites d’un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d’au moins 30 mètres de part et d’autre du terrain visé;
   B. Aux limites de l’aire de protection d’un milieu humide visé par l’étude de caractérisation;
   C. À la localisation des stations d’inventaires.

Bibliographie

Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). *Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021*, Québec, Ministère de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf.

Illustration 3

LES MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT



ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE

Ce document indique les exigences minimales relatives à une étude de caractérisation d'un milieu humide devant être conformément aux dispositions du Règlement de lotissement (1528).

Une telle étude vise à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection afin de déterminer si les constructions, usages, ouvrages, et le cas échéant, les activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ou les opérations cadastrales se situent à l'intérieur de cette délimitation. Si tel est le cas, l'étude vise notamment à connaître la composition du milieu humide et de son aire de protection.

Les sections qui suivent précisent les exigences et les éléments de base qui doivent être respectées dans une étude de caractérisation d'un milieu humide ainsi que les informations complémentaires à fournir.

1 - EXIGENCES

RÉALISATION

L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain.

RÉFÉRENCE NORMATIVE

L'étude de caractérisation doit respecter les normes ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ou du ministère responsable de l'environnement) (ci-après : le « MELCCFP »), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante : http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm

MÉTHODOLOGIE D'INVENTAIRES

Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne).

La validité de ces inventaires est de cinq ans.

Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide.

Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection.

ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE

Pour un milieu humide de plus de 3 000 m^2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m^2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé.

2 - ÉLÉMENTS DE BASE

CONTENU OBLIGATOIRE

Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants :

I. Les données cartographiques relatives à la délimitation des :
   A. milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés à la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt;
   B. cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

   Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences.

II. Les dates des inventaires terrains;

III. La localisation cartographiée des stations d'inventaires;

IV. Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP;

V. Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) et leur caractère riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé. Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé;

VI. Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides;

VII. Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) présents sur le terrain ciblé à l'étude de caractérisation;

VIII. Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection);

IX. La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes :
   A. Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation;
   B. Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide;

X. Un plan d'implantation réalisé par un expert, présentant minimalement :

A. Les limites de propriété;
B. Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives :
    1. Au milieu humide;
    2. À l'aire de protection;
    3. À la limite du littoral, si applicable;
    4. À la rive, si applicable;
    5. Aux limites des plaines inondables, si applicable;
C. La localisation existante des usages, constructions et lots;

XI. Un plan présentant minimalement :
A. La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots;
B. Les limites de la zone de travaux.

CONTENU SUPPLÉMENTAIRE

Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants :

I. Pour tous les peuplements homogènes (milieux terrestres et milieux humides) :
A. Leur superficie;
B. L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente);
C. Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique;
D. La description du type de drainage et de la pente;
E. La nature du sol (hydromorphe ou non);
F. L'épaisseur de tourbe, si applicable;
G. Les indicateurs hydrologiques;
H. La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable;

II. Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) :
A. La hauteur moyenne des peuplements;
B. L'âge des peuplements arborescents;
C. Une description du stade successionnel (climacique);
D. La structure (inéquienne ou équienne);
E. Le pourcentage de recouvrement de la canopée;

III. Pour les milieux humides :
A. Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides;

IV. Pour les milieux hydriques :
A. Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau;

B. La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1);
À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées;

V. Pour les cas de perte de milieu naturel :
   A. L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent);
   B. La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants.

3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR

I. Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives :
   A. Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé;
   B. Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation;
   C. À la localisation des stations d'inventaires.

Bibliographie

Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). *Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021*, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1257077007
Unité administrative responsable : Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement d'Anjou
Projet : Adopter le règlement RCA-XX intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) et le Règlement de lotissement (1528) », afin d'assurer la concordance au règlement 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal (RCG 14-029)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** #2 : Le présent règlement propose des dispositions permettant de protéger les milieux humides d'intérêt contribuant ainsi à préserver le patrimoine naturel de l'arrondissement.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Outlook

Délégation de pouvoir - Réjean Boisvert, directeur DAUSE - 16 mai au 1er juin 2025

De Nancy BOUCHARD <nancy.bouchard2@montreal.ca>
de la part de
Rejean BOISVERT <rejean.boisvert@montreal.ca>

Date Ven 2025-05-16 12:05

À 79 DYN Anjou <79_anjou@montreal.ca>

Cc Luis MIRANDA <luis.miranda@montreal.ca>; Anne CHAMANDY <anne.chamandy@montreal.ca>; Andree HENAULT <andree.henault@montreal.ca>; Kristine MARSOLAIS <kristine.marsolais@montreal.ca>; Marie-Josee DUBE <mariejosee.dube@montreal.ca>; Richard LEBLANC <richard.leblanc@montreal.ca>

Mesdames,

Messieurs,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), je désigne monsieur Amar Ikhlef, directeur des travaux publics pour me remplacer dans mes fonctions de directeur de l'aménagement urbain et services aux entreprises et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions le 16 mai 2025 et madame Marie-Christine Chartrand, chef de division urbanisme à la DAUSE, du 17 mai au 1er juin 2025.

Et j'ai signé,

Réjean Boisvert
Directeur
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Tél.: 514 493-5179

7171, rue Bombardier
Anjou (Québec) H1J 2E9

abonnez-vous à notre infolettre
Site Web Instagram Facebook Ville de Montréal - arrondissement Anjou

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Résolution: CA25 12117

Adopter le règlement RCA 181-1 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin d'y inclure un pourvoir d'ordonnance

ATTENDU QUE l'avis de motion CA25 12092 du règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin d'y inclure un pourvoir d'ordonnance, a été donné par le conseiller Richard Leblanc à la séance du 6 mai 2025, suivi du dépôt;

ATTENDU QU'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

ATTENDU QUE l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Il est proposé par Richard L Leblanc

appuyé par Andrée Hénault

et unanimement résolu :

D'adopter le règlement RCA 181-1 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin d'y inclure un pourvoir d'ordonnance.

ADOPTÉE

40.10 1257203004

Nataliya HOROKHOVSKA

_____

Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 mai 2025	Avis de motion: CA25 12092

Donner un avis de motion et déposer le projet de règlement RCA 181-1 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin d'y inclure un pourvoir d'ordonnance

Le conseiller, Richard Leblanc, donne un avis de motion de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'arrondissement du règlement RCA 181-1 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin d'y inclure un pourvoir d'ordonnance et dépose le projet de règlement.

40.09 1257203004

Nataliya HOROKHOVSKA

_____

Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 7 mai 2025

Dossier # : 1257203004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement RCA 181-1 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin d'y inclure un pourvoir d'ordonnance

Première séance:
Donner un avis de motion et déposer le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) »,afin d'y inclure un pourvoir d'ordonnance

Le/ la conseiller ère, _____, donne un avis de motion de l'inscription pour l'adoption à une séance subséquente du conseil d'arrondissement du règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) » et dépose le projet de règlement.

Deuxième séance:

ATTENDU QU'un avis de motion CA_____ du règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) » afin d'y inclure un pourvoir d'ordonnance, a été donné par le/la conseiller ère _____ à la séance du _____ suivi du dépôt;

ATTENDU QU'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

ATTENDU QUE l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Recommandation:

D'adopter le règlement RCA 181-1 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181)», afin d'y inclure un pourvoir d'ordonnance.

Signé par Jennifer POIRIER **Le** 2025-04-23 16:52

Signataire : Jennifer POIRIER

_____

directeur(-trice)-services administratifs en arrondissements
Anjou , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens et du greffe

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1257203004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement RCA 181-1 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin d'y inclure un pourvoir d'ordonnance

CONTENU

CONTEXTE

Le présent projet de règlement vise à ajouter au « Règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 » (RCA 181) la possibilité d'accorder une réduction partielle ou totale de tout tarif prévu dans une ordonnance du conseil d'arrondissement.
Ce besoin se manifeste par divers événements/situations exceptionnels, notamment climatiques, qui nécessitent des actions rapides, et vise qu'un secteur ou une cohorte de contribuables.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 12251 - Adopter, avec changement, le règlement RCA 181 intitulé « Règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 » (1247203006)

DESCRIPTION

L'arrondissement d'Anjou souhaite se doter d'un article permettant d'accorder une réduction partielle ou totale de tout tarif prévu par une ordonnance du conseil d'arrondissement, en ajoutant l'article 2.1 dans le règlement sur les tarifs :

> « 2.1 Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance, accorder une réduction partielle ou totale de tout tarif prévu par le présent règlement pour une catégorie de biens ou de services qu'il détermine lors d'un événement exceptionnel.
>
> Lorsque le conseil d'arrondissement adopte une ordonnance visée au premier alinéa, il peut imposer toute condition qu'il estime nécessaire. Il doit notamment limiter cette ordonnance dans sa durée. »

JUSTIFICATION

Suite aux récentes inondations qui ont touché les Angevins, les citoyens de l'arrondissement n'arrivent pas à respecter les délais prévus dans les permis considérant des grands délais de traitement des demandes par les compagnies d'assurance. Ceci augmente notamment le temps des travaux et le coût des permis des sinistrés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

MONTRÉAL 2030

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

avis public d'entrée en vigueur

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Avis de motion et dépôt : mai 2025
- Adoption: juin 2025
- Entrée en vigueur: Juin 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au mieux de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphane CARON, Anjou
Philippe EMOND, Anjou
Nancy CHARBONNEAU, Anjou

Lecture :

Nancy CHARBONNEAU, 16 avril 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Josée KENNY
Secretaire-recherchiste

Tél : 514-000-0000
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-11

Jennifer POIRIER
directeur(-trice)-services administratifs en arrondissements

Tél : 514-493-8047
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257203004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens et du greffe , Division du greffe
Objet :	Adopter le règlement RCA 181-1 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin d'y inclure un pourvoir d'ordonnance



Projet_RCA 181-1_OrdoTarif.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Josée KENNY
Secretaire-recherchiste

Tél : 514-000-0000
Télécop. :

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT D'ANJOU
RCA 181-1

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES TARIFS DE L'ARRONDISSEMENT D'ANJOU - EXERCICE FINANCIER 2025 (RCA 181)

Vu les articles 244.1 à 244.10 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, c. F−2.1);

Vu l'article 145 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C 11.4);

Vu l'article 1, par. 2° de la Loi sur l'interdiction de subventions municipales, (RLRQ, c. I-15);

Attendu qu'un avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance du 6 mai 2025 ;

À la séance du 3 juin 2025, le conseil d'arrondissement d'Anjou décrète :

1. Le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - exercice financier 2025 est modifié par l'ajout après l'article 2 de l'article suivant :

   « 2.1 Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance, accorder une réduction partielle ou totale de tout tarif prévu par le présent règlement pour une catégorie de biens ou de services qu'il détermine lors d'un événement exceptionnel.

   Lorsque le conseil d'arrondissement adopte une ordonnance visée au premier alinéa, il peut imposer toute condition qu'il estime nécessaire. Il doit notamment limiter cette ordonnance dans sa durée. ».

GDD 1257203004

Ce règlement est entré en vigueur le jour de publication de l'avis public d'entrée en vigueur sur le site Internet de l'arrondissement d'Anjou, soit le XX 2025.

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Résolution: CA25 12118

Adopter le règlement RCA 184 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou (RCA 172) »

ATTENDU QUE l'avis de motion CA25 12093 du règlement intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou (RCA 172) » a été donné par la conseillère Kristine Marsolais à la séance du 6 mai 2025, suivi du dépôt;

ATTENDU QU'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

ATTENDU QUE l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Il est proposé par Kristine Marsolais

appuyé par Andrée Hénault

et unanimement résolu :

D'adopter le règlement RCA 184 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou RCA 172 ».

ADOPTÉE

40.11 1258428008

Nataliya HOROKHOVSKA

_____

Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 mai 2025	Avis de motion: CA25 12093

Donner un avis de motion et déposer le projet de règlement RCA 184 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou (RCA 172) »

La conseillère, Kristine Marsolais, donne un avis de motion de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'arrondissement du règlement RCA 184 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou RCA 172 » et dépose le projet de règlement.

40.10 1258428008

Nataliya HOROKHOVSKA
_____
Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 7 mai 2025

Dossier # : 1258428008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement RCA 184 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou (RCA 172) »

Première séance :
Donner un avis de motion et déposer le projet de règlement intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou RCA 172»

Vu les articles 4 et 7 de la Loi sur les compétences municipales (R.L.R.Q., chapitre C-47.1);

Vu l'article 141 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (R.L.R.Q., chapitre C 11.4);

Le/ la conseiller ère, _____, donne un avis de motion de l'inscription pour l'adoption à une séance subséquente du conseil d'arrondissement du règlement intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou RCA 172 » et dépose le projet de règlement.

Deuxième séance :

ATTENDU QU'un avis de motion CA_____ du règlement intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou RCA 172», a été donné par le/la conseiller ère _____ à la séance du _____ suivi du dépôt;

ATTENDU QU'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

ATTENDU QUE l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

D'adopter le règlement RCA XX intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou RCA 172 »

Signé par Anne CHAMANDY **Le** 2025-04-29 13:26

Signataire : Anne CHAMANDY

_____

directeur(-trice) - arrondissement (ii)
Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1258428008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement RCA 184 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou (RCA 172) »

CONTENU

CONTEXTE

Les bibliothèques de Montréal ont pour mission de démocratiser l'accès à la lecture, à l'information, au savoir, à la culture et au loisir, le tout dans un environnement agréable et sécuritaire, autant pour les usagères et les usagers que pour le personnel.

Le réseau des bibliothèques de Montréal remplace le Règlement relatif aux bibliothèques datant de 2014, premier Règlement commun pour toutes les bibliothèques du réseau par un Code de vie. Ce Code de vie énumère les comportements attendus de la part des usagères et des usagers des bibliothèques de Montréal.

Chaque bibliothèque du réseau doit adopter le même Code de vie et en assurer son application, et ce, afin d'éviter qu'une usagère ou qu'un usager, qui contrevient à l'une ou l'autre des règles de conduite dans une bibliothèque, puisse se déplacer et continuer à contrevenir aux règles de conduite dans d'autres bibliothèques du réseau. Le Code vie énumère les comportements attendus de la part des usagères et des usagers des bibliothèques. Les usagères et les usagers qui fréquentent les bibliothèques s'engagent ainsi à adopter ces comportements. Des sanctions administratives (perte de privilèges) peuvent être portées à l'encontre d'une usagère ou d'un usager qui contrevient au Code de vie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA23 12270 - 7 novembre 2023 - Adopter le règlement RCA 172 intitulé « Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou » afin de mettre à jour les règles de conduite devant être respectées par les usagers des bibliothèques et abroge le RCA 107
CA23 12230 - 3 octobre 20203 - Donner un avis de motion et déposer le projet de règlement intitulé « Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou », afin de mettre à jour les règles de conduite devant être respectées par les usagers des bibliothèques

CA14 12239 - 9 septembre 2014 - Présenter un avis de motion en vue d'adopter le règlement RCA 107 - Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou

DESCRIPTION

Ne s'applique pas.

JUSTIFICATION

Le règlement sera abrogé.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

MONTRÉAL 2030

Contribue au point 19, soit d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée en accord avec la Direction des communications corporatives, du Service des ressources humaines et des communications, et la Direction des bibliothèques, du Service de la culture :
- Impression de signets relatifs au bon usage des bibliothèques (adultes/jeunes)
- Accès au Code de vie sur la page https://montreal.ca/bibliotheques

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Périodes visées :
Avis de motion et dépôt du projet de règlement : Mai 2025
Adoption du règlement : Juin 2025
Entrée en vigueur du règlement : 1er septembre 2025
Adoption du Code de vie des bibliothèques de la Ville de Montréal

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alexis OUELLETTE, Anjou
Veronic PAPINEAU-ARCHAMBAULT, Anjou
Dominique GAZO, Service de la culture

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève ROUSSEAU
Adjointe de direction

Tél : 514 493-8202
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-22

Veronic PAPINEAU-ARCHAMBAULT
chef(fe) de section - bibliotheque (arrondissement)

Tél : 514-493-8270
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle GIRARD
directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissements
Tél : - -
Approuvé le : 2025-04-29

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1258428008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Adopter le règlement RCA 184 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou (RCA 172) »



Projet RCA XX_abrogebibli.docx



Code de vie_version finale.pdf



Grille d'analyse Montréal 2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève ROUSSEAU
Adjointe de direction

Tél : 514 493-8202
Télécop. :

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT D'ANJOU
RCA XX

RÈGLEMENT ABROGEANT LE RÈGLEMENT RELATIF AUX BIBLIOTHÈQUES DE L'ARRONDISSEMENT D'ANJOU (RCA 172)

Vu les articles 4 et 7 de la Loi sur les compétences municipales (R.L.R.Q., chapitre C-47.1);

Vu l'article 141 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (R.L.R.Q., chapitre C-11.4);

Vu l'article 369 de la Loi sur les cités et villes (R.L.R.Q., chapitre C-19);

À la séance du _____, le conseil d'arrondissement d'Anjou décrète :

1. Le règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou (RCA 172) est abrogé.

2. Ce règlement prend effet le 1er septembre 2025.

_____

GDD 1258428008

Introduction

Passionnément engagées dans les quartiers, les Bibliothèques de Montréal ont pour mission d'offrir un accès à la lecture, à l'information, au savoir, à la culture et au loisir.

Ce Code de vie s'applique à toutes les personnes qui fréquentent les Bibliothèques de Montréal ou utilisent leurs services. Il vise à assurer une expérience agréable, inclusive et sécuritaire à la population montréalaise. Les personnes qui fréquentent les bibliothèques s'engagent à respecter les comportements énoncés ainsi qu'à collaborer avec le personnel des bibliothèques.

Le non-respect du Code de vie peut entraîner la suspension des privilèges d'accès aux espaces, services et ressources des Bibliothèques de Montréal.

En fréquentant les Bibliothèques de Montréal ou en utilisant leurs services, toute personne s'engage à:

A- **Respecter les autres, le personnel et l'environnement**

1. Adopter un comportement respectueux ;
2. Porter des vêtements couvrant le torse ainsi que des chaussures ;
3. Respecter la propreté et la salubrité des lieux et éviter les comportements qui peuvent abîmer les équipements et les collections ;
4. Utiliser le mobilier et les équipements aux fins prévues ;
5. Maintenir un niveau sonore adéquat dans les endroits désignés de manière à ne pas incommoder les autres personnes ;
6. Consommer ses collations et ses boissons dans les endroits désignés de manière à ne pas endommager le matériel ou incommoder les autres personnes ;
7. Laisser les animaux à l'extérieur de la bibliothèque et de son terrain, à l'exception des animaux d'assistance ;
8. S'abstenir de photographier ou de filmer à l'intérieur de la bibliothèque sans l'autorisation d'une personne responsable ;
9. Obtenir l'autorisation préalable d'une personne responsable pour toute forme de sollicitation, d'activité commerciale, de pétition, d'affichage.

B- **Adopter un comportement qui favorise la sécurité des lieux et des personnes**

1. Superviser en tout temps les enfants de moins de huit ans dont elle a la responsabilité et s'assurer qu'ils consultent et empruntent du matériel approprié pour leur âge. La personne accompagnatrice doit être âgée d'au moins onze ans ;
2. Laisser les aires de circulation dégagées afin d'assurer la sécurité des déplacements ;
3. Surveiller ses effets personnels ;
4. Protéger ses informations et données personnelles ;
5. S'abstenir de courir ou d'utiliser de l'équipement sportif à l'intérieur de la bibliothèque.

C- **Respecter les lois et les politiques en vigueur**

1. Se conformer aux règles d'utilisation des services ou des ressources des Bibliothèques de Montréal ;
2. S'abstenir de consommer ou de faire le trafic des substances interdites dans la bibliothèque ;
3. Utiliser les ressources de la bibliothèque à des fins licites et non commerciales ;
4. Respecter les législations municipales, provinciales et fédérales en vigueur.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1258428008*

Unité administrative responsable : *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement d'Anjou*

Projets : *Abroger le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement d'Anjou (RCA 172)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	**X**		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Assurer l'accès de toutes et tous à des parcs de proximité et créer des liens sociaux et culturels forts en déployant une offre de services en adéquation avec les besoins de la population locale.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**X**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**X**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Résolution: CA25 12119

Adopter le règlement RCA 40-56 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin d'ajouter des définitions relatives à l'hébergement touristique

ATTENDU QUE l'avis de motion CA25 12066 du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin d'ajouter des définitions relatives à l'hébergement touristique, a été donné par le conseiller Richard Leblanc;

ATTENDU QUE le premier projet de ce règlement a été adopté à la séance du 1er avril 2025 par la résolution CA25 12068;

ATTENDU QUE ce projet de règlement a été présenté à l'assemblée publique de consultation tenue le 6 mai 2025;

ATTENDU QUE le second projet de règlement a été adopté sans changement lors de la séance du 6 mai 2025 par la résolution CA25 12094;

ATTENDU QUE suite à l'avis public diffusé le 21 mai 2025, aucune demande valide n'a été reçue par les personnes habiles à voter;

ATTENDU QU'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

ATTENDU QUE l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Il est proposé par Richard L Leblanc

appuyé par Andrée Hénault

et unanimement résolu :

D'adopter le règlement RCA 40-56 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin d'ajouter des définitions relatives à l'hébergement touristique.

ADOPTÉE

40.12 1258770003

Nataliya HOROKHOVSKA
_____
Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 1er avril 2025	Avis de motion: CA25 12066

Donner avis de motion pour le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin d'ajouter des définitions relatives à l'hébergement touristique

CONSIDÉRANT que l'arrondissement doit faire face à des enjeux de disponibilité et d'abordabilité de logements;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'uniformiser l'application de la réglementation concernant l'hébergement touristique dans une résidence principale au sein des arrondissements de la Ville de Montréal, en concordance avec la *Loi sur l'hébergement touristique* (RLRQ, chapitre H.1.01);

CONSIDÉRANT qu'il faut combler les limites de la réglementation actuelle à l'égard de la notion de résidence principale et du fardeau de la preuve contre les contrevenants.

Le conseiller, Richard Leblanc, donne un avis de motion de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'arrondissement du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin d'ajouter des définitions relatives à l'hébergement touristique.

40.07 1258770003

Nataliya HOROKHOVSKA
_____
Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 2 avril 2025

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 1er avril 2025	Résolution: CA25 12068

Adopter le premier projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin d'ajouter des définitions relatives à l'hébergement touristique

CONSIDÉRANT que l'arrondissement doit faire face à des enjeux de disponibilité et d'abordabilité de logements;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'uniformiser l'application de la réglementation concernant l'hébergement touristique dans une résidence principale au sein des arrondissements de la Ville de Montréal, en concordance avec la *Loi sur l'hébergement touristique* (RLRQ, chapitre H.1.01);

CONSIDÉRANT qu'il faut combler les limites de la réglementation actuelle à l'égard de la notion de résidence principale et du fardeau de la preuve contre les contrevenants;

Il est proposé par Richard L Leblanc

appuyé par Andrée Hénault

et unanimement résolu :

D'adopter le premier projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin d'ajouter des définitions relatives à l'hébergement touristique.

Ce projet est susceptible d'approbation référendaire.

ADOPTÉE

40.09 1258770003

Nataliya HOROKHOVSKA
_____
Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 2 avril 2025

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 mai 2025	Résolution: CA25 12094

Adopter le second projet de règlement RCA 40-56 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin d'ajouter des définitions relatives à l'hébergement touristique

Considérant que l'arrondissement doit faire face à des enjeux de disponibilité et d'abordabilité de logements;

Considérant qu'il y a lieu d'uniformiser l'application de la réglementation concernant l'hébergement touristique dans une résidence principale au sein des arrondissements de la Ville de Montréal, en concordance avec la Loi sur l'hébergement touristique (RLRQ, chapitre H.1.01);

Considérant qu'il faut combler les limites de la réglementation actuelle à l'égard de la notion de résidence principale et du fardeau de la preuve contre les contrevenants;

Il est proposé par Marie-Josée Dubé

appuyé par Andrée Hénault

et unanimement résolu :

D'adopter le second projet de règlement RCA 40-56 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin d'ajouter des définitions relatives à l'hébergement touristique.

Ce règlement est susceptible d'approbation référendaire.

ADOPTÉE

40.11 1258770003

Nataliya HOROKHOVSKA

_____

Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 7 mai 2025

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.12

2025/06/03
19:00

Dossier # : 1258770003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement RCA 40-56 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin d'ajouter des définitions relatives à l'hébergement touristique

Considérant que l'arrondissement doit faire face à des enjeux de disponibilité et d'abordabilité de logements;
Considérant qu'il y a lieu d'uniformiser l'application de la réglementation concernant l'hébergement touristique dans une résidence principale au sein des arrondissements de la Ville de Montréal, en concordance avec la *Loi sur l'hébergement touristique* (RLRQ, chapitre H.1.01);
Considérant qu'il faut combler les limites de la réglementation actuelle à l'égard de la notion de résidence principale et du fardeau de la preuve contre les contrevenants.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter le règlement RCA 40-XX intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin d'ajouter des définitions relatives à l'hébergement touristique.

Signé par Anne CHAMANDY **Le** 2025-03-24 14:11

Signataire : Anne CHAMANDY

_____

directeur(-trice) - arrondissement (ii)
Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258770003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement RCA 40-56 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin d'ajouter des définitions relatives à l'hébergement touristique

CONTENU

CONTEXTE

Face à la pénurie de logements et à la complexité de l'encadrement réglementaire lié à la location à court terme, la Ville de Montréal souhaite uniformiser l'application de la réglementation au sein des arrondissements par l'adoption d'un règlement municipal d'encadrement de l'hébergement touristique qui comprend les éléments suivants:

- La limitation de la période de location permise des résidences principales à des fins d'hébergement touristique (période autorisée du 10 juin au 10 septembre de chaque année);
- L'obligation de l'obtention d'un permis d'exploitation pour toute personne souhaitant mettre en location de courte durée sa résidence principale (permis annuel renouvelable sur demande);
- L'obligation d'afficher le permis d'exploitation délivré par l'autorité compétente;
- La possibilité de révocation du permis d'exploitation.

L'adoption de ce nouveau règlement municipal entraîne la nécessité d'un arrimage administratif du cadre réglementaire en arrondissement visant l'introduction de la notion de « résidence principale » et, plus largement, l'harmonisation de la terminologie en reprenant les éléments figurant aux définitions de la *Loi sur l'hébergement touristique* (chapitre H.1.01).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

La modification vise les articles suivants du Règlement concernant le zonage (RCA 40) :

- article 6 : ajouter les définitions d'hébergement touristique, d'hébergement touristique dans une résidence principale et de résidence principale, ainsi que modifier la définition de logement;
- article 34 : modifier la liste des usages de la catégorie C3 pour retirer les usages "hôtel" et "motel";
- article 36.1 : interdire, sur l'ensemble du territoire, l'hébergement touristique, à

l'exception d'un établissement dans une résidence principale;
- article 36.2 : permettre l'hébergement touristique seulement dans les zones où la catégorie d'usage C3;
- article 308.1 : apporter les précisions requises pour émettre les contraventions.

JUSTIFICATION

Considérant que :

- l'arrondissement doit faire face à des enjeux de disponibilité et d'abordabilité des logements;
- la Ville de Montréal souhaite uniformiser l'application de la réglementation concernant l'hébergement touristique dans une résidence principale au sein des arrondissements, en concordance avec la *Loi sur l'hébergement touristiqu e* (RLRQ, chapitre H.1.01);
- il y a lieu de combler les limites de la réglementation actuelle à l'égard de la notion de résidence principale et du fardeau de la preuve contre les contrevenants.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des engagements en inclusion et équité ainsi que des priorités de Montréal 2030. Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en accessibilité universelle et aux engagements en changements climatiques, car les modifications visent des définitions d'usages.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public et consultation publique tel que prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, chapitre A-19.1.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le projet de règlement contient des dispositions susceptibles d'approbation référendaire.

- Avis de motion et adoption du premier projet de règlement par le conseil d'arrondissement;
- Publication d'un avis public relatif à la tenue d'une consultation publique;
- Tenue de l'assemblée de consultation publique;
- Adoption du second projet de règlement, avec ou sans modifications, par le conseil d'arrondissement;
- Publication de l'avis annonçant la possibilité aux personnes habiles à voter de demander une participation à un référendum;
- Tenue d'un registre (si requis);
- Adoption finale du règlement par le conseil d'arrondissement et procédure d'approbation référendaire (si requis);

- Tenue d'un scrutin référendaire (si requis);
- Entrée en vigueur à la date de l'émission du certificat de conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications, la signataire atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu PERREAULT
Conseiller en aménagement

Tél : 514-493-5110
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-20

Marie-Christine CHARTRAND
Chef de division urbanisme permis et inspections (arr.)

Tél : 514-493-5151
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Réjean BOISVERT
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 5144935179
Approuvé le : 2025-03-20

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1258770003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , -
Objet :	Adopter le règlement RCA 40-56 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin d'ajouter des définitions relatives à l'hébergement touristique





1248770003_Tableau modif.pdf1258770003 Final.docxGrille mtl 2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu PERREAULT
Conseiller en aménagement

Tél : 514-493-5110
Télécop. :

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT D'ANJOU
RCA 40-XX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LE ZONAGE (RCA 40)

Vu l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et l'article 155 de l'annexe C de cette Charte;

À la séance du _____ 2025, le conseil de l'arrondissement d'Anjou décrète :

1. L'article 6 du Règlement concernant le zonage (RCA 40) est modifié par :

1° l'ajout, après la définition d' « établissement », des définitions suivantes :

« « établissement d'hébergement touristique » : un établissement dans lequel au moins une unité d'hébergement, tels un lit, une chambre, une suite, un appartement, une maison, un chalet, un prêt-à-camper ou un site pour camper, est offerte en location à des touristes contre rémunération, pour une période n'excédant pas 31 jours;

« établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale » : un établissement d'hébergement touristique où est offert, au moyen d'une seule réservation, de l'hébergement dans la résidence principale de la personne physique qui l'exploite à une personne ou à un seul groupe de personnes liées à la fois et n'incluant aucun repas servi sur place; ».

2° la modification de la définition de « logement » par le remplacement des mots « motels, hôtels » par les mots « établissement d'hébergement touristique ».

3° l'ajout, après la définition de « résidence pour personnes âgées », de la définition suivante :

« « résidence principale » : la résidence où une personne physique demeure de façon habituelle en y centralisant ses activités familiales et sociales et dont l'adresse correspond à celle qu'elle indique à la plupart des ministères et organismes du gouvernement, notamment aux autorités fiscales; ».

2. L'article 34 de ce règlement est modifié par l'abrogation des paragraphes 1° et 3°.

3. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 36, des articles suivants :

« 36.1 Un établissement d'hébergement touristique est interdit sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement, à l'exception d'un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale.

36.2 Malgré l'article 36.1, un établissement d'hébergement touristique, notamment un hôtel ou un motel, est autorisé dans une zone où est autorisée la catégorie d'usage « C3 Hôtellerie et divertissement commercial. » ».

4. Ce règlement est modifié par l'ajout, après le titre CHAPITRE XIV : SANCTIONS, de l'article suivant :

« 308.1 Toute personne qui occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise, permet ou tolère l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, en contravention à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue à l'article 309. ».

GDD : 1258770003

Objet de l'amendement RCA 40 – Modification hébergement touristique					
Chapitre	Section	No. article	En vigueur	Proposé	Commentaires
CHAPITRE I : APPLICATION & INTERPRÉTATION	SECTION II – INTERPRÉTATION	6	Inexistant « logement » : Espace habitable composé d'une ou plusieurs pièces, contenant des installations d'hygiène, de chauffage et de cuisson et servant de résidence à une ou plusieurs personnes. N'inclut pas les motels, hôtels et les maisons de chambres, même ceux incluant les commodités mentionnées ci-dessus;	(…) **« « établissement d'hébergement touristique » : un établissement dans lequel au moins une unité d'hébergement, tels un lit, une chambre, une suite, un appartement, une maison, un chalet, un prêt-à-camper ou un site pour camper, est offerte en location à des touristes contre rémunération, pour une période n'excédant pas 31 jours;** **« établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale » : un établissement d'hébergement touristique où est offert, au moyen d'une seule réservation, de l'hébergement dans la résidence principale de la personne physique qui l'exploite à une personne ou à un seul groupe de personnes liées à la fois et n'incluant aucun repas servi sur place; »;** (…) « logement » : Espace habitable composé d'une ou plusieurs pièces, contenant des installations d'hygiène, de chauffage et de cuisson et servant de résidence à une ou plusieurs personnes. N'inclut pas les **établissements d'hébergement touristique ~~motels, hôtels~~** et les maisons de chambres, même ceux incluant les commodités mentionnées ci-dessus; (…) **« « résidence principale » : la résidence où une personne physique demeure de façon habituelle en y centralisant ses activités familiales et sociales et dont l'adresse correspond à celle qu'elle indique à la plupart des ministères et organismes du gouvernement, notamment aux autorités fiscales; ».**	*L'ajout des définitions vise à avoir la même nomenclature que dans le Règlement concernant les établissements d'hébergement touristique, adopté par le conseil municipal en mars 2025.* *Cette concordance est requise afin d'assurer que l'équipe responsable de son application soit en mesure d'agir sur le territoire de l'arrondissement.* *La modification de la définition de logement vise à tenir compte de la nouvelle nomenclature qui sera présente suite à la présente modification.*
CHAPITRE III : CLASSIFICATION DES USAGES	SOUS-SECTION III : CATÉGORIE D'USAGE « C3 HÔTELLERIE ET DIVERTISSEMENT COMMERCIAL »	34	La catégorie d'usage C 3 comprend notamment les usages suivants : 1° hôtel; 2° brasserie; 3° motel; 4° salle de réception; 5° salle de spectacle; 6° salle de danse, discothèque, sans boisson alcoolisée; 7° salle de réunion/d'exposition; 8° cinéma; 9° salle de jeux automatiques à condition qu'elle soit localisée dans un centre commercial d'au moins 10 000 m2; 10° salle de billard; 11° salle de quilles; 12° bar.	La catégorie d'usage C 3 comprend notamment les usages suivants : 1° **~~hôtel~~ abrogé**; 2° brasserie; 3° **~~motel~~ abrogé**; 4° salle de réception; 5° salle de spectacle; 6° salle de danse, discothèque, sans boisson alcoolisée; 7° salle de réunion/d'exposition; 8° cinéma; 9° salle de jeux automatiques à condition qu'elle soit localisée dans un centre commercial d'au moins 10 000 m2; 10° salle de billard; 11° salle de quilles; 12° bar.	*L'article 34 est modifié afin de retirer les mentions d'hôtel et de motel de la liste des usages autorisés, le tout en lien avec les articles 36.1 et 36.2 qui sont ajoutés.*

		36.1	Inexistant	**36.1 Un établissement d'hébergement touristique est interdit sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement, à l'exception d'un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale.**	*Afin de faciliter l'application du Règlement concernant les établissements d'hébergement touristique, les articles 36.1 et 36.2 sont ajoutés afin de faciliter le travail des inspecteurs lorsque des contraventions sont relevées. Avec cette modification, le fardeau de la preuve est transféré au contrevenant.* *La notion d'hôtel et de motel est conservée pour tenir compte de la nomenclature existante dans le règlement, notamment dans le chapitre sur le stationnement.*
		36.2	Inexistant	**36.2 Malgré l'article 36.1, un établissement d'hébergement touristique, notamment un hôtel ou un motel, est autorisé dans une zone où est autorisée la catégorie d'usage « C3 Hôtellerie et divertissement commercial »**	
CHAPITRE XIV : SANCTIONS		308.1	Inexistant	**308.1 Toute personne qui occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise, permet ou tolère l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, en contravention à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue à l'article 309.**	*L'article 308.1 est ajouté afin de faciliter le travail des inspecteurs pour rendre l'ensemble des intervenants (propriétaires ou locataires) imputables lorsque des contraventions sont relevées.*

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1258770003*
Unité administrative responsable : DAUSE Anjou
Projet : *Adopter le règlement RCA-XX intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin d'ajouter des définitions relatives à l'hébergement touristique*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *#7 Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable;* *#11 Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique;*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** #7 La modification s'inscrit dans la volonté de la Ville de mieux contrôler la location à court terme et la présente modification vise à assurer la concordance du Règlement concernant le zonage (RCA 40) avec le nouveau règlement municipal et ainsi pouvoir agir plus facilement si des logements sont offerts à la location à court terme en contravention avec le nouveau règlement; #11 L'uniformisation du RCA 40 avec le règlement municipal va permettre une application cohérente du nouveau règlement municipal et faciliter le processus pour les citoyens.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Anjou
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Résolution: CA25 12120

Désigner le maire suppléant d'arrondissement d'Anjou pour les mois de juillet, août et septembre 2025

Il est proposé par Kristine Marsolais

appuyé par Andrée Hénault

et unanimement résolu :

De désigner le conseiller d'arrondissement, Richard Leblanc, à titre de maire suppléant d'arrondissement d'Anjou pour les mois juillet, août et septembre 2025.

ADOPTÉE

51.01 1255873003

Nataliya HOROKHOVSKA
_____
Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 51.01

2025/06/03
19:00

Dossier # : 1255873003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner le maire suppléant d'arrondissement d'Anjou pour les mois de juillet, août et septembre 2025

De désigner le conseiller d'arrondissement, Monsieur Richard Leblanc, à titre de maire suppléant d'arrondissement d'Anjou pour les mois juillet, août et septembre 2025.

Signé par Anne CHAMANDY **Le** 2025-05-26 10:11

Signataire : Anne CHAMANDY

_____

directeur(-trice) - arrondissement (ii)
Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1255873003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner le maire suppléant d'arrondissement d'Anjou pour les mois de juillet, août et septembre 2025

CONTENU

CONTEXTE

Conformément aux dispositions de l'article 56 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19), le conseil désigne, pour la période qu'il détermine, un conseiller comme maire suppléant de l'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 12043 - 4 mars 2025 - Désigner la conseillère d'arrondissement, Madame Marie-Josée Dubé, à titre de maire suppléant d'arrondissement d'Anjou pour les mois d'avril, mai et juin 2025 (1255873001)
CA24 12254 - 3 décembre 2024 - Désigner la conseillère d'arrondissement, Madame Andrée Hénault, à titre de maire suppléant d'arrondissement d'Anjou pour les mois janvier, février et mars 2025 (1248178012)
CA24 12167 - 10 septembre 2024 - Désigner la conseillère d'arrondissement, Madame Kristine Marsolais, à titre de maire suppléant d'arrondissement d'Anjou pour les mois d'octobre, novembre et décembre 2024 - (1247203003)
CA24 12116 - 4 juin 2024 - Désigner le maire suppléant d'arrondissement d'Anjou pour les mois de juillet, août et septembre 2024 - (1245873002)
CA24 12045 - Désigner le maire suppléant d'arrondissement d'Anjou pour les mois d'avril, mai et juin 2024 (1245873001)
CA23 12273 - 7 novembre 2023 - Désigner le maire suppléant d'arrondissement d'Anjou pour les mois janvier, février et mars 2024 (1238178035)

DESCRIPTION

Article 20.2 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ c. C-11.4) :
«Le conseil d'arrondissement peut désigner parmi les membres un maire suppléant de l'arrondissement.
L'article 56 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires.»

JUSTIFICATION

S/O

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S/O

MONTRÉAL 2030

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Assure une saine continuité des affaires municipales relevant de la compétence de l'Arrondissement

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lalla Houria SALIM
charge(e) de secretariat

Tél : 514-493-8011
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-23

Anne CHAMANDY
directeur(-trice) - arrondissement (ii)

Tél : 514-464-9443
Télécop. :

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Dépôt: CA25 12121

Dépôt des comptes rendus de la réunion du comité d'étude des demandes de démolition tenue le 3 février 2025 et des réunions du comité consultatif d'urbanisme (CCU) de l'arrondissement d'Anjou tenues les 13 janvier 2025, 3 février 2025 et 3 mars 2025

Dépôt est fait au conseil d'arrondissement des comptes rendus de la réunion du comité d'étude des demandes de démolition tenue le 3 février 2025 et des réunions du comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement d'Anjou tenues les 13 janvier 2025, 3 février 2025 et 3 mars 2025.

60.01 1257077009

Nataliya HOROKHOVSKA

_____

Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.01

2025/06/03
19:00

Dossier # : 1257077009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 b) faciliter l'accès aux documents pertinents aux affaires de la Ville
Projet :	-
Objet :	Dépôt des comptes rendus de la réunion du comité d'étude des demandes de démolition tenue le 3 février 2025 et des réunions du comité consultatif d'urbanisme (CCU) de l'arrondissement d'Anjou tenues les 13 janvier 2025, 3 février 2025 et 3 mars 2025

Dépôt est fait au conseil d'arrondissement des comptes rendus de la réunion du comité d'étude des demandes de démolition tenue le 3 février 2025 et des réunions du comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement d'Anjou tenues les 13 janvier 2025, 3 février 2025 et 3 mars 2025.

Signé par Anne CHAMANDY **Le** 2025-05-21 10:57

Signataire : Anne CHAMANDY

_____

directeur(-trice) - arrondissement (ii)
Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1257077009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 b) faciliter l'accès aux documents pertinents aux affaires de la Ville
Projet :	-
Objet :	Dépôt des comptes rendus de la réunion du comité d'étude des demandes de démolition tenue le 3 février 2025 et des réunions du comité consultatif d'urbanisme (CCU) de l'arrondissement d'Anjou tenues les 13 janvier 2025, 3 février 2025 et 3 mars 2025

CONTENU

CONTEXTE

À la suite de la réunion du comité d'étude des demandes de démolition tenue le 3 février 2025 et des réunions du comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement d'Anjou tenues les 13 janvier 2025, 3 février 2025 et 3 mars 2025, il y a lieu de déposer les comptes rendus.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 12044 - 4 mars 2025 : Dépôt du compte rendu de la réunion du comité consultatif d'urbanisme (CCU) de l'arrondissement d'Anjou tenues les 4 novembre 2024 et 2 décembre 2024 (sommaire 1257077005)

DESCRIPTION

Dépôt des comptes rendus de la réunion du comité d'étude des demandes de démolition tenue le 3 février 2025 et des réunions du comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement d'Anjou tenues les 13 janvier 2025, 3 février 2025 et 3 mars 2025.

JUSTIFICATION

Ne s'applique pas.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 concernant les engagements en terme de démocratie et participation.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au mieux de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Genevieve FAFARD
Conseillère en aménagement

Tél : 514-493-5126
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-13

Marie-Christine CHARTRAND
Chef de division urbanisme permis et inspections (arr.)

Tél : 514-493-5151
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marie-Christine CHARTRAND
Chef de division urbanisme permis et inspections (arr.)
Tél : 514-493-5151
Approuvé le : 2025-05-20

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257077009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , -
Objet :	Dépôt des comptes rendus de la réunion du comité d'étude des demandes de démolition tenue le 3 février 2025 et des réunions du comité consultatif d'urbanisme (CCU) de l'arrondissement d'Anjou tenues les 13 janvier 2025, 3 février 2025 et 3 mars 2025

CR_13_janvier_2025_signe.pdf CR_3_fevrier_2025_signe.pdf CR_CD_3 février_2025_signe.pdf

CR 3 mars 2025_Signe.pdf Grille Montreal 2030_1257077009.pdf

Delegation R Boisvert_16 mai au 1er juin 2025.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Genevieve FAFARD
Conseillère en aménagement

Tél : 514-493-5126
Télécop. :

ARRONDISSEMENT D'ANJOU
RÉUNION DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
TENUE LE 13 JANVIER 2025 À 18 h 00

ÉTAIENT PRÉSENTS :	M. Luis Miranda, président, maire d'arrondissement Mme Andrée Hénault, conseiller de Ville M. Réjean Boisvert, secrétaire du comité, directeur de l'Aménagement urbain et des services aux entreprises Mme Francine Beauchamp, représentante des citoyens M. Mario Bocchicchio, représentant des citoyens M. André Boisvert, représentant des citoyens M. Hugues Champigny, représentant des citoyens M. Dominic Giguère, représentant des citoyens M. Gaétan Fradette, représentant des citoyens M. Marc J. Léonard, représentant des citoyens Mme Lucia Medeiros, représentante des citoyens
ABSENCE :	Mme France Lemieux, représentante des citoyens M. André Genty, représentant des citoyens
PERSONNES-RESSOURCES :	Mme Anne Chamandy, directrice d'arrondissement Mme Marie-Christine Chartrand, chef de division urbanisme Mme Geneviève Fafard, conseillère en aménagement M. Maxime Lanthier, conseiller en aménagement
OBSERVATEURS :	Mme Marie-Josée Dubé, conseillère d'arrondissement M. Richard Leblanc, conseiller d'arrondissement Mme Kristine Marsolais, conseillère d'arrondissement

1. Ordre du jour

Les membres du comité consultatif d'urbanisme procèdent à l'adoption de l'ordre du jour.

2. Plan d'implantation et d'intégration architecturale

2.1. 6225, avenue Cairns

Dossier GDD n° : 2245614017

Objet : Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) relatif à la modification de la façade d'un bâtiment résidentiel situé au 6225, avenue Cairns – lot 1 113 121 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Responsable du dossier : Maxime Lanthier, conseiller en aménagement

Contexte :

Le propriétaire de l'habitation unifamiliale située au 6225, avenue Cairns souhaite remplacer le revêtement extérieur, les colonnes et la poutre de la marquise ainsi que la fenêtre en baie de sa résidence.

De plus, les fenêtres à l'étage, la porte de garage et la porte d'entrée seront remplacées sur la façade principale. Toutefois, ces travaux ne sont pas visés par le PIIA.

Ce projet est sujet à l'approbation d'un PIIA, en vertu du paragraphe 1 de l'article 3, du Règlement sur les Plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45), soit :

- la modification du revêtement extérieur du bâtiment impliquant un changement de matériau ou de couleur;
- la modification, l'ajout ou le retrait d'éléments architecturaux tels que les marquises, les porte-à-faux et les lucarnes. Les garde-corps et les balcons ne sont pas considérés comme des éléments architecturaux au sens du présent article;
- l'ajout ou le retrait d'ouvertures (portes et fenêtres) ainsi que la modification des dimensions des ouvertures, excluant le remplacement d'une fenêtre par une fenêtre en baie,

pour une habitation unifamiliale située dans le territoire compris entre le boulevard Louis-H.-La Fontaine, le boulevard Métropolitain, le boulevard Roi-René et la limite sud de l'arrondissement.

Ce projet fait référence à la demande de permis 3003465896 datée du 7 octobre 2024.

Description :

Le projet consiste à la modification de la façade principale par :

- le remplacement du revêtement à l'étage par un revêtement en déclin de bois véritable de la compagnie Maibec de couleur beige pâle tel que le « Dune de Sable 201 » installé à l'horizontale;
- la modification des colonnes et la poutre de la marquise avec un revêtement en aluminium de la compagnie Gentek tel que le gris foncé « Minerai de Fer »;
- la fenêtre en baie au rez-de-chaussée sera remplacée par une fenêtre fixe de la compagnie Alumilex munie d'un cadrage de couleur noir mat. La fenêtre aura une dimension de 2,05 m sur 2,64 m.

De plus, le projet comprend également le remplacement des fenêtres à l'étage ainsi que la porte de garage et la porte d'entrée. Les fenêtres auront un cadrage de couleur noir mat tandis que la porte de garage une couleur gris foncé et imitation bois. Toutefois, ces travaux ne sont pas assujettis au PIIA.

Actuellement, la façade principale est composée de:

- maçonnerie de blocs de pierre grise au rez-de-chaussée;
- un revêtement d'acier horizontal de couleur blanche à l'étage de la façade principale.

Le nouveau revêtement sera installé dans les mêmes proportions et au même emplacement sur la façade principale que le revêtement d'acier actuel.

Avis du CCU :

Le comité émet un avis favorable au plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) relatif à la modification de la façade principale du bâtiment résidentiel situé au 6225, avenue Cairns, lot 1 113 121 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

2.2. 8650, boulevard Yves-Prévost

Dossier GDD n° : 2245614020

Objet : Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) relatif à un projet d'installation d'une nouvelle enseigne murale, pour la propriété située au 8650, boulevard Yves-Prévost– lot 1 111 629 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Responsable du dossier : Maxime Lanthier, conseiller en aménagement

Contexte :

L'occupant du nouveau bâtiment localisé au 8650, boulevard Yves-Prévost, soit le Service d'aide communautaire Anjou (SAC Anjou) souhaite installer une nouvelle enseigne murale sur le bâtiment.

Ce projet est assujetti à l'approbation d'un PIIA, en vertu du paragraphe 8 de l'article 3 du Règlement sur les Plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45), soit :

- un projet d'installation d'enseigne.

Ce projet fait référence à la demande de permis 3003479035 datée du 31 octobre 2024.

À titre informatif, un PPCMOI (résolution CA23-12108) ainsi qu'un PIIA (D2237077014) ont été approuvés en 2023 pour autoriser la construction du projet.

Description :

Le projet propose l'installation d'une enseigne au mur soit :

1. une enseigne sur la façade donnant sur le boulevard Yves-Prévost à gauche de la porte d'entrée principale

Cette enseigne est en aluminium peint de couleur orange, rouge, jaune et bleu. Elle sera apposée directement sur la façade du bâtiment. L'enseigne ne sera pas lumineuse.

L'enseigne murale proposée indique le nom de l'organisme et son logo, soit « Service d'aide communautaire Anjou ». L'enseigne aura une superficie de 1,77 m². De plus, elle arborera la nouvelle image de marque de l'organisme.

Avis du CCU :

Le comité émet un avis favorable au Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) relatif à un projet d'installation d'une nouvelle enseigne au mur, pour la propriété située au 8650, boulevard Yves-Prévost– lot 1 111 629 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

3. Dérogation mineure

3.1. 6020, boulevard Joseph-Renaud

Dossier GDD n° : 1245614005

Objet : Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme (1557), une dérogation mineure visant à autoriser une allée d'accès menant aux cases de stationnement ayant une largeur minimale de 4,65 mètres, pour le bâtiment situé au 6020, boulevard Joseph-Renaud - lot 1 113 065 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Responsable du dossier : Maxime Lanthier, conseiller en aménagement

Contexte :

Le nouveau propriétaire souhaite reconvertir l'ancienne résidence pour personnes âgées en trois multilogements locatifs localisés sur des lots distincts.

Pour ce faire, le requérant a déposé une demande de dérogation mineure au Règlement concernant le zonage (RCA 40) visant à :

- autoriser une allée d'accès menant à un stationnement intérieur d'une largeur minimale de 4,65 m, et ce, malgré l'article 133 du Règlement concernant le zonage (RCA 40) qui exige une allée d'accès d'une largeur minimale de 5,5 m.

Ce projet fait référence à la demande de dérogation mineure numéro 3003483322 datée du 8 novembre 2024. En 2023, un projet de transformation des bâtiments de l'ancienne résidence pour personnes âgées a été présenté au CCU dans le cadre d'une demande d'exemption en matière de cases de stationnement. Finalement, la propriété a été vendue et le nouveau propriétaire a décidé de procéder à la transformation des bâtiments afin d'y aménager des logements, de façon conforme à la réglementation en vigueur, à l'exception de la présente demande.

Description :

Une demande de permis a été déposée afin de transformer le bâtiment visé par la demande, identifié comme le « Bloc A », afin d'accueillir 15 logements. L'implantation existante du bâtiment, qui est localisé à une distance de 4,77 m de la ligne latérale gauche de la propriété, est conservée. Cependant, une nouvelle allée d'accès doit être aménagée en cours latérale gauche pour mener à un stationnement intérieur au sous-sol comportant 11 cases. Sans cette allée d'accès, le projet ne peut pas respecter le nombre minimal de cases de stationnement requis pour desservir le bâtiment.

À l'origine, il y avait un garage attenant localisé à l'emplacement prévu pour la future allée d'accès. Ce garage avait une largeur variant entre 3,74 m et 4,68 m. Ce garage, ainsi qu'une remise d'environ 12 m², ont été démoli pour laisser place à l'allée d'accès. Au total, à la suite du réaménagement du site, l'allée aura une largeur minimale de 4,65 m.

En vertu de l'article 133 du Règlement concernant le zonage (RCA40), une allée d'accès bidirectionnelle doit avoir une largeur minimale de 5,5 m lorsqu'elle ne comporte pas de cases de stationnement adjacentes.

Pour le projet visé par la demande, les dimensions du terrain ainsi que la localisation du bâtiment existant ne permettent pas d'alternatives pour un élargissement ou une relocalisation de l'allée d'accès afin d'être conformes aux normes prévues à la réglementation. Afin d'avoir un stationnement intérieur, et respecter le nombre minimal de cases requis à la réglementation, cette allée doit impérativement passer entre la limite latérale gauche du terrain et le mur du bâtiment existant. En effet, l'allée d'accès longera la ligne latérale gauche et le mur gauche pour permettre un accès aux stationnements en sous-sol. Le projet doit obligatoirement comporter un total 11 cases sur le terrain du Bloc A (lot 1 113 065) afin de rencontrer les normes prévues au Règlement concernant le zonage (RCA 40).

Avis du CCU :

Le comité émet un avis favorable à la demande de dérogation mineure afin d'autoriser une allée d'accès menant aux cases de stationnement ayant une largeur minimale de 4,65 m pour l'immeuble situé– lot 1 113 065 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, conditionnellement :

- à la plantation d'un arbre en cour latérale droite, ayant un tronc d'au moins 5 cm de diamètre mesuré à 1,40 m du sol.

Le comité souhaitait cependant avoir des informations complémentaires quant à la typologie des logements ainsi que leurs dimensions, le nombre et la localisation des rangements pour vélos fournis ainsi que la largeur des portes de garage pour les stationnements intérieurs dans le cadre de ce projet. De plus, les membres ont souhaité obtenir une copie des plans pour permis du projet. Un courriel de suivi sera transmis aux membres afin de répondre à leurs questionnements et leur envoyer la documentation pertinente.

4. Projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble et demande d'autorisation pour la réalisation d'un projet d'habitation en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation

4.1. 6900-7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine

Dossier GDD n° : 1257077001

Objet : Demande visant à adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA 138), une résolution visant à autoriser un projet de lotissement, d'agrandissement d'un bâtiment commercial et un usage de catégorie C6, soit des unités de libre-entreposage pour la propriété située aux 6900-7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine, lots 4 594 306 et 4 594 307 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (PP-79-024)

Responsable du dossier : Geneviève Fafard, conseillère en aménagement

Contexte :

Le requérant de la demande a récemment fait l'acquisition de la propriété située aux 6900-7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine. Ce site, actuellement occupé par le concessionnaire automobile Fortier-Ford, est formé d'un lot de grandes dimensions ayant des frontages sur le boulevard Louis-H.-La Fontaine (voie de desserte de l'autoroute 25), la rue Saint-Zotique et le boulevard des Roseraies.

Un projet de redéveloppement est à l'étude depuis 2022 afin de permettre la construction de bâtiments résidentiels sur la portion de la propriété adjacente au boulevard des Roseraies et la conservation d'un front commercial sur le boulevard Louis-H.-La Fontaine.

Afin de réaliser ce projet de redéveloppement, une modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) a été adoptée le 21 novembre 2023, visant à agrandir l'aire d'affectation « Secteur résidentiel » à même le « Secteur d'emplois » pour cette propriété, afin que la portion résidentielle de la propriété soit d'une superficie suffisante pour y permettre l'aménagement d'un projet résidentiel.

Le volet de requalification commercial de ce site est assujetti à l'adoption d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI), car l'opération cadastrale, l'agrandissement du bâtiment commercial situé au 7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine et l'usage de catégorie C6, soit des unités de libre-entreposage, entraînent des non-conformités au Règlement concernant le zonage (RCA 40), notamment en ce qui concerne l'usage, les marges de recul et le nombre de cases de stationnement.

Ce projet fait référence à la demande de PPCMOI 3003173013 datée du 5 mai 2022.

Ce projet est lié à une demande d'autorisation 3003173013 datée du 2 décembre 2024 pour la réalisation d'un projet d'habitation en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q. 2024, chapitre 2) visant la construction de deux bâtiments résidentiels sur la portion du site adjacente au boulevard des Roseraies.

3e présentation au comité consultatif d'urbanisme (CCU)

Il s'agit de la troisième présentation de ce projet de redéveloppement. Deux présentations préliminaires ont été faites aux membres lors des séances du 1 et 28 septembre 2022 dans le cadre d'une modification requise au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal mentionnée précédemment. Les membres du comité consultatif d'urbanisme étaient favorables au projet et avaient émis des commentaires préliminaires en vue de la présentation ultérieure du PPCMOI :

1. la proposition de redéveloppement commercial et résidentiel s'insère bien dans le contexte de requalification du secteur;
2. des plans et études plus détaillés devront être soumis lors d'une présentation subséquente, notamment en ce qui concerne l'architecture, l'aménagement paysager et la circulation;
3. il est recommandé de bonifier le projet d'éléments liés à la transition écologique, tels que des toits verts, tant pour le commercial que pour le résidentiel, et de verdir le stationnement du concessionnaire.

Avis du comité Jacques-Viger

Lors de la réunion du comité Jacques-Viger, tenue le 23 juin 2023, les membres du comité ont procédé à l'analyse de la demande de modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047). Ils ont émis un avis favorable avec recommandations (voir document annexé), le 11 juillet 2023, concernant la demande visant la modification de la limite des aires d'affectation du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'agrandir l'aire d'affectation « Secteur résidentiel » à même le « Secteur d'emplois », pour la propriété située au 6900-7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine, dans le but de permettre la réalisation d'un projet de redéveloppement commercial et résidentiel.

Description :

Site visé

Le site, composé des lots 4 594 306 et 4 594 307 du cadastre du Québec, a une superficie totale de ± 23 448 m². Il est localisé à l'angle du boulevard Louis-H.-La Fontaine, de la rue Saint-Zotique et du boulevard des Roseraies.

Comme mentionné précédemment, cette propriété est occupée par le concessionnaire automobile Fortier-Ford, qui exerce son usage dans deux bâtiments. Le bâtiment du 7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine, ayant une hauteur d'un étage, possède une implantation au sol de 3 856,2 m². Ce bâtiment, construit en 1974, est occupé par un concessionnaire de ventes de véhicules. En 2008, un second bâtiment de deux étages et de 531,4 m² d'implantation au sol, soit le 6900, boulevard Louis-H.-La Fontaine, a été construit à gauche du bâtiment existant et y héberge le centre de camions commerciaux Fortier-Ford et un centre de location de véhicule de la bannière Enterprise.

Les espaces libres sur le terrain sont complètement minéralisés et principalement utilisés à des fins d'étalage de véhicules ou de stationnement.

Milieu d'insertion

Localisé au sud-ouest du croisement des autoroutes 25 et 40, le milieu d'insertion, ayant comme bâtiment significatif les Galeries d'Anjou, présente des lots de grandes superficies, avec une dominance de bâtiments de vente au détail à grande surface et des espaces extérieurs majoritairement minéralisés par la présence de vastes stationnements. Au sud, le site est bordé par des bâtiments résidentiels de six à huit étages. Ce secteur présente une couverture végétale plus abondante et de nombreux arbres matures.

Le secteur des Galeries d'Anjou, identifié au PMAD comme aire TOD (Transit-Oriented Development), accueillera un des édicules de la dernière station du prolongement annoncé de la ligne bleue du métro. Cet édicule projeté se trouvera à une distance de ± 300 m du site.

Une piste cyclable longe le site sur le boulevard des Roseraies et emprunte la rue Saint-Zotique vers le sud afin de rejoindre le boulevard des Galeries-d'Anjou. De plus, selon le Plan Vélo 2019 de l'arrondissement d'Anjou, le réseau de pistes cyclables dans ce secteur sera bonifié dans les prochaines années par l'ajout de tronçons sur le boulevard des Galeries-d'Anjou, ainsi que sur les rues Bélanger et Beaubien.

Le projet

La présente version du volet commercial diffère à certains égards de ce qui avait été présenté en avis préliminaire aux membres du CCU lors de la présentation le 28 septembre 2022. Initialement, il était prévu de conserver le concessionnaire automobile (Fortier-Ford), de démolir la portion arrière du bâtiment et de l'agrandir dans sa partie gauche. La nouvelle mouture du projet prévoit la requalification de la portion commerciale du site et un changement d'usage, car le concessionnaire actuellement en activité sur ce terrain a exprimé son intention de cesser ses opérations lors du redéveloppement de la propriété. Cependant, la démolition partielle prévue, l'implantation et la hauteur de l'agrandissement restent les mêmes.

De plus, il était prévu de démolir le bâtiment existant localisé au 6900, boulevard Louis-H.-La Fontaine. La présente version prévoit plutôt la conservation de celui-ci, accompagnée d'un réaménagement du site.

Voici un résumé des autres éléments modifiés concernant le volet commercial :

- diminution de l'espace dédié au stationnement extérieur résultant à des espaces végétalisés passant de 16% à 27% pour l'ensemble des deux lots;
- élargissement de la bande végétalisée en front du boulevard Louis-H.-La Fontaine et de la rue Saint-Zotique;
- retrait du toit vert sur une partie de l'agrandissement du 7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine, qui avait été ajouté suite à la recommandation du CJV.

Démolition

Comme prévu initialement, le redéveloppement du site passe dans un premier temps par la démolition de la partie arrière du bâtiment du concessionnaire (7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine) qui accueille le département de carrosserie, représentant une superficie de ± 2 900 m². Ce volet de démolition étant dans le but de permettre la construction des bâtiments résidentiels, l'autorisation de démolition sera traité à la résolution d'autorisation pour la réalisation d'un projet d'habitation en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q. 2024, chapitre 2), liée à ce projet.

Lotissement

Un projet de subdivision cadastrale visera à lotir la propriété, actuellement composée des lots 4 594 306 et 4 594 307, en quatre lots. Du coté commercial, chaque bâtiment sera sur son propre lot, soit un lot

d'une superficie de 1859 m² pour le 6900, boulevard Louis-H.-La Fontaine et un lot de 9150 m² pour le 7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine. Du coté résidentiel, un lot est prévu pour un bâtiment locatif ayant deux tours puis un lot pour un bâtiment en copropriété d'une tour.

7000, boul. Louis-H.-La Fontaine (D1)

- Agrandissement du bâtiment

Dans l'objectif de conserver la vocation commerciale du site, un projet de complexe d'unités de libre-entreposage (mini-entrepôts) est proposé. La conception de cet espace a priorisé le maintien de l'implantation du bâtiment, telle que proposée lors des étapes précédentes, afin de préserver l'effet de barrière acoustique initialement prévue avec l'agrandissement du concessionnaire.

Ce bâtiment, actuellement d'un étage avec mezzanine, sera agrandi par l'ajout d'un volume de quatre étages à sa gauche. Le projet prévoit l'abandon du stationnement sur la toiture. L'intérieur de ces volumes sera aménagé avec des unités de libre-entreposage, estimé à environ 850. Un local d'environ 185 m² sera utilisé pour la vente de fournitures liées à l'usage d'unités de libre-entreposage.

Le concept architectural préliminaire propose des panneaux métalliques isolés de couleur gris foncé sur la majorité de la portion de l'agrandissement, avec des accents de panneaux métalliques verts. Des moulures métalliques en saillie sont proposées en façade avant. Pour le rez-de-chaussée, le coin gauche et la façade droite, il est prévu des superficies vitrées. Du bloc de béton architectural gris foncé sera appliqué sur la façade latérale, entre les portes de garage.

Le bâtiment existant sera peint dans un ton de gris de manière à s'harmoniser avec l'agrandissement. Une portion de la superficie vitrée actuelle sera condamnée par l'ajout de panneaux métalliques gris et vert.

Des portes d'accès à des unités d'entreposage par l'extérieur, de type porte de garage, se retrouvent sur la façade latérale gauche. À noter que, dans une première version, des accès à des unités d'entreposage étaient prévus sur la façade arrière du bâtiment. Cependant, afin de limiter les nuisances, l'arrondissement a demandé que l'accès à ces espaces d'entreposage se fasse depuis l'intérieur du bâtiment. Ainsi, deux portes d'accès véhiculaires seront positionnées sur la façade latérale gauche et droite de l'agrandissement afin d'aménager un débarcadère intérieur.

Les portes d'accès véhiculaire du bâtiment existant seront conservées, soit sur la façade latérale droite et sur la façade avant à gauche de l'entrée principale et seront utilisés en guise de débarcadère pour les locataires des unités d'entreposage.

- Aménagement du terrain

Le projet implique un réaménagement de l'aire de stationnement avec une réduction de l'espace alloué à la circulation automobile et au stationnement. Selon le requérant, dû à la nature de l'usage, un nombre très limité de cases de stationnement est requis, soit 22 cases extérieures. Celles-ci seront aménagées en façades avant et latérale droites du bâtiment existant.

L'aménagement de 12 cases pour vélo est prévu dans la cour adjacente à la rue Saint-Zotique.

Les trois allées d'accès existantes menant à l'aire de stationnement seront conservées, soit une sur le boulevard des Roseraies et deux sur le boulevard Louis-H.-La Fontaine.

L'espace résiduel sera végétalisé, soit 25 % du terrain. De plus, 23 arbres seront plantés en plus des deux arbres existants.

Comme l'usage d'entreposage se déroule à l'intérieur, de façon individuelle et libre, une aire de chargement n'est pas requise.

Une clôture opaque est encore prévue entre l'usage C6 et l'usage résidentiel adjacent.

6900, boulevard Louis-H.-La Fontaine (D2)

- Conservation du bâtiment

À ce jour, l'usage prévu n'est pas connu. Celui-ci devra être conforme aux usages prévus à la grille de spécification de la zone C-506.

Aucune modification extérieure n'est prévue au bâtiment.

Le sous-sol de ce bâtiment est, en partie, occupé par un stationnement intérieur. Il est possible d'y garer huit véhicules, dont trois en tandem.

- Aménagement du terrain

L'accès à l'aire de stationnement se fera par l'allée d'accès adjacente du bâtiment du 7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine. Pour ce faire, une servitude devra être enregistrée en vertu de l'article 139 du Règlement concernant le zonage (RCA 40). Également, cinq cases de stationnement seront aménagées dans la cour latérale droite.

Aucune case de stationnement pour vélo n'est prévue pour ce terrain.

L'allée de circulation sera prolongée dans la cour latérale gauche afin de donner accès à la porte donnant accès au stationnement intérieur.

L'espace résiduel sera végétalisé, soit 31% du terrain. Aussi, quatre arbres seront plantés en plus des sept arbres existants.

Avis du CCU :

Le comité émet un avis favorable pour la demande visant à adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA 138), une résolution visant à autoriser un projet de lotissement, d'agrandissement d'un bâtiment commercial et un usage de catégorie C6, soit des unités de libre-entreposage pour la propriété située aux 6900-7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine, lots 4 594 306 et 4 594 307 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (PP-79-024), accompagné des conditions proposées par la Direction de l'aménagement urbain et du service aux entreprises :

<u>Spécifiques au 7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine,</u>

- aucun entreposage extérieur n'est autorisé;
- aucune case de stationnement ne peut être aménagée sur le toit du bâtiment;
- les unités de stationnement vélo doivent avoir une dimension suffisante pour accueillir un vélo-cargo;
- exiger une plantation d'un minimum de 23 arbres et un minimum de 30 % de superficie végétalisée.

<u>Spécifiques au 6900, boulevard Louis-H.-La Fontaine</u>

- vu le nombre limité de cases de stationnement, interdire les usages de vente au détail;
- exiger une plantation d'un minimum de trois arbres et un minimum de 20 % de superficie végétalisé;
- exiger un minimum de quatre unités de stationnement pour vélo.

Il est également recommandé de prévoir des critères de PIIA adaptés au projet :

<u>7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine</u>

En plus des critères prévus aux PIIA applicables du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) pour les agrandissements commerciaux pertinents au projet, inclure des critères spécifiques visant notamment à :

- minimiser les nuisances de l'éclairage extérieur tout en favorisant la sécurité des déplacements véhiculaires et piétonniers;
- employer des matériaux présentant des qualités de durabilité, des couleurs sobres et ayant un indice de réflexion élevé;
- proposer un concept qui enrichit le milieu urbain en privilégiant des tendances architecturales contemporaines tout en assurant une harmonisation avec le projet résidentiel associé;
- privilégier un traitement architectural favorisant une transparence, minimalement au niveau du rez-de-chaussée, afin de contribuer à l'animation vue de l'espace public;
- proposer des portes d'accès camion et portes de garage ayant un aspect soigné et assurer leur intégration à la proposition architecturale;
- favoriser l'accessibilité universelle du bâtiment dans le cas du projet d'agrandissement du 7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine;
- favoriser les arbres à moyen et grand déploiement.

<u>6900, boulevard Louis-H.-La Fontaine</u>

Aucun PIIA ne s'applique pour les modifications de façade. L'aménagement du terrain devrait être soumis à l'approbation d'un PIIA. Les objectifs et critères applicables pourraient avoir pour objectif de :

- assurer l'intégration harmonieuse du projet dans le milieu d'insertion;
- maximiser la couverture végétale.

De plus, le CCU questionne la fonctionnalité des manœuvres véhiculaires dans l'aire de stationnement proposé du 6900, boulevard Louis-H-La Fontaine.

Concernant le 7000, boulevard Louis-H-La Fontaine, le CCU souhaite :

- qu'il n'est pas trop de fenestration de manière à ne pas voir les portes des unités d'entreposage à l'intérieur;
- que l'architecture soit davantage travaillée vu la visibilité de l'A-25. Le style est perçu comme davantage industriel et que celui-ci devrait davantage s'harmoniser avec le projet résidentiel. Il est suggéré d'évaluer la possibilité d'animer la façade par un jeu plus marqué dans le revêtement métallique et de revoir les coloris.

Dossier GDD n° : 1257077002

Objet : Demande visant à adopter, en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q. 2024, chapitre 2), une résolution visant à autoriser un projet de lotissement, de démolition partielle d'un bâtiment commercial et de construction de deux bâtiments résidentiels, comportant trois tours, pour la propriété située aux 6900-7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine, lots 4 594 306 et 4 594 307 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (PH-79-001)

Responsable du dossier : Geneviève Fafard, conseillère en aménagement

Contexte :

Le requérant de la demande a récemment fait l'acquisition de la propriété située aux 6900-7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine. Ce site, actuellement occupé par le concessionnaire automobile Fortier-Ford, est formé d'un lot de grandes dimensions ayant des frontages sur le boulevard Louis-H.-La Fontaine (voie de desserte de l'autoroute 25), la rue Saint-Zotique et le boulevard des Roseraies.

Un projet de redéveloppement est à l'étude depuis 2022 afin de permettre la construction de bâtiments résidentiels sur la portion de la propriété adjacente au boulevard des Roseraies et la conservation d'un front commercial sur le boulevard Louis-H.-La Fontaine.

Afin de réaliser ce projet de rédeveloppement, une modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) a été adoptée le 21 novembre 2023, visant à agrandir l'aire d'affectation « Secteur résidentiel » à même le « Secteur d'emplois » pour cette propriété, afin que la portion résidentielle de la propriété soit d'une superficie suffisante pour y permettre l'aménagement d'un projet résidentiel.

Le volet de redéveloppement résidentiel de ce site est assujetti à l'adoption d'une résolution pour la réalisation d'un projet d'habitation en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q. 2024, chapitre 2), car l'opération cadastrale et la construction de deux bâtiments résidentiels totalisant ± 809 logements entraînent des non-conformités au Règlement concernant le zonage (RCA 40), notamment en ce qui concerne les marges de recul, le nombre de cases de stationnement et l'occupation des cours.

Ce projet fait référence à la demande d'autorisation 3003491057 datée du 3 décembre 2024, pour la réalisation d'un projet d'habitation en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q. 2024, chapitre 2).

Ce projet est lié à une demande de PPCMOI 3003173013, datée du 5 mai 2022, visant à autoriser un projet de lotissement, d'agrandissement d'un bâtiment commercial et un usage de catégorie C6, soit des unités de libre-entreposage, sur la portion commerciale du site adjacente au boulevard Louis-H.-La Fontaine.

3e présentation au comité consultatif d'urbanisme (CCU)

Il s'agit de la troisième présentation de ce projet de redéveloppement. Deux présentations préliminaires ont été faites aux membres lors des séances du 1er et 28 septembre 2022 dans le cadre d'une modification requise au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal mentionnée précédemment. Les membres du comité consultatif d'urbanisme étaient favorables au projet et avaient émis des commentaires préliminaires en vue de la présentation ultérieure du PPCMOI :

1. la proposition de redéveloppement commercial et résidentiel s'insère bien dans le contexte de requalification du secteur;
2. des plans et études plus détaillés devront être soumis lors d'une présentation subséquente, notamment en ce qui concerne l'architecture, l'aménagement paysager et la circulation;
3. il est recommandé de bonifier le projet d'éléments liés à la transition écologique, tels que des toits verts, tant pour le commercial que pour le résidentiel, et de verdir le stationnement du concessionnaire.

Avis du comité Jacques-Viger

Lors de la réunion du comité Jacques-Viger, tenue le 23 juin 2023, les membres du comité ont procédé à l'analyse de la demande de modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047). Ils ont émis un avis favorable avec recommandations (voir document annexé), le 11 juillet 2023, concernant la demande visant la modification de la limite des aires d'affectation du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'agrandir l'aire d'affectation « Secteur résidentiel » à même le « Secteur d'emplois », pour la propriété située au 6900-7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine, dans le but de permettre la réalisation d'un projet de redéveloppement commercial et résidentiel.

Description :

Site visé

Le site, composé des lots 4 594 306 et 4 594 307 du cadastre du Québec, a une superficie totale de ± 23 448 m². Il est localisé à l'angle du boulevard Louis-H.-La Fontaine, de la rue Saint-Zotique et du boulevard des Roseraies.

Comme mentionné précédemment, cette propriété est occupée par le concessionnaire automobile Fortier-Ford, qui exerce son usage dans deux bâtiments. Le bâtiment du 7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine, ayant une hauteur d'un étage, possède une implantation au sol de 3 856,2 m². Ce bâtiment, construit en 1974, est occupé par un concessionnaire de ventes de véhicules. En 2008, un second bâtiment de deux étages et de 31,4 m² d'implantation au sol, soit le 6900, boulevard Louis-H.-La Fontaine, a été construit à gauche du bâtiment existant et y héberge le centre de camions commerciaux Fortier-Ford et un centre de location de véhicule de la bannière Enterprise.

Les espaces libres sur le terrain sont complètement minéralisés et principalement utilisés à des fins d'étalage de véhicules ou de stationnement.

Milieu d'insertion

Localisé au sud-ouest du croisement des autoroutes 25 et 40, le milieu d'insertion, ayant comme bâtiment significatif les Galeries d'Anjou, présente des lots de grandes superficies, avec une dominance de bâtiments de vente au détail à grande surface et des espaces extérieurs majoritairement minéralisés par la présence de vastes stationnements. Au sud, le site est bordé par des bâtiments résidentiels de six à huit étages. Ce secteur présente une couverture végétale plus abondante et de nombreux arbres matures.

Le secteur des Galeries d'Anjou, identifié au PMAD comme aire TOD (Transit-Oriented Development), accueillera un des édicules de la dernière station du prolongement annoncé de la ligne bleue du métro. Cet édicule projeté se trouvera à une distance de ± 300 m du site.

Une piste cyclable longe le site sur le boulevard des Roseraies et emprunte la rue Saint-Zotique vers le sud afin de rejoindre le boulevard des Galeries-d'Anjou. De plus, selon le Plan Vélo 2019 de l'arrondissement d'Anjou, le réseau de pistes cyclables dans ce secteur sera bonifié dans les prochaines années par l'ajout de tronçons sur le boulevard des Galeries-d'Anjou, ainsi que sur les rues Bélanger et Beaubien.

Le projet

La présente version est similaire à ce qui avait été présenté en avis préliminaire aux membres du CCU lors de la présentation le 28 septembre 2022. Quelques modifications ont été apportées pour donner suite aux recommandations du Comité Jacques-Viger (CJV) dans le cadre de la demande de modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) ainsi que dans le parachèvement du projet en vue de la présente proposition, soit :

- un total de ± 809 (vs 859) unités résidentielles;
- l'implantation du volume A a été modifiée de manière à diminuer la largeur de la portion de 16 étages et à augmenter la largeur du podium de huit étages;
- la distance entre le volume A et B est passée de 12 à 11 m;
- la portion arrière du bâtiment C est passée de 12 à 13 étages;
- les deux bâtiments ont été partagés sur deux lots différents, le bâtiment A-B étant locatif et le bâtiment C étant en copropriété;
- le ratio de stationnement est passé de 0,55 pour l'ensemble du projet à une moyenne de 0,51 pour les deux propriétés, soit 0,46 pour le bâtiment A-B et 0,67 pour le bâtiment C;
- le stationnement extérieur a été retiré à la demande du CJV.

Démolition

Le redéveloppement du site passe dans un premier temps par la démolition de la partie arrière du bâtiment du concessionnaire automobile (7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine) qui accueille le département de carrosserie, représentant une superficie de ± 2 900 m². Cette démolition partielle étant dans le but de permettre la construction des bâtiments résidentiels, celle-ci sera traitée à la résolution accompagnant cette demande d'autorisation pour la réalisation d'un projet d'habitation en vertu de

l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q. 2024, chapitre 2).

Lotissement

Un projet de subdivision cadastrale visera à lotir la propriété, actuellement composée des lots 4 594 306 et 4 594 307, en quatre lots. Du coté commercial, chaque bâtiment sera sur son propre lot. Du coté résidentiel, un lot d'une superficie de 9 107 m² est prévu pour un bâtiment locatif ayant deux tours, puis un lot d'une superficie de 3 331 m² est prévu pour un bâtiment en copropriété d'une tour.

Aménagement du site (Lot bâtiment A-B et lot bâtiment C)

Malgré la présence de deux lots distincts, le concept d'aménagement du site a été pensé de façon globale afin de créer un seul projet. En effet, des allées piétonnières à usage privé parcourront les deux lots, soit celui du bâtiment A-B et celui du bâtiment C, de manière commune. Une placette à l'usage des résidents du projet est prévue dans la portion du terrain adjacente à la cour arrière du 6900, boulevard Louis-H.-La Fontaine.

Pour le lot du bâtiment A-B, le pourcentage d'espace végétalisé, est de 52,3 % du terrain. Il est proposé de planter 58 arbres en pleine terre et 34 arbres sur dalle, en plus des sept arbres existants sur le terrain.

Pour le lot du bâtiment C, le pourcentage d'espace végétalisé, est de 43,9 % du terrain. Il est proposé de planter un arbre en pleine terre et 11 arbres sur dalle, en plus des trois arbres existants sur le terrain.

Un plan prévoyant les mesures de protection pendant le chantier, des arbres existants bordant le boulevard des Roseraies, devra accompagner la demande de permis.

Il est proposé de planter 58 arbres en pleine terre et 34 arbres sur dalle, en plus des sept arbres existants sur le terrain. Un plan prévoyant les mesures de protection pendant le chantier, des arbres existants bordant le boulevard des Roseraies, devra accompagner la demande de permis.

L'accès aux aires de stationnement se fera par deux allées d'accès, une sur la rue Saint-Zotique, à l'extrémité gauche du terrain et l'autre sur le boulevard des Roseraies, à l'extrémité droite du terrain, de manière partagée avec le bâtiment C. Une servitude notariée devra être enregistrée vu le caractère commun de cette allée entre les deux propriétés.

Des transformateurs sur socle sont prévus au-delà de la cour avant adjacente à la rue Saint-Zotique, à l'extrémité gauche du terrain et du boulevard des Roseraies, à l'extrémité droite du lot du bâtiment A-B.

Construction d'un bâtiment résidentiel comportant 2 tours (A et B) reliées par le sous-sol

Ce nouveau bâtiment comprend deux volumes distincts. Le volume A, comportant ± 334 unités, présente une hauteur de huit étages sur le boulevard des Roseraies, 20 étages sur la rue Saint-Zotique et 16 étages dans la portion adjacente au volume B. Le volume B, comportant ± 261 unités, présente une hauteur de huit étages sur le boulevard des Roseraies et de 20 étages dans sa portion arrière.

Les deux volumes sont implantés à une distance de 6 m de l'emprise de la rue Saint-Zotique ainsi que du boulevard des Roseraies, à 11 m de la limite adjacente aux usages commerciaux et à un minimum de 8 m de la limite de lot partagé avec le bâtiment C. Les deux tours sont à un minimum de 18 m l'une de l'autre.

Chacune des tours présente une entrée principale. L'entrée de la tour A est localisée sur la rue Saint-Zotique, à la gauche de la façade, tandis que l'entrée de la tour B est centrée sur la façade adjacente au boulevard des Roseraies.

En ce qui concerne l'apparence extérieure, le projet propose un traitement distinct des volumes de huit et 16 étages versus ceux de 20 étages. Pour la portion de huit étages le long du boulevard des

Roseraies, ces podiums recouverts de briques de teinte brun-gris, ressortent du corps principal des bâtiments, accentués par des jeux volumétriques créés par les balcons et des éléments architecturaux métalliques de teinte brune. Ce traitement et ces matériaux sont aussi proposés pour la portion de 16 étages de la tour A.

Les deux portions à 20 étages sont recouvertes de panneaux de béton préfabriqué gris pâle et de panneaux métalliques noirs. Des balcons aux garde-corps vitrés sont proposés, à l'exception de la façade intérieure de la tour B où se trouvent des loggias.

Des thermopompes individuelles seront installées sur les balcons et dans les loggias. Les garde-corps vitrés ont une partie givrée, dont l'objectif de dissimuler les condenseurs.

Au niveau du sous-sol, on retrouve deux étages de stationnement. Celles-ci comprennent 274 cases de stationnement et 82 cases de stationnements pour vélo, positionnées à l'avant de cases de stationnement.

Concernant la répartition des logements, le projet présente actuellement :

- 65 unités de type studio (11%) ;
- 275 unités d'une chambre à coucher (46%) ;
- 195 unités de deux chambres à coucher (33%) ;
- 60 unités de trois chambres à coucher (10%).

Des espaces communs d'une superficie de ± 230 m² sont prévus au rez-de-chaussée de chacune des deux tours.

Des aménagements de détente à l'intention des résidents sont aménagés sur les toitures du 8e étage et du 16e étage de la tour A et au 8e étage de la tour B. Les sections non utilisées de ces toitures sont composées de surfaces végétales. Des terrasses, incluant une piscine, se trouvent sur les toitures du 20e étage des tours A et B. Des écrans brise-vents seront implantés conformément aux recommandations de l'étude éolienne réalisée.

Sur la toiture du 20e étage des deux tours sont localisés les équipements mécaniques, ceinturés d'écrans architecturaux de même que deux appentis liés à l'ascenseur et l'escalier.

Construction d'un bâtiment résidentiel comportant 1 tour (C)

Ce bâtiment d'une tour comportant ± 214 unités, présente une hauteur de huit étages sur le boulevard des Roseraies, et de 13 étages dans sa portion arrière. Le terrain de ce bâtiment est ceinturé par le lot du bâtiment A-B.

Le bâtiment est implanté à une distance de 6 m de l'emprise du boulevard des Roseraies, à un minimum de 2,17 m de la limite de lot gauche, partagée avec le lot du bâtiment A-B et à un minimum de 7 m de la limite de lot droite, partagée avec le lot du bâtiment A-B. Les deux tours sont à un minimum de 11 m l'une de l'autre.

L'entrée principale est à la droite de la façade adjacente au boulevard des Roseraies.

En ce qui concerne l'apparence extérieure, le projet propose un traitement distinct du podium de huit étages versus celui du volume de 20 étages. Le podium de huit étages le long du boulevard des Roseraies est recouvert de briques de teinte brun-gris et ressort du corps principal du bâtiment par des jeux volumétriques créer par les balcons et des éléments architecturaux métalliques de teinte brune.
La portion à 20 étages est recouverte de panneaux de béton préfabriqué gris et de panneaux métalliques noirs. Des balcons aux garde-corps vitrés sont proposés à l'exception de la façade latérale droite où se trouvent des loggias.

Des thermopompes individuelles seront installées sur les balcons et dans les loggias. Les garde-corps vitrés ont une partie givrée dont l'objectif est de dissimuler les condenseurs.

Au niveau du sous-sol, on retrouve deux étages de stationnement. Celles-ci comprennent 145 cases de stationnement et 44 cases de stationnements pour vélo, positionnées à l'avant de cases de stationnement.

Concernant la répartition des logements, le projet présente actuellement :

- 29 unités de type studio (14%) ;
- 93 unités d'une chambre à coucher (43%) ;
- 70 unités de deux chambres à coucher (33%) ;
- 22 unités de trois chambres à coucher (10%).

Des espaces communs d'une superficie de ± 180 m² sont prévus au rez-de-chaussée et de ± 100 m² au 9e étage, adonnant sur la terrasse du 8e étage.

Des aménagements de détente à l'intention des résidents, incluant une piscine et un appentis d'escalier, sont aménagés sur la toiture du 8e étage. Les sections non utilisées de cette toiture sont composées de surfaces végétales.

Les équipements mécaniques sont localisés sur la toiture du 20e étage, ceinturés d'écran architectural de même que deux appentis liés à l'ascenseur et l'escalier.

Résumé des études réalisées fourni le requérant

ÉTUDE	CONSTATS/RECOMMANDATIONS	ACTIONS RETENUES
Étude acoustique 7HZ *Étude de conformité acoustique du projet résidentiel Fortier-Ford*	L'étude acoustique en arrive aux constats et recommandations suivantes : - Les résultats des niveaux sonores extérieurs pour les années 2023 et 2033, sans mesures de mitigation, montrent que certains espaces extérieurs du projet résidentiel dépassent le seuil de conformité de 55 dBA. Des mesures de mitigation supplémentaires, telles que des barrières antibruit, seront nécessaires et ajoutées dans la phase finale du projet pour assurer la conformité acoustique des espaces de détente prévus à l'extérieur, conformément à la réglementation numéro RCA.40 de l'arrondissement. - Une étude acoustique finale sera réalisée lorsque les espaces de détente au sol à l'extérieur seront identifiés plus précisément lors de la phase finale du projet. Ce rapport proposera des solutions de mitigation afin de respecter le seuil de 55 dBA à l'extérieur dans les zones de détente prévues. Les façades des bâtiments exposées à l'autoroute A25 présentent des niveaux sonores supérieurs à 70 dBA sur une grande partie des étages et le double vitrage standard 6-13-6 considéré ne permet pas d'atteindre un niveau de bruit intérieur théorique inférieur à 40 dBA (LAeq,24h), pour le trafic routier de 2033. Par conséquent, pour la phase finale du projet, il sera nécessaire d'envisager des solutions de mitigation en considérant différents types de vitrages pour respecter les seuils de niveau sonore dans les espaces intérieurs. Les mesures de mitigation seront dimensionnées en accord avec l'équipe de projet.	À cette étape du projet, il n'est pas possible de statuer définitivement sur les mesures de mitigation qui seront retenues. Le projet est encore à l'étape du PPCMOI et il est essentiel de faire approuver les paramètres d'implantation du projet avant d'avancer dans la conception architecturale. Les mesures de mitigation acoustique précises seront sélectionnées à un stade plus avancé de la conception architecturale, plus précisément lorsque l'implantation aura été approuvée et la composition des murs aura été définie. Des pistes de solutions sont toutefois déjà à l'étude. Pour le seuil de bruit extérieur, la solution retenue sera l'installation d'un mur antibruit si toujours requis pour donner suite à la mise à jour de l'étude acoustique. Il faut noter que l'étude disponible a été réalisée alors qu'il n'était pas projeté de conserver le bâtiment D2 (6900, boulevard Louis-H.-La Fontaine). Le maintien du bâtiment sur le site commercial contribuera à amoindrir les impacts sonores depuis l'autoroute. Pour le respect des seuils de bruit intérieur, l'utilisation de vitrages acoustiquement performants permettra d'atteindre la conformité. Les options envisagées (qui pourront être sélectionnées en connaissant la composition des murs) incluent : — Double vitrage laminé d'un côté ; — Double vitrage laminé des deux côtés. De plus, comme l'arrondissement d'Anjou prévoit des normes spécifiques relatives aux aires de contraintes sonores, il ne sera pas possible d'obtenir un permis lors de la phase de demande de permis et de révision architecturale sans que les mesures de mitigation acoustique aient été préalablement approuvées par l'arrondissement. Les mesures nécessaires seront mises en place afin de pouvoir obtenir un permis et de garantir un milieu de vie sain pour les résidents du projet.
Étude éolienne Lasalle NHC *Projet 6900-7000 Louis-H.-La Fontaine – Étude*	L'étude éolienne en arrive aux constats et recommandations suivantes : - Les résultats de modélisation démontrent que l'intégration du projet au quartier n'engendre pas d'impacts majeurs sur le régime des vents au niveau des piétons dans le quartier à	Des écrans brise-vents de 6 à 8 pi d'élévation seront aménagés aux limites ouest et sud des terrasses communes au toit des tours A et B.

sur modèle numérique 3D des impacts éoliens	l'étude. - Le critère limite de fréquences annuelles d'inconfort de 10%, utilisé pour les parcs et lieux de détente, est respecté au-devant des trois entrées principales des volumes A, B et C. - La construction des bâtiments du projet n'est pas à l'origine des dépassements des critères limites de fréquences annuelles. Rappelons aussi que le modèle numérique ne reproduit pas les arbres et arbustes présents dans le domaine étudié. Ces éléments pourront ralentir davantage les vents soufflants à proximité et ainsi réduire les fréquences annuelles d'inconfort de façon local. - Des fréquences annuelles d'inconfort dépassant le critère de 10% sont aussi calculées au-dessus des sections nord et ouest, ainsi qu'aux coins est, des terrasses communes prévues sur les tours A et B. Cela est aussi le cas au-dessus des deux piscines prévues sur ces terrasses ainsi que sur une petite surface au coin sud de la terrasse sur le toit de la tour B. - Il est recommandé d'installer des écrans brise-vents de 6 à 8 pi d'élévation aux limites ouest et sud des terrasses communes des tours A et B. Ces écrans devraient permettre de protéger les terrasses des tours A et B, ainsi que leurs piscines respectives, des vents de l'OSO et du NNE afin de garantir le respect du critère de 10% au-dessus de ces zones de détente. - Les résultats de modélisation démontrent que le critère de rafales de 1% est respecté dans l'ensemble du domaine d'étude, et ce, autant en conditions de références qu'en conditions futures. En somme, le projet 6900-7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine ne cause donc pas d'impact éolien majeur sur la voie publique.	
Étude de circulation EXP *Étude sommaire d'impact sur les déplacements – Redéveloppement du site des 6900 et 7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine*	L'étude de circulation en arrive aux constats et recommandations suivantes : - Les débits générés par le projet sont faibles et ont peu d'impact sur les conditions de circulation. Les capacités théoriques des intersections sont toujours respectées après le développement du projet. - De plus, l'arrivée de la nouvelle station de métro Anjou à proximité du projet diminuera la part modale de l'automobile et donc les débits sur le réseau routier. - Les accès au site de la portion commerciale demeurent les mêmes que les accès existants. Aucune problématique d'accès n'est envisagée. Aucune problématique d'accès n'est envisagée avec les nouveaux accès à la portion résidentielle du site.	Comme les usages commerciaux n'étaient pas définis lors de la production de l'étude, celle-ci se base sur un « pire scénario » pour la génération des déplacements en y analysant les déplacements d'une clinique médicale et d'une pharmacie d'un total de ± 3000 m². Ces usages ne sont pas projetés sur la propriété. Dans un courriel, joint à la présente demande, l'ingénieur en circulation responsable du dossier confirme que les usages projetés (mini-entrepôts + local commercial ou bureau) seront moins impactant sur la circulation que les anciens utilisés pour l'étude d'impact. Les conclusions et recommandations de l'étude originale qui n'entrevoyait pas de problèmes de circulation à la suite de la venue du projet incluant la composante résidentielle demeurent donc valides et sont même renforcies.
Plan directeur d'aménagement MHA *Rapport technique Étude d'avant-projet sommaire*	La note technique en matière de civil en arrive aux constats et recommandations suivantes : - La gestion des eaux pluviales sera encadrée par le règlement municipal 20-030 conformément aux exigences prévues par la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) et ses règlements afférents ; - Puisque les égouts municipaux qui ceinturent le projet sont tous combinés, il faudra prévoir une rétention permanente sur l'immeuble d'une lame d'eau de 11 mm de la pluie indiquée à l'annexe D du règlement. Cette gestion des eaux doit se faire par infiltration, réutilisation ou évapotranspiration ; - L'ajout de surfaces végétalisées sur les toitures et au-dessus du tréfonds permet de favoriser une réduction du volume de rétention et de réduire le ruissellement. Il en va de même pour les arbres ajoutés sur le site et les îlots végétalisés sur la portion commerciale ; - Pour la portion résidentielle du site, puisque le tréfonds occupera 75% du lot, la rétention sera prévue dans des bassins de rétention en sous-sol. Le drainage des surfaces en tréfonds et des toitures sera repris en plomberie, alors que le reste du site sera drainé vers les différents ouvrages de captation des eaux pluviales situés aux différents points bas des aménagements du site ; - Pour le lot commercial, la gestion des eaux pluviales	Conformément à la note technique relative au Civil, le projet va prévoir une rétention permanente sur l'immeuble d'une lame d'eau de 11 mm. Cette gestion des eaux sera faite par infiltration, réutilisation ou évapotranspiration. La méthode retenue sera spécifiée à l'étape de la production des plans détaillés pour permis.

	comprendra une combinaison de rétention souterraine et de zones végétalisées dans les îlots du stationnement. L'ensemble de ce système répondra évidemment à la réglementation en vigueur, tout comme pour le lot résidentiel. - Les volumes résidentiels pourront être raccordés sur l'un ou l'autre des égouts combinés situés à proximité du projet. Les volumes résidentiels pourront être raccordés sur la conduite d'aqueduc de la rue Saint-Zotique Est ou celle du boulevard des Roseraies.	
Gestion des matières résiduelles Stratzer *Planification de la gestion des matières résiduelles.*	Intérieur : La superficie requise pour les salles à déchet, avec une collecte municipale, est : — Pour le bâtiment A : > au minimum 828 pi² (matières collectées une fois par semaine. Ordures et recyclables en conteneurs compactés de 2 v², organiques en bacs 240 l); > au maximum 1 384 pi² (matières collectées une fois par semaine. Ordures, recyclables et organiques en conteneurs 2 v³ non compactés). — Pour le bâtiment B > au minimum 650 pi² (matières collectées une fois par semaine. Ordures et recyclables en conteneurs compactés de 2 v², organiques en bacs 240 l); > au maximum 1 012 pi² (matières collectées une fois par semaine. Ordures, recyclables et organiques en conteneurs 2 v³ non compactés). — Pour le bâtiment C > au minimum 766 pi² (matières collectées une fois par semaine. Ordures et recyclables en conteneurs compactés de 2 v², organiques en bacs 240 l); > au maximum 1 172 pi² (matières collectées une fois par semaine. Ordures, recyclables et organiques en conteneurs 2 v³ non compactés). Extérieur: La superficie requise pour les dalles de propreté, avec une collecte municipale, est : — Pour la zone de collecte 1 (Bâtiments A et B) > au minimum 746 pi² (426 pi² + 320 pi²) (conteneurs de 2 v³ compactés); > au maximum 1 434 pi² (850 pi² + 584 pi² (conteneurs de 2 v³ non compactés). — Pour la zone de collecte 2 (Bâtiment C) > au minimum 372 pi² (conteneurs de 2 v³ compactés); > au maximum 692 pi² (conteneurs de 2 v³ non compactés).	Entreposage intérieur Pour l'entreposage intérieur des matières résiduelles, les solutions suivantes sont retenues : — Recyclage : bacs de 2v³ — Ordures : bacs de 2v³ avec compaction — Organique : bacs roulants de 240 l. Les dimensions des salles à déchets projetés par volumes sont les suivantes : — Volume A-B : 1687 pi² (vs 1478 pi² projeté par Stratzer) – Avec l'augmentation de 28 unités depuis la projection de Stratzer, nous en arrivons à des besoins de +/- 1550 pi² pour le volume A-B. — Volume C : 835 pi² (vs 766 projeté par Stratzer) Rappelons que le nombre d'unités projetées est appelé à varier d'ici l'émission du permis en fonction des besoins et du raffinement des plans. L'étude de gestion des matières résiduelles sera mise à jour pour assurer la conformité aux besoins d'entreposage extérieur. Le projet prévoit trois dalles de propretés. Au total, 70 m² sont projetés pour le volume A-B et 35 m² pour le volume C. Avec l'augmentation de 28 unités depuis la projection de Stratzer, nous en arrivons à un déficit d'environ 3 m² pour le volume A-B. Nous tenons toutefois à limiter ces superficies à ce qui est présentement projeté pour pouvoir fournir plus de verdissement et pour assurer la convivialité des aménagements en cour avant. Si requis par l'arrondissement, il sera possible d'agrandir de quelques mètres carrés à l'étape du permis.

Avis du CCU :

Le comité émet un avis favorable pour la demande visant à adopter, en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q. 2024, chapitre 2), une résolution visant à autoriser un projet de lotissement, de démolition partielle d'un bâtiment commercial et de construction de deux bâtiments résidentiels, comportant trois tours, pour la propriété située aux 6900-7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine, lots 4 594 306 et 4 594 307 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (PH-79-001), accompagné des conditions proposées par la Direction de l'aménagement urbain et du service aux entreprises :

- autoriser la démolition partielle (environ 2 900 m²) du 7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine afin de permettre la construction des bâtiments résidentiels, incluant le dégagement requis pour la portion du bâtiment commercial à conserver;
- prévoir un encadrement du ratio de stationnement en adéquation avec les ratios prévu au PUM (0,5 case/logement maximum);
- permettre un empiétement des saillies liées au concept architectural proposé;
- rendre applicable l'article 117.3 du Règlement concernant le zonage (RCA 40) afin que le niveau sonore, à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment dans lequel s'exerce l'usage résidentiel, soit inférieur à 40 dBA Leq (24 h) ou inférieur à 55 dBA Leq (24 h) pour un espace de détente au sol à l'extérieur du bâtiment, et ce, même si le terrain n'est pas adjacent à l'autoroute;
- autoriser une dalle de propreté sur domaine public, malgré le Règlement sur l'occupation du domaine public (RCA 22) (à valider avec les services techniques et les travaux publics);

- exiger le dépôt d'un plan prévoyant les mesures de protection pendant le chantier des arbres existants bordant le boulevard des Roseraies;
- prévoir un ratio minimum de 0,5 case de stationnement pour vélo;
- établir les délais et la garantie financière liée à la démolition.

En plus de reprendre les critères prévus aux PIIA applicables du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45) pertinents pour la construction d'un bâtiment résidentiel de quatre étages et plus situé dans le secteur Centre-Ville (ex.: intégration, accessibilité universelle, impact éolien), il est proposé d'ajouter des critères spécifiques visant notamment à :

- minimiser les nuisances de l'éclairage extérieur tout en favorisant la sécurité des déplacements véhiculaires et piétonniers;
- employer des matériaux présentant des qualités de durabilité, des couleurs sobres et ayant un indice de réflexion élevé;
- intégrer les grilles de ventilation à l'architecture du bâtiment;
- favoriser la plantation des arbres en pleine terre ou dans une quantité de terre suffisante lors de la plantation sur dalle;
- privilégier la végétalisation des toitures;
- prévoir les installations électriques nécessaires à l'installation d'une borne de recharge dans les cases de stationnement;
- assurer une gestion performante des matières résiduelles (triperformance, dalle extérieure et espace intérieur suffisant, cohérence des aménagements).

Les membres ont questionné la cohésion au niveau architectural des portions des bâtiments à huit étages et des parties en hauteur. Il est souhaité que les entrées soient davantage signalées et protégées.

De plus, des questions ont été adressées sur la forme du projet (volumétrie, nombre de logements, implantation).

Suivant les questionnements soulevés, l'arrondissement a souhaité que le projet soit présenté de nouveau avec une augmentation du nombre de cases de stationnement de manière à être conforme à la réglementation actuelle, soit un ratio de 0,75 case par logement.

5. Prochaine réunion – 3 février 2025

Fin de la réunion à 19h39

Le secrétaire du comité et directeur de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises,

Réjean Boisvert, directeur

Signature numérique de Réjean Boisvert, directeur
Date : 2025.02.19 09:27:09 -05'00'

Réjean Boisvert

Le président du comité et maire de l'arrondissement d'Anjou,

Luis Miranda

ARRONDISSEMENT D'ANJOU
RÉUNION DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
TENUE LE 3 FÉVRIER 2025 À 18 h 30

ÉTAIENT PRÉSENTS :	M. Luis Miranda, président, maire d'arrondissement M^me^ Andrée Hénault, conseiller de Ville M. Réjean Boisvert, secrétaire du comité, directeur de l'Aménagement urbain et des services aux entreprises M^me^ Francine Beauchamp, représentante des citoyens M. Mario Bocchicchio, représentant des citoyens M. André Boisvert, représentant des citoyens M. Gaétan Fradette, représentant des citoyens M. Marc J. Léonard, représentant des citoyens M^me^ France Lemieux, représentante des citoyens
ABSENCE :	M. Hugues Champigny, représentant des citoyens M. André Genty, représentant des citoyens M. Dominic Giguère, représentant des citoyens M^me^ Lucia Medeiros, représentante des citoyens
PERSONNES-RESSOURCES :	M^me^ Anne Chamandy, directrice d'arrondissement M^me^ Marie-Christine Chartrand, chef de division urbanisme M^me^ Geneviève Fafard, conseillère en aménagement M. Maxime Lanthier, conseiller en aménagement M. Mathieu Perreault, conseiller en aménagement
OBSERVATEURS :	Mme Marie-Josée Dubé, conseillère d'arrondissement M. Richard Leblanc, conseiller d'arrondissement M^me^ Kristine Marsolais, conseillère d'arrondissement

1. Ordre du jour

Les membres du comité consultatif d'urbanisme procèdent à l'adoption de l'ordre du jour avec l'ajout du point suivant :

8. Varia :

8.1. 6900-7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine
Projet de requalification commerciale (PP-79-024) et de redéveloppement résidentiel (PH-79-001)
GDD 1257077001 et 1257077002 - Geneviève Fafard

2. Comptes rendus

2.1. Adoption du compte rendu du comité consultatif d'urbanisme du 4 novembre 2024

Les membres du comité n'ont pas de commentaire. Le compte rendu sera déposé tel quel au conseil d'arrondissement.

2.2. Adoption du compte rendu du comité consultatif d'urbanisme du 2 décembre 2024

Les membres du comité n'ont pas de commentaire. Le compte rendu sera déposé tel quel au conseil d'arrondissement.

3. Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA)

3.1. 8220, boul. Métropolitain Est

Dossier GDD n° : 2258770002

Objet : Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) relatif à l'agrandissement d'un bâtiment commercial situé au 8220, boulevard Métropolitain Est - lot 1 113 056 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Responsable du dossier : Mathieu Perreault, conseiller en aménagement

Contexte :

Le propriétaire a acquis l'immeuble afin de subdiviser le lot et de construire une garderie sur le nouveau lot créé, à l'ouest du bâtiment actuel. Afin de procéder au lotissement, le propriétaire doit effectuer un agrandissement du bâtiment existant pour augmenter le taux d'implantation et respecter les exigences du Règlement concernant le zonage (RCA 40). Le projet d'agrandissement comprend l'aménagement de trois suites commerciales et la transformation complète du deuxième étage du bâtiment existant.

Ce projet est sujet à l'approbation d'un PIIA, en vertu de l'article 3, paragraphe 2, du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45), soit :

- un projet d'agrandissement d'un bâtiment situé dans le territoire du secteur commercial du boulevard Métropolitain.

Ce projet fait référence à la demande de permis 3003414292 datée du 28 juin 2024.

Description :

Présentement, l'entreprise An-Au construction inc. occupe l'ensemble du bâtiment, qui est un ancien restaurant. Le propriétaire doit transformer le bâtiment afin d'augmenter son taux d'implantation. Il profite de ces travaux pour réaménager ses bureaux, situés au deuxième étage, ainsi qu'ajouter de nouvelles suites commerciales au rez-de-chaussée. L'intérieur n'est actuellement pas adapté pour accueillir des bureaux et le deuxième étage n'est qu'une mezzanine ouverte sur le premier étage.

L'agrandissement vise à ajouter un volume, d'un seul étage, à la droite du bâtiment existant et en retrait de la façade principale. À l'arrière, le volume est en avancée de la façade existante. Cette avancée occupe un peu plus de la moitié du mur arrière actuel.

À l'intérieur, l'agrandissement comprend un espace locatif commercial, un espace de rangement, une salle mécanique et des toilettes. L'entrée principale du bâtiment est aménagée dans l'agrandissement avec un vestibule afin d'accéder au nouveau local commercial et à un deuxième vestibule, situé dans le bâtiment existant, et servant d'accès à l'un des locaux commerciaux ainsi qu'à l'escalier menant au deuxième étage.

L'enveloppe du bâtiment existant est complètement retirée, incluant les arches, les lucarnes et mansardes situées en couronnement du bâtiment. Toutes les ouvertures existantes sont démolies et de nouvelles ouvertures sont créées.

La nouvelle façade principale du bâtiment se décompose en 5 sections distinctes. Tout d'abord, la section de l'agrandissement propose un mur-rideau où l'on retrouve l'entrée principale du bâtiment. Cette partie du bâtiment est aussi marquée par une marquise recouverte d'un revêtement métallique bleu qui encadre l'ensemble de la façade de l'agrandissement.

La deuxième section se situe à la hauteur du rez-de-chaussée. La façade du bâtiment existant est recouverte de maçonnerie et des ouvertures rectangulaires de pleine hauteur, au nombre de 6, sont proposées. À l'extrémité est du mur, on retrouve une troisième section. Celle-ci est aussi recouverte de maçonnerie et une porte est ajoutée afin de permettre l'accès au local commercial. Cette section se démarque par l'ajout d'une marquise similaire à celle située autour de la façade de l'agrandissement et qui entoure la nouvelle porte.

À la hauteur du deuxième étage, une section de la façade est recouverte d'un revêtement d'aluminium blanc et cette section est entourée d'une marquise d'aluminium bleu, similaire aux deux autres marquises présentes à la hauteur du rez-de-chaussée. À la gauche, la cinquième section du mur est recouverte d'un revêtement d'aluminium vertical gris foncé. En termes d'ouvertures, il y a 10 nouvelles fenêtres qui sont percées dans la façade du deuxième étage et celles-ci sont alignées avec les ouvertures du rez-de-chaussée.

Sur l'élévation ouest de l'agrandissement, on retrouve le prolongement du mur-rideau, sur une profondeur approximative de 2,4 mètres. La marquise située en façade est prolongée afin d'encadrer le mur-rideau de la façade latérale, comme pour la façade principale. La balance de la façade est recouverte de maçonnerie et 4 fenêtres rectangulaires, de pleine hauteur, y sont aménagées. Le revêtement de maçonnerie est aussi utilisé à la hauteur du rez-de-chaussée, sur le pan de mur latéral ouest du bâtiment existant. Au deuxième étage, la façade latérale est recouverte d'un revêtement d'aluminium blanc. La marquise de la façade principale se prolonge aussi sur une profondeur approximative de 2 mètres afin d'encadrer une section du mur et reprendre le même design que le rez-de-chaussée. Quatre fenêtres rectangulaires de plus petites dimensions sont percées dans le mur.

La façade arrière de l'agrandissement est recouverte de maçonnerie. Ce même matériau est utilisé sur la façade du bâtiment existant, mais seulement d'une hauteur équivalente aux portes. Au-delà des portes et à la hauteur du deuxième étage, on retrouve un revêtement métallique blanc.

La façade latérale est comprend du revêtement de maçonnerie sur le pan de mur de l'agrandissement. Une porte double est aussi aménagée sur cette section de la façade. Le mur latéral du bâtiment existant est recouvert d'un revêtement métallique blanc sur la majorité de la façade. Afin d'avoir une transition, les revêtements présents sur la façade principale sont prolongés sur la façade latérale sur une profondeur approximative de 1,5 mètres.

Avec ces travaux, le site sera réaménagé. Présentement, l'aire de stationnement occupe l'ensemble de la propriété avec très peu d'espaces végétalisés. Seule la cour avant, face au boulevard Métropolitain Est, est végétalisée. Celle-ci est conservée et 5 arbres y seront plantés. À la droite, un îlot de verdure, avec la plantation de 2 arbres, est ajouté. Il est compris entre le boulevard Métropolitain Est et une nouvelle aire de stationnement de 2 cases, aménagée devant l'agrandissement. Sur les 2 cases, une est réservée pour les personnes à mobilité réduite.

La cour latérale gauche, du côté est, est aussi verdie. Présentement, une allée d'accès est aménagée sur toute la longueur. Après les travaux, un espace de chargement asphalté pour les contenants de la collecte des matières résiduelles est conservé. L'aire d'entreposage des contenants est aménagée, en recul de la façade, au bout de l'allée asphaltée. Derrière, l'espace est végétalisé jusqu'à l'aire de stationnement arrière et 5 arbres sont plantés. Un trottoir est aménagé entre l'issue de secours et le domaine public.

À l'arrière, l'aire de stationnement est réaménagée avec une nouvelle entrée charretière, d'une largeur approximative de 5,2 mètres, à la limite est du lot. Cette entrée permet d'accéder à l'avenue de La Roche-sur-Yon. L'entrée charretière actuelle est condamnée. L'aire de stationnement est aménagée pour accueillir 12 cases de stationnement. Un trottoir est aménagé vis-à-vis le retrait créé par l'agrandissement. Ce trottoir permet d'accéder à la porte double et aux cases de stationnement pour vélo, au nombre de 2. Un petit îlot de verdure est aménagé dans le coin sud-ouest et 1 arbre est planté dans cet îlot.

La cour latérale droite est aménagée en allée d'accès afin de permettre aux véhicules d'accéder, à partir du boulevard Métropolitain Est, à l'aire de stationnement arrière. L'allée a une largeur approximative de 6,2 mètres. Un trottoir est prévu en bordure du bâtiment pour accéder à l'entrée principale à partir de l'aire de stationnement arrière sans devoir marcher dans l'allée d'accès.

Avis du CCU :

Le comité émet un avis favorable au plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) relatif à l'agrandissement d'un bâtiment commercial situé au 8220, boulevard Métropolitain Est - lot 1 113 056 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, avec les conditions suivantes :

- l'escalier situé en cour latérale doit être déplacé à l'intérieur du bâtiment;
- aucune nouvelle entrée charretière n'est autorisée pour accéder à l'avenue de La Roche-sur-Yon et l'entrée charretière existante doit être condamnée;
- une haie doit être plantée dans l'espace gazonné situé entre l'aire de stationnement et l'avenue de La Roche-sur-Yon.

4. Dérogation mineure

4.1. 7511, avenue Hérisson

Dossier GDD n° : 1255614001

Objet : Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme (1557), une dérogation mineure afin de régulariser l'empiétement dans la marge latérale gauche, du bâtiment situé au 7511, avenue Hérisson - lot 1 004 288 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Responsable du dossier : Maxime Lanthier, conseiller en aménagement

Contexte :

Le requérant a déposé une demande de dérogation mineure au Règlement concernant le zonage (RCA 40) visant à :

- Régulariser l'empiétement du bâtiment existant, dans la marge latérale gauche, à une distance de 2,10 mètres de la ligne latérale, et ce, malgré la grille des spécifications de la zone H-118 et l'article 10 du Règlement concernant le zonage (RCA 40) qui exigent une marge latérale minimale de 2,15 mètres.

Ce projet fait référence à la demande de dérogation mineure numéro 3003492138 datée du 9 décembre 2024.

Description :

L'immeuble visé par la présente demande est une habitation unifamiliale jumelée. Ce bâtiment a été érigé en 1980.

Lors de la préparation du certificat de localisation, l'arpenteur-géomètre a constaté que le bâtiment ne respectait pas la marge minimale prévue à la grille des spécifications du règlement RCA 40. En effet, la marge latérale minimale prescrite pour la zone H-118 est de 2,15 mètres. Selon le certificat de localisation réalisé par M. Julien Lamarche Marcotte, arpenteur-géomètre, minute 5343, daté du 12 novembre 2024, le bâtiment est construit à une distance de 2,10 mètres de la ligne latérale gauche. Le bâtiment empiète donc de 0,05 mètre dans la marge latérale.

Le règlement en vigueur en 1980, lors de la construction du bâtiment, soit le Règlement concernant l'aménagement du territoire, le zonage, la construction, l'usage des bâtiments et des terrains dans la Ville d'Anjou (1231), exigeait une marge latérale minimale de 2,15 mètres (7 pieds). Toutefois, aucun permis n'a été retrouvé dans les archives pour la construction du bâtiment. De plus, le bâtiment n'a pas subi d'agrandissements depuis sa construction originale.

Avis du CCU :

Le comité émet un avis favorable à la demande de dérogation mineure afin de régulariser l'empiètement, dans la marge latérale gauche, du bâtiment situé au 7511, avenue Hérisson - lot 1 004 288 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Étant donné qu'il y a la présence de 2 arbres à grand déploiement sur la propriété et que les dimensions du terrain sont restreintes, les membres proposent de ne pas ajouter de condition relative aux objectifs de Montréal 2030 à cette demande.

5. Dérogation mineure et Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA)

5.1. 11000, rue Renaude-Lapointe

Dossier GDD n° : 1258770001

Objet : Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme (1557), des dérogations mineures afin d'autoriser l'agrandissement du bâtiment dans la marge latérale et de permettre l'utilisation de cinq matériaux de revêtement extérieur pour le bâtiment situé au 11000, rue Renaude-Lapointe – lot 2 626 601 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Responsable du dossier : Mathieu Perreault, conseiller en aménagement

Contexte :

Le requérant souhaite agrandir le bâtiment actuel pour offrir un meilleur environnement pour la clientèle de l'établissement. Or, ces travaux nécessitent des dérogations mineures au Règlement concernant le zonage (RCA 40) visant à :

- autoriser une marge latérale de 6,85 mètres, et ce, malgré l'article 10 et la grille de la zone C-103 de l'annexe C du Règlement concernant le zonage (RCA 40) qui exigent une marge latérale minimale de 7,6 mètres;
- autoriser l'utilisation, sur un mur, de 5 matériaux de revêtement extérieur, et ce, malgré l'article 175 du Règlement concernant le zonage (RCA 40) qui exige un maximum de 3 matériaux par mur.

Ce projet fait référence à la demande de dérogation mineure 3003498818 datée du 19 décembre 2024.

Ce projet est lié à la demande de permis 3003474415 datée du 23 octobre 2024 ainsi qu'à la demande d'exemption de 26 cases de stationnement autorisée par la résolution CA24 12115, adoptée par le conseil d'arrondissement le 4 juin 2024.

Description :

Le collège d'Anjou souhaite agrandir le bâtiment afin d'offrir une meilleure qualité de vie à la population étudiante et au personnel. Ce projet d'agrandissement se base sur un plan directeur développé en 2023 qui a permis d'identifier les enjeux dont fait face cet établissement d'enseignement et de proposer des solutions pour y remédier. Principalement, le projet d'agrandissement s'articule autour des grandes lignes suivantes :

- prévoir une circulation piétonne qui n'entre pas en conflit avec la circulation automobile;
- aménager une aire de débarquement pour les élèves sans conflit avec la circulation dans le stationnement;
- améliorer les possibilités de stationnement pour le personnel du collège et les visiteurs;
- améliorer l'offre des plateaux sportifs et de leurs espaces de desserte. Avec le projet d'agrandissement, certaines classes de sport sont transformées en classes d'enseignement, tandis que l'agrandissement regroupe l'ensemble des classes de sport afin qu'elles soient situées près du gymnase;
- ajouter des espaces polyvalents pouvant offrir quelques classes supplémentaires;
- rénover certains espaces intérieurs pour améliorer la fluidité et la qualité des espaces offerts.

Empiètement en marge latérale

L'agrandissement vise principalement à augmenter la superficie du gymnase, à réaménager des locaux pour les arts plastiques et la danse, à aménager une salle polyvalente et à réaménager certains locaux techniques.

Le bâtiment est actuellement implanté à une distance de 7,74 mètres de la ligne latérale ouest et l'agrandissement va conserver l'alignement actuel. Or, les travaux d'agrandissement du gymnase prévoient l'installation d'un cadre structural pour supporter la toiture. Les conditions préexistantes au bâtiment empêchent d'installer une colonne du support à l'intérieur du bâtiment qui ne soit pas dangereuse pour les usagers. Il doit être situé à l'extérieur et dans la marge latérale ouest. Cette option permet tout de même d'avoir une colonne moins imposante, réduisant ainsi l'empiètement.

Selon le requérant, ce support structural doit être installé à l'extérieur afin d'assurer la sécurité des usagers du gymnase. La présence de la colonne à l'intérieur du bâtiment viendrait créer une surépaisseur du mur du gymnase, ce qui pourrait causer des risques de blessures, en plus de compromettre la fonctionnalité du gymnase.

Revêtement extérieur

Le bâtiment, au moment de sa construction, comportait déjà 4 matériaux de revêtement extérieur sur le mur avant, soit un revêtement de pierre, un revêtement métallique, un enduit acrylique et du verre.

Le projet de transformation prévoit utiliser seulement 3 matériaux de revêtement extérieur sur le mur avant de l'agrandissement. Ces matériaux sont le verre et le métal, qui sont déjà présents sur le bâtiment existant ainsi que des panneaux de béton texturé.

Selon le requérant, l'agrandissement respecte l'article 175, avec 3 matériaux sur le mur de la façade. Cependant, étant donné que le projet vient s'intégrer à l'ensemble des façades du bâtiment, ils doivent composer avec une matérialité existante. Il serait difficile de développer un projet d'agrandissement composé d'une matérialité pérenne et qui éliminerait un des matériaux déjà présents sur les façades existantes. Ainsi, le mur avant, composé du bâtiment existant et de l'agrandissement, se retrouve avec 5 matériaux différents.

Malgré la présence de ces 5 matériaux, le projet présente une cohérence avec un mélange de verre, de métal et de maçonnerie dans des teintes globales de beige et de gris.

Avis du CCU :

Le comité émet un avis favorable aux demandes de dérogations mineures afin d'autoriser l'agrandissement du bâtiment dans la marge latérale et de permettre l'utilisation de 5 matériaux de revêtement extérieur pour le bâtiment situé au 11000, rue Renaude-Lapointe – lot 2 626 601 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Étant donné que le projet prévoit le réaménagement complet de la cour avant, incluant la plantation de 5 arbres et la conservation de 11 arbres, les membres proposent de ne pas ajouter de condition relative aux objectifs de Montréal 2030 à cette demande.

Dossier GDD n° : 2258770001

Objet : Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) relatif à l'agrandissement d'un bâtiment institutionnel situé au 11 000, rue Renaude-Lapointe – lot 2 626 601 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Responsable du dossier : Mathieu Perreault, conseiller en aménagement

Contexte :

Le bâtiment situé au 11000, rue Renaude-Lapointe est un établissement scolaire privé de niveau secondaire qui souhaite agrandir ses locaux afin d'offrir un environnement éducatif mieux adapté aux besoins de sa clientèle.

Ce projet est sujet à l'approbation d'un PIIA, en vertu de l'article 3, paragraphe 2, du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45), soit :

- un projet d'agrandissement, incluant l'aménagement du terrain effectué dans le cadre de ces travaux, pour une propriété située dans le secteur du pourtour des autoroutes 25 et 40, côté nord.

Ce projet fait référence à la demande de permis 3003362474, datée du 25 mars 2024.

Ce projet est lié à la demande de dérogation mineure 3003498818, datée du 19 décembre 2024 ainsi qu'à la demande d'exemption de 26 cases de stationnement autorisée par la résolution CA24 12115, adoptée par le conseil d'arrondissement le 4 juin 2024.

Description :

Le Collège d'Anjou souhaite agrandir le bâtiment afin d'offrir une meilleure qualité de vie à la population étudiante et au personnel. Ce projet d'agrandissement se base sur un plan directeur développé en 2023 qui a permis d'identifier les enjeux dont fait face cet établissement d'enseignement et de proposer des solutions pour y remédier. Principalement, le projet d'agrandissement s'articule autour des grandes lignes suivantes :

- prévoir une circulation piétonne qui n'entre pas en conflit avec la circulation automobile;
- aménager une aire de débarquement pour les élèves sans conflit avec la circulation dans le stationnement;
- améliorer les possibilités de stationnement pour le personnel du Collège d'Anjou et les visiteurs;
- améliorer l'offre des plateaux sportifs et de leurs espaces de desserte. Avec le projet d'agrandissement, certaines classes de sport sont transformées en classes d'enseignement, tandis que l'agrandissement regroupe l'ensemble des classes de sport afin qu'elles soient situées près du gymnase;
- ajouter des espaces polyvalents pouvant offrir quelques classes supplémentaires;
- rénover certains espaces intérieurs pour améliorer la fluidité et la qualité des espaces offerts.

Ainsi, le bâtiment est prolongé vers l'avant, en parallèle avec la ligne latérale ouest. L'agrandissement a une superficie au sol projetée de 744 mètres carrés et une hauteur de 2 étages. La superficie brute de l'agrandissement est de 1 380 mètres carrés, faisant passer la superficie totale du bâtiment de 7 145 mètres carrés à 8 525 mètres carrés.

Ces travaux nécessitent le réaménagement intérieur de certains locaux. Au niveau du rez-de-chaussée, les locaux des arts plastiques ainsi que l'entrée actuelle du pavillon des arts et des sports seront réaménagés. Au deuxième étage, des salles de classe de sciences seront réaménagées tandis que l'ancienne salle de danse, l'ancienne salle de conditionnement physique et les vestiaires seront transformés en un espace polyvalent et 2 salles de classe.

L'agrandissement comprend l'aménagement d'un vaste hall d'entrée permettant d'accéder au gymnase, aux nouveaux vestiaires, à une salle mécanique, à des bureaux et à une salle d'entrainement. Deux nouvelles cages d'escaliers ainsi qu'un ascenseur sont aménagés pour accéder au deuxième étage, soit une cage adjacente au hall d'entrée et une cage d'escalier d'issue, adjacente à la salle d'entrainement tandis que l'ascenseur est positionné face à l'escalier, à la droite du hall d'entrée.

Au deuxième étage, au-dessus du vestibule, on retrouve un espace ouvert s'apparentant à un corridor et permettant d'accéder à des toilettes, un bureau, des salles mécaniques ainsi que des gradins avec vue sur le gymnase. Cet espace comprend une ouverture rectangulaire sur le hall d'entrée situé au rez-de-chaussée. De plus, un vaste espace polyvalent, pouvant être scindé en 2 sections, est aménagé à la droite de l'escalier. Au bout de cet espace, on retrouve 2 vestiaires, l'escalier d'issue ainsi qu'un local dédié à une classe de danse.

En matière de revêtements extérieurs, l'agrandissement est composé d'un revêtement de panneau de béton texturé, d'un revêtement de métal ondulé et de 2 murs-rideaux de verre, soit un verre clair et un verre givré. La partie du bâtiment existant conserve son apparence avec les revêtements actuels, soit un revêtement de pierre grise, des revêtements métalliques gris pâle et rouge ainsi qu'un revêtement d'acrylique beige.

Avec ces travaux, l'ensemble de la cour avant est réaménagé. Devant la partie du bâtiment existant, non touchée par les travaux, les espaces de stationnement sont remplacés par des trottoirs pour piétons et des aménagements paysagers. Le trottoir, qui se connecte avec le domaine public, est accompagné d'une plantation d'arbustes de chaque côté. Un autre trottoir, d'une largeur moindre, est aménagé dans le prolongement de la façade de l'agrandissement afin de connecter la nouvelle entrée avec le domaine public.

La totalité de l'aire de stationnement est réaménagée devant l'entrée principale du bâtiment ainsi que devant l'entrée de l'agrandissement. Deux allées d'accès sont aménagées afin de permettre aux véhicules d'entrer et de sortir facilement de cet espace. Entre la ligne avant et l'aire de stationnement, l'aménagement paysager est bonifié. Les nouveaux arbres ainsi que les arbres existants sont tous reliés par des aménagements paysagers composés d'arbustes, de couvre-sol, de vivaces et de graminées. Au total, la cour avant comptera 16 arbres, dont 11 existants et 5 nouvelles plantations. Le pourcentage d'espaces verts passera de 14,5 % à 16 %.

Le contenant semi-enfoui existant, situé en cour avant, sera déplacé dans la cour latérale, puis sera entouré d'une clôture opaque et d'une plantation d'arbustes.

Avis du CCU :

Le comité émet un avis favorable au plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) relatif à l'agrandissement d'un bâtiment institutionnel situé au 11000, rue Renaude-Lapointe – lot 2 626 601 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

6. Demande d'autorisation pour la réalisation d'un projet d'habitation en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q. 2024, chapitre 2)

6.1. 7400 et 7440-60, boulevard des Galeries-d'Anjou

Dossier GDD n° : 1257077004

Objet : Demande visant à adopter, en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q. 2024, chapitre 2), une résolution visant à autoriser un projet de démolition d'un bâtiment commercial et la construction de deux bâtiments résidentiels, comportant trois tours, pour les propriétés situées aux 7400 et 7440-60, boulevard des Galeries-d'Anjou, lots 1 005 132 et 6 663 065 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (PH-79-002)

Responsable du dossier : Geneviève Fafard, conseillère en aménagement

Contexte :

Le demandeur souhaite redévelopper les propriétés situées aux 7400 et 7440-60, boulevard des Galeries-d'Anjou en regroupant ces 2 propriétés, en démolissant le bâtiment sis aux 7440-60, et en construisant 2 bâtiments résidentiels, comportant 3 tours de 15 étages, totalisant ± 554 logements.

Ce projet est assujetti à l'adoption d'une résolution pour la réalisation d'un projet d'habitation en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q. 2024, chapitre 2), car certains éléments du projet sont non conforme au Règlement concernant le zonage (RCA 40), notamment en ce qui concerne les marges de recul, les aires de stationnement et l'apparence extérieure des bâtiments.

Ce projet fait référence à la demande d'autorisation 3003488956, datée du 21 novembre 2024, pour la réalisation d'un projet d'habitation en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q. 2024, chapitre 2).

3e présentation au comité consultatif d'urbanisme (CCU)

Il s'agit de la 3e présentation de ce projet de redéveloppement au comité consultatif d'urbanisme (CCU). Le 30 septembre 2024, les membres avaient émis des commentaires préliminaires en vue de la présentation ultérieure du projet de redéveloppement, présenté ci-dessous avec les réponses du promoteur :

Commentaires du CCU	Réponses promoteur
L'architecture devra être bonifiée de manière à s'intégrer davantage avec les bâtiments projetés dans le secteur;	La nouvelle proposition présente désormais une "ouverture" de la boîte. Les volumes glissent désormais en plan en suivant le tracé de l'aménagement paysager. Des sections de volumes s'étirent vers le sud et le nord. Les 2 premiers niveaux des 3 tours sont conçus à l'échelle humaine, c'est-à-dire qu'ils offrent une architecture présentant des caractéristiques architecturales à l'échelle du passant circulant sur le boulevard des galeries d'Anjou.
La volumétrie du bâtiment A pourrait être modulée vu sa proximité des constructions existantes;	L'implantation des 3 tours respecte les marges exigées par la réglementation, à l'exception de la marge latérale donnant sur les Halles d'Anjou. Ainsi, de généreux espaces végétalisés séparent le projet des bâtiments résidentiels voisins situés à l'ouest et au sud. De nombreux arbres à grand déploiement y sont plantés afin d'augmenter l'intimité du voisinage et le verdissement de celui-ci.
On note des ratios élevés de studios et de 3 ½, une augmentation de l'offre de logements familiaux est souhaitée.	Afin de réduire le nombre de logements 3 1/2 au profit de logements familiaux (4 1/2 de plus de 90 mètres carrés), il est proposé de combiner 3 logements 3 1/2 en 2 logements 4 1/2 pour les niveaux 3 @ 15 de la façade ouest de la tour C. Ce faisant, les pourcentages de logements familiaux (4 1/2+5 1/2) se trouvent bonifiés (38 % nouvelle proposition vs 33 % ancienne proposition).

Le 4 novembre 2024, une proposition tenant compte des commentaires des membres a été présentée. Les membres ont accueilli favorablement les modifications apportées à l'architecture. Ils ont aussi émis ces commentaires :

Commentaires du CCU	**Réponses promoteur**
Le jeu de coloris des balcons de la version précédente apportait un dynamisme intéressant aux façades;	La présente version présente 2 teintes de garde-corps, soit blanc et gris foncé.
La dimension des balcons ne semble pas être suffisante pour qu'ils soient fonctionnels (les balcons sur les façades avant et arrière, la coursive au 3e étage, les balcons des élévations latérales, lorsqu'ils sont partagés par 2 logements et les balcons du 2eétage insérés entre les colonnades).	Le projet offre de généreux balcons sur toutes les façades. Sur les façades est et ouest, ils sont typiquement de 1,58 mètres x 3,3 mètres et 1,79 mètres x 3,23 mètres sur les façades nord et sud. Les logements du niveau 3 bénéficieront d'une grande coursive faisant la pleine largeur de la façade.

Description :

Milieu d'insertion

Le site visé est situé sur une voie de circulation importante, soit le boulevard des Galeries-d'Anjou et à proximité de la rue Jean-Talon Est. Ces propriétés sont grandement accessibles par le réseau de transport véhiculaire existant, étant à proximité des autoroutes 25 et 40. Une piste cyclable longe le site sur le boulevard des Galeries-d'Anjou. Selon le Plan Vélo 2019 de l'arrondissement d'Anjou, le réseau de pistes cyclables dans ce secteur sera bonifié, dans les prochaines années, par l'ajout de tronçons sur le boulevard des Galeries-d'Anjou, ainsi que sur les rues Bélanger et Beaubien Est.

Le milieu est bien desservi par le transport en commun. De plus, le secteur des Galeries-d'Anjou, identifié au PMAD comme une aire TOD (*Transit-Oriented Development*), accueillera un des édicules de la dernière station du prolongement annoncé de la ligne bleue du métro. Cet édicule projeté se trouvera à une distance de ± 500 mètres du site.

Face au site, de l'autre côté du boulevard des Galeries-d'Anjou, se trouve le centre commercial d'envergure régionale, le centre commercial Les Galeries d'Anjou. Il s'agit d'une vaste propriété comprenant un important stationnement extérieur voué à un redéveloppement à moyen et long terme.

Au nord, le site est bordé par le terrain des « Halles d'Anjou », un centre commercial local, dont un projet de redéveloppement a fait l'objet d'une adoption par le conseil municipal, le 18 juin 2024, afin de permettre la construction de 712 logements.

Au sud et à l'ouest, le site est ceinturé par des bâtiments résidentiels de 4 étages ainsi qu'un bâtiment résidentiel de 9 étages au coin du boulevard des Galeries-d'Anjou et de la rue Bélanger.

Site visé

Le site, localisé dans le centre-ville d'Anjou, est composé de deux propriétés.

Le 7440-60, boulevard des Galeries-d'Anjou occupe le lot 6 663 065 du cadastre du Québec, ayant une superficie de 8 574,4 mètres carrés. Un bâtiment commercial y est construit depuis 1986. Ce bâtiment, de 5 étages, a une superficie au sol de 1 289 mètres carrés et une aire de plancher de 6 444 mètres carrés. Ce bâtiment, de briques rouges, est occupé par des bureaux et des commerces, tels un salon de coiffure et un centre dentaire.

Un stationnement extérieur, comptant 183 cases, occupe la cour arrière. Une servitude de passage et de stationnement est enregistrée sur le terrain voisin, soit « Les Halles d'Anjou », en faveur du 7440-60, boulevard des Galeries-d'Anjou, pour le partage de ±180 cases de stationnement.

Une portion de la propriété du 7440-60, boulevard des Galeries-d'Anjou, lot anciennement identifié comme le 1 005 132, a récemment été expropriée par la Société des Transports de Montréal (STM) afin d'implanter une structure auxiliaire pour la future ligne bleue du métro de Montréal. Cette opération cadastrale a créé le lot 6 663 065 pour le 7440-60, boulevard des Galeries-d'Anjou et le lot 6 663 066 pour la structure auxiliaire de la STM.

Le 7400, boulevard des Galeries-d'Anjou, occupe le lot 1 005 132 du cadastre du Québec, ayant une superficie de 10 531,9 mètres carrés. Un bâtiment commercial y est construit depuis 1988. Ce bâtiment de 6 étages a une superficie au sol de 1 797 mètres carrés et une aire de plancher de 10 781 mètres carrés. Ce bâtiment, recouvert de murs-rideaux en verre et de panneaux de béton, est occupé par des bureaux et des commerces, tel une banque et un cabinet d'assurances.

Trente-six cases de stationnement bordent le bâtiment dans les cours latérales gauche et arrière. Un stationnement de 2 étages, partiellement hors-sol, de plus de 250 cases, occupe la cour arrière. De plus, un stationnement intérieur de 22 cases est accessible par l'élévation arrière.

Un quai de chargement est présent sur l'élévation arrière, orienté vers le sud-ouest. Son tablier de manœuvre est actuellement de ± 22 mètres.

Deux conduites, soit un égout et un aqueduc, traversent cette propriété. Ainsi, une servitude en faveur de la Ville de Montréal, d'une largeur de 6 mètres, longe la limite latérale droite de la propriété du 7400, boulevard des Galeries-d'Anjou.

Le projet

Un projet de subdivision cadastrale visera à lotir la propriété, actuellement composée des lots 1 005 132 et 6 663 06, en 6 lots. Quatre lots seront à usage privatif, soit un pour chaque bâtiment et 2 lots seront des lots communs à la copropriété globale, un pour la servitude des conduites municipales et l'autre pour l'allée d'accès adjacente au 7400. La conformité du projet est traitée sur l'ensemble des 6 lots, qui représente le terrain au sens du Règlement concernant le zonage (RCA 40).

Phase 1 : Démolition du stationnement étagé partiellement hors-sol

La première phase du projet consiste en la démolition du stationnement étagé, partiellement hors-sol, situé à l'arrière du 7400, boulevard des Galeries-d'Anjou. Cette démolition est dans le but de permettre la construction du bâtiment résidentiel A. Cette démolition occasionnera une non-conformité en termes de nombre de cases de stationnement.

Cependant, le promoteur prévoit un plan temporaire de relocalisation des cases de stationnement, soit ± 180 cases à gauche de l'aire de stationnement situé à l'arrière des « Halles d'Anjou ». Une servitude de passage et de stationnement enregistrée en faveur du lot du 7440-60, boulevard des Galeries-d'Anjou y est existante. De plus, des discussions sont présentement en cours pour l'utilisation de ± 100 cases, du côté des Galeries-d'Anjou, sous l'emprise de la ligne à haute tension. Cet emplacement est situé à environ 150 mètres de la propriété.

Phase 2 : Construction d'un bâtiment résidentiel comportant 1 tour (A)

La deuxième phase du projet prévoit la construction d'un bâtiment de 15 étages comportant ± 188 unités, à l'arrière du 7400, boulevard des Galeries-d'Anjou.

Le bâtiment est implanté à 6,0 mètres du 7400, boulevard des Galeries-d'Anjou et à 18,75 mètres de la limite de terrain gauche ainsi que de la limite de terrain arrière. En ce qui concerne l'apparence extérieure, le projet propose un concept architectural basé sur une approche dite sculpturale, c'est-à-dire qui est un élément qui se démarque et qui ponctue le tissu urbain, par des éléments de contraste et un jeu de formes permettant d'animer de grandes façades.

Le basilaire, constitué des 2 premiers étages, est recouvert de murs-rideaux de verre et de panneaux d'aluminium noir. Des colonnades de briques blanches, en projection sur la façade, sont disposées sur l'ensemble des élévations.

Les étages 3 à 15 se présentent sous la forme d'un boitier brisé. Les façades avant et arrière, recouvertes de panneaux d'aluminium blanc, sont ceinturées d'une bordure de briques de couleur noire, à fini lisse. Ce même revêtement de briques est utilisé pour la majorité des élévations latérales, à l'exception d'une insertion de panneaux d'aluminium blanc de bas en haut, dans leur partie centrale.

Des balcons aux garde-corps vitrés, de couleur blanc et gris foncé en alternance, sont proposés sur les façades avant et arrière. Sur les façades latérales, des loggias sont insérées dans la faille centrale, avec des garde-corps vitrés de verre blanc.

Au niveau du sous-sol, on retrouve 2 étages de stationnement. Ceux-ci comprennent 190 cases de stationnement. Il est prévu d'aménagement un ratio d'une case de vélo par logement, soit suspendu par des supports au mur ou dans des espaces de rangement.

Une salle d'entreposage pour les déchets, d'une superficie de ± 85 mètres carrés, est prévue au sous-sol.

Concernant la répartition des logements, le projet présente actuellement :

- 29 unités de type studio (15 %);
- 99 unités d'une chambre à coucher (53 %);
- 33 unités de deux chambres à coucher (18 %);
- 27 unités de trois chambres à coucher (14 %).

Des espaces communs, d'une superficie de ± 125 mètres carrés, sont prévus au rez-de-chaussée.

Les équipements mécaniques, ceinturés d'écrans architecturaux, seront localisés sur la toiture de même que 2 appentis liés à l'ascenseur et l'escalier. Ceux-ci seront recouverts de panneaux métalliques noirs.

Phase 3 : Démolition du 7440-60, boulevard des Galeries-d'Anjou

La troisième phase du projet consiste en la démolition du 7440-60, boulevard des Galeries-d'Anjou. Cette démolition est dans le but de permettre la construction de la tour C du 2e bâtiment résidentiel.

Patrimoine

L'étude de l'intérêt patrimonial préparée par la firme BC2, en date du 14 juin 2024, déposée par le requérant, conclut que :

- bien que son architecture soit soignée pour un bâtiment de son époque et de son usage, le bâtiment ne constitue pas un point de repère dans le secteur en comparaison à d'autres éléments du paysage urbain comme le centre commercial « Les Halles d'Anjou », situé juste au nord;
- l'analyse des données disponibles ne permet pas d'associer de valeur particulière au bâtiment;
- malgré une conception soignée, l'architecture reste sobre et sans valeur ajoutée particulière dans le secteur;
- l'aménagement du site n'a pas de valeur contextuelle particulière, ne représentant pas un point de repère pour le secteur et n'ajoutant pas à sa qualité paysagère.

Structure

Une évaluation structurale du bâtiment existant situé au 7440-60, boulevard des Galeries-d'Anjou, préparée par la firme Leroux et Cyr Solutions structurales, en date du 15 juillet 2024, a été déposée par le requérant. En ce qui concerne la possibilité de procéder à un agrandissement sur 10 étages à même le bâtiment existant, l'étude recommande de procéder à la démolition du bâtiment actuel qui est hors norme ainsi que nullement adapté ni compatible avec le projet résidentiel projeté. En effet, il serait pratiquement impossible de pouvoir réutiliser une quelconque portion de structure existante pour la réalisation du projet.

Quant à la possibilité d'intégrer l'usage résidentiel à même le bâtiment, l'étude conclut que le bâtiment existant n'a aucune valeur patrimoniale et que les travaux de consolidation sont très onéreux. Il serait de nouveau fortement recommandé de procéder à la démolition du bâtiment actuel.

Potentiel de marché

Une étude de potentiel de marché préparée par le Groupe Altus, en date 15 novembre 2023, a été déposée par le requérant. Celle-ci conclut que suivant l'analyse des conditions de marché affectant présentement les segments bureau et résidentiel dans le secteur à l'étude, nous croyons que le potentiel de développement pour un édifice à bureaux est pauvre, contrairement au potentiel de développement résidentiel qui sera bon pour les copropriétés et très bon pour le locatif. Selon les paramètres analysés, nous croyons que le potentiel résidentiel surpasse le potentiel bureau et pour cette raison, nous sommes d'avis que l'usage résidentiel devrait être priorisé dans le cadre du développement à l'étude.

Selon ce document, les 2 bâtiments présentent actuellement un taux d'occupation de ± 85 %. Les projections démontrent une régression majeure suivant le terme de plusieurs baux en place à la fin de 2026. Selon le promoteur, des ententes ont été conclues avec la majorité des occupants du 7440-60, boulevard des Galeries-d'Anjou et celui-ci devrait être totalement vacant au mois de juillet 2025. Ainsi, le requérant prévoit de consolider l'ensemble des baux restants à même l'immeuble de 6 étages conservé, soit le 7400, boulevard des Galeries-d'Anjou, qui présente un meilleur potentiel en termes de superficies de compacité et de qualité d'enveloppe.

Phases 4 et 5 : Construction d'un bâtiment résidentiel comportant 2 tours (B et C) reliées par le sous-sol

Les 4e et 5e phases du projet prévoient la construction des tours B et C ayant chacune 15 étages et comportant respectivement ± 188 et ± 169 unités, dans la portion droite du site visé. Ces tours sont liées par le sous-sol, avec 2 étages de stationnement.

La tour B est implantée à **12,8 mètres** de la limite de terrain arrière, à **14,2 mètres** de la limite de terrain droite et à 34,58 mètres du bâtiment A. Pour sa part, la tour C est implantée à 10,25 mètres de la limite avant, adjacente au boulevard des Galeries-d'Anjou, à **14,2 mètres** de la limite de terrain droite et à 23,23 mètres du 7400, boulevard des Galeries-d'Anjou. Les tours B et C sont à une distance de 25,18 mètres l'une de l'autre**. [MàJ 03-02-2025]**

En ce qui concerne l'apparence extérieure, les tours de ce bâtiment reprennent la même proposition architecturale que le bâtiment A. Celles-ci se distingueront toutefois par la couleur de la brique. En effet, la tour B, située en fond de terrain, sera recouverte de briques de couleur noire à fini antique, alors que la tour C, adjacente au boulevard des Galeries-d'Anjou, sera recouverte de briques de couleur brun rougeâtre à fini lisse.

Au niveau du sous-sol, on retrouve deux étages de stationnement partagés par les deux tours du bâtiment. Ceux-ci comprennent 409 cases de stationnement. Il est prévu d'aménager un ratio d'une case de vélo par logement, soit suspendu par des supports au mur ou dans des espaces de rangement.

Des salles d'entreposage pour les déchets sont prévues au sous-sol, d'une superficie de ± 88 mètres carrés pour la tour B et de ± 60 mètres carrés pour la tour C.

Concernant la répartition des logements, le projet présente actuellement :

- 60 unités de type studio (17 %);
- 154 unités d'une chambre à coucher (43 %);
- 90 unités de deux chambres à coucher (25 %);
- 53 unités de trois chambres à coucher (15 %).

Un espace commercial est prévu pour chacune des tours, soit un local de 75 mètres carrés pour la tour C, adjacent au boulevard des Galeries-d'Anjou, ainsi qu'un local de 62 mètres carrés en façade de la tour B. Toutefois, selon l'information obtenue, le promoteur ne prévoit pas d'y aménager de commerces, car il soutient que l'offre commerciale du secteur est suffisante. Il envisage plutôt d'y aménager un espace commun.

D'autres espaces communs, d'une superficie de ± 140 mètres carrés, sont prévus au rez-de-chaussée de la tour B et d'une superficie de ± 500 mètres carrés pour la tour C. Une plus grande superficie est prévue pour la tour C de manière à créer une animation en front du boulevard des Galeries-d'Anjou, par l'aménagement d'un gymnase et d'une salle à usage multiple.

Les équipements mécaniques, ceinturés d'écrans architecturaux, seront localisés sur la toiture de même que 2 appentis liés à l'ascenseur et l'escalier. Ceux-ci seront recouverts de panneaux métalliques noirs.

<u>Aménagement du site (bâtiment A et bâtiment B-C)</u>

Comme mentionné précédemment, le terrain du projet inclut l'ensemble des 3 bâtiments, soit le 7440-60, boulevard des Galeries-d'Anjou ainsi que les bâtiments résidentiels A et B-C. Le concept d'aménagement du site a aussi été pensé de façon intégrée.

Le débarcadère existant, localisé entre le 7400 et le 7440-60, boulevard des Galeries-d'Anjou, sera conservé.

La circulation automobile se fera de la même manière qu'actuellement. Un accès par l'allée de circulation partagée sur le terrain des « Halles d'Anjou », qui est protégé par servitude, donne accès à une allée de circulation cheminant entre les bâtiments projetés et le 7400, boulevard des Galeries-d'Anjou. L'allée de circulation existante, à l'extrémité gauche du terrain, menant vers le boulevard des Galeries-d'Anjou, sera conservée.

L'accès aux aires de stationnement intérieures se fera par 2 allées, l'une située à la gauche de la tour B et l'autre à la gauche de la tour A.

Des allées piétonnières longent l'allée de circulation centrale, de même que le pourtour des bâtiments. Les trottoirs de l'allée de circulation centrale sont prolongés vers le boulevard des Galeries-d'Anjou, de part et d'autre du site.

Un transformateur sur socle est prévu à l'arrière droite du 7400, boulevard des Galeries-d'Anjou. Il est proposé de le ceinturer d'un écran de conifères.

Une dalle de propreté, destinée à l'entreposage temporaire des conteneurs à déchets, d'une superficie de 80 mètres carrés, est prévue à l'arrière droite de la tour C. Il est proposé de la ceinturer d'un écran de conifères. **[MàJ 03-02-25]**

Une aire de détente commune sera aménagée à l'arrière du bâtiment B.

Le pourcentage d'espace végétalisé, pour l'ensemble du terrain, incluant les 4 bâtiments, est de 42 %. Il est proposé de planter ± 30 arbres à moyen et grand déploiement et ± 45 arbres à petit déploiement, en plus des 27 arbres existants à conserver sur le terrain. La majorité de ceux-ci seront plantés sur la dalle de stationnement. Une proposition de surhaussement de la terre, avec une hauteur minimale de 0,90 mètre de terre, permettrait, selon les concepteurs, la plantation d'arbres à moyen et grand déploiement sur le tréfonds. L'aménagement paysager du site présente une plantation abondante d'arbustes et de vivaces selon un concept rectiligne.

Résumé des études réalisées fourni le requérant

ÉTUDE	CONSTATS/RECOMMANDATIONS	ACTIONS RETENUES
Étude éolienne Lasalle NHC *Projet Îlot Anjou – Étude sur modèle numérique 3D des impacts éoliens*	- Les résultats démontrent que l'intégration du projet au quartier n'engendre pas d'impacts majeurs sur le régime des vents, au niveau des piétons, dans le quartier à l'étude. - Le critère limite de fréquences annuelles d'inconfort de 10 %, utilisé pour les parcs et lieux de détente, n'est pas respecté au-dessus du parc du Boisé-Jean-Milot. Toutefois, cela est autant le cas en conditions de références qu'en conditions futures sur la même étendue. - Des fréquences annuelles d'inconfort dépassant le critère de 10 % sont calculées au-devant des deux entrées principales des tours B et C, au-dessus des sections nord-ouest et sud-est de la zone de détente ainsi qu'entre les tours A et B pour la terrasse commune. - La présence des 3 tours permet d'améliorer le confort éolien à certains endroits du côté nord-est du site.	- N/A - L'intégration du projet au quartier n'est donc pas à l'origine du dépassement de ce critère au-dessus de ce parc. - Des écrans de végétation sont prévus aux endroits identifiés par l'étude éolienne. L'ingénieur au dossier a émis un avis stipulant que le plan d'aménagement paysager devrait vraisemblablement améliorer le confort éolien des usagers des zones de détente prévues sur le site. - N/A
Étude de circulation (CIMA+) *Avis technique en circulation - Projet de l'îlot Anjou à Montréal*	- Aucune problématique n'est relevée quant aux débits véhiculaires engendrés par les nouvelles tours aux heures de pointe. - Le nombre de cases sur le site peut être considéré comme suffisant. - Une réflexion doit être faite au sujet de la mutualisation des cases de stationnement, considérant que les stationnements souterrains sont répartis sous les différents bâtiments. - Les accès véhiculaires au site ne présentent pas de problématiques. - Entamer une discussion avec le propriétaire du lot voisin afin de concevoir et réaliser une géométrie de l'intersection interne. - Réaligner la traverse piétonne afin que celle-ci soit perpendiculaire à la chaussée. - Bonifier le réseau piétonnier sur le site en	- N/A - N/A - Un plan de gestion des stationnements prévoit une répartition des cases de selon les besoins de chaque bâtiment. - N/A - Cette intersection est sur le terrain des « Halles d'Anjou ». Aucune action n'est planifiée en ce sens. - Le chemin piéton central a été décalé, pour réduire le biais du passage piéton au minimum.

	ajoutant un trottoir longeant la voie d'accès sud, au sud de la tour à bureaux. - Les camions à déchets devront se positionner à 45°. - Les camions de pompier pourront circuler dans les deux directions, depuis les deux accès. - La manœuvre d'un camion au quai de livraison de la tour à bureaux n'est faisable qu'à partir de l'accès sud. - Valider que le rayon à chaque extrémité de la rampe permet les manœuvres de virage d'un véhicule de conception (F-250) en minimisant l'empiètement dans la voie de circulation inverse, particulièrement si la visibilité est restreinte aux extrémités. - Éviter l'aménagement de culs-de-sac, sauf lorsque les cases de stationnement sont attribuées à un seul usager.	- Les trottoirs de l'allée de circulation centrale sont prolongés vers le boulevard des Galeries-d'Anjou, de part et d'autre du site. - N/A - N/A - N/A - La rampe d'accès a été déplacée de manière à arriver perpendiculairement à la voie de circulation. - Une marge de manœuvre d'environ 1 mètre sur les côtés est prévue.
Gestion des matières résiduelles *Projections réalisées par le requérant*	- N/A	- Chaque tour aura 3 chutes, soit une pour chaque collecte. - Le nettoyage des chutes pourra se faire au moyen d'un système à buses (eau et savon) dans la chute. - La superficie des salles d'entreposage à déchets intérieure semble de dimension suffisante, selon les données requises fournies par le Service de l'environnement. - La dalle de propreté extérieure semble de dimension suffisante, selon les données requises fournies par le Service de l'environnement. - La dalle extérieure **sera positionnée à l'arrière-droite de la tour C, de manière à ne pas être adjacente aux bâtiments résidentiels existants. [MàJ 03-02-2025]**

Avis du CCU :

Le comité émet un avis favorable pour la demande visant à adopter, en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q. 2024, chapitre 2), une résolution visant à autoriser un projet de lotissement, de démolition partielle d'un bâtiment commercial et de construction de 2 bâtiments résidentiels, comportant 3 tours, pour la propriété située aux 6900-7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine, lots 4 594 306 et 4 594 307 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (PH-79-001), accompagné des conditions proposées par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises :

- autoriser la démolition du 7440-60, boulevard des Galeries-d'Anjou afin de permettre la construction du bâtiment résidentiel B-C (phases 4-5);
- autoriser de déroger temporairement aux normes de cases de stationnement pour les bâtiments commerciaux situés aux 7400 et 7440-60, boulevard des Galeries-d'Anjou, pendant la période des travaux sous réserve de déposer un plan de relocalisation temporaire des cases nécessaires aux besoins de ces immeubles et démontrant un parcours piétonnier sécuritaire;
- autoriser de déroger temporairement aux normes de plantation d'arbres et de ratio de superficie végétalisé, pendant la période des travaux, car les permis de construction seront déposés par phase;
- prévoir un ratio minimum de 0,5 case de stationnement pour vélo par logement pour les bâtiments résidentiels et de 2 cases de stationnement pour vélo par 1000 mètres carrés pour le bâtiment commercial conservé;

- considérant la proximité des constructions souterraines par rapport aux infrastructures municipales, exiger que chaque bâtiment fasse l'objet d'un permis d'excavation selon les dispositions prévues au Règlement sur les excavations sur le domaine privé (RCA 157) et soit accompagné du dépôt d'une caution;
- établir les délais et la garantie financière.

En plus de reprendre les critères pertinents prévus aux PIIA applicables du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45), soit pour la construction d'un bâtiment résidentiel de 4 étages et plus et une nouvelle construction située dans le secteur centre-ville (ex: intégration, accessibilité universelle, impact éolien), il est proposé d'ajouter des critères spécifiques visant notamment à :

- employer des matériaux présentant des qualités de durabilité, des couleurs sobres et ayant un indice de réflexion élevé;
- veiller à ce que chaque façade ayant front sur une voie de circulation privée soit traitée avec soin et présente un caractère architectural s'apparentant à celui d'une façade principale;
- intégrer les grilles de ventilation à l'architecture du bâtiment;
- favoriser la plantation des arbres en pleine terre ou dans une quantité de terre suffisante lors de la plantation sur dalle;
- minimiser les nuisances de l'éclairage extérieur tout en favorisant la sécurité des déplacements véhiculaires et piétonniers;
- prévoir les installations électriques nécessaires pour permettre, au besoin, l'installation d'une borne de recharge dans les cases de stationnement;
- assurer une gestion performante des matières résiduelles (triperformance, dalle extérieure et espace intérieur suffisant, cohérence des aménagements);
- favoriser l'implantation de la dalle de propreté en retrait des usages résidentiels.

Le comité souhaitait cependant avoir des informations complémentaires sur le fonctionnement de la gestion des cases de stationnement par rapport aux différents bâtiments. Un courriel de suivi sera transmis aux membres afin de leur transmettre le plan de gestion des stationnements fourni par le requérant.

7. Projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

7.1. 8250, boulevard Métropolitain Est

Dossier GDD n° : 1258770002

Objet : Demande visant à adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA 138), une résolution visant à autoriser la construction d'un bâtiment commercial situé au 8250, boulevard Métropolitain Est - lot 1 110 228 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (PP-79-025)

Responsable du dossier : Mathieu Perreault, conseiller en aménagement

Contexte :

Le requérant, soit une société de service d'ingénierie, souhaite construire un bâtiment commercial pour y installer ses bureaux.

Le lot 1 110 228 est un lot transversal situé en tête d'îlot et ayant 3 lignes avant. Son emplacement ainsi que l'ensemble des exigences d'aménagement du terrain amènent certaines contraintes en ce qui touche l'implantation du bâtiment proposé. Plusieurs dérogations sont requises afin de permettre la réalisation du projet.

Ce projet fait référence à la demande de PPCMOI 3003470075, datée du 16 octobre 2024.

Description :

Immeuble visé

Le site visé est composé du lot 1 110 228 du cadastre du Québec et a une superficie de 1 976,5 mètres carrés. Le terrain est situé à l'intersection du boulevard Métropolitain Est, de l'avenue de la Loire et de l'avenue de La Roche-sur-Yon. Actuellement, on retrouve sur la propriété un établissement de mécanique automobile et celui-ci opère à partir d'un bâtiment d'un étage, autrefois occupé par une station-service. Pour ce qui est du terrain, il est majoritairement minéralisé avec très peu d'îlots de verdure. La superficie végétale du site est approximativement de 3,6 %. On retrouve un seul arbre sur l'ensemble de la propriété.

Milieu d'insertion

Le site visé est situé dans une bande commerciale bordant le boulevard Métropolitain Est. Face à la propriété, un mur antibruit sépare le secteur de l'autoroute 40. Cette bande d'établissements commerciaux est composée principalement de bâtiments de 2 ou 3 étages offrant des espaces à bureaux. À l'ouest du site, en plus des immeubles de bureaux, on y retrouve une garderie ainsi qu'une station-service avec dépanneur. À l'est du site, la bande commerciale se poursuit avec un édifice à bureau de deux étages, un petit centre commercial d'un étage avec 3 locaux, dont un occupé par une garderie, ainsi qu'un bâtiment récent d'un étage accueillant un dentiste. Derrière le site visé, on y retrouve un secteur résidentiel composé principalement d'habitations unifamiliales, de duplex ou de triplex ayant des implantations jumelées ou contiguës. Vers l'ouest, le long de l'avenue de La Roche-sur-Yon, on retrouve un secteur d'habitations unifamiliales contiguës.

Le projet

Le requérant souhaite démolir le bâtiment existant et construire un bâtiment commercial de 2 étages pour accueillir les bureaux de l'entreprise. Le bâtiment proposé est implanté au centre du terrain, à une distance suffisante pour respecter les 3 marges de recul avant ainsi que la marge latérale et permettre l'aménagement d'aires de stationnement visant à desservir le bâtiment.

Le nouveau bâtiment est recouvert principalement de maçonnerie et de nombreuses ouvertures sont présentes sur l'ensemble des façades, mais de façon plus importante sur la façade faisant face au boulevard Métropolitain Est. Ces ouvertures semblent plus importantes par l'utilisation de panneaux de verres tympans noirs sur la hauteur complète de la façade. L'entrée du bâtiment est située dans un volume aménagé en avancée de la façade principale. Ce volume se distingue de l'ensemble du bâtiment par la présence d'une marquise recouverte d'un revêtement métallique de couleur orange, associé à l'entreprise. De petites bandes d'aluminium orange sont insérées sur les 4 façades comme éléments architecturaux. Ces bandes, d'une largeur approximative de 15 centimètres, ont des longueurs différentes. Certaines sont installées à partir du sol sans atteindre le haut du mur tandis que d'autres bandes débutent à partir de la toiture et descendent vers le sol sans jamais atteindre le bas du mur.

En ce qui concerne le 2e étage, face à l'avenue de La Roche-sur-Yon, une terrasse est aménagée en loggia, en retrait de la façade latérale et de la façade faisant face à l'avenue de La Roche-sur-Yon. Cet espace occupe une superficie approximative de 30 mètres carrés.

Au rez-de-chaussée du bâtiment, le projet prévoit l'aménagement de salles de travail, de salles mécaniques et de rangement, de vestiaires et d'une salle d'entrainement pour les employés. Au 2e étage, on retrouve la réception, des espaces de travail, des salles de conférence et une cafétéria avec espace lounge. Actuellement, l'entreprise emploie une vingtaine de personnes et les nouveaux bureaux pourraient leur permettre de doubler le nombre d'employés.

Au niveau de l'aménagement extérieur, le projet prévoit 3 aires de stationnement distinctes, dans la cour avant et dans les 2 cours avant secondaires. Face au boulevard Métropolitain Est, l'aire comprend 9 cases de stationnement, dont 1 case pour personnes à mobilité réduite, adjacente à l'entrée. Face à l'avenue de la Loire, l'aire de stationnement comprend 14 cases de stationnement et finalement, face à l'avenue de La Roche-sur-Yon, l'aire de stationnement comprend 5 cases. Au total, on compte 28 cases de stationnement alors que le minimum requis est de 19 cases. Il a été validé auprès du consultant que le requérant à un besoin pour ce nombre de cases. Actuellement, le requérant n'a que 6 cases de stationnement et plus d'une quinzaine d'employés doivent se stationner dans les rues avoisinantes lorsqu'ils viennent travailler. Le nouvel emplacement vise à offrir des espaces de stationnement hors rue pour les employés.

De plus, une étude volumétrique a été produite afin d'évaluer toutes les implantations possibles pour répondre aux exigences réglementaires et avoir le nombre de cases requises. L'implantation proposée est la solution qui permet de répondre aux exigences du requérant, d'avoir des manœuvres de véhicules fluides et d'augmenter les superficies végétalisées. On compte un support à vélo pour permettre le stationnement d'au moins 2 bicyclettes.

Des trottoirs sont aménagés pour la circulation piétonne autour du site. Dans la cour latérale, adjacent à l'aire de stationnement, on retrouve l'aire d'entreposage des contenants pour les matières résiduelles qui est dissimulée par un écran opaque. Outre les surfaces minéralisées destinées au stationnement et aux piétons, le site est recouvert de superficie végétale, dans une proportion approximative de17 % de la superficie totale du lot alors que le minimum requis est de 10 %. De plus, 14 arbres sont plantés sur l'ensemble de la propriété, en conformité avec les exigences réglementaires.

Avis du CCU :

Le comité émet un avis favorable pour la demande visant à adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA 138), une résolution visant à autoriser la construction d'un bâtiment commercial situé au 8250, boulevard Métropolitain Est – lot 1 110 228 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (PP-79-025) avec les conditions suivantes :

- l'aire de stationnement située face à l'avenue de La Roche-sur-Yon doit être modifiée afin de conserver seulement l'allée d'accès vers la porte de garage et retirer les 5 cases de stationnement. L'espace libéré doit être végétalisé;
- il doit y avoir au moins 3 bornes de recharges pour véhicules électriques dans l'aire de stationnement. Celles-ci peuvent être distribuées entre les 2 aires de stationnement ou être dans une seule aire.

Étant donné que le projet prévoit la plantation de 14 arbres, ce qui est conforme à la réglementation en vigueur et l'espace disponible ne permet pas d'avoir une plantation supérieure, les membres proposent de ne pas ajouter de condition relative aux objectifs de Montréal 2030 à cette demande.

7.2. 7344-7348, avenue Baldwin

Présentation préliminaire

Objet : Demande visant à adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA 138), une résolution visant à autoriser un projet de construction pour la propriété située aux 7344-7348, avenue Baldwin - lot 1 111 776 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (PP-79-026)

Responsable du dossier : Mathieu Perreault, conseiller en aménagement

Contexte :

Le site visé comprend déjà un triplex. Le requérant souhaite construire un triplex jumelé au bâtiment existant. Or, l'espace disponible ne permet pas de faire une proposition pour un projet qui serait conforme aux normes du Règlement concernant le zonage (RCA 40). Les principales non-conformités relevées touchent à la marge latérale et au taux de cour arrière.

Avant d'aller plus loin dans la préparation d'un dossier complet, le requérant a souhaité déposer une demande d'avis préliminaire afin de connaitre les orientations du comité pour son projet. À la suite des commentaires du comité consultatif d'urbanisme (CCU), une nouvelle proposition sera déposée.

Ce projet fait référence à la demande de PPCMOI 3003482576, datée du 7 novembre 2024.

Avis du CCU :

Les membres ont accueilli favorablement la demande d'avis préliminaire pour le projet d'une nouvelle construction de 3 logements aux 7344-7348, avenue Baldwin. Ils ont émis le commentaire suivant :

- afin d'offrir des logements de plus grandes dimensions, le comité recommande au requérant d'évaluer la possibilité d'ajouter une mezzanine afin d'augmenter la surface de plancher du logement du 2e étage.

8. Varia

8.1 6900-7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine

Dossier GDD n° : 1257077001 & 1257077002

Objet : Demande visant à adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA 138), une résolution visant à autoriser un projet de lotissement, d'agrandissement d'un bâtiment commercial et un usage de catégorie C6, soit des unités de libre-entreposage pour la propriété située aux 6900-7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine, lots 4 594 306 et 4 594 307 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (PP-79-024)

&

Demande visant à adopter, en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q. 2024, chapitre 2), une résolution visant à autoriser un projet de lotissement, de démolition partielle d'un bâtiment commercial et de construction de deux bâtiments résidentiels, comportant trois tours, pour la propriété située aux 6900-7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine, lots 4 594 306 et 4 594 307 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (PH-79-001)

Responsable du dossier : Geneviève Fafard, conseillère en aménagement

Contexte :

Le 13 janvier 2025, le projet de lotissement, de démolition partielle et d'agrandissement d'un bâtiment commercial et la construction de 3 tours résidentielles, pour la propriété située au 6900-7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine, a été présenté aux membres du CCU.

Suivant les questionnements soulevés par les membres, l'arrondissement a souhaité présenter de nouveau le dossier avec une modification du projet en termes de cases de stationnement.

La nouvelle mouture du projet prévoit un 3e étage de stationnement avec un ratio de 0,75 case de stationnement par logement et est donc conforme au Règlement concernant le zonage (RCA 40).

De plus, le requérant souhaite revoir certaines conditions retenues lors de la séance du 13 janvier 2025, soit conserver les cases de stationnement sur le toit du bâtiment du 7000, boulevard Louis-H. La Fontaine ainsi que l'usage de vente au détail pour le 6900, boulevard Louis-H.-La Fontaine.

Avis du CCU :

Pour les demandes visant à autoriser un projet de lotissement, d'agrandissement d'un bâtiment commercial et un usage de catégorie C6, soit des unités de libre-entreposage et à autoriser un projet de lotissement, de démolition partielle d'un bâtiment commercial et de construction de 2 bâtiments résidentiels, comportant 3 tours, pour la propriété située aux 6900-7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine, lots 4 594 306 et 4 594 307 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, le comité émet un avis favorable au retrait des conditions suivantes :

- Pour le 6900, boulevard Louis-H.-La Fontaine :

  Vu le nombre limité de cases de stationnement, interdire les usages de vente au détail.

- Pour le 7000, boulevard Louis-H.-La Fontaine :

  Aucune case de stationnement ne peut être aménagée sur le toit du bâtiment.

- Pour le volet résidentiel :

  Prévoir un encadrement du ratio de stationnement en adéquation avec les ratios prévus au PUM (0,5 case/logement maximum).

9. Prochaine réunion – 31 mars 2025

Fin de la réunion à 20 h 20

Le secrétaire du comité et directeur de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises,

Réjean Boisvert, directeur

Signature numérique de Réjean Boisvert, directeur
Date : 2025.03.26 11:23:10 -04'00'

Réjean Boisvert

Le président du comité et maire de l'arrondissement d'Anjou,

Luis Miranda

ARRONDISSEMENT D'ANJOU
SÉANCE PUBLIQUE DU COMITÉ D'ÉTUDE DES DEMANDES DE DÉMOLITION
TENUE LE LUNDI 3 FÉVRIER 2025, À 18 h

ÉTAIENT PRÉSENTS :	M. Luis Miranda, président, maire d'arrondissement
	M^me^ Andrée Hénault, conseiller de Ville
	M. Réjean Boisvert, secrétaire du comité, directeur de l'Aménagement urbain et des services aux entreprises
	M^me^ Francine Beauchamp, représentante des citoyens
	M. Mario Bocchicchio, représentant des citoyens
	M. André Boisvert, représentant des citoyens
	M. Gaétan Fradette, représentant des citoyens
	M. Marc J. Léonard, représentant des citoyens
	M^me^ France Lemieux, représentante des citoyens
ABSENCE :	M. Hugues Champigny, représentant des citoyens
	M. André Genty, représentant des citoyens
	M. Dominic Giguère, représentant des citoyens
	M^me^ Lucia Medeiros, représentante des citoyens
PERSONNES-RESSOURCES :	M^me^ Anne Chamandy, directrice d'arrondissement
	M^me^ Marie-Christine Chartrand, chef de division urbanisme
	M^me^ Geneviève Fafard, conseillère en aménagement
	M. Maxime Lanthier, conseiller en aménagement
	M. Mathieu Perreault, conseiller en aménagement
OBSERVATEURS :	M^me^ Marie-Josée Dubé, conseillère d'arrondissement
	M. Richard Leblanc, conseiller d'arrondissement
	M^me^ Kristine Marsolais, conseillère d'arrondissement

1. Lecture et adoption de l'ordre du jour

À 18 h, le président, M. Luis Miranda, déclare la séance ouverte et indique que celle-ci porte sur les demandes d'autorisation de démolition d'une habitation unifamiliale isolée, située au 7756, avenue Baldwin.

M^{me} Geneviève Fafard, conseillère en aménagement, poursuit en présentant la nature de la demande de démolition.

2. Présentation de la demande de démolition

2.1. DEMO-79-018 7756, avenue Baldwin

CONTEXTE

La requérante souhaite obtenir l'autorisation de démolir un bâtiment résidentiel situé au 7756, avenue Baldwin. Il s'agit d'une habitation unifamiliale isolée avec garage attaché. Cette démolition est demandée afin de pouvoir effectuer une opération cadastrale visant la création de deux lots distincts pour permettre la construction de deux triplex jumelés avec un logement supplémentaire chacun au sous-sol, comme autorisé à l'article 22 du Règlement concernant le zonage (RCA 40).

Ce projet est sujet à l'obtention de l'autorisation de démolition de la part du comité de démolition, en vertu de l'article 4 du Règlement régissant la démolition d'immeuble (RCA 35). En vertu de l'article 169 de la Charte de la Ville de Montréal, le comité consultatif d'urbanisme exerce les fonctions du comité d'études des demandes d'autorisation de démolition.

Ce projet fait référence à la demande de certificat de démolition 3003290419 datée du 26 juillet 2023.

<u>Présentation en avis préliminaire au comité consultatif d'urbanisme</u>

Ce projet a fait l'objet de trois présentations en avis préliminaire auprès du comité consultatif d'urbanisme (CCU).

Lors de la première présentation, le 6 novembre 2023, le CCU avait émis les commentaires suivants concernant le projet de remplacement pour la construction de trois triplex contigus :

- les logements situés au rez-de-chaussée devraient inclure le sous-sol, de manière à créer des logements d'une grandeur suffisante pour être considérés comme étant des logements familiaux;
- le verdissement en cour avant devrait être favorisé et les plantations proposées devraient être cohérentes avec l'espace disponible. En ce sens, un plan d'aménagement paysager réalisé par un professionnel pourrait être pertinent.

Lors de la deuxième présentation, le 4 décembre 2023, la proposition avait été modifiée de manière à ce que l'un des logements du rez-de-chaussée soit sur deux étages, incluant une portion du sous-sol et qu'un autre inclut un espace de rangement au sous-sol, passant de neuf à huit logements. Le comité avait alors émis un avis préliminaire défavorable. Les membres demeuraient toutefois ouverts à revoir une proposition de projet de remplacement comportant deux bâtiments jumelés.

Lors de la troisième présentation, le 2 décembre 2024, une proposition comportant deux habitations trifamiliales jumelées, avec un logement supplémentaire au sous-sol chacun, a reçu un avis préliminaire favorable. Il a été suggéré de bonifier l'aménagement du terrain en :

- aménageant un écran végétal à la limite de propriété arrière adjacente à un usage commercial;
- déplaçant les cases de stationnement de manière à regrouper les espaces végétalisés;
- diminuant les trottoirs afin d'agrandir les espaces végétalisés;
- plantant des arbres à moyen déploiement;
- aménageant les espaces de stationnement en pavés alvéolés ou en pavés assurant une bonne percolation des eaux de surface.

Des modifications ont été apportées au projet en ce sens. Elles sont indiquées en caractère gras dans le texte.

DESCRIPTION

Le bâtiment existant sur cette propriété est une résidence unifamiliale isolée, d'un étage, avec garage attaché d'une superficie au sol de 171,90 m², sur un terrain de 603,5 m². Cette résidence a été construite en 1950 et n'est pas identifiée comme ayant une valeur architecturale particulière. D'un point de vue patrimonial, le bâtiment n'est pas situé dans un secteur de valeur patrimoniale ou dans un ensemble urbain d'intérêt.

Selon les archives de l'arrondissement, cette propriété a fait l'objet de plusieurs transformations depuis la construction :

- 1978 : permis visant l'installation d'une piscine creusée;
- 1982 : permis visant l'agrandissement de la résidence sur deux étages, dans la cour latérale gauche;
- 1986 : permis visant la construction d'un garage attaché;
- 2003 : permis visant l'agrandissement de la résidence sur un étage, dans la cour arrière.

Un rapport d'inspection du bâtiment visé par la présente demande de démolition a été fourni par la requérante, certaines défaillances y ont été relevées, telles que :

- Fondation :
  - des fissures verticales et obliques sur la fondation extérieure de la résidence, dont des fissures de plus de 5 mm d'épaisseur, avec décollement latéral, et plus de 150 mm de profondeur;
  - plusieurs places où il y a décollement du crépi en plaque sur le mur de fondation et la présence de traces de réparation de fissures sur le mur arrière de fondation du bâtiment.
- Charpente :
  - des traces de coulisses d'eau, le vendeur a déclaré avoir déjà eu des dégâts d'eau au sous-sol;
  - plusieurs entailles et des trous dans les solives formant la charpente du plancher en bois;
  - la hauteur libre au sous-sol est de moins de 1,7 m dans la partie d'origine, des travaux d'excavation ont été observés;
  - le plancher au sous-sol n'est pas à niveau dans la partie d'origine;
  - une fissure de retrait est visible au sous-sol;
  - plusieurs anomalies dans la charpente, notamment à l'étage, ont été observées, dont l'escalier menant à l'étage;
  - des traces de coulisse d'eau et des cernes sur le revêtement en planche sont visibles dans la sous-toiture.

- revêtements extérieurs :
  - certaines fissures dans les joints de mortier de plus de 15 mm d'épaisseur, avec décollement latéral, et plus de 150 mm de profondeur;
  - un affaissement et un décollement du revêtement du côté gauche de la porte de garage;
  - les joints de calfeutrage ont atteint leur durée de vie utile dans l'ensemble du bâtiment;
  - la structure du garage se désolidarise du reste de la structure du bâtiment, des fissures verticales de séparation sont visibles à la jonction des deux parties du bâtiment;
  - des bardeaux d'asphalte qui sont dégradés et déficients.

- plomberie:
  - des bassins de captation non conformes, au nombre de trois;
  - des branchements ne sont pas conformes aux règles de l'art;
  - l'absence d'une membrane d'imperméabilisation autour du bâtiment dû à l'âge de celle-ci, ce qui explique les infiltrations périodiques observées par le vendeur.

Le rapport conclut que les éléments structuraux en bois, en maçonnerie et en béton sont dans un état qui nécessite des améliorations majeures.

Selon une évaluation produite par la requérante, le coût de restauration de cet immeuble serait évalué à 568 800 $.

Programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé :

À la suite de la démolition du bâtiment visé par la présente demande, le projet consistera en la construction de deux habitations trifamiliales avec un logement supplémentaire chacun, comme autorisé à l'article 22 du Règlement concernant le zonage (RCA 40). Les bâtiments auront deux étages et un mode d'implantation jumelé. Les huit unités locatives créées seront quatre logements de type 4 ½ (deux chambres) et quatre logements de type 5 ½ (trois chambres).

Chaque bâtiment aura une profondeur de 10,83 m, une largeur de 11,57 m et une implantation au sol de 125 m^2 La hauteur de ces bâtiments sera de 7,8 m pour la portion avant et de 10,5 m pour la portion arrière, qui inclut une mezzanine. Cette mezzanine ajoute une chambre et une salle de bain pour chaque logement du dernier étage ainsi qu'une terrasse au toit.

Ce projet nécessitera une opération cadastrale visant la création de deux lots distincts d'une superficie de 301,75 m^2 chacun.

Architecture des bâtiments

Le traitement architectural des bâtiments proposés est de style contemporain, avec un toit plat. Les matériaux de revêtement sont de la brique grise, du bloc architectural de pierres de couleur blanche ainsi que du bardage d'aluminium brun, à effet bois. Le contour des fenêtres et des portes, les garde-corps et les solins seront de couleur noire. Un porte-à-faux de 3,74 m de largeur par 0,46 m de profondeur est prévu en façade, au 1er et 2e étage de chaque bâtiment.

Un escalier mène aux portes d'entrée des logements du 1er et 2e étage, et un second escalier mène au logement du sous-sol. Les portes d'entrée sont encastrées de 1,22 m dans le bâtiment. Une seconde porte d'accès aux logements et leurs escaliers se trouvent en cour arrière.

Une terrasse sera aménagée au toit pour les deux logements du dernier étage, et ce pour chaque bâtiment, y ayant accès par la mezzanine aménagée dans la portion arrière du bâtiment. Des écrans sont proposés aux extrémités afin de minimiser les vues sur les bâtiments voisins. Un garde-corps vitré ceinture cette terrasse.

Aménagement du terrain

Le pourcentage d'espace végétalisé est de 44,5 % pour chaque terrain alors que le minimum requis au Règlement concernant le zonage (RCA 40) est de 35 %.

Aucun arbre ni aménagement paysager ne se trouve sur cette propriété. Deux arbres à moyen déploiement seront plantés en cour avant ainsi que deux arbres à petit déploiement en cour arrière, soit un pour chaque nouveau lot. Un écran de conifères sera aménagé à la limite de propriété arrière adjacente à un usage commercial.

Quatre espaces de stationnement sont aménagés en cour avant, soit deux par bâtiment. Ces cases, adjacentes au trottoir public, sont aussi adjacentes au mur des habitations. Ces espaces de stationnement ne seront pas localisés devant une fenêtre.

Sur la façade arrière, on retrouve des balcons reliés à un escalier menant à la cour arrière tandis que des cours anglaises sont aménagées pour les logements du sous-sol.

Des espaces d'entreposage pour les contenants à déchets sont prévus en cour latérale, pour chacun des bâtiments. Ces espaces sont non visibles de la voie publique par l'aménagement d'un écran.

DÉCISION DU COMITÉ

Lors de la réunion du 3 février 2025, les membres du comité d'étude des demandes de démolition ont procédé à l'analyse de la demande d'autorisation de démolition d'une habitation unifamiliale isolée.

En vertu de l'article 17 du Règlement régissant la démolition d'immeuble (RCA 35), le comité accorde le certificat d'autorisation de démolition s'il est convaincu de l'opportunité de la démolition compte tenu de l'intérêt public et de l'intérêt des parties. Pour prendre sa décision, le comité doit prendre en considération :

- l'état de l'immeuble visé;
- la détérioration de l'apparence architecturale, du caractère esthétique ou de la qualité de vie du voisinage;
- le coût de la restauration;
- l'utilisation projetée du sol dégagé;
- tout autre critère pertinent.

Considérant que :

- le projet de remplacement est conforme au Règlement concernant le zonage (RCA 40);
- le requérant a démontré certains dommages au bâtiment qui ne compromettent pas l'intégrité du bâtiment et qui peuvent être corrigés par des réparations adéquates d'une valeur estimée de 568 800 $;
- le milieu d'insertion présente des caractéristiques architecturales hétéroclites et vu le langage contemporain du projet, il est difficile d'identifier des éléments pouvant reprendre des caractéristiques du secteur (voir la grille d'analyse du PIIA ci-dessous);
- la mezzanine proposée dans la portion arrière fait en sorte que le bâtiment est plus haut d'un étage par rapport aux bâtiments les plus hauts du secteur, mais que sa disposition à l'arrière du bâtiment vient minimiser son impact;
- des mesures de mitigation sont proposées pour éliminer les vues sur les bâtiments voisins à partir de la terrasse sur le toit;
- la moitié des logements, soit 4, sont de grandeur suffisante pour être considérés comme des logements de type familial;
- la végétalisation de la cour avant a été bonifiée par rapport aux propositions précédentes;
- aucun arbre n'est présent sur cette propriété et que deux arbres à moyen déploiement seront plantés en cour avant ainsi que deux arbres à petit déploiement en cour arrière;
- le requérant ainsi que toute autre personne intéressée ont eu l'opportunité de se faire entendre lors de cette séance publique.

En conséquence :

Le comité d'étude des demandes de démolition accorde l'autorisation de démolition de l'immeuble situé au 7756, avenue Baldwin, avec les conditions suivantes :

- quatre arbres devront être plantés, soit un à moyen déploiement en cour avant et un à petit déploiement en cour arrière, et ce pour chaque lot;
- un écran végétal à feuillage persistant devra être planté à la limite de propriété arrière adjacente à un usage commercial;
- les espaces de stationnement devront être en pavés alvéolés ou en pavés assurant une bonne percolation des eaux de surface;
- le certificat d'autorisation de démolition sera sans effet si les travaux autorisés par celui-ci ne sont pas débutés dans les 24 mois suivant la date de la décision;
- les travaux de reconstruction doivent être terminés dans les 60 mois suivant l'émission du certificat d'autorisation de démolition.

La séance est levée à 18 h 15.

Le directeur de l'Aménagement urbain et des services aux entreprises,

Réjean Boisvert, directeur

Signature numérique de Réjean Boisvert, directeur
Date : 2025.03.28 09:55:05 -04'00'

Réjean Boisvert

Le président du comité consultatif et maire de l'arrondissement,

Luis Miranda

ARRONDISSEMENT D'ANJOU
RÉUNION DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
TENUE LE 3 MARS 2025, À 18 h

ÉTAIENT PRÉSENTS :	M[me] Andrée Hénault, présidente substitut, conseiller de Ville M. Réjean Boisvert, secrétaire du comité, directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises M. Marc J. Léonard, représentant des citoyens M[me] Francine Beauchamp, représentante des citoyens M[me] Lucia Medeiros, représentante des citoyens M. André Boisvert, représentant des citoyens M. Hugues Champigny, représentant des citoyens M. Dominic Giguère, représentant des citoyens M. Gaétan Fradette, représentant des citoyens M[me] France Lemieux, représentante des citoyens
ABSENCES :	M. Luis Miranda, président, maire d'arrondissement M. Mario Bocchicchio, représentant des citoyens
PERSONNES-RESSOURCES :	M[me] Anne Chamandy, directrice d'arrondissement M[me] Marie-Christine Chartrand, chef de division urbanisme M. Maxime Lanthier, conseiller en aménagement
OBSERVATEURS :	M[me] Marie-Josée Dubée, conseillère d'arrondissement M. Richard Leblanc, conseiller d'arrondissement M[me] Francine Imbleau, représentante citoyenne (nommée le 4 mars 2025 par la résolution CA25 12042)

1. Ordre du jour

Les membres du comité consultatif d'urbanisme procèdent à l'adoption de l'ordre du jour avec l'ajout du point suivant :

4. Varia :

3.1 7650, avenue du Mail
Modification du PIIA - Maxime Lanthier

2. Plan d'implantation et d'intégration architecturale

2.1. 7590, avenue de la Loire

Dossier GDD n° : 2255614001

Objet : Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) relatif à la modification de la façade principale d'une habitation unifamiliale isolée située au 7590, avenue de la Loire – lot 1 110 203 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Responsable du dossier : Maxime Lanthier, conseiller en aménagement

Contexte :

Le propriétaire de l'habitation unifamiliale isolée située au 7590, avenue de la Loire a procédé à la réalisation de travaux modifiant la façade principale de son bâtiment.

Un permis avait été délivré pour le réaménagement intérieur et arrivait à échéance en mars 2024. Lors d'une inspection de suivi en décembre 2024, il a été constaté que le revêtement d'aluminium sur la façade principale avait été repeint avec une nouvelle couleur.

Or, cette modification est sujette à l'approbation d'un PIIA, en vertu du paragraphe 1 de l'article 3, du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45), soit :

- la modification du revêtement extérieur du bâtiment impliquant un changement de matériau ou de couleur.

Les travaux de peinture du revêtement ont donc déjà été réalisés sans l'obtention des autorisations requises au préalable.

Ce projet fait référence à la demande de permis 3003504783 datée du 17 janvier 2025.

Description :

Le projet consistait à peindre les insertions de revêtement métallique localisées près des ouvertures sur la façade principale donnant sur l'avenue de la Loire.

La façade principale est recouverte de 2 types de revêtements, soit :

- de la brique de couleur beige;
- un revêtement métallique de couleur noire (anciennement de couleur rouge).

Le projet comporte également le remplacement de la porte de garage. Toutefois, ces travaux ne sont pas assujettis au PIIA.

Avis du CCU :

Le comité émet un avis favorable au plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) relatif à la modification de la façade principale d'une habitation unifamiliale isolée située au 7590, avenue de la Loire – lot 1 110 203 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

2.2. 11001, rue Colbert

Dossier GDD n° : 2255614002

Objet : Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) relatif à l'agrandissement d'un bâtiment industriel situé au 11001, rue Colbert– lot 1 004 097 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Responsable du dossier : Maxime Lanthier, conseiller en aménagement

Contexte :

L'entreprise Aluminart qui fabrique des portes et fenêtres d'aluminium et de PVC souhaite agrandir son bâtiment afin d'augmenter sa superficie d'entreposage et optimiser ses opérations de réception et d'expédition.

Ce projet est sujet à l'approbation d'un PIIA, en vertu de l'article 3, paragraphe 13, du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45), soit :

- un projet d'agrandissement d'un bâtiment industriel.

Ce projet fait référence à la demande de permis 3003487418 datée du 18 novembre 2024.

Description :

Présentement, ce bâtiment de deux étages construit en 1988 comporte une superficie d'implantation au sol de 2 927 m^2 et une superficie de plancher de 3 443,6 m^2. Le projet vise à agrandir le bâtiment sur une superficie au sol de 659,7 m^2. L'agrandissement aura un seul étage, mais atteindra la même hauteur que le bâtiment actuel, soit 7,79 mètres. Cet agrandissement permettra d'accroitre la superficie d'entreposage des matières premières et optimiser les opérations de réception et d'expédition.

Cet agrandissement sera implanté en cour latérale gauche, où sont localisés actuellement les tabliers de manœuvre des camions de livraison et d'expédition. Les manœuvres des camions sur le site ont donc été repensées. Des tabliers de manœuvres seront aménagés en corrélation avec la portion agrandie du bâtiment. À cet effet, on dénote que 5 quais de chargements seront conservés. Au niveau de la circulation des camions devant accéder aux quais de chargement, l'entrée des camions se fera à partir des rues Larrey et Colbert, et la sortie s'effectuera par la rue Colbert. Au niveau de l'agrandissement, 2 portes d'accès camion en aluminium blanc ayant des dimensions de 4,26 m X 4,26 m permettront aux véhicules d'accéder au bâtiment. En effet, les camions accèderont au bâtiment par la porte arrière de l'agrandissement et sortiront par la porte avant menant vers la sortie sur la rue Colbert. Également, un nouveau compacteur à déchets sera installé à l'arrière de l'agrandissement.

L'agrandissement sera composé principalement de 2 types de revêtements. Au rez-de-chaussée, on retrouvera un revêtement de brique gris-beige tel que le modèle Strata Brick Smooth de couleur Waterford de la compagnie Shouldice. Pour l'étage, les façades seront recouvertes d'un revêtement métallique vert tel que le CL-6025 vertical de couleur Vert Tilleul de la compagnie Vicwest. Finalement, un solin métallique de couleur Vert Tilleul de la compagnie Vicwest sera apposé en bordure du toit. Les revêtements proposés sont très similaires à ceux retrouvés sur toutes les façades actuelles du bâtiment. Il n'y a pas de fenestration prévue sur l'agrandissement.

Concernant le stationnement, les 24 cases localisées en cour avant du côté de la rue Larrey seront préservées. Afin de rencontrer la règlementation, 6 nouvelles cases de stationnement parallèle au bâtiment seront aménagées en cour arrière et 2 autres cases seront aménagées en cour latérale pour un total de 32 cases de stationnement sur le site. À noter que le nombre minimal de cases de stationnement requis par la réglementation est de 32 cases.

Au niveau des aménagements paysagers, le projet ne comporte pas de bonifications à cet effet puisque l'espace libre des cours latérale et arrière servira entièrement aux manœuvres de camionnage ainsi qu'au stationnement des véhicules. Toutefois, 20 arbres seront conservés dans les cours avant et sur le domaine public longeant les rues Colbert et Larrey et la superficie d'espace vert ne sera pas réduite, soit 777 m² représentant 10,3 % (minimum exigé par la réglementation 10 %). Un seul arbre doit être abattu du côté de la rue Colbert pour assurer les raccordements d'aqueduc et d'égout pluvial.

Avis du CCU :

Le comité émet un avis favorable au plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) à l'agrandissement d'un bâtiment industriel situé au 11001, rue Colbert– lot 1 004 097 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

2.3. 8250, rue Bombardier

Dossier GDD n°: 2255614003

Objet : Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) relatif à l'agrandissement d'un bâtiment industriel situé au 8250, rue Bombardier – lot 1 050 672 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Responsable du dossier : Maxime Lanthier, conseiller en aménagement

Contexte :

Le propriétaire du bâtiment situé au 8250, rue Bombardier, occupé par la compagnie les Aliments Ares, souhaite agrandir son bâtiment afin d'optimiser ses espaces d'entreposages, agrandir les espaces de bureaux et augmenter l'aire de fabrication.

Ce projet est sujet à l'approbation d'un PIIA, en vertu de l'article 3, paragraphe 13, du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45), soit :

- un projet d'agrandissement d'un bâtiment industriel.

Ce projet fait référence à la demande de permis 3003383340 datée du 30 avril 2024.

Description :

Présentement, ce bâtiment de deux étages construit en 1968 comporte une superficie de plancher de 2 281,64 m². Le propriétaire souhaite l'agrandir afin d'atteindre une superficie totale de plancher de 3 428,49 m².

Voici le détail des agrandissements projetés :

Façade sur la rue Bombardier

L'agrandissement du côté de la rue Bombardier comportera deux étages, d'une hauteur totale de 8,53 m et d'une superficie au sol de 162,52 m². Cet agrandissement aura un toit plat et un volume rectangulaire. Les pièces du rez-de-chaussée serviront à l'entreposage ainsi qu'à la production tandis que les pièces à l'étage seront des bureaux. Il sera entièrement recouvert d'une maçonnerie de brique rouge, tel que le Brookview Matt de la compagnie Canada Brick. Cette façade propose une fenêtre verticale de 1,50 m sur 7 m soulignant l'entrée du bâtiment ainsi que des fenêtres horizontales de

2,13 m sur 20 m à l'étage. Ces fenêtres auront un cadrage en aluminium noir. Des portes seront aménagées sur le mur latéral droit pour donner accès aux aires d'entreposage et de production.

Façade sur la place d'York

L'agrandissement prévu sur la place d'York comportera deux étages, d'une hauteur totale de 9,98 m et d'une superficie au sol de 41,67 m^2. Cet agrandissement aura un toit en pente ainsi qu'un volume rectangulaire et permettra d'ajouter une nouvelle cage d'escalier pouvant accéder à l'étage. Le revêtement sera composé d'un revêtement métallique d'installation verticale tel que le CL622 Calibre 24 de couleur Gris Régent de la compagnie Vicwest. La partie inférieure sera composée d'un enduit d'acrylique de crépi blanc sur une hauteur de 2,50 m à partir du sol. Cet agrandissement comportera quelques fenêtres d'environ 1,20 m² ainsi que des portes pour accéder au rez-de-chaussée.

Façade latérale droite

L'agrandissement localisé en cour latérale comportera deux étages, d'une hauteur totale de 9,19 m et d'une superficie au sol d'environ 220 m^2. Cet agrandissement aura un toit en pente et une volumétrie rectangulaire comportant un décroché ainsi qu'un balcon à l'étage qui sera surplombé d'un avant-toit. Cet agrandissement permettra d'agrandir les superficies pour l'expédition, la réception et l'entreposage. De plus, des corridors seront prévus au rez-de-chaussée et à l'étage. Le revêtement sera composé d'un revêtement métallique d'installation verticale tel que le CL622 Calibre 24 de couleur Gris Régent de la compagnie Vicwest. Il y aura des fenêtres d'environ 1,20 m^2 et quelques portes sur cette façade. De plus, un escalier extérieur menant à l'étage sera implanté en cour latérale.

Aménagement du site

Au niveau des espaces de stationnement, le projet aura 11 cases de stationnement en cour avant du côté de la place d'York, 10 cases en cour arrière et 4 cases le long du bâtiment, en cour latérale droite. Les quais de chargement existants sont localisés à l'arrière du bâtiment et les manœuvres de camion s'effectueront entièrement en cour arrière. Le site comporte 2 accès véhiculaires du côté de la rue Bombardier et 2 accès du côté de la place d'York. Ces accès seront préservés tels quels. La gestion des matières résiduelles se fera à l'intérieur du bâtiment grâce à une salle à déchets réfrigérée existante d'une superficie de 22,84 m^2.

Concernant les aménagements paysagers, actuellement le site ne comporte aucun arbre, mais une superficie d'espaces verts d'environ 86 m^2 (1,5 %). La proposition comportera la plantation d'un total de 16 arbres dans les cours avant ainsi qu'une plantation de plusieurs arbustes et une variété de vivaces. Le site aura un total d'environ 685 m² (+/- 12 %) de superficie d'espaces verts qui seront localisés principalement dans les 2 cours avant du côté de la rue Bombardier et de la place d'York ainsi que le long du bâtiment en cour latérale. De plus, une bande gazonnée, d'une largeur de 1,20 m, qui ne figure pas sur les plans actuels, sera aménagée entre les cases de stationnement en cour arrière (incluse dans la superficie du 12 % d'espaces verts). Les superficies d'espaces verts sont conformes à la réglementation.

Avis du CCU :

Les membres du comité ont soulevé certaines réserves concernant le projet présenté. Les membres proposent :

- de revoir le coloris du revêtement de brique, sur la façade donnant sur la rue Bombardier, afin qu'il soit dans les teintes de gris pour assurer une meilleure harmonisation des couleurs du bâtiment;

- de revoir le coloris du revêtement métallique proposé sur les autres façades, soit une teinte de bleu afin d'assurer une meilleure harmonisation avec les revêtements métalliques existants;

- de revoir le traitement architectural des deux vestibules présents sur la façade donnant sur la place d'York, afin qu'ils s'harmonisent davantage avec les nouveaux revêtements proposés;

- de localiser sur les plans les équipements mécaniques ainsi que la génératrice. Les membres souhaitent que ces équipements ne soient pas aménagés au toit ou sinon qu'ils ne soient pas perceptibles de la voie publique.

Les membres souhaitent revoir le dossier dans une réunion subséquente avant d'émettre une recommandation.

3. Varia

3.1. 7650, avenue du Mail

Dossier GDD n° : 1217077001 (Résolution CA21 12242)

Objet : Révision d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale pour des travaux de modification de la façade principale d'une habitation unifamiliale isolée.

Responsable du dossier : Maxime Lanthier, conseiller en aménagement

Contexte :

Le dossier concerne un projet de modification de la façade principale d'une habitation unifamiliale isolée qui a été approuvé au conseil d'arrondissement le 5 octobre 2021 (résolution CA 21 12242), pour lequel les travaux n'ont pas été réalisé tel qu'approuvé.

Description :

Le projet consistait au déplacement d'une fenêtre ainsi qu'à l'insertion d'un revêtement de clin d'aluminium horizontal sous cette fenêtre.

Toutefois, lors de l'inspection des travaux pour procéder à la fermeture du permis, il a été constaté qu'au lieu du revêtement d'aluminium approuvé, un revêtement de brique de couleur brune a été installé.

Ainsi, le demandeur souhaite une révision du PIIA afin d'autoriser le nouveau revêtement de brique à la place du clin d'aluminium.

Avis du CCU :

Les membres du comité sont d'avis que le mortier de couleur beige vient créer une brisure avec le revêtement de brique qui était existant sur la façade avant les travaux.

Ainsi, les membres font une recommandation favorable avec la condition suivante :

- les joints de mortier de la nouvelle section de brique doivent être modifiés afin qu'ils aient la même couleur que la nouvelle brique.

4. Prochaine réunion – 31 mars 2025

Fin de la réunion à 18 h 48

Le secrétaire du comité et directeur de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises,

Réjean Boisvert, directeur

Signature numérique de Réjean Boisvert, directeur
Date : 2025.04.23 11:58:09 -04'00'

Réjean Boisvert

La présidente substitut du comité et conseillère de la Ville,

Andrée Hénault

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1257077009
Unité administrative responsable : Arrondissement Anjou, Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Projet : Dépôt des comptes rendus de la réunion du comité d'étude des demandes de démolition tenu le 3 février 2025 et des réunions du comité consultatif d'urbanisme (CCU) de l'arrondissement d'Anjou tenues les 13 janvier 2025, 3 février 2025 et 3 mars 2025

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Démocratie et participation* ***12- Miser sur la transparence**, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Les dépôts des comptes rendus des différents comités de l'arrondissement d'Anjou favorisent la transparence du processus décisionnel.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**s. o.**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**s. o.**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**s. o.**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**s. o.**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**s. o.**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**s. o.**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**s. o.**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Outlook

Délégation de pouvoir - Réjean Boisvert, directeur DAUSE - 16 mai au 1er juin 2025

De Nancy BOUCHARD <nancy.bouchard2@montreal.ca>
de la part de
Rejean BOISVERT <rejean.boisvert@montreal.ca>

Date Ven 2025-05-16 12:05

À 79 DYN Anjou <79_anjou@montreal.ca>

Cc Luis MIRANDA <luis.miranda@montreal.ca>; Anne CHAMANDY <anne.chamandy@montreal.ca>; Andree HENAULT <andree.henault@montreal.ca>; Kristine MARSOLAIS <kristine.marsolais@montreal.ca>; Marie-Josee DUBE <mariejosee.dube@montreal.ca>; Richard LEBLANC <richard.leblanc@montreal.ca>

Mesdames,

Messieurs,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), je désigne monsieur Amar Ikhlef, directeur des travaux publics pour me remplacer dans mes fonctions de directeur de l'aménagement urbain et services aux entreprises et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions le 16 mai 2025 et madame Marie-Christine Chartrand, chef de division urbanisme à la DAUSE, du 17 mai au 1er juin 2025.

Et j'ai signé,

Réjean Boisvert
Directeur
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Tél.: 514 493-5179

7171, rue Bombardier
Anjou (Québec) H1J 2E9

abonnez-vous à notre infolettre
Site Web Instagram Facebook Ville de Montréal - arrondissement Anjou

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Dépôt: CA25 12122

Dépôt par la secrétaire d'arrondissement du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 6 mai 2025, à 18 h, concernant les projets de règlements RCA 183 et RCA 40.56, ainsi que le projet particulier d'habitation PH-79-002

Dépôt est fait par la secrétaire d'arrondissement du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 6 mai 2025, à 18 h, concernant les projets de règlements RCA 183 et RCA 40-56, ainsi que le projet particulier d'habitation PH-79-002.

60.02 1257203007

Nataliya HOROKHOVSKA
_____
Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.02

2025/06/03
19:00

Dossier # : 1257203007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 c) s'assurer du caractère crédible, transparent et efficace des consultations publiques par l'adoption et le maintien de procédures à cet effet
Projet :	-
Objet :	Dépôt par la secrétaire d'arrondissement du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 6 mai 2025, à 18 h, concernant les projets de règlements RCA 183 et RCA 40-56, ainsi que le projet particulier d'habitation PH-79-002

Dépôt est fait par la secrétaire d'arrondissement du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 6 mai 2025, à 18 h, concernant les projets de règlements RCA 183 et RCA 40-56, ainsi que le projet d'habitation PH-79-002.

Signé par Anne CHAMANDY **Le** 2025-05-26 10:12

Signataire : Anne CHAMANDY

_____

directeur(-trice) - arrondissement (ii)
Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1257203007**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 c) s'assurer du caractère crédible, transparent et efficace des consultations publiques par l'adoption et le maintien de procédures à cet effet
Projet :	-
Objet :	Dépôt par la secrétaire d'arrondissement du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 6 mai 2025, à 18 h, concernant les projets de règlements RCA 183 et RCA 40-56, ainsi que le projet particulier d'habitation PH-79-002

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ c. A-19) et de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation, une assemblé publique de consultation a été tenue le 6 mai 2025, à 18 h, concernant les projets de règlements RCA 183 et RCA 40-56, ainsi que le projet particulier d'habitation PH-79-002.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 12067 - Adopter, en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q. 2024, chapitre 2), un premier projet de résolution visant à autoriser un projet de démolition du bâtiment commercial situé au 7440-7460, boulevard des Galeries-d'Anjou et de construction de deux bâtiments résidentiels comportant trois tours pour les propriétés situées aux 7400 et 7440-7460, boulevard des Galeries-d'Anjou, lots 6 659 556, 6 659 557, 6 659 558, 6 659 559, 6 659 560 et 6 659 561 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (PH-79-002); (1257077004)
CA25 12069 - Adopter le premier projet de règlement RCA 183 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45), le Règlement sur les permis et certificats (1527) et le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin de permettre les bâtiments temporaires de classes modulaires pour les établissements d'enseignement durant une période ne devant pas excéder 60 mois;(1257077006)

CA25 12068 - Adopter le premier projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin d'ajouter des définitions relatives à l'hébergement touristique.(1258770003)

DESCRIPTION

Les projets suivants ont été présentés:

1. Premier projet de Règlement RCA 40-56 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin d'ajouter des définitions relatives à l'hébergement touristique.
2. Premier projet de Règlement RCA 183 intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45), le Règlement sur les permis et certificats (1527) et le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin de permettre les bâtiments temporaires de classes modulaires pour les établissements d'enseignement durant une période ne devant pas excéder 60 mois.
3. Projet de résolution d'autorisation PH-79-002 pour la réalisation d'un projet d'habitation en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation.

JUSTIFICATION

Le 16 avril 2025 un avis public a été diffusé, pour chaque projet, conformément au Règlement RCA 139

LAU: 126. Au plus tard le septième jour qui précède la tenue de l'assemblée publique, le greffier ou greffier-trésorier de la municipalité affiche au bureau de celle-ci et publie dans un journal diffusé sur son territoire un avis de la date, de l'heure, du lieu et de l'objet de l'assemblée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

MONTRÉAL 2030

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s.o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications, la signataire atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Josée KENNY
Secretaire-recherchiste

Tél : 514-000-0000
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-23

Nataliya HOROKHOVSKA
secretaire d'arrondissement

Tél : 514-493-8005
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257203007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens et du greffe , Division du greffe
Objet :	Dépôt par la secrétaire d'arrondissement du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 6 mai 2025, à 18 h, concernant les projets de règlements RCA 183 et RCA 40-56, ainsi que le projet particulier d'habitation PH-79-002



2025-05-06_PV_APC.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Josée KENNY
Secretaire-recherchiste

Tél : 514-000-0000
Télécop. :

Assemblée publique de consultation
6 mai 2025, à 18 h

7701, boul. Louis-H.-La Fontaine
Salle du conseil

Procès-verbal

PRÉSENCES :

M. Luis Miranda, maire d'arrondissement
Mme Andrée Hénault, conseiller de Ville
Mme Kristine Marsolais, conseillère d'arrondissement
Mme Marie-Josée Dubé, conseillère d'arrondissement
M. Richard L. Leblanc, conseiller d'arrondissement

AUTRES PRÉSENCES :

Mme Anne Chamandy, Directrice d'arrondissement
Mme Josée Kenny, Secrétaire d'arrondissement substitut
M. Réjean Boisvert, Directeur de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Mme. Marie-Christine Chartrand, Chef de section urbanisme
M Mathieu Perrault, Conseiller en aménagement
Mme Geneviève Fafard, Conseillère en aménagement

---

6 personnes sont présentes.

Cette assemblée est tenue sous la présidence de M. Luis Miranda, maire d'arrondissement, conformément aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1).

L'assemblée publique permet d'entendre les personnes et les organismes qui désirent s'exprimer sur ce sujet, et ce, conformément aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

---

1. Ouverture de l'assemblée publique de consultation à 18 h par le maire.

2. Présentation du premier projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40) », afin d'ajouter des définitions relatives à l'hébergement touristique
   Présentateur : M Mathieu Perrault, Conseiller en aménagement

2.1. Période de questions. Aucune question

3. Présentation du premier projet de Projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le zonage (RCA 40), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA 45), le Règlement sur les permis et certificats (1527) et le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement d'Anjou - Exercice financier 2025 (RCA 181) », afin de permettre les bâtiments temporaires de classes modulaires pour les établissements d'enseignement durant une période ne devant pas excéder 60 mois.
   Présentateur : Mme Geneviève Fafard, Conseillère en aménagement

3.1. Période de questions. Aucune question

4. Présentation du premier projet de résolution PH-79-002 en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation visant à autoriser un projet de démolition du bâtiment commercial situé au 7440-7460, boulevard des Galeries-d'Anjou et de construction de deux bâtiments résidentiels comportant trois tours pour les propriétés situées aux 7400 et 7440-7460, boulevard des Galeries-d'Anjou, lots 6 659 556, 6 659 557, 6 659 558, 6 659 559, 6 659 560 et 6 659 561 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (PH-79-002).
Présentateur : Mme Geneviève Fafard, Conseillère en aménagement

4.1. Période de questions.

Une question est posée afin de valider si le corridor piétonnier sera revu en fonction des commentaires émis lors de la consultation publique pour le projet Les Halles d'Anjou ?

Le promoteur répond que le corridor piétonnier se situe sur la servitude avec Les Halles d'Anjou et qu'ils sont effectivement en pour parler avec eux afin d'améliorer ce corridor piétonnier.

5 Levée de l'assemblée à 18 h35.

Président d'assemblée
Luis Miranda

Secrétaire d'arrondissement substitut
Josée Kenny

Anjou Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 juin 2025	Résolution: CA25 12123

Levée de la séance ordinaire du 3 juin 2025

Il est proposé par Andrée Hénault

appuyé par Kristine Marsolais

et unanimement résolu :

Que la séance soit levée à 19 h 14.

ADOPTÉE

70.01

Nataliya HOROKHOVSKA

_____

Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juin 2025